

150

THE LIBRARY
THE UNIVERSITY OF JORDAN

TRENTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 9859

46 PAGES

MARDI 5 OCTOBRE 1976

M. Giscard d'Estaing
est arrivé en Iran

LIRE PAGE 46

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 5 \$; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 riyal ; Italie, 200 L. ; Liban, 120 L. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.
Tarif des abonnements page 25
5, RUE DES CHALIEUX
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6897-25 Paris
Tél. : 246-72-23

Le recul des socialistes et des libéraux ne laisse à M. Helmut Schmidt que huit voix de majorité

Le « modèle allemand »

La campagne électorale l'avait largement prouvé, le scrutin le confirme : les citoyens de l'Allemagne fédérale ne se sont pas prononcés pour des idéologies, pour le socialisme ou l'« humanisme chrétien », mais pour un mode de gestion de l'Etat. La coalition socialiste-libérale l'emporte de justesse, et les deux partis chrétiens C.D.U. et C.S.U., qui manquaient de peu, mais manquaient tout de même, l'objectif qu'ils s'étaient fixé.

Huit voix de majorité au Parlement, et la perte de dix-neuf députés, sans doute ce résultat constitue-t-il sinon une défaite, du moins un sérieux avertissement. Mais une marge de douze voix permet à M. Willy Brandt de gouverner entre 1969 et 1972 avec les libéraux, et d'entreprendre sans bien la politique de rapprochement avec l'Union soviétique et la République démocratique que d'accroître le développement économique de la République fédérale. Ses alliés libéraux du F.D.P. avaient pourtant nettement régressé, et l'opposition C.D.U.-C.S.U. n'avait alors perdu qu'un point et demi.

Un tel précédent incite à mesurer la nature du recul des socialistes et ses conséquences. M. Helmut Schmidt a été reconduit à la chancellerie à la condition de maintenir la coalition de la coalition de la coalition, qui lui a permis de faire de la République fédérale le pays qui a le mieux maîtrisé la crise économique : encadré à droite par les libéraux, à gauche par les socialistes, le F.D.P. a pu assurer l'équilibre du budget et le plein emploi. Mais le chancelier a-t-il obtenu d'être les concessions qui ont fait l'originalité de sa gestion.

Les élections du 3 octobre en Allemagne fédérale ont marqué un recul assez sensible de la coalition social-libérale. Le S.P.D. n'obtient que 42,5 % des voix (— 3,2 %) et avec l'appui des libéraux devra se contenter d'une majorité de huit sièges au Bundestag. Les chrétiens-démocrates, en revanche, progressent de 3,7 %, et la C.D.U.-C.S.U. devient — avec deux cent quarante-quatre députés — le premier parti d'Allemagne fédérale. Bien que M. Kohl, estimant être le « vainqueur moral » des élections, ait fait acte de candidature au poste de chancelier, le président de la République respectera la règle de la majorité et désignera très vraisemblablement M. Helmut Schmidt.

L'attitude des libéraux (F.D.P.), qu'on s'attendait à voir progresser et qui ont reculé légèrement (— 0,5 %), passera désormais d'autant plus lourde dans l'esprit du gouvernement qu'une défection de quelques députés suffirait à faire basculer la majorité.

Le F.D.P. a déjà manifesté son intention de rester fidèle à l'alliance avec les socialistes, mais il devra résister pour cela aux pressions considérables qui s'exercent déjà sur ses élus dans plusieurs Länder.

La coalition au pouvoir paraît condamnée à accentuer l'orientation « centriste » d'une politique qui ne diffère pas fondamentalement du programme de l'opposition. Coïncidence ou symbole : les deux premiers messages de félicitations adressés ce lundi matin aux socialistes-démocrates émanant l'un du président américain, M. Gerald Ford, l'autre de M. Mikhail Kohl, représentant permanent de la R.D.A. à Bonn.

DEUX PARADOXES

par ALFRED GROSSER

Un pays prospère, à la puissance économique et politique constamment accrue, émet un vote d'insatisfaction et d'incertitude. C'est tout juste qu'il n'ait pas du pouvoir le gouvernement occidental qui a su le mieux lutter contre la crise. Comment expliquer ce résultat électoral paradoxal ?

Il n'y a pas d'explication unique, d'autant plus qu'il n'est pas évident qu'il faille seulement expliquer le recul social-démocrate. Les socialistes ont subi une défaite, mais ils ont obtenu 42,5 % des voix, ce qui est un résultat remarquable, mais ils ont obtenu d'être les concessions qui ont fait l'originalité de sa gestion.

Le « modèle allemand », dont on fait si grand cas des créateurs de la campagne électorale, a-t-il jamais présidé à une exclusive social-démocrate ? M. Genscher, chef du parti libéral et ministre des affaires étrangères, en a singulièrement atténué la coloration. C'est lui qui contribuera, dans les prochaines semaines, à orienter le choix de M. Walter Scheel, président de la République, qui ne se contente pas d'entretenir simplement les vœux des partis.

Comme toutes les formations centristes en position d'arbitrage, le F.D.P. peut poser ses conditions tout en ayant à se défendre contre les opérations d'effritement, voire de débanchage, qui visent à le faire changer de camp. Quels gages nouveaux les socialistes doivent-ils donner, moins à M. Genscher qu'aux dirigeants libéraux de certains Länder, prêts à briser la coalition du F.D.P. pour voler au secours des chrétiens-démocrates ?

Ces derniers, qui détenaient déjà la majorité absolue au Bundestag (Conseil fédéral), pourront grâce à leur gain de dix-neuf sièges élargir leur contrôle sur certaines commissions parlementaires, notamment l'organisme d'arbitrage entre les deux Chambres. Leur situation d'opposants les amènera-t-elle, pour autant, à boycotter systématiquement l'action d'un gouvernement socialiste ?

Il est en effet remarquable — et on l'a constaté encore au cours des débats de la nuit des élections entre les leaders nationaux — que, pas plus qu'à Rome, par exemple, la vie politique à Bonn n'est empoisonnée par le sectarisme qui régit à Paris les relations entre la majorité et l'opposition.

Pour obtenir qu'un tel réalisme continue à prévaloir, la coalition doit nécessairement amener à des attentions ou à des ménagements qui tiendront compte notamment de l'accumulation des coupures de l'électorat — entre Nord et Sud, entre catholiques et protestants, entre villes et campagnes.

Sans doute est-ce là ce qui caractérise le « modèle allemand » : l'équilibre politique ne résiste guère aux faits, les remèdes sont fort peu nombreux, les programmes électoraux ne diffèrent que par des nuances. C'est pourquoi le chancelier Schmidt sera contraint d'écouter encore un peu plus ce qui demeure de la social-démocratie dans son action.

Un entretien avec M. Raymond Barre

- JUSTICE SOCIALE : « Je ne compte pas m'arrêter là »
- SALAIRES : « Les partenaires sociaux ont à mettre en œuvre les recommandations du gouvernement »
- VENTES D'OR : « Le Fonds monétaire doit modifier ses procédures »

M. Raymond Barre ouvre, mardi 5 octobre, le débat de politique générale à l'Assemblée nationale par une déclaration sur les intentions du gouvernement. La discussion, dans laquelle interviendront notamment M.M. Mitterrand, Maréchal et Robert Fabre, durera trois jours et se terminera jeudi, sans vote.

A la veille du débat, le premier ministre a précisé ses projets pour « le Monde ». Il ne pense pas que l'évolution des rémunérations doive diverger de celle de la production. Dans les entreprises publiques comme dans le secteur privé, les partenaires sociaux ont donc à « mettre en œuvre les recommandations du gouvernement » (limitation à 6,5 % de la progression des salaires en 1977). Sans discipline en la matière, les Français ne pourraient éviter l'« amputation » de pouvoir d'achat qu'on doit subir les travailleurs d'autres pays.

M. Barre s'appuie sur l'INSEE pour juger que la France n'est pas « le pays le plus inégalitaire », et il souligne que son plan est « le premier programme de lutte contre l'inflation qui comporte des mesures de justice sociale aussi étendues. Je n'ai compté pas m'arrêter là », ajoute-t-il ; la lutte contre la fraude fiscale sera intensifiée et la connaissance des revenus améliorée. Pour équilibrer durablement les comptes de la Sécurité sociale, le premier ministre procède à un examen particulier de l'augmentation des dépenses de santé. Pour éviter que le gel des tarifs publics jusqu'en avril ne conduise les entreprises nationales

à réduire leurs investissements, « d'autres ressources » devront être dégagées.

Si le franc se dépréciait, cela se traduirait par l'appauvrissement des Français. L'espoir du premier ministre est donc que le franc « se stabilise et même s'appuie ». Ce n'est pas le contrôle des changes qui assure la force d'un monnaie, précise-t-il, mais la solidité de l'économie du pays.

Les propos du premier ministre sur l'or seront commentés à l'Assemblée générale du Fonds monétaire, qui s'ouvre, ce lundi 4 octobre, à Manille. M. Barre s'en prend à la procédure des adjudications de l'F.M.I. et laisse entendre que leur rythme devrait être ralenti. « Aucune vente d'or ne doit être organisée de telle sorte que le cours soit artificiellement orienté à la baisse. »

La C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN, qui ont reçu le soutien des partis de gauche pour leur grève nationale du 7 octobre, estiment que celle-ci devrait entraîner des arrêts de travail de vingt-quatre heures dans la plupart des services publics ainsi que dans de nombreuses entreprises privées. Il s'agit pour ces syndicats de donner une « ampleur exceptionnelle » à la « riposte au plan Barre ». La C.G.C., qui, pas plus que la C.F.T.C. ne s'est associée au mouvement confédéral à cette journée, prévoit une campagne de manifestations contre le plan ; celle-ci commencera par un meeting, samedi 9 octobre, à Grenoble.

« Je suis sûr que les salaires de ce pays, comme tous les Français, souhaitent que le programme de lutte contre l'inflation réussisse. Réduire la hausse des prix, assurer l'emploi sur des bases saines, sont certainement à leurs yeux des objectifs prioritaires qui doivent être poursuivis pour eux-mêmes. »

Cependant, le programme gouvernemental accorde aux salariés deux garanties : la première est que le pouvoir d'achat sera maintenu alors que dans d'autres pays, ils ont dû accepter une diminution parfois sensible de ce pouvoir d'achat. Une prime supplémentaire de pouvoir d'achat pourra même être éventuellement accordée en fin d'année 1977, principalement aux travailleurs les plus défavorisés en fonction des résultats de la lutte contre l'inflation. La seconde garantie résulte de ce que les choix du gouvernement ont été inspirés par un souci de justice qui se manifeste notamment dans les mesures envisagées sur le plan fiscal, aussi bien en ce qui concerne la loi de finances rectificative que la loi de finances pour 1977.

Ces deux garanties sont systématiquement ignorées par ceux qui souhaitent mobiliser les salariés contre le programme de lutte contre l'inflation pour des raisons qui sont de toute évidence politiques.

Propos recueillis par GILBERT MATTHEU et PAUL FABRA.

« Ces deux garanties sont systématiquement ignorées par ceux qui souhaitent mobiliser les salariés contre le programme de lutte contre l'inflation pour des raisons qui sont de toute évidence politiques. »

Propos recueillis par GILBERT MATTHEU et PAUL FABRA.

M. Jacques Chirac préconise un « vaste mouvement populaire »

Abstraction faite de l'active campagne électorale qu'il va mener pour reconquérir son siège de député de la troisième circonscription de Corrèze, M. Jacques Chirac se propose de prendre la parole à plusieurs reprises dans les jours qui viennent, au cours de réunions à Périgueux le 10 octobre et à Epervan le 16.

Ces nouvelles interventions lui permettront de préciser son programme et de dire plus clairement ce que pourrait être le « vaste mouvement populaire » dont il a proposé la constitution dimanche 3 octobre à Egletons.

EN GUERRE CONTRE L'ÉLYSÉE

par RAYMOND BARRILLON

Manifestement décidé à ne pas traîner en chemin, M. Chirac vient de donner une signification et une ampleur nouvelles à son entreprise. Après son bref communiqué du 13 septembre, son message du 14 septembre aux « compagnons » gaullistes et sa lettre du 29 septembre, dans laquelle il demandait à M. Yves Guénégat de convoquer des assemblées nationales extraordinaires de l'U.D.R., c'est à la France tout entière qu'il s'est longuement adressé dimanche pour lui proposer la création d'un « vaste mouvement populaire ».

M. Chirac, qui est de filiation gaullienne bien plus que gaullienne (il n'avait que vingt-six ans lorsque de Gaulle revint aux affaires en 1958), n'est sans doute pas le mieux placé ni le mieux qualifié pour prétendre à la « défense des valeurs essentielles du gaullisme ». On n'a pas oublié, d'autre part, qu'au printemps 1974 il avait « livré » l'U.D.R.

qui, en 1940, avait voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

S'agit-il de remobiliser, et pas seulement en vue des « législatives » de 1978, une droite inquiète et morose que M. Giscard d'Estaing n'ait et ne stimule plus du tout ?

(Lire la suite page 8.)

- LIBAN : Paris envisage une procédure de règlement en trois étapes par MAURICE DELARUE, page 6.
- POLITIQUE AMERICAINE : une interview de M. Lawrence Klein, conseiller économique de M. Carter. Page 26, dans notre supplément EUROPA.
- BANQUE MONDIALE : « Les chiffres de la honte » par PIERRE DROUIN, page 43.

PHOTOGRAPHIES D'IMMIGRÉS

La taille du septième homme

S'il ne fallait connaître du travail conjoint de Jean Mohr, photographe, et de John Berger, poète, romancier et critique d'art, que cette exposition sur « Les immigrés », le souvenir de cette tentative de sympathie s'effacerait aussi vite que tous ces travaux moyens sur des sujets tragiques, laissant dans la mémoire l'impression de moyen plutôt que de la tragédie : une tragédie moyenne. Malgré cela, quelques images fortes disent le pouvoir du combat, pareilles à cette ligne de Berger : « Toutes les maisons sont des trous dans un cul de pierre. » Dans la campagne, près du feu, un homme compte un autre homme ; l'un est un paysan, l'autre un émigrant ; ils se ressemblent avant de se rassembler. Dans une

YVES BOURDE.

(Lire la suite page 28.)

CETTE SEMAINE EN LIBRAIRIE

TIXIER VIGNANCOUR

des Républiques, des justices et des hommes.

mémoires

ALBIN MICHEL

AU JOUR LE JOUR

Sport et politique

Quand on connaît les liens qui existent entre Guy Druet et Jacques Chirac, on est un peu surpris de voir l'un renoncer à la compétition alors que l'autre prend de très loin le départ pour la course de fond du pouvoir.

Il est vrai que Jacques Chirac célèbre la noblesse du jeu politique quand Guy Druet dénonce l'hypocrisie du jeu sportif.

Mais peut-être l'optimisme de l'un et le pessimisme de l'autre se retrouvent-ils à moitié vus, ou du moins se donnent-ils rendez-vous.

Reste à savoir si c'est pour gagner.

ROBERT ESCARPIT.

EUROPE

LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS

Le scrutin confirme la coupure entre le nord et le sud du pays

Des « vainqueurs » moroses

De notre correspondant

Bonn. — Soulagement, déception, satisfaction, coïncidence. Aucun des protagonistes de la bataille du 3 octobre n'a eu l'occasion de fêter un triomphe. Bien que tous se comportent comme le vainqueur de la coïncidence, l'atmosphère au siège des trois grands partis était morose. Les dirigeants de la politique allemande, d'habitude si loquaces, n'ont fait que de brèves apparitions devant la foule des journalistes et des invités qui les attendaient dans des halls surpeuplés et surchauffés par les projecteurs des stations de télévision.

A la chancellerie aussi, les visages étaient tendus. M. Schmidt restera longtemps, seul avec sa famille devant un récepteur de télévision avant de faire une brève déclaration. « M. Kohl a manqué son but, dit-il, il ne sera pas chancelier. » Ce n'était pas l'avis de l'intimité qui, entouré de quelques dizaines de jeunes chrétiens-démocrates brandissant des torches, affirmait au même moment : « La victoire de cette bataille électorale s'appelle Helmut Schmidt. »

Le petit cortège de jeunes chrétiens-démocrates devant la maison Conrad Adenauer, siège du parti, fut la seule manifestation de joie de la soirée. Malgré le sourire un peu forcé de son candidat chancelier, la démocratie chrétienne n'a pas

lieu de se réjouir. Elle est passée près de la victoire, mais elle reste sur les bancs de l'opposition.

Au fur et à mesure que la nuit avançait, les sociaux-démocrates se sentaient soulagés. Sans doute s'attendaient-ils à mieux. Le chancelier Schmidt comptait sur une majorité de quinze à dix-huit sièges, mais jamais les « fourchettes » ne lui ont laissé espérer plus de dix sièges. Il était encore trop tôt dimanche soir pour chercher les responsables de ce demi-échec, mais M. Willy Brandt, président du S.P.D., a clairement laissé entendre que la direction du parti ne tarderait pas à faire les comptes.

La grande déception est venue des libéraux. Le S.P.D. espérait que les gains de son partenaire compenseraient son recul. Or les pertes des libéraux et des sociaux-démocrates se sont multipliées. Le S.P.D. comptait renforcer sa position au sein de la coalition. Il revivait affaibli. Ses dirigeants avaient déserté les locaux exiguës du siège central pour se retrouver dans la ville de fonctions du président du parti, le ministre des affaires étrangères, M. Genscher. Après quelques heures de délibérations, M. Genscher, président devant les journalistes : Les sept années de bon travail de la coalition seront poursuivies. Cette phrase sonnait comme une maigre consolation. — D. VI.

Bonn. — La majorité, c'est la majorité. Dès que les « fourchettes » des deux chaînes de télévision ont permis de prévoir un léger avantage à la coalition libérale-socialiste, les dirigeants sociaux-démocrates ont signifié par cette tautologie qu'ils n'entendaient pas se laisser voler leur victoire. Pour évaluer leur confiance dans la poursuite de l'alliance avec les libéraux, malgré le recul sévère qu'ils venaient d'enregistrer, ils citaient un exemple illustre : Konrad Adenauer a été élu chancelier en 1949 avec une voix de majorité, la sienne. Pourquoi ne pourrait-on pas gouverner avec huit sièges ?

Il n'est resté pas moins que la majorité de la coalition libérale-socialiste a fondu. De quarante-six sièges en 1972, elle va être réduite à huit dans le prochain Bundestag. C'est une censure décapitante pour les sociaux-démocrates et surtout pour les libéraux. Si tout le monde prévoyait, en effet, que le S.P.D. perdrait des voix et des sièges, le F.D.P. pensait tirer son épingle du jeu. Or, il n'a pas été épargné.

A la suite de défaillances techniques, le résultat provisoire officiel n'a été connu que vers 3 h. du matin, ce lundi 4 octobre. Mais dans les premières heures de la soirée, les deux stations de télévision ouest-allemandes avaient déjà donné des estimations très précises. Alors que la participation a été à peine inférieure à celle de 1972 (91,1 % contre 91,1 %), la coalition obtient 50,5 % des suffrages exprimés, soit 3,7 de moins qu'il y a quatre ans. Le S.P.D. recueille 42,8 % des voix (contre 49,5 % en 1972), et le F.D.P. 7,9 % (contre 8,4 %). La démocratie chrétienne gagne ce que perd la coalition. Le C.D.U.

obtient 49,6 % des suffrages contre 44,9 % en 1972. Les petits partis obtiennent ensemble 0,9 % des voix, comme il y a quatre ans, et sont donc bien loin de la barre des 5 % indispensables pour avoir des sièges au Bundestag.

Le parti social-démocrate, qui perd dix-sept sièges, n'aura plus que deux cent treize représentants au Bundestag. Les libéraux (cent-trente-neuf), et la démocratie chrétienne (deux cent quatre) ont subi une interruption, le plus fort groupe parlementaire avec deux cent quarante-quatre députés, soit dix-neuf de plus que dans le précédent Bundestag. La tradition voulait que le groupe le plus fort désigne le candidat à la présidence du Bundestag. Mme Anne-Marie Renger sera remplacée par un démocrate-chrétien.

Comme en 1969.

Les sociaux-démocrates se retrouvent pratiquement dans la situation de 1969 où ils avaient obtenu 44,7 % des voix. Les pertes sont plus lourdes dans les régions catholiques ou dans les couches moyennes se trouvant pratiquement annulées. Au contraire, dans les fiefs traditionnels, le S.P.D. est bien maintenu, sauf en Hesse, où la démocratie chrétienne continue une progression commencée aux élections régionales, il y a quatre ans. Il perd peu dans les grandes villes, enregistrant parfois même des gains compensés par les pertes du parti libéral. Une exception notable : à Berlin-Ouest, le S.P.D. perd quatre des cinq mandats directs obtenus en 1972, mais la situation locale du parti a sans doute été un facteur déterminant.

Selon les premières études effectuées par l'Institut INFA de Bonn, les élections ont changé de parti par rapport à 1972, dans la majorité des cas au détriment du S.P.D. - F.D.P. Les électeurs, qui avaient voté pour la première fois, il y a quatre ans, en faveur du S.P.D. sont retournés à la C.D.U., comme cela avait été le cas aux élections régionales, pour la première fois aussi, en 1972, la majorité des femmes, qui représentent 53 % du corps électoral, avaient voté pour le S.P.D. Cette année, les femmes n'ont pas voté comme : « mari, c'est-à-dire plus tôt pour la démocratie chrétienne. Les femmes seules, qui sont généralement à l'initiative pour la C.D.U., tandis que les hommes seules ont voté pour le S.P.D.

« M. Kohl a manqué son but »

Parmi les nouveaux électeurs, qui étaient 3,3 millions, on constate une légère avance pour la coalition libérale, moins marquée cependant qu'en 1972. Les électeurs de vingt-deux à vingt-cinq ans, qui avaient voté pour la première fois il y a quatre ans, sont restés fidèles à la coalition. Ces élections ont confirmé, d'autre part, la coupure entre le nord et le sud de l'Allemagne fédérale. Dans l'ensemble, le S.P.D. maintient en améliorant ses positions dans le nord, alors que la C.D.U.-C.S.U. enregistre ses gains les plus forts dans les régions méridionales.

Le chancelier Schmidt a été élu directement dans sa circonscription de Hambourg-Bergedorf, mais son score est tombé de 64 % à 59,7 %. M. Helmut Kohl, qui se présentait à Ludwigshafen, a amélioré la situation de la C.D.U., mais a dû laisser le siège au candidat S.P.D. Comme il menait

la liste de Rhénanie-Palatinat, il peut cependant entrer au Bundestag. M. Genscher obtient à Wuppertal un succès personnel en recueillant 18 % des premières voix, pourcentage bien supérieur à la moyenne de son parti. M. Strauss améliore sa position dans sa circonscription de Haute-Bavière où le pourcentage de ses voix passe de 61 % à 68 %. Le dirigeant bavarois fait donc mieux que l'ensemble de son parti, qui obtient en Bavière 60 % des suffrages.

La coalition libérale-socialiste se retrouvera donc avec un nouveau Parlement avec une majorité inférieure à celle de 1969 : sociaux-démocrates et libéraux disposent alors de douze sièges de plus que les chrétiens-démocrates. Cette majorité avait diminué progressivement au fil des ans, de sorte qu'à la veille de la dissolution du Bundestag en 1972 elle n'était plus que de deux mandats.

LA REPRÉSENTATION DE BERLIN-OUEST

Les députés de Berlin-Ouest au Bundestag ont été élus, dimanche 3 octobre, par le Parlement de la ville. Sur ces vingt-deux parlementaires, onze appartiennent à la démocratie chrétienne, dix au parti social-démocrate, et un au parti libéral. Les députés de Berlin-Ouest ne sont pas élus directement par les électeurs et n'ont pas le plein droit de vote au Bundestag.

Mais la comparaison est trompeuse. En 1969, le parti libéral était divisé ; aujourd'hui, il apparaît plus uni, décidé depuis plusieurs mois déjà à poursuivre la coalition avec le S.P.D. L'alle national libérale, qui pouvait être tentée par une alliance avec la démocratie chrétienne, a déjà quitté le parti il y a plusieurs années.

Après une brève conversation, M. Schmidt et Genscher sont arrivés dimanche soir à la conclusion que huit sièges constituaient une majorité suffisante pour gouverner. D'une part, le parti social-démocrate a réussi à obtenir le meilleur résultat de son histoire, a déclaré le chancelier. D'autre part, M. Kohl, qui a reconnu qu'il voulait devenir chancelier, a manqué son but. Il ne deviendra pas chancelier, mais nous aurons eu volontiers quelques sièges de plus, mais avec le F.D.P. nous aurons obtenu notre objectif : nous continuerons à légiférer et à gouverner ensemble. M. Schmidt et Genscher veulent, au cours des prochains jours, faire savoir au président de la République, M. Walter Scheel, qu'ils disposent d'une majorité solide pour l'élection du chancelier.

Mais M. Kohl refuse de s'avouer battu. Il se considère, au contraire, comme le « vainqueur moral » des

élections et entend lui aussi proposer sa candidature au président de la République. La direction de la C.D.U. devait se réunir ce lundi pour discuter d'une offre de coopération au parti libéral. Les C.D.U.-C.S.U. ont aussi constaté qu'ils ont gagné les élections, a dit le candidat chancelier de la démocratie chrétienne. J'estime que le président de la République aidera la tradition démocratique et qu'il désignera le représentant du premier parti. Nous avons besoin d'un gouvernement fort et stable, pas d'une coalition des perdants.

Moralement chargés par les électeurs de former le gouvernement (pour reprendre ses propres termes) la C.D.U.-C.S.U. ne peut revenir au pouvoir sans l'appui du parti libéral qui, pour l'instant, lui est refusé. Toute la stratégie de M. Kohl, qui a été le meilleur candidat chancelier de la C.D.U.-C.S.U. depuis Adenauer, est en fait une tentative de renforcer sa position au sein du parti, va consister maintenant à détacher les libéraux des sociaux-démocrates, soit en favorisant la formation d'une coalition « bourgeoise » dans les Länder, soit en profitant des divergences de vues entre les deux partenaires, notamment sur la politique économique.

Les négociations en coulisses

La situation dans les Länder est d'autant plus favorable qu'en Hesse le député de M. Oetwald, ex-président social-démocrate accusé d'être en partie responsable des résultats catastrophiques de la Banque centrale du Land, illustre la fragilité des positions du S.P.D. dans ses fiefs traditionnels. En Basse-Saxe et en Sarre les libéraux harcèlent depuis des mois des gouvernements C.D.U. minoritaires ; ils n'attendent que les élections législatives pour participer au pouvoir.

Malgré les déclarations très nettes de M. Genscher sur la poursuite de la coalition libérale-socialiste à Bonn, les pressions sur le F.D.P. les négociations en coulisses ne vont pas manquer de se développer au cours des prochains mois. D'autant que le Bundestag élu dimanche n'entrera en fonctions que le 14 décembre prochain. D'ici là, l'ancienne assemblée qui continuera à se réunir et adoptera quelques projets de loi encore en suspens.

DANIEL VERNET.

M. Guy Gensseaux, membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré lundi 4 octobre : « Nous devons savoir tirer les leçons de la marginalité de cette victoire, qui, après la défaite des socialistes en Suède, doit être considérée comme un avertissement. La gauche ne sera majoritaire en France et ne pourra s'implanter durablement que si sa victoire est bien celle de nos trois partis, au détriment d'aucun d'entre eux, pour le plus grand avantage du plus grand nombre de Français. »

Deux paradoxes

(Suite de la première page.)

Sans doute la coalition s'est-elle laissée influencer par l'agressivité de la campagne de l'opposition chrétienne - démocrate. Quand le résultat du vote a été connu la nuit dernière, M. Willy Brandt a déclaré : « Nous avons gagné notre bataille défensive. » Fallait-il qu'elle fût seulement défensive, surtout face au slogan « Liberté ou socialisme » ? Les syndicalistes ont été présidents, ce ne les a pas empêchés d'être attaqués par la C.D.U. alors que le président de la confédération des agriculteurs pouvait impunément annoncer qu'il serait le ministre de l'Agriculture d'un gouvernement Kohl-Strauss. L'Eglise catholique n'a été prudente que dans la déclaration pré-électorale collective de l'épiscopat. Déclaration déjà assez transparente. Au niveau local, l'engagement pour la C.D.U.-C.S.U. a été massif. « Le 3 octobre sera le jour où on se comptera sur l'article 23 » (de libéralisation de l'avortement), écrivait tel bulletin diocésain.

Style Giscard ou style Chirac ?

Indépendamment même des thèmes de la campagne, les militants chrétiens-démocrates ont été plus mobilisés et plus motivés que les militants du S.P.D. Les résultats font foi. Les premiers calculs sur les transferts montrent que la C.D.U.-C.S.U. n'a perdu qu'un dixième de ses électeurs de 1972, alors que le S.P.D. en a perdu plus du cinquième et n'en a attiré que très peu de nouveaux.

Mais on peut aussi se demander si le style de la campagne de M. Strauss n'a pas eu même

temps privé de la victoire la démocratie chrétienne. Un ton plus mesuré n'aurait-il pas permis à la C.D.U. de mieux pénétrer dans la partie nord du pays ?

La question n'a rien de rhétorique. Elle sera au cœur du débat qui va s'instaurer au sein de l'opposition. Comment agit maintenant ? Avec modération, en se préoccupant de ne pas heurter le centre-gauche ? Avec agressivité, pour contraindre les derniers « mous » du centre à s'aligner ? Enfin, l'attitude Giscard ou l'attitude Chirac ? La seconde a fait progresser. N'a-t-elle pas fait manquer la victoire ?

Contraintes à la discipline

An début, la modération va l'emporter : il s'agit de démontrer qu'on devrait former le gouvernement en suivant les brags aux libéraux. Mais quand les libéraux auront définitivement refusé, faudra-t-il parler fort — et agir de même, notamment en effectuant tous les blocages institutionnels rendus possibles par la force du parti dans les Länder ? Incertitude interne réelle, malgré une unité affichée et une confiance totale proclamée : la situation est la même dans les deux partis de la majorité. Les sociaux-démocrates sont contraints à la discipline par l'existence même de cette majorité. Mais ils connaîtront un débat interne analogue au débat chrétien-démocrate : a-t-on frié la défaite pour n'avoir pas servi à temps contre les « gauchistes » du parti ou pour avoir parié un simple langage de gestionnaires ? Les libéraux se demanderont de leur côté si leur fidélité totale à

l'allié socialiste pourra vraiment être maintenue sans désastre futur. Or il suffirait que cinq de leurs députés répondent par la négative pour que la majorité parlementaire bascule.

Tensions au sein de tous les partis, affrontements vigoureux entre majorité et opposition au lendemain d'une campagne d'une grande violence verbale. Grande incertitude sur le maintien du gouvernement, sur la survie même pendant quatre ans du Parlement élu hier. Cela se passe dans un pays où plus de 99 % des électeurs viennent à nouveau de rejeter tout extrémisme, ou, de 1972 à 1976, quatre cent quatre-vingt-deux fois sur cinq cent quinze (parmi lesquelles celle qui porte sur la coagulation du sang) ont été adoptées à l'unanimité, ou enfin aucun désaccord majeur n'existe entre les trois partis sur les choix concrets en matière de politique économique comme en matière de politique extérieure.

Voilà bien le second et sans doute le principal paradoxe de la situation allemande. L'enjeu réel des élections ne comportait aucun choix palpable, matérialisable : il s'agissait plutôt « d'inspiration ». Si M. Strauss avait été pleinement vainqueur, l'option aurait été celle de l'intransigeance émotionnelle et démocratique. La courte victoire de la coalition sortante permettrait peut-être à la République fédérale de reprendre, majorité et opposition confondues, le style raisonnable et un peu raisonnable qu'on a eu si tort de lui reprocher du dehors alors qu'il était et demeure le signe même d'une guérison.

ALFRED GROSSER.

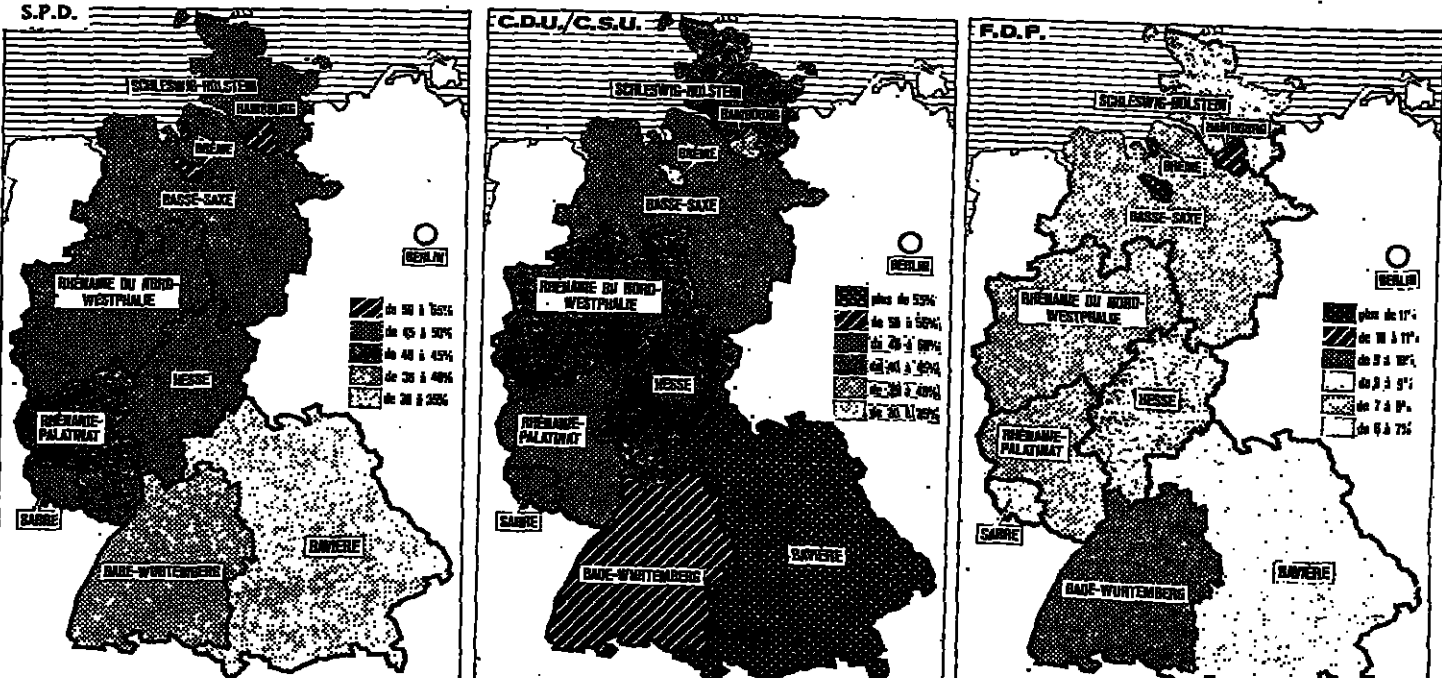
autrement

Pour ceux qui sont engagés dans l'action culturelle et sociale et qui veulent « expérimenter » un document exclusif axé sur des expériences concrètes, inédites.

Innovations sociales

autrement n° 5 - 25 F.
vente en librairie (diffusion STOCK)
ou 120, bd Saint-Germain, Paris-6°

L'IMPLANTATION RÉGIONALE DES TROIS PRINCIPAUX PARTIS



Handwritten note: 150

150

EUROPE

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

La presse allemande s'interroge sur l'attitude future des libéraux

Les premiers commentaires de la presse allemande soulignent la victoire de la coalition libérale. Plusieurs font ressortir que la victoire de la coalition libérale ne facilitera pas la tâche du gouvernement.

« Helmut Schmidt, bien que battu, restera chancelier, la majorité demeurera la majorité », assurent les *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, quotidien proche du S.P.D. Après avoir remarqué que l'on ne peut prédire combien de temps fonctionnera l'alliance S.P.D.-F.D.P., le journal ajoute : « Les pertes de voix enregistrées par les sociaux-démocrates devraient les mettre en garde contre un cours plus accéléré vers le socialisme. Il est certain qu'en pareil cas les libéraux, légèrement affaiblis, et peut-être un peu déçus, devraient se méfier. »

La *Frankfurter Rundschau* (libéral de gauche) insiste sur la nécessité du respect des règles démocratiques et donc du vote en faveur de la coalition sortante. « Il est évident que la formule « gouverner contre le parti le plus fort » soit lancée après ce résultat acquis de justesse, mais la démocratie parlementaire veut que la responsabilité gouvernementale soit confiée à la majorité qui s'est dégagée du scrutin », écrit ce quotidien. Il souligne ensuite : « Dans le cas présent, cette majorité est celle de deux partis qui ont déjà coopéré au sein d'une coalition. Ils se sont engagés nettement devant l'électorat à renouveler leur alliance et les majorités d'électeurs leur a donné son approbation. »

Pour la *Westfälische Rundschau* (libéral de gauche), le verdict de l'élection ne contribuera guère à réduire l'antagonisme des partis à Bonn. Après avoir remarqué que la régression enregistrée par le S.P.D. est restée dans les limites attendues et que la surprise est venue du recul subi par le F.D.P., le journal

constate : « La question est maintenant de savoir comment les libéraux normalement de centre-droit. Il est presque inévitable qu'un manque de sûreté se fasse jour dans la ligne à suivre... »

« Le pays n'est pas devenu plus facilement gouvernable après que l'élection se fut prononcée de façon nette », estime la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, quotidien des milieux d'affaires. Le journal souligne ensuite que la majorité, même mince, s'est prononcée en faveur de l'alliance S.P.D.-F.D.P. et que l'opposition C.D.U.-C.S.U. a perdu la consultation sans que l'on puisse imputer ce résultat au hasard ou à un manque de clarté dans la campagne électorale. Après avoir remarqué que la pauvreté des thèmes de la campagne a incité les électeurs à ne pas chercher le changement, même si un mouvement de pendule défavorable au S.P.D. s'est produit, le journal conclut : « La victoire de la coalition libérale, qui reste majoritaire, confirme que les libéraux acceptent volontiers une politique de réformes raisonnables, une orientation socialiste-démocratique sans rupture avec la société (...). Les sociaux-démocrates français, qui ont obtenu ce résultat, ont encouragé à persister dans la voie d'une social-démocratie française conciliant la justice sociale et la liberté sans lien avec le parti communiste. »

BERLIN-EST : la R.D.A. souhaite une relance des relations interallemandes

De notre envoyé spécial

Berlin-Est. — Vue de Berlin-Est la reconduction de la coalition social-démocrate-libérale à Bonn représente une garantie que la politique de négociation et de normalisation progressive avec la R.D.A. sera poursuivie à l'avenir. Tout en ne prenant pas publiquement position pour le S.P.D. et le F.D.P., la direction est-allemande n'avait pas caché qu'une victoire du « réalisme politique » faciliterait à ses yeux la continuation du dialogue entre Bonn et Berlin-Est. Elle avait en même temps clairement mis en garde les « forces remuantes » en Allemagne fédérale contre la tentation de détourner les accords passés avec la R.D.A. de leur destination réelle.

L'un des signes les plus évidents que les dirigeants communistes allemands ne souhaitent pas nuire au gouvernement de M. Schmidt a été le silence total observé par la presse est-allemande sur le discours prononcé à la veille du scrutin, à New York, par M. Genscher. En d'autres termes, la proposition du ministre des Affaires étrangères de Bonn de créer une cour de justice ayant pour but de statuer sur les manquements aux droits de l'homme — projet avant tout destiné à attirer l'attention de l'opinion publique internationale sur la situation existant à la frontière inter-allemande — aurait sans doute provoqué, à Berlin-Est, une vive réaction.

Le renforcement de l'opposition chrétienne-démocrate risque toutefois de limiter la liberté de manœuvre du futur gouvernement de Bonn dans sa politique étrangère. Ce dernier, pour parvenir à de nouveaux progrès en ce domaine, devra donc faire preuve d'une plus grande invention qu'au cours de la dernière législature, faute de quoi il sera obligé de s'en remettre plus que jamais à la plus ou moins grande volonté de Berlin-Est. Dans un discours qu'il a tenu samedi à Berlin-Ouest, M. Willy Brandt a explicitement engagé son successeur à saisir toutes les chances qui s'offriront d'améliorer les rapports entre les deux États allemands. La création d'un secrétariat d'Etat aux questions inter-allemandes auprès de la chancellerie, dont il paraît être question, pourrait être un signe de la détermination de M. Helmut Schmidt de suivre désormais plus directement ce dossier.

La détermination à relancer la dynamique des contacts interallemands pourrait donner lieu dans un proche avenir à des initiatives réciproques. On s'attend en particulier, à Berlin, que Bonn élève dans les semaines ou mois qui viennent le plafond des crédits garantis par l'Etat fédéral aux firmes ouest-allemandes qui commencent avec la R.D.A. le plafond actuel est de 2,5 milliards de deutschemarks. Les pourparlers à ce sujet auraient déjà commencé. De son côté, le gouvernement de Berlin-Est pourrait décider d'abaisser l'âge limite à partir duquel les citoyens de la R.D.A. sont autorisés à voyager à l'étranger. A l'heure actuelle, seuls les retraités — hommes âgés de plus de soixante ans et femmes âgées de plus de cinquante-cinq ans — jouissent d'un tel droit.

MANUEL LUCBERT.

M. ALBERT OSSWALD MINISTRE PRÉSIDENT (S.P.D.) DE HESSE A PRÉSENTÉ SA DÉMISSION

Francfort (A.F.P.). — Le ministre président social-démocrate du Land de Hesse, M. Albert Osswald, a rendu publique sa démission à la seconde séance du scrutin pour les élections législatives d'octobre.

M. Osswald a dû démissionner à la suite des accusations lancées contre lui par l'opposition démocrate-chrétienne, en raison de sa gestion de la Banque centrale de Hesse (le Monde du 1^{er} octobre). La C.D.U. lui reprochait d'avoir toléré des investissements très hasardeux, notamment dans des affaires immobilières à Munich et à Francfort, ainsi que dans la banque pour les investissements et le commerce de Francfort. Ces investissements s'élevaient à 1 milliard de marks (2 milliards de francs) au cours des deux exercices.

Mais le coup décisif lui a été porté par la mise en faillite de la Banque de crédit international de Genève, dans laquelle la Landesbank de Hesse avait pris une participation.

ROME : les Italiens ont le sentiment d'avoir servi d'« épouvantail »

De notre correspondant

Rome. — Les partis politiques italiens n'avaient pas encore eu le temps de lundi matin 4 octobre de commémorer les résultats des élections allemandes, mais leur point de vue est connu pour avoir été exposé à plusieurs reprises au cours des derniers jours.

Malgré le peu d'intérêt qu'elle accorde en temps habituel à l'Allemagne fédérale, l'Italie a suivi, en effet, la bataille avec une certaine attention : elle avait le sentiment désagréable de servir d'épouvantail aux deux principaux protagonistes, et sentait, d'autre part, combien une victoire des chrétiens-démocrates pouvait influer sur sa propre situation politique, tout entière marquée par la croissance d'un parti communiste qui participe de plus en plus au pouvoir.

Le P.C.I. a choisi le moindre mal : les sociaux-démocrates, malgré les sorties à répétition de M. Schmidt, menaçant de couper les vivres à l'Italie si le parti de M. Berlinguer devait entrer au gouvernement. De plus, la raison à prévaloir, écrit lundi l'envoyé spécial de l'Unità, qui commente : « La victoire manquée de la C.D.U.-C.S.U. est, en tout cas, la défaite, sur le plan extérieur, de la politique du « montrer les dents à l'Est » et, sur le plan intérieur, du projet d'Etat policier que, dans leur revendication obsessionnelle d'ordre, de sécurité et d'anti-communisme, Strauss et Dreyer avaient illustré pendant la campagne électorale. »

Ces élections ont confirmé que la démocratie chrétienne italienne n'était pas tout à fait sur

la même longueur d'onde que son homologue allemand : elle se considère moins à droite et plus responsable, compte tenu de sa permanence au pouvoir depuis trente ans et de l'impossibilité, selon elle, de réaliser une alternance politique en Italie. Son journal, *Il Popolo*, soulignait hier la victoire de la C.D.U.-C.S.U. et en soulignait l'importance pour la construction européenne, mais remarquait aussi la similitude des deux partis allemands. « Sur les grands thèmes de la solidarité occidentale, de la politique communautaire, des rapports avec le monde communiste, il ne semble pas y avoir de différence », écrit le journal le 2 septembre le journal de la démocratie chrétienne.

Les socialistes italiens, en revanche, ont clairement pris position pour le parti de M. Schmidt, dont ils se sont d'ailleurs rapprochés depuis quelques semaines. C'est la conséquence directe de l'élection au secrétariat général de M. Bettino Craxi, peu attiré par l'unité de la gauche à la Mitterrand et que certains surnommaient *Il Tedesco* (l'Allemand). M. Craxi est récemment allé en Allemagne fédérale et s'est trouvé, semble-t-il, parfaitement d'accord avec M. Willy Brandt. Mais la gauche du P.C.I. ne partage pas ces sentiments : tout en se réjouissant de la victoire des sociaux-démocrates, elle continue à les trouver trop amicaux, favorables à une « collaboration de classes ».

ROBERT SOLÉ.

RÉSULTATS PAR LAND (en % des suffrages exprimés)

(Voir cartes ci-contre.)

	S.P.D.		C.D.U.-C.S.U.		F.D.P.	
	%	Gain ou perte	%	Gain ou perte	%	Gain ou perte
Schleswig-Holstein	46,4	+ 2,4	19	+ 2,1	10	+ 2,2
Bremer	44,0	+ 2,9	3	+ 2,7	2	+ 2,8
Hambourg	52,6	+ 1,2	8	+ 2,5	3	+ 1,0
Basse-Saxe	45,7	+ 2,4	28	+ 3	28	+ 0,6
Rhénanie-Westphalie	46,9	+ 5,5	70	+ 3,5	68	+ 1,2
Rhénanie-Palatinat	41,7	+ 2,2	13	+ 4,8	16	+ 1,7
Hesse	45,7	+ 2,2	22	+ 4,3	21	+ 4,5
Sarre	46,1	+ 1,2	4	+ 2,3	4	+ 1,1
Bade-Wurtemberg	36,6	+ 2,2	33,3	+ 2,7	30	+ 1,1
Bavière	32,6	+ 5,0	39	+ 4,9	33	+ 0,3
TOTAL			313		244	

Les pourcentages régionaux sont basés sur le « second vote », qui permet à chaque électeur de se prononcer pour un parti, tandis qu'il choisit un homme avec le « premier vote ». Le nombre de sièges, en revanche, résulte de l'addition des deux votes.

LES TROIS DERNIERS SCRUTINS

	NOMBRE DE VOIX		POURCENTAGES		NOMBRE DE SIÈGES	
	1969	1972	1969	1972	1969	1972
S.P.D.	14 945 718	17 346 932	46,1	45,9	224	220
C.D.U.-C.S.U.	15 138 197	16 396 832	44,1	44,5	225	224
F.D.P. (libéraux)	3 128 821	3 995 189	9,8	9,6	41	39
F.D.P. (néo-nazis)	1 422 010	297 023	4,2	0,3	0	0
D.K.P. (communistes)	157 381	114 977	0,4	0,3	0	0
Divers						

Espagne

Le gouvernement rectifie le communiqué officiel annonçant la mise à la retraite de deux généraux

De notre correspondant

Madrid. — Les généraux Fernando de Santiago (ancien vice-président du gouvernement) et Carlos Insua (membre du Conseil national et chef de file de l'extrême droite militaire dans cette assemblée et aux Cortes) ne sont pas encore mis à la retraite anticipée, contrairement à ce qu'indiquait le communiqué officiel du conseil des ministres du 1^{er} octobre (le Monde daté 3-4 octobre).

En effet, dans l'après-midi du 2 octobre, le ministère de l'Information a publié une rectification officielle indiquant qu'il y avait eu « erreur de transcription » dans le communiqué de la veille et que le gouvernement, sur proposition du général Alvarez-Arenas, ministre de l'Armée, avait seulement décidé d'ouvrir « la procédure réglementaire » correspondante au passage à la situation de réserve, le cas échéant, des lieutenants généraux. D'après des sources officielles, la procédure en question pourrait se terminer d'ici une dizaine de jours.

L'erreur et la rectification du communiqué du conseil des ministres ont causé la confusion à Madrid. Plusieurs commentateurs ont écrit que le gouvernement avait dû céder aux pressions des généraux de droite. Mais des sources militaires nous ont déclaré : « Il n'y a eu aucune pression, ni même la moindre conversation avec le ministre de l'Armée. C'est le gouvernement qui, de sa propre initiative, a rectifié l'erreur. »

JOSÉ-ANTONIO NOVALS.

Portugal

Le P.P.D. s'intitulerait « parti social démocrate »

De notre correspondant

Lisbonne. — Le parti populaire démocratique, deuxième formation politique portugaise aux élections du 25 avril dernier, va changer de nom : il s'appellerait « parti social démocrate ». Un projet de statut modifiant profondément les instances dirigeantes du parti sera, d'autre part, présenté au prochain congrès qui aura lieu les 30 et 31 octobre. Ces deux décisions ont été prises par le Conseil national du P.P.D. qui s'est réuni dans la banlieue de Lisbonne les 2 et 3 octobre.

Le P.P.D. revendiquait depuis longtemps l'étiquette social-démocrate. Pourtant, toutes les tentatives entreprises par M. Sa Carneiro, secrétaire général du P.P.D., pour entrer à l'Internationale socialiste avaient échoué, en raison, semble-t-il, d'une opposition systématique du parti socialiste ou du courant social-démocrate est également très fort. La rivalité entre les deux formations avait culminé pendant la dernière campagne des élections législatives, en avril. Des leaders très connus de la social-démocratie européenne — MM. Brandt, Palme et Bruno Kreisky, notamment — sont venus au Portugal appuyer M. Soares, au grand dam de M. Sa Carneiro.

Au moment de la formation du

Un procès «ordinaire» en U.R.S.S.

Le Dr Stern devant ses juges

«Verdict aussi inique que grotesque»

appel de Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir (Monde 25/3/76).



Tchécoslovaquie

«FRANCE NOUVELLE» S'ÉLÈVE CONTRE LA CONdamnATION DE JEUNES CHANTEURS

Dans l'hebdomadaire communiste *France nouvelle* Gilbert Wasserman écrit en réponse à un lecteur qui s'étonnait de la condamnation à Prague de jeunes chanteurs de musique pop (*le Monde* du 25 septembre) : « Plusieurs aspects de cette affaire posent de graves problèmes. »

Par exemple, l'apparente théorisation qui a été faite à Prague du caractère réactionnaire par nature de la musique pop. Cela serait d'autant plus étrange si les suites d'une telle campagne ne s'élevaient pas traduites par des peines de prison. Il ne s'agit pas de théoriser à notre tour sur les vertus de telle ou telle forme musicale, mais force est de constater qu'à la fête de l'humanité des dizaines de milliers de jeunes sont venus tout à la fois pour exprimer leur volonté de lutter, leur soutien aux communistes, et pour écouter des groupes de chanteurs pop.

(...) Infliger à un théologien une peine de prison, quelle qu'elle soit, pour avoir écrit des textes de caractère religieux et les avoir fait chanter sur quelque musique que ce soit ne peut pas être considéré à nos yeux à un acte de droit commun, c'est en procès d'opinion et donc une entrave à la liberté d'expression. »

ENREGISTREMENT CLANDESTIN

Collection Témoins/Gallimard

EUROPE

Grande-Bretagne

A LA VEILLE DE SON CONGRÈS DE BRIGHTON

Le parti conservateur condamne le « contrat social » conclu entre le gouvernement et les syndicats

Londres. — A la veille de sa conférence annuelle qui s'ouvrira mardi 5 octobre à Brighton, le parti conservateur a révélé la stratégie qu'il compte adopter pour abattre le gouvernement travailliste et tirer la Grande-Bretagne de la crise économique.

Le document est intitulé *Right Approach*. Cette formule peut être interprétée de deux façons : c'est aussi bien l'« approche juste » que l'« approche de droite ». Il semble que l'une et l'autre interprétations conviennent parfaitement à M. Thatcher.

Les conservateurs peuvent également se dire que le moment est particulièrement favorable pour réaffirmer ce qu'ils considèrent comme le plus élémentaire bon sens en matière économique. La semaine dernière, le congrès de Blackpool a fait apparaître des divisions profondes au sein du mouvement travailliste. La contradiction entre le « réalisme » du gouvernement et les « extravagances » de l'appareil du Labour n'ont jamais été plus évidentes.

De plus, la chute dramatique de la livre (provoquée en partie au moins par les discours de Blackpool) a souligné la gravité de la crise.

M. Callaghan et le chancelier de l'Echiquier, M. Healey, ne cessent de proclamer que le Fonds monétaire international n'imposera pas de conditions « insupportables » à l'emprunt de 2 milliards trois cent millions de livres que demande Londres. Pourtant les nouvelles de Manille, où se réunissent les dirigeants de l'institution financière paraissent un peu moins réconfortantes pour les dirigeants britanniques. Rien ne serait encore décidé quant aux conditions d'un tel emprunt et même son montant ne serait pas déterminé.

« Haute aux nationalisations »

Cette réticence des partenaires financiers de la Grande-Bretagne est d'autant plus préoccupante qu'à Londres les porte-parole de la gauche travailliste — qui dominent désormais l'appareil du parti — n'ont pas perdu de temps pour s'élever contre les « recommandations » possibles du Fonds monétaire international. M. Atkinson, qui vient de succéder à M. Callaghan au poste de trésorier du parti travailliste a fait savoir que si les banquiers de New-York voulaient imposer une plus stricte austerité financière au Royaume-Uni, le Labour et les syndicats se dresseraient très fermement contre de telles exigences.

A première vue, la situation économique et politique de la Grande-Bretagne devrait donc être considérée comme très favorable à l'opposition conservatrice. Un problème, il est vrai, embarrasse les Tories : l'ancien premier ministre, M. Heath, continue de manifester sa mauvaise humeur et refuse toute espèce de coopération avec Mme Thatcher. Aussi le programme du parti ce lundi s'efforce-t-il de favoriser une réconciliation en rendant hommage à l'ac-

De notre correspondant

tion du gouvernement conservateur jusqu'en 1974. Le ligne politique définie dans ce document n'en manque pas moins un virage vers la droite. Il s'agit, notamment, de mettre un terme aux subventions pour les produits alimentaires et le logement. Les conservateurs proposent, bien entendu, des coupes sombres dans les dépenses publiques sans toutefois identifier d'une manière très précise les domaines qui seront touchés. L'industrie se voit promettre la fin du contrôle sur les dividendes et sur les prix.

Les contribuables peuvent apparemment compter sur une baisse du taux maximum de l'impôt direct (de 50 à 75 % pour les revenus des investissements, et de 50 à 60 % en ce qui concerne les traitements et salaires).

Bien entendu, le programme conservateur prévoit une « halte aux nationalisations ». Il annonce aussi un contrôle beaucoup plus sévère de

l'immigration. Toutefois, une question essentielle, posée depuis la défaite de M. Heath, ne reçoit qu'une réponse très vague. Comment les conservateurs pourraient-ils gouverner le pays alors que la plupart des dirigeants syndicaux y sont opposés ?

Le parti conservateur admet que la modification des demandes salariales est très utile dans certaines circonstances, mais n'en condamne pas moins le « contrat social » conclu entre le gouvernement travailliste et la Fédération des syndicats. Le nouveau programme tory suggère donc un système « à l'allemande », dans lequel la masse monétaire serait contrôlée de façon assez stricte pour empêcher les employeurs d'accroître les rémunérations d'une manière trop brutale.

Le congrès conservateur de Brighton devra s'efforcer de convaincre les citoyens qu'une victoire de Mme Thatcher ne provoquerait pas un affrontement extrêmement dangereux entre le gouvernement et les trade unions.

JEAN WETZ.

U.R.S.S.

La presse fait l'éloge de « la fidélité de Jacques Duclos à l'internationalisme prolétarien »

De notre correspondant

Moscou. — Les querelles idéologiques entre Moscou et certains partis communistes occidentaux ne sont nullement éteintes. On en a eu une preuve supplémentaire avec la *Pravda* du samedi 2 octobre, qui a publié deux articles faisant nettement allusion à la polémique.

Le premier article, de loin le plus violent, est signé par M. Machnerov, le premier secrétaire de Békoussale. M. Machnerov, qui est membre suppléant du bureau politique, s'était distingué en février dernier, au cours du vingtième congrès du P.C. soviétique, par le même genre d'attaque. Sous le titre « L'idéologie communiste est le gage de nos succès », il s'en prend à « toutes sortes de volets idéologiques de l'impérialisme, aux anticommunistes et aux antisoviétiques de tout acabit », pour lesquels « il est devenu à la mode de qualifier de dogmatique et de périmé tout ce qui témoigne du respect infatigable et absolu pour la théorie et la pratique des tâches et des principes fondamentaux de la science marxiste-léniniste ».

Les principes fondamentaux

Parmi ces principes fondamentaux, M. Machnerov cite l'internationalisme prolétarien, une notion qui n'a pas été reprise en juin dernier au cours de la conférence des partis communistes d'Europe à Berlin-Est. « En ayant recours au révisionnisme, en se réclamant d'un « développement créateur »

et du « renouvellement » du marxisme-léninisme, nos adversaires poursuivent un but lointain : noyer dans les marais de l'opportunité la ligne révolutionnaire de la doctrine marxiste-léniniste, déformer idéologiquement les forces révolutionnaires de l'époque moderne », affirme, d'autre part, M. Machnerov qui vise ainsi certains partis communistes, notamment les P.C. italien, espagnol, japonais et français.

Le même numéro de la *Pravda* contient un autre article révolutionnaire intitulé « Un internationalisme véritable ». Il est destiné à célébrer le quatre-vingtième anniversaire de la naissance de Jacques Duclos. Sans critiquer ouvertement la ligne actuelle du parti communiste français, la *Pravda* souligne, comme avec nostalgie, « la fidélité inébranlable de Jacques Duclos à la *Pravda*, attaché à une ligne révolutionnaire internationale ». L'article rappelle que le parti communiste français, appelé à renouer l'unité avec le parti communiste soviétique, appréciait l'expérience révolutionnaire du parti de Lénine (...), dénonçait sévèrement les campagnes anti-soviétiques et se battait pour la construction du socialisme et du communisme. On trouve dans le même éditorial le dernier numéro de la revue théorique *Komunist*, qui fait l'éloge, elle aussi, de « la fidélité inébranlable de Jacques Duclos aux principes de l'internationalisme prolétarien ».

La presse soviétique n'a pas encore fait, en revanche, la moindre allusion à ce qui pourrait constituer de nouvelles pièces du dossier idéologique de la dispute entre Moscou et certains partis communistes occidentaux : les gestes d'ouverture en direction de la Chine, effectués notamment par les partis italiens et français, au lendemain de la mort de Mao Tse-toung.

JACQUES AMALRIC.

M. SOUSLOV A LUI AUSSI SON BUSTE

Moscou (A.F.P.). — Un buste de M. Michel Souslov, membre du bureau politique du parti communiste soviétique, a été inauguré solennellement le dimanche 3 octobre dans son village natal de Chaboukovo, dans la province d'Oulanovsk, sur la Volga, annonce l'agence Tass. L'agence Tass rappelle que M. Souslov est deux fois héros de l'Union soviétique. C'est à ce titre qu'un buste de bronze le représente de son vivant dans son lieu de naissance. Un buste de M. Souslov en plâtre a été inauguré le 25 septembre, tandis que M. Léonid Brejnev, secrétaire général du P.C., posait son buste inauguré le jour même où il était nommé maréchal de l'U.R.S.S., le 3 mai dernier. M. Souslov, âgé de soixante-trois ans, est le plus ancien membre du bureau politique dont il fait partie depuis 1953.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le président Ford a élaboré un vaste programme de lutte contre la prolifération nucléaire

De notre correspondant

Washington. — M. Gerald Ford rendra public dans quelques jours un vaste programme de lutte contre la prolifération nucléaire. L'essentiel en a déjà été communiqué aux ambassadeurs américains aux fins de consultation avec les gouvernements des Etats-Unis. En fait, les grandes lignes du programme ont déjà couronné le monde du 21 septembre 1976, mais à quelques jours du second débat télévisé avec M. Jimmy Carter, qui portera sur la politique étrangère et les problèmes de défense, la Maison-Blanche a jugé utile de montrer que, contrairement aux affirmations du candidat démocrate, le président Ford n'était pas inactif dans ce domaine. Le Congrès n'a pas pu, avant la clôture de sa session, voter sur les divers jets de loi contre la prolifération. La Maison-Blanche entend rejeter la responsabilité de cette impasse sur les démocrates majoritaires au Congrès.

Le programme de la Maison-Blanche prévoit essentiellement :

- 1) La renégociation des traités de coopération nucléaire existant entre les Etats-Unis et divers pays, afin de renforcer les contrôles sur l'emploi de matériel nucléaire ;
- 2) La mise sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique des déchets nucléaires et du plutonium « civil » détenu par les Etats-Unis et d'autres pays ;
- 3) L'imposition d'un moratoire de trois ans au moins à l'exportation d'usines de retraitement aux pays qui n'en ont pas encore ;
- 4) L'offre par les Etats-Unis d'acheter jusqu'en 1985 le combustible nucléaire irradié utilisé par d'autres nations ;
- 5) Un engagement des Etats-Unis de suspendre immédiatement les livraisons de combustible nucléaire à toute nation qui violerait un accord de non-prolifération conclu avec eux. Les Etats-Unis demanderaient en outre, sur le plan international, des sanctions contre tout pays qui aurait violé un accord de non-prolifération. Les Etats-Unis eux-mêmes n'en étaient pas signataires ;
- 6) La proposition d'assurer la livraison de combustible nucléaire aux réacteurs d'autres nations, à condition que les bénéficiaires adoptent de strictes mesures contre la prolifération.

Sur le plan intérieur, le président Ford s'oppose au retraitement « civil » des déchets nu-

cléaires pour faire du plutonium « tant que la sécurité et les avantages économiques du procédé n'ont pas été clairement mis en évidence ». On pense que cette interdiction s'étendra sur une période de cinq ans.

Le Ford rejoint les propositions que M. Carter avait faites dans son discours du 25 septembre à San-Diego. Le candidat démocrate avait recommandé un moratoire sur les exportations d'usines de retraitement et une coopération internationale pour assurer le stockage du combustible irradié. L'opposition de la Maison-Blanche à la production

de plutonium à des fins civiles provoquera sans doute de vives controverses parmi les grandes sociétés qui avaient déjà demandé des licences aux autorités fédérales. Mais, dans l'entourage du président, on fait valoir que les Etats-Unis ne devaient de commencer les premiers. Le gouvernement américain, explique-t-on, ne peut espérer convaincre d'autres nations de renoncer au bénéfice économique éventuel d'un tel processus de production de plutonium s'il continue lui-même dans cette voie. Le programme militaire de production de plutonium n'est pas affecté par des décisions présidentielles.

HENRI PIERRE.

Le secrétaire d'Etat à l'agriculture qui avait tenu des propos racistes est « sévèrement réprimandé »

De notre correspondant

Washington. — M. Jimmy Carter est encore le favori de la compétition électorale du 3 novembre. Le candidat démocrate a pourtant perdu beaucoup de terrain, et l'hebdomadaire *Time* annonce que les deux concurrents courent dans « la même fosse », ayant chacun le soutien de 43 % des électeurs, 14 % restant indécis. Des erreurs de jugement, des déclarations mal inspirées ou naïves, une campagne maladroite, une performance relativement médiocre à la télévision, ont coûté cher à M. Carter.

Toutefois, dans le système américain à deux degrés, le vote dit « populaire » n'est pas nécessairement décisif. En 1976 et en 1980, les présidents Hayes et Harrison l'emportèrent avec une minorité de suffrages. C'est le « vote électoral » qui compte, c'est-à-dire le nombre de « voix » attribuées pour chaque Etat au sein du collège électoral qui désignera le président. Il est donc important pour un candidat de « décrocher » les Etats à forte population, qui disposent du plus grand nombre de « voix électoral », comme la Californie (45), l'Etat de New York (41), la Pennsylvanie (27), le Texas (26), l'Illinois (26), l'Ohio (26), etc.

Sur ce terrain, M. Carter garde un net avantage. D'après un sondage réalisé par le *Washington Post*, le candidat démocrate, qui est assuré de l'appui solide du Sud (une grande différence par rapport aux élections antérieures) et qui consolide ses positions dans les fiefs démocrates traditionnels du Nord, pourrait compter actuellement sur 201 suffrages de grands électeurs alors que la majorité requise dans le collège électoral est de 270. En l'opposant dans deux ou trois semaines aux Etats considérés comme incertains, M. Carter obtiendrait les 68 voix qui lui manquent. M. Ford est dans une situation plus difficile car, selon le *Washington Post*, il n'est assuré que de 81 mandats électoraux et il lui faut donc trouver 189 mandats dans les mêmes Etats contestés.

Les difficultés de M. Ford sont encore aggravées par les rumeurs qui suscitent avec un certain retard les propos racistes tenus par M. Earl Butz, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, peu après la convention républicaine de Kansas-City. M. Butz s'était livré, en présence

de M. John Dean, ancien conseiller de M. Nixon, qui les a révélés à la presse, à des plaisanteries d'un goût douteux sur les mesures raciales et vestimentaires des Noirs américains. Le président Ford a « sévèrement réprimandé » M. Butz, et ce dernier a publiquement regretté ses remarques à la télévision, mais cette nouvelle « affaire » risque de profiter à M. Carter. M. Butz, qui est un récidiviste de la gaffe, s'était moqué du pape, en termes outranciers, qui avaient ému l'électorat catholique. — H. P.

Canada

LES DIX PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX N'ONT PU SE METTRE D'ACCORD SUR LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

Toronto (A.F.P.). — Les dix premiers ministres provinciaux du Canada ne sont pas parvenus, samedi 3 octobre, lors de leur conférence annuelle, à un résultat sur la question de la réforme constitutionnelle. La plupart des forces politiques canadiennes veulent mettre fin à l'anachronisme qui fait dépendre de l'accord du Parlement de Londres toute modification de la Constitution, mais il est apparemment difficile d'obtenir un consensus sur la façon de « réparer » la Constitution canadienne.

Les provinces d'Alberta et de Colombie britannique ont refusé que le gouvernement fédéral ou un certain nombre de gouvernements provinciaux puissent disposer d'un droit de veto sur les amendements éventuellement proposés à la Constitution.

M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada, a, de son côté, déclaré que le gouvernement fédéral pourrait agir de façon unilatérale et demander à la Grande-Bretagne de renoncer à son droit de contrôle sur la Constitution, si les premiers ministres provinciaux ne parvenaient pas à un accord.

LE TARTRE FAIT PERDRE AUTANT DE CHALEUR QUE LE FROID.

30 à 40 % du combustible utilisé pour le chauffage ne sert qu'à chauffer le tartre installé dans les canalisations. A peu près la même perte que si vous chauffiez une maison fenêtres ouvertes. Ce n'est pas tout.

Le tartre vous fait dépenser 70 % de détergent de plus que nécessaire, vous coupe l'eau un jour ou l'autre, dénature ce que vous mangez et fait qu'aujourd'hui plus aucune femme n'ose se laver le visage à l'eau. Il faut à peine 2 ans et demi pour amortir un adoucisseur d'eau Culligan.

Depuis 40 ans Culligan traite l'eau avec sérieux.

40^{ème} ANNIVERSAIRE Offre spéciale jusqu'au 31/12/1976. Pour toute demande de renseignements, envoyez ce bon à Culligan, France, 2, rue du Port-Kennedy, 75240 Les Clayes-sous-Bois.

Nom _____
 Prénom _____
 Adresse _____
 Code postal _____

Culligan.®

BAISSE DE 70% SUR LA LESSIVE.

Avec une eau adoucie vous dépensez 70 % de moins de lessive qu'avec une eau calcaire. Et votre linge s'use 2 à 3 fois moins vite. Si aujourd'hui tant de français ont un adoucisseur

d'eau, ce n'est pas seulement pour ces deux raisons. Le tartre dénature ce que vous mangez, irrite et abîme votre peau, vous coupe l'eau un jour ou l'autre et vous fait perdre 30 à 40 % de combustible. Comme si vous chauffiez une maison fenêtres ouvertes. Il faut à peine 2 ans et demi pour amortir un adoucisseur d'eau Culligan.

Depuis 40 ans Culligan traite l'eau avec sérieux.

40^{ème} ANNIVERSAIRE Offre spéciale jusqu'au 31/12/1976. Pour toute demande de renseignements, envoyez ce bon à Culligan, France, 2, rue du Port-Kennedy, 75240 Les Clayes-sous-Bois.

Nom _____
 Prénom _____
 Adresse _____
 Code postal _____

Culligan.®

SPJ 44-62 1520

Je m'inscris

AFRIQUE

Ethiopie

La junte reconnaît que des troubles ont éclaté à Addis-Abeba

Un des conseillers du régime a été assassiné

Addis-Abeba (A.F.P.). — M. Fikre Merid, l'un des membres du bureau provisoire pour l'organisation du peuple — sorte de bureau politique — a été assassiné vendredi 1^{er} octobre à Addis-Abeba.

Selon un porte-parole gouvernemental, M. Merid a été tué de plusieurs coups de feu, en plein centre de la capitale, par des « anarchistes ».

Le terme d'« anarchiste » est couramment employé en Ethiopie pour désigner les membres du parti éthiopien révolutionnaire du peuple (marxiste-léniniste), clandestin, contre lequel une campagne a été lancée depuis près d'un mois.

Le porte-parole a précisé que « deux anarchistes ennemis des masses opprimées d'Ethiopie et responsables de ce meurtre » avaient été arrêtés et qu'une enquête était en cours.

Le bureau provisoire pour l'organisation du peuple, créé en avril 1976, est composé d'une quinzaine de membres civils, des techniciens pour la plupart. Cet organisme est chargé d'assister le DERSG (conseil militaire administratif provisoire).

Le 23 septembre dernier, le major Mengistu Eshale, premier vice-président du DERSG, considéré comme « l'homme fort » du pays, avait été légèrement blessé au cours d'un attentat (le Monde du 25 septembre).

D'autre part, l'agence officielle d'information ENA, citant un communiqué de la police municipale, a fait état vendredi soir de troubles à Addis-Abeba, dont elle rend responsables des « fétichistes, des anarchistes et des impéria-

listes ». Ces troubles seraient liés à la mise en application du nouveau système monétaire (le Monde du 30 septembre).

Le communiqué de la police, tout en invitant la population à rester sur ses gardes, indiquait que plusieurs personnes avaient été récemment tuées ou blessées par des « ennemis » dans différents quartiers de la capitale.

C'est la première fois que les autorités reconnaissent l'existence de troubles aussi graves.

En acceptant d'apporter au régime militaire un « soutien critique », seule façon selon eux, de faire avancer la révolution, les jeunes intellectuels marxistes entrés au bureau politique avaient qu'ils présentaient des risques considérables. Un triomphe de la tendance « droite » au sein du « Derg » pouvait les amener devant un peloton d'exécution.

En revanche, l'opposition des techniciens, comme des « traitres » et entendait le leur faire concrètement savoir.

Bien qu'on ne puisse désigner les responsables de l'assassinat de M. Fikre Merid, une chose est certaine : il vient de payer au prix fort un engagement dont on pouvait contester le bien-fondé, mais dont il faut saluer le courage.

● Trois experts britanniques, MM. Ian Mac Chennery, Bruce Thomson et Brian Hasmeur, prisonniers du Front de libération de l'Erythrée depuis le 2 mai 1976, ont été libérés, samedi 2 octobre, et remis aux autorités soudanaises. — (A.F.P.)

Rhodésie

DIRIGEANT NATIONALISTE NOIR

L'évêque Muzorewa reçoit un accueil triomphal à Salisbury

De notre envoyé spécial

Salisbury. — Des dizaines de milliers d'Africains ont réservé un accueil triomphal à l'évêque Muzorewa, dimanche 3 octobre, à l'occasion de son retour en Rhodésie après un an d'exil volontaire. Cette démonstration, apparemment spontanée de popularité, est intervenue à la veille de l'arrivée à Salisbury de M. Ted Rowlands, secrétaire adjoint au F.R.D. Office, et William Schaaf, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines. Ces derniers devaient rencontrer lundi M. Ian Smith.

Se frayant un chemin, parmi les cris de « salutons jusqu'à la victoire » et dans une mer de poignards levés, le fondateur de l'African National Council (A.N.C.), a traversé Highfield, la « township » africaine la plus peuplée de Salisbury. L'impressionnante foule, qui chantait et dansait, était composée par un important service d'ordre mis en place par l'A.N.C. Aux alentours du centre commercial où le « petit évêque » a été porté à bout de bras par ses partisans, on comptait à peine une douzaine de policiers, noirs et blancs, sans armes apparentes.

Une pancarte affirmait : « Nous ne devons pas vendre le peuple du Zimbabwe à la Rhodésie ». Une autre, signée par la « police du Zimbabwe », réclamait « la loi et l'ordre entre des noirs noirs ». Une troisième proposait l'érection d'un monument à l'« évêque Muzorewa ». Une quatrième, « Muzorewa = libération », qualifiait son retour de « père de l'indépendance » et, sur une autre, de « Mère noire ». L'évêque Muzorewa a mis au moins une heure à traverser la ville africaine.

« Vous pouvez constater que Muzorewa n'a pas la majorité, et ne vous attendez pas qu'il devienne premier ministre », nous a dit l'un des responsables du service d'ordre, s'insurgeant ainsi contre l'opinion largement répandue selon laquelle M. Joshua Nkomo, le leader de la faction rivale (alle intérieure) de l'A.N.C.

depuis la sécession de septembre 1975, pourrait devenir le premier ministre africain d'un gouvernement de transition.

Au cours d'une conférence de presse, l'évêque Muzorewa s'est montré, dimanche, plus explicite. Alors qu'on lui demandait s'il pensait que Washington appuyait M. Nkomo, il a répondu : « C'est le sentiment de tout l'Afrique qui sait ce qui se passe. Ce n'est même pas un sentiment, c'est un fait. » Il a également précisé qu'il acceptait le plan Kissinger « par ce que la Grande-Bretagne avait convoqué une conférence constitutionnelle ».

La réception du « petit évêque », dont la popularité n'a visiblement pas souffert d'une année d'absence, rappelle à quel point il demeure le symbole des aspirations populaires d'une grande partie des millions d'Africains de Rhodésie, sinon de la majorité d'entre eux. M. Nkomo est sans doute aussi populaire dans son fief méridional de Bulawayo, la deuxième ville du pays, mais deux mille Africains seulement s'étaient réunis à Salisbury pour l'accueillir à son retour, vola dix jours.

L'évêque Muzorewa n'a pas manqué de rappeler aux journalistes présents qu'ils avaient eu tort de le qualifier de leader de l'« état extérieur » de l'A.N.C. et que le rassemblement de dimanche « avait fait voler en éclats les mensonges qui consistaient à assimiler mon A.N.C. à une clique ».

L'évêque a confirmé qu'il venait de rencontrer M. Nkomo à Gaborone (Botswana) où il a eu également des entretiens « très constructifs » avec M. Rowlands. Il a démenti, en revanche, avoir jamais rencontré M. Schaaf. Lors de ses deux tournées en Afrique, M. Kissinger s'était entretenu à trois reprises avec M. Nkomo.

Les émissaires de Londres et de Washington ont quitté ce lundi 4 octobre avec M. Smith, premier

Salisbury, n'y consacre, dans ses éditions de lundi, qu'une photo en bas de première page et un reportage assez discret en deuxième page.

JEAN-CLAUDE POMONTI

réussite sociale-professionnelle
parlez en public
avec aisance sans trac improvisez
MAURICE OGIER : Méthode Moderne Conseils Personnels
contacts faciles
Vous souhaitez Confiance en vous et aisance parfaite. Votre Personnalité s'épanouira : vous réussirez mieux. Méthode Andrieux et Parole : vous vous exprimez facilement, clairement, logiquement. Progrès très rapides. Paris : entraînement hebdomadaire en petits groupes amicaux. Prochain : Technique Pratique diffusée par poste.
Institut Perfectionnement Personnel
6 r. Mermoz, 94160 St-Mandé 328.89.19
DOCUMENTATION GRATUITE A.P. 143
M. Mme, Mlle, prénom, profession, adresse

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● PLUS D'UN MILLION D'ANGOLAIS, soit le dixième de la population, sont encore réfugiés à l'étranger ou en situation de « personnes déplacées » à l'intérieur du pays, a indiqué, vendredi 1^{er} octobre, M. Bwakira, délégué permanent à Luanda du haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés. Il y a, selon lui, sept cent mille « personnes déplacées » et cinq cent mille réfugiés au Zaïre. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

● S'ADRESSANT A ENVIRON QUARANTE MILLE PROTESTANTS réunis le 3 octobre pour l'Angelus dominical, Paul VI a appuyé l'action pacifique des femmes de l'Ulster. Il a parlé de l'Irlande du Nord, « le terreau de la violence », dit-il, où l'espérance en la paix et en la justice commence à reverdir grâce aux prières des femmes catholiques et protestantes. — (A. F. P.)

Japon

● LE MIG-25 DU PILOTE SOVIETIQUE qui a atterri, le 6 septembre au Japon, sera restitué à l'U.R.S.S. après le 15 octobre, a indiqué, samedi 2 octobre, le ministre nippon des affaires étrangères à un diplomate soviétique en poste à Tokyo. Les Japonais pour-

suivent l'examen de l'appareil sur la base aérienne d'Yokota. — (A.F.P.)

Soudan

● UNE MYSTERIEUSE EPIDEMIE FRAPPE LE SUD DU SOUDAN, où elle aurait déjà fait, selon le journal de Nairobi Sunday Nation, quarante-deux morts. Le gouvernement de Khartoum a annoncé, dimanche 3 octobre, qu'il allait prendre des mesures exceptionnelles. Une équipe de médecins a été dépêchée dans la région. Les symptômes de la maladie ressemblent à ceux du choléra, de la fièvre typhoïde et de la fièvre jaune. Elle n'a pu encore être identifiée. — (Reuter, A.F.P.)

Vietnam

● UN APPEL A LA CLEMENCE EN FAVEUR DE TROIS VIETNAMIENS récemment condamnés à mort par un tribunal de Ho-Chi-Minh-Ville (Saigon) pour le meurtre d'un policier, a été adressé le 23 septembre au président du Vietnam par le sénateur italien Raniero La Valle, indépendant de gauche élu sur une liste du parti communiste. L'Unita, organe du P.C.I., écrivait samedi 2 septembre, que de « diverses parties de l'Italie des demandes de clemence ont été formulées pour la suspension de l'exécution des sentences ».

PORTRAIT

Un pasteur méthodiste sans ligne politique précise

« The Little Bishop », comme on l'appelle ici, avait choqué l'œil en 1975. Mais, s'il n'a joué qu'un rôle assez effacé dans la tentative actuelle de règlement, il demeure, cependant, comme l'atteste l'accueil qu'il a reçu dimanche, très populaire dans les townships africaines de Salisbury et dans la région dont il est originaire, celle d'Umtali, sur la frontière du Mozambique.

Né en 1925, l'évêque Abel Muzorewa a fait ses études à Umtali et Chinyanga avant d'enseigner pendant quatre ans et de reprendre ses études aux Etats-Unis, en 1959, au Collège central méthodiste de La Fayette (Missouri) et à Scarritt College (Nashville-Tennessee), où il obtint en 1963 un master's degree en philosophie religieuse.

Rentré à Umtali, il y est nommé pasteur de la « vieille mission » méthodiste de sa ville natale et, à partir de 1965, joue

un rôle actif dans la direction des Jeunes chrétiens africains de Rhodésie. Il est élu leader de l'Eglise méthodiste de Rhodésie en août 1968, à l'occasion de la conférence centrale de l'Eglise méthodiste unie qui se tient à Gaborone (Botswana).

Sa position morale l'a conduit à fonder, fin 1971, l'African National Council, qui rejetera un projet de règlement constitutionnel anglo-rhodésien. C'est sous sa houlette et celle de l'A.N.C. que les Africains refont, pour peu de temps, leur unité en décembre 1974.

Mais l'évêque, engagé sur le tard et sans grande conviction dans la bataille politique, n'a jamais exprimé une ligne très nette ni manifesté un don particulier pour l'organisation. Cependant son indéniable popularité, surtout en pays ماشونا, lui réserve une place sur la scène politique africaine. — J.-C. P.

1976: Larousse achève un chef-d'œuvre qui fera pendant 50 ans l'orgueil de tous les foyers cultivés.

700 cartes, 4.000 dessins, 10.000 photographies, 1.000 auteurs et un ordinateur au service de votre culture

Découvrez en famille La Grande Encyclopédie Larousse
merveilleusement illustrée en couleurs

Pour que les Français soient les gens les plus cultivés du monde, Larousse a battu tous les records de l'édition.

Larousse a décidé d'engager toute son énergie, toute son expérience et toute sa science dans la réalisation d'une prodigieuse Encyclopédie, entièrement nouvelle, à la mesure du savoir des années 80. La suite qui soit entièrement illustrée en couleurs ; la plus facile d'accès, car un ordinateur permet d'obtenir une carte d'exposition impossible à atteindre jusqu'ici ; la plus savante enfin : 1000 universitaires, chercheurs, médecins, ingénieurs, techniciens, vous communiqueront le meilleur de leur savoir pour que vous dominiez toutes les questions qui défont la majorité de vos contemporains.

Tout le savoir de demain à votre portée.

La Grande Encyclopédie Larousse présente l'avantage d'être la plus récente. Elle donne la priorité aux faits de civilisation actuels, qui sont les plus difficiles à interpréter, et vous permet de comprendre l'évolution à venir. Grâce à La Grande Encyclopédie, votre savoir et votre culture ne seront jamais « dépassés » par les événements.

La Grande Encyclopédie va multiplier les chances de réussite de vos enfants.

Vos enfants seront fascinés par l'étendue des connaissances auxquelles la Grande Encyclopédie donne accès et par la supériorité qu'elle assure à ses lecteurs. Ils auront le goût d'un savoir plus que les autres, et ce livre accèdera aux sommets du savoir jouera un grand rôle dans leur réussite aux examens, leur épanouissement, la réussite de leur vocation.

Alors n'hésitez pas : faites connaissance dès aujourd'hui avec la Grande Encyclopédie en profitant de cette offre gratuite qui ne vous engage en aucune façon... et qui vous fera passer un excellent moment.

VOS TUYAUX RETRECISSENT A L'EAU.

Le tartre se déposant dans les canalisations réduit petit à petit le diamètre des tuyaux.

Votre débit d'eau chute, vos joints se détériorent, les fuites apparaissent. Ce n'est pas tout.

Le tartre vous fait dépenser 70% de détergent de plus que nécessaire, vous coupez l'eau un jour ou l'autre, dénature ce que vous mangez, irrite et abîme votre peau et vous fait perdre 30 à 40% de combustible.

Comme si vous chauffiez une maison fenêtres ouvertes. Il faut à peine 2 ans et demi pour amortir un adoucisseur d'eau Culligan.

Depuis 40 ans Culligan traite l'eau avec sérieux.

40^{ème} ANNIVERSAIRE Offre spéciale jusqu'au 31/12/1976

Pour toute demande de renseignements, envoyez ce bon à Culligan, France 4 av. du P. Kennedy, 75360 Les Clayes-sous-Bois.

Nom, Prénom, Adresse, LM 753

Culligan

UN NOUVEAU PRODUIT DE BEAUTE: L'EAU DU ROBINET.

Enlève le calcaire de l'eau et vous obtenez une eau aussi douce et bien-faisante pour votre peau que l'eau de pluie.

Si aujourd'hui tant de français ont un adoucisseur d'eau ce n'est pas seulement pour cette raison.

Le tartre vous fait dépenser 70% de détergent de plus que nécessaire, vous coupez l'eau un jour ou l'autre, dénature ce que vous mangez et vous fait perdre 30 à 40% de combustible.

Comme si vous chauffiez une maison fenêtres ouvertes. Il faut à peine 2 ans et demi pour amortir un adoucisseur d'eau Culligan.

Depuis 40 ans Culligan traite l'eau avec sérieux.

40^{ème} ANNIVERSAIRE Offre spéciale jusqu'au 31/12/1976

Pour toute demande de renseignements, envoyez ce bon à Culligan, France 4 av. du P. Kennedy, 75360 Les Clayes-sous-Bois.

Nom, Prénom, Adresse, LM 753

Culligan

en cadeau Ce magnifique index qui constitue le 21^{er} volume de la Grande Encyclopédie, vous aidera à mener à bien les recherches les plus approfondies. Il contient 400.000 termes ! Il est offert gratuitement à tous les souscripteurs.

Bon pour une documentation gratuite à renvoyer à la Librairie Larousse, 17 rue du Montparnasse 75280 Paris Cedex 06.

J'aimerais examiner sans engagement de ma part votre passionnante documentation de 64 pages avec 72 illustrations en couleurs... et connaître les facilités qui me seront accordées pour l'achat de la Grande Encyclopédie.

Nom, Prénom, Profession, N° Rue, Code postal, Ville, Date, Signature

PROCHE-ORIENT

Après les entretiens du chef de la gauche libanaise à Paris

Le succès de l'initiative franco-égyptienne dépendra de l'accueil de la droite chrétienne et de Damas

Le rôle diplomatique de la France dans un éventuel règlement de la crise libanaise a été largement évoqué par M. Jomblatt, chef de la gauche libanaise, à sa sortie de l'Élysée dimanche 3 octobre, mais aussi au Caire, où M. Kamal Jomblatt, ministre égyptien des affaires étrangères, est resté samedi à cette double entrevue avec M. Giscard d'Estaing. Le chef de la diplomatie égyptienne, qui a qualifié le président français d'« homme politique de premier ordre », a affirmé que les points de vue français et égyptiens dans l'affaire libanaise étaient identiques. Il a cru pouvoir annoncer qu'après M. Kamal Jomblatt, M. Pierre Gemayel, chef du parti des phalangistes libanais, ferait le voyage de Paris, ainsi que les « autres parties libanaises ». Toutefois M. Gemayel a déclaré, samedi 3 octobre à Beyrouth, qu'il n'avait pas de projet en ce sens. Il « étudiera la question » si une invitation lui est adressée, mais il reste disposé, a-t-il dit, « à tout dialogue, quel qu'il soit, en tant que chef d'État ».

En même temps, les chefs de la droite chrétienne ne partageant pas le point de vue de Paris sur une procédure de règlement qui donnerait la priorité à un accord entre Libanais, les relations avec les Palestiniens étant réservées pour une phase ultérieure. « Pour nous », a dit, selon notre correspondant à Beyrouth, le dirigeant phalangiste Amine Gemayel, « il existe un préalable : les relations libano-palestiniennes. En tout état de cause, nous avons pour position de principe de coordonner notre action avec l'initiative syrienne. Dans ce cadre, nous approuvons toute démarche française conforme à l'intérêt supérieur du Liban ».

Le succès de l'initiative française dépend donc de l'accueil qui lui sera réservé à Damas. Or le régime syrien, dans son total désaccord avec l'autre initiative de cet effort diplomatique, l'Égypte, et s'oppose de même à l'idée d'un « sommet restreint » des pays arabes à Ryad sur la crise libanaise. Damas exigerait notamment que le roi Hussein de Jordanie participe à cette réunion, et tout en y admettant l'O.L.P., insisterait pour que M. Arafat n'y soit pas invité. Ceci semble avoir conduit à un refroidissement temporaire des relations de Damas avec l'Arabie Saoudite. Ainsi l'on a annoncé dimanche 3 octobre, à Damas, que le contingent syrien stationné au côté de l'armée libanaise en face des hauteurs du Golan va être prochainement rapatrié. Les Syriens attribuent à cette déci-

sion des motifs « techniques » — les militaires syriens ne devant s'entraîner au maniement de nouveaux matériels dans leur pays, mais la coïncidence de cette annonce avec les désaccords politiques actuels a trappé les observateurs. M. Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, s'est tout est rendu à Ryad samedi 3 octobre pour discuter avec le roi Khaled de la crise libanaise.

D'autre part, les dirigeants syriens ont exprimé leur désaccord avec l'attitude syrienne au Liban, dans divers messages adressés au président Assad, au président Sarkis et à M. Arafat. Le chef d'État syrien avait d'ailleurs admis, vendredi, que M. Brejnev lui avait demandé de retirer ses troupes du Liban. Dans un

commentaire publié samedi 3 octobre, l'agence Tass écrit : « La continuation des tragiques événements du Liban porte préjudice non seulement au peuple libanais, mais à la Syrie elle-même, dont les positions anti-impérialistes peuvent apparaître, de cette manière, comme sérieusement ébranlées ». L'agence soviétique a, d'autre part, exprimé ses réserves devant ce qu'elle considère comme une tentative de « solution égyptienne au Liban avec la participation de troupes, ce que Paris a démenti ». « A Paris », écrit l'agence soviétique, « on se méfie de la tentation de pousser la France dans la guerre civile du Liban, parce que cela conduirait inévitablement à une aggravation de la crise libanaise ».

part les déclarations, est arrivé à Paris dimanche au début de l'après-midi venant du Caire par avion spécial. Il a été reçu à 16 h. 45 au Quai d'Orsay par M. de Gaulle, secrétaire général par intérim du ministère des affaires étrangères ; puis, à 17 h. 30 par M. de Guiringaud. Le ministre était rentré le matin de New-York où il avait notamment rencontré M. Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P. Vers 18 h. 15, M. de Guiringaud est allé rendre compte à l'Élysée de ses entretiens avec M. Jomblatt ainsi que de son séjour aux États-Unis.

M. Jomblatt : nous avons été les premiers à proposer « une table ronde » à Paris

M. Kamal Jomblatt, chef de la gauche libanaise, répondant aux questions des journalistes en quittant l'Élysée dimanche 3 octobre, le Quai d'Orsay, après avoir rencontré M. de Guiringaud, a déclaré : « Nous sommes venus à Paris dans le cadre d'une consultation générale (...) afin de parvenir à la solution du problème libanais. Il était naturel que nous venions en France, parce que nous estimons que la France est intéressée et que les Libanais sont intéressés à voir la France jouer un rôle dans le problème libanais, afin de mettre fin à cette guerre qui continue et qui est due, malheureusement, à des interventions étrangères ».

« La France », a-t-il encore déclaré, « a été de tout temps contre une intervention extérieure. Mais elle peut faire pression sur la Syrie et sur les États-Unis — pour que ceux-ci fassent pression sur la Syrie et sur Israël ». La thèse constante de M. Jomblatt, qui résume brièvement, est que le Liban est victime d'un complot israélo-américain pour empêcher la coexistence pacifique entre les communautés religieuses du pays.

Il rappelle ensuite qu'il s'était prononcé pour une telle formule le 11 septembre 1975. « A son avis », tous les partis libanais devraient y participer et s'ils veulent jouer un rôle de conciliation, les Libanais « devraient d'abord discuter entre Libanais » et « ensuite avec les Palestiniens », mais « certainement pas avec les Syriens ».

« Il faudrait introduire l'Eu-

Paris envisage un règlement en trois étapes

Le gouvernement français tente de fractionner la crise libanaise et de distinguer : 1) le problème intérieur libanais ; 2) le problème que pose la présence des Palestiniens au Liban ; 3) les implications étrangères de cette situation et l'intervention syrienne.

C'est dans cette perspective qu'il a engagé une action diplomatique, à la demande du président Sadat, de M. Kamal Jomblatt, chef de la gauche libanaise, et, semble-t-il, aussi, des Palestiniens, pour déterminer quel type de réunion il est possible d'organiser entre les parties en cause. Il est envisagé, dans un premier temps, de réunir les Libanais seuls, pour traiter du problème intérieur libanais ; puis, une fois les positions libanaises fixées, de réunir Libanais et Palestiniens pour

ter de la présence de ces derniers au Liban. Du côté français, on ne doute pas qu'il soit nécessaire, ensuite, de réunir les Libanais et les Syriens ; mais il est clair, d'après les déclarations faites par M. Jomblatt dimanche 3 octobre en quittant le Quai d'Orsay, où il avait rencontré M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, que tel n'est pas l'avis du chef de la gauche libanaise. Pour lui, les Syriens doivent quitter le Liban purement et simplement et, sans condition. Il lui est difficile, pense-t-il à Paris, de parler autrement ; mais à un stade ultérieur, si un règlement politique entre Libanais et Libano-Palestiniens était amorcé, conduisant à un cessez-le-feu effectif, il ne serait pas impossible d'engager également une négociation libano-syrienne.

EN CISJORDANIE

Un violent conflit a éclaté à Hébron entre juifs et musulmans

Hébron (Cisjordanie) (A.F.P.). — Le conflit qui couvait entre musulmans et juifs dans la ville d'Hébron, également connue pour les deux religions (le Monde daté 3-4 octobre), a éclaté après que samedi les musulmans eurent accusé les juifs de Kiryat-Arba, quatre juifs d'avoir profané la mosquée bâtie au-dessus du tombeau des patriarches et foulé aux pieds un Coran. Des centaines de manifestants musulmans pour la plupart des jeunes, ont forcé les portes de la synagogue du même sanctuaire, débordant les forces de l'ordre et détruisant tous les objets du culte, dont des rouleaux de la Torah.

Le ministre de la défense, M. Shimon Peres, a demandé au grand rabbin sépharade d'Israël, Ovadia Yosef, d'ouvrir une enquête auprès des résidents de Kiryat-Arba, afin d'établir la vérité et, éventuellement, les culpabilités, au sujet de la profanation de l'exemple du Coran. De son côté, le maire de Hébron, M. Fakhri Khawassmah, a déclaré qu'il « regrettait les incidents ». Mais, a-t-il ajouté, « la responsabilité n'en incombe nullement à la municipalité de Hébron qui avait demandé aux autorités israéliennes de prendre des mesures en vue de mettre fin aux provocations des extrémistes de Kiryat-Arba. Or les mesures prises ont été insuffisantes ».

LES COMBATS SONT INTERROMPUS DANS LA RÉGION D'ALEY

Beyrouth (A.F.P.). — Seuls quelques tirs sporadiques étaient entendus dimanche soir 3 octobre dans la région d'Aley (à 18 kilomètres à l'est de Beyrouth), dont les forces de droite libanaises avaient tenté de s'emparer vendredi de la nuit. Dans le quartier général des forces palestino-progressistes de la montagne, aucune attaque n'a été signalée pour la seconde journée consécutive.

L'ambassadeur d'Israël à Paris critique l'attitude ambivalente de la France

Tel-Aviv (A.F.P.). — « La politique française au Proche-Orient, avec laquelle Israël est en désaccord, est solidement établie, le président Giscard d'Estaing a déclaré M. Mordechai Goshit, ambassadeur d'Israël en France, dans une interview parue dimanche 3 octobre dans le quotidien israélien Maariv. « C'est pourquoi, ajoute-t-il, le maximum que puisse obtenir un ambassadeur d'Israël en France est que cette politique soit amendée à celle des pays de la Communauté européenne, qui ont une attitude équilibrée dans le conflit israélo-arabe ».

ASIE

Inde

JUGÉ POUR COMLOT CONTRE L'ÉTAT M. Fernandes, président du parti socialiste n'a cessé de dénoncer le « despotisme » de Mme Gandhi

Le procès de M. Georges Fernandes, président du parti socialiste indien et de la fédération des cheminots, et de vingt autres personnes, membres ou sympathisants de ce parti, accusés d'avoir participé à une « conspiration » contre le gouvernement de Mme Gandhi, s'ouvre, lundi 4 octobre, à New-Delhi. C'est la première fois depuis la proclamation de l'état d'urgence que des prisonniers politiques — ils sont des dizaines de milliers — sont traduits en justice. A l'évidence, les autorités, qui, en juin 1975, n'avaient pu — pour justifier l'état d'urgence — faire la démonstration qu'un complot se tramait, ont cette fois, accumulé suffisamment de charges contre M. Fernandes et ses collègues. Celles-ci ont été « montées de toutes pièces », a déclaré M. Fernandes au cours de la séance d'ouverture du procès.

Le dirigeant du parti socialiste indien, idéaliste fougueux, adversaire tenace depuis quelques années du premier ministre, voulait, assurait-il, « renverser la dictature », restaurer les libertés démocratiques et les droits syndicaux, sans attendre « que le peuple soit complètement aliéné ». Sans doute sous-estimait-il la difficulté de l'entreprise et a-t-il fait preuve d'une hâte excessive.

Chrétien, appartenant donc à l'une des minorités religieuses de l'Inde, M. Fernandes a passé trois ans dans un séminaire avant de s'orienter vers l'action politique. A dix-neuf ans, en 1949, il adhère au parti socialiste unifié, le courant de gauche le plus « radical », prônant un socialisme adapté à l'Inde. Il est aussi très nationaliste — il plaide, par exemple, pour le remplacement de la langue anglaise par l'hindi — ce qui le rapproche des traditionalistes. Un autre mouvement, le parti socialiste du peuple, est plus proche de la social-démocratie européenne. Mais, en août 1971, après avoir subi un cuisant échec électoral, les deux partis s'unissent, sans surmonter pour autant leurs querelles idéologiques et les rivalités de personnes. Ils veulent « fournir une alternative démocratique socialiste viable » au régime du tout-puissant parti du Congrès. Le parti socialiste indien, né de cette union, veut être le « lieu de ralliement des forces radicales et progressistes ».

M. Fernandes, qui accède à sa présidence, en 1973, entraîne la formation dans une opposition active à la politique de Mme Gandhi, ce qui l'amène à lutter aux côtés de plusieurs mouvements de droite. Le premier ministre, qui eut jadis quelques liens avec M. et Mme Fernandes — elle a assisté à leur mariage —, pardonnait à leur engagement socialiste d'avoir organisé, en mai 1974, la grève des cheminots, sans doute le plus vaste mouvement social qu'ait connu

l'Inde moderne. Les travailleurs réclamaient un rehaussement des salaires et de meilleures conditions de vie. La répression fut brutale. En 1975, la plupart des socialistes indiens participent au grand rassemblement des adversaires du régime, alors encore démocratique, conduit par M.J.P. Narayan. M. Fernandes entre dans la clandestinité dès qu'il leur les premières arrestations de personnalités de l'opposition, avant même la proclamation de l'état d'urgence. Il déclare : « Vouloir mettre fin au pouvoir despotique du gouvernement actuel ». Il devient l'homme le plus recherché de l'Inde ». Parcourant le pays sous des déguisements, usant de noms d'emprunt, adressant des « lettres » au ton parfois quelque peu outrancier, il va organiser un réseau qui se lancera dans des actions de sabotages. Dans deux interviews à New-Delhi et au Spiegel, il ne cache pas qu'il a « totalement opté pour la violence ». « Quand l'opposition parlementaire ne peut plus faire entendre sa voix, il n'y a plus d'autre moyen de lutte », estime-t-il.

Philippines

DES CHRÉTIENS MANIFESTENT À MANILLE CONTRE LE RÉGIME ET DÉNONCENT LES TORTURES DE PRISONNIERS POLITIQUES

Manille (A.F.P.). — Encadrées par des prêtres catholiques, près de deux mille personnes ont manifesté dimanche 3 septembre à Manille pour demander l'abrogation de la loi martiale et protester contre la politique gouvernementale, à la veille de l'ouverture de la conférence annuelle du Fonds mondial international (F.M.I.) et de la Banque mondiale.

M. Salonga, chef de l'opposition et ancien député, déclarait que le gouvernement a dépensé 400 millions de dollars pour construire le centre de conférences et loger les délégués du F.M.I., alors qu'il n'a consacré que 130 000 dollars en un an aux logements populaires. Les manifestants ont aussi protesté contre le projet de loi du chef de l'État, Mme Imelda Marcos, gouverneur de Manille, visant à révoquer les habitants de taudis de la capitale dans une autre zone pour permettre l'installation d'un complexe industriel financé par la Banque mondiale. Des orateurs se sont élevés contre le projet de loi de crédit des autorités philippines afin de faire financer par la Banque mondiale un projet qui déplacera, selon eux, quatre-vingt-dix mille membres des tribus Kalinga, dans le nord du pays, loin de leur zone d'implantation traditionnelle.

Grève de la faim pour soixante-cinq internés

D'autre part, des chrétiens progressistes « philippins affirmant, dans un « manifeste » publié samedi à Manille, que les prisonniers politiques sont tous des victimes de sévices, malgré les démentis officiels à ce sujet. Le document mentionne le cas d'une étudiante de vingt-cinq ans, arrêtée en août, qui affirme avoir subi des tortures électriques sur tout le corps. Les autorités avaient ordonné une enquête, la semaine dernière, sur le cas de cette femme et de deux autres détenues qui affirment avoir été torturées. Les mêmes milieux « chrétiens progressistes » indiquent aussi que soixante-cinq prisonniers politiques internés au camp militaire de Bicutan (province de Rizal, proche de Manille) ont commencé une grève de la faim pour protester contre la détention prolongée de quelques-uns d'entre eux sans chefs d'accusation formels.

Un autre de 1950

150

PROCHE-ORIENT

IRAN : mythes et réalités

II. — Reza R., poète en liberté

De notre envoyé spécial
ERIC ROULEAU.

Le développement spectaculaire, mais un peu anarchique, de l'économie iranienne connaît une pause. Les bases des exportations, notamment celle, temporaire, des ventes de pétrole, et l'augmentation des importations, auxquelles s'ajoute la pénurie de main-d'œuvre qualifiée contraignent le gouvernement à remettre au second plan ses objectifs ambitieux du cinquième plan quinquennal. (« Le Monde » daté 3-4 octobre.)

Téhéran. — La pièce est minuscule, le sol est encombré d'un matelas, de piles de livres persans et français, de journaux étrangers jaunis par le temps, d'une table basse sur laquelle traînent des feuilles manuscrites chargées de ratures et une bouteille de vodka à moitié entamée.

Reza R., affaibli sur des coussins, a perdu la vitalité et l'insouciance que nous lui connaissons quand il poursuivait ses études à Paris. Abasourdi par notre visite inopinée, en pleine nuit, il s'inquiète aussitôt de savoir si nous sommes « absolument sûr » de ne pas avoir été l'objet d'une filature. D'abord réticent, Reza R., nous fait le récit, en termes impersonnels, de ses « déboires » avec les autorités de son pays. « Mon cas », dit-il, « n'a rien d'exceptionnel, des milliers d'intellectuels iraniens ont connu, à quelques variantes près, un sort analogue au mien » (1).

Professeur de littérature, ses cours avaient été jugés peu conformes à l'idéologie de la « révolution blanche » du chah dans la mesure où il s'abstenait d'y faire référence. L'un de ses collègues — il devait l'apprendre plus tard — remettait à la SAVAK (la police politique) des rapports sur son attitude « suspecte ». Des tracts anonymes le dénonçaient comme un « traître » dévotement jusqu'au jour où il fut rossé dans l'enceinte de l'université par un groupe d'étudiants « indignés » par son enseignement « subversif ». On le pria de démissionner. Il refusa.

Quelques jours plus tard, la police vint à l'heure le cueillir chez lui. Deux mois durant, sa famille a été laissée dans l'ignorance du lieu de sa détention. Les agents de la SAVAK, bénéficiant du statut de « magistrats militaires » et n'ayant de compte à rendre qu'au chah, ont le droit d'incarcérer un citoyen aussi longtemps qu'ils le jugent nécessaire, de l'interroger, de le torturer ou non devant les tribunaux militaires. Abusant de leurs pou-

voirs, ils maintiennent en détention même ceux qui, après avoir purgé leur peine, ont été libérés par les autorités pénitentiaires normales. La SAVAK dispose, en effet, de ses propres prisons à travers le pays — appartements ou des maisons à l'aspect banal — où elle procède à des « interrogatoires » très particuliers.

Reza R., a connu quelques-uns de ces locaux, où il a subi des tortures atroces, qu'il nous décrit avec une sobriété poignante, avant de nous montrer les cicatrices sur diverses parties de son corps (2). « Mes souffrances étaient d'autant plus insupportables, enchaîne-t-il, que, des semaines durant, j'étais pourvu de quoi elles m'étaient infligées. Mes tortionnaires ne le savaient sans doute pas non plus, puisqu'ils se contentaient, en accomplissant leur besogne, de m'insulter, de me menacer de me supprimer. Je n'ai fait l'objet d'aucune accusation précise, d'aucune incrimination. Et pour cause : je ne suis ni un terroriste, comme on dit, ni un militant d'un quelconque parti clandestin, ni même un marxiste. »

On exigea par la suite de lui qu'il se rallie « franchement et publiquement » à la « révolution » du chah, ce à quoi il se refusa. C'est au moment où il s'attendait à ce que l'on lui infligeât la suite de « hautes interventions étrangères », dont il ne précise pas l'origine.

Le calvaire de Reza R. ne prend pas fin pour autant. La SAVAK, qui est habilitée à infliger des sanctions économiques à l'individu, lui interdit de reprendre un emploi aussi longtemps qu'il ne sera pas repent. Son passeport ayant été confisqué, il ne peut refaire sa vie à l'étranger, où sa femme et ses enfants se sont réfugiés. La plupart de ses amis n'osent plus lui rendre visite. Son isolement est d'autant plus grand qu'il a cessé de lire les journaux. « A quel bon, explique-t-il, puis-je que la censure en a fait des feuilles de propagande. » Et nous montrant du doigt sa table de travail, il ajoute : « Je me suis mis à la poésie, et dans mes moments de lucidité j'écris des poèmes pour mon plaisir, car trois recueils que j'ai soumis successivement ont été refusés, bien qu'ils n'aient aucun caractère politique. Au fond les censeurs sont à plaindre. Ils ne comprennent rien au langage poétique, et, dans le doute, ils préfèrent s'abstenir. Ils violent, eux aussi, dans la terreur... »

L'omniprésente SAVAK

La peur de la SAVAK (3), dit-on à Téhéran, est le début de la sagesse. Omniprésente, ses effectifs sont évalués, dans les milieux diplomatiques de la capitale, à plus de cinquante mille professionnels « à plein temps », et à trois millions de mouchards occasionnels (un Iranien sur onze !). dont les yeux et les oreilles surveillent les établissements publics et les administrations gouvernementales, les écoles et les usines, les stations d'autobus, les réceptions mondaines. Disposant de fonds virtuellement illimités, elle peut se targuer d'avoir fait incarcérer des dizaines de milliers d'Iraniens de nombre d'actuels prisonniers politiques est évalué à trois mille par le chah, de vingt-cinq mille à cent mille par diverses sources étrangères, dont Amnesty International se fait l'écho, et d'avoir envoyé à la potence quelque deux cents jeunes gens (depuis 1970).

Ce dernier chiffre ne comprend pas ceux qui auraient été exécutés discrètement, ceux qui sont morts sous la torture, et d'autres encore qui ont été tués au cours d'engagements avec les forces de l'ordre qui tentaient de les arrêter. Seul le Chah, écrit-il récemment le Times en se fondant sur le rapport que vient de publier Amnesty International, peut révéler actuellement avec l'Iran pour l'ampleur et la brutalité de la répression.

Celle-ci tend à s'accroître depuis l'apparition, au début de l'année dernière, des premiers signes du malaise financier et économique. Le système bi-partisan, pourtant inoffensif, a été remplacé en mars 1976 par le parti unique « Rastakhiz », dans lequel

on ne peut entrer que si l'on soutient la « sainte trinité » de la monarchie, de la Constitution et de la « révolution » du chah et du peuple (nouvelle appellation donnée à la « révolution blanche »). Sous peine de trahison, on ne peut être ni neutre ni apolitique dans l'empire des Pahlévi. Tout citoyen qui s'abstient d'adhérer à ce parti ne pourrait être, en toute logique — selon les termes du souverain, — qu'un « communiste » ou un « séparatiste » et serait donc invité à choisir entre la prison et l'exil. A une exception près : ceux qui proclameraient leur appui aux principes du parti sans pour autant y militer, à déclaré le chah, conserveraient leurs droits civiques, mais « n'auraient plus rien à attendre de l'Etat ».

« Le choix que le chah tente de nous imposer est, en réalité, entre le reniement et la mitraillade », nous disait, les dents serrées, par la colère, un étudiant. Selon lui, la plupart de ses camarades « politisés » sympathisaient avec les « guérilleros arabes » et considéraient leur « esprit d'émancipation ». Ces derniers multiplient les attentats, notamment contre les experts militaires américains, et résistent les armes à la main aux forces de l'ordre quand celles-ci tentent de les appréhender. La presse locale témoigne de la combativité des « terroristes » : ils infligent de lourdes pertes à l'adversaire avant de se faire tuer jusqu'au dernier, soit en résistant jusqu'à l'ultime cartouche, soit en se suicidant à l'aide de grenades ou de bâtons de dynamite attachés à leur corps. L'opinion en déduit qu'ils préfèrent la mort à la longue agonie que les attendent aux mains de la SAVAK.

Les silences de la presse

Tout le monde s'accorde à estimer que leur nombre est modeste (trois cents au maximum) et que leur influence politique déborde à peine les enceintes des universités. Leur idéologie « marxiste-léniniste » ou « laïco-marxiste » est nébuleuse et leurs objectifs, à en juger par leurs écrits, sont modestes : démontrer la vulnérabilité du régime, inciter le peuple à s'organiser en le persuadant qu'une révolution, à terme, est possible.

Le chah n'a donc pas tort quand il affirme que son trône n'est pas menacé par « quelques poignées de terroristes ». Il n'a rien à craindre non plus du parti communiste l'ennemi du Front national dirigé du Dr Mossa-

deh, tous les deux pulvérisés par la SAVAK. Mais pourquoi alors installer un appareil policier aussi gigantesque, pourquoi tant d'arrestations, de procès expéditifs, d'exécutions sommaires ?

Les silences de la presse sont à cet égard plus éloquent que les explications officielles. Tandis que les attentats et les batailles rangées entre guérilleros et policiers font généralement les manchettes de la « une », les journaux demeurent singulièrement discrets sur une série de sujets « tabous » : l'agitation endémique dans les lycées et les universités (contraints de fermer leurs portes en moyenne trois mois sur sept) ; les grèves ouvrières plus nombreuses et plus longues depuis 1974 ; les affront-

tements sanglants qui opposent de temps à autre, travailleurs et étudiants aux forces de l'ordre.

Les responsables sont de toute évidence moins préoccupés par les conséquences de la violence individuelle que par les éventuels répercussions du mécontentement populaire. D'autant plus que la « croissance accablante » entreprise dans le cadre d'un système « libéral » a aggravé la polarisation sociale, les disparités de revenus en milieu urbain, et les écarts de niveau de vie entre les villes et les campagnes.

Si la réforme agraire a été un succès sur le plan politique, les petits exploitants n'en ont pas tiré un très grand bénéfice faute de crédits suffisants et de coopératives efficaces. Le blocage des prix agricoles, l'importation massive de denrées alimentaires — souvent subventionnées par l'Etat — ont eu comme effet d'enrichir les agriculteurs du Texas et de ruiner les paysans iraniens. Nous a déclaré, amer, un modeste propriétaire foncier qui cherche à Téhéran un acquiescement pour son lopin de terre. Selon l'estimation d'un économiste, le revenu d'une famille vivant de l'agriculture est en moyenne de quatre à six fois moins élevé que celui d'une famille urbaine. D'où un exode rural qui affecterait plus de cinquante mille personnes par an.

Les ouvriers de l'industrie pa-

raissent à première vue comblés. Profitant du « boom » économique de 1974, de la sévère pénurie de main-d'œuvre, beaucoup d'entre eux ont obtenu, souvent grâce à l'arme de la grève, de sensibles augmentations de salaire : de 30 à 40 % en 1975-1976. Cependant, cette progression concerne essentiellement les ouvriers du bâtiment et ceux des grandes entreprises, qui constituent une minorité dans la masse des travailleurs.

Les « cinquante familles »

En outre, la flambée des prix a été telle ces trois dernières années que le pouvoir d'achat a été sérieusement entamé, alors que l'inflation et la spéculation enrichissent une minorité de privilégiés. Les loyers, par exemple, ont augmenté d'une manière vertigineuse : plus de 200 % en 1974-1975 et 100 % en 1975-1976, selon les estimations des sources les plus modestes. Un trois pièces au centre de Téhéran est loué couramment 4 000 francs par mois, une villa de cinq pièces dans les quartiers résidentiels entre 10 000 et 15 000 francs.

La chute de la vie, les marges bénéficiaires exorbitantes (de 200 à 300 % dans certains secteurs de l'économie), la faible imposition du capital et des hauts revenus, la fraude fiscale pratiquée par les grandes entreprises, ont favorisé les « cinquante familles » de la nouvelle bourgeoisie (qui ont pris la relève des « mille familles » de l'ancienne aristocratie terricienne) au détriment non seulement des couches constituant la base de la pyramide sociale, mais aussi des classes moyennes, les nibles années d'une prospérité certaine. Un chercheur soussolait récemment que la tranche supérieure de la société, environ 10 % de la population, s'appropriait plus de 40 % de l'ensemble des produits consommés (4).

Des révélations faites l'année dernière par Sénat américain, concernant les « commissions » prélevées par de hautes dignitaires du régime impérial sur des contrats conclus avec l'Etat iranien, ont alourdi le climat politique. Face à ce contentement populaire, le chah prit alors une série de mesures d'ordre social qui allaient indiquer les milieux d'extrême.

Prochain article :

DU BEURRE

OU DES CANNONS

(1) Nous avons délibérément altéré certains traits du portrait de Reza R., qui aurait permis son identification. En revanche, nous avons retenu — avec son accord — l'essentiel de son récit à savoir l'expérience éprouvante qui fut la sienne.

(2) Le chah nous avait antérieurement assuré que les tortures pratiquées dans ses prisons n'étaient pas physiques mais d'ordre « psychologique », donc plus « raffinées ». Une enquête minutieuse menée par le Sunday Times, pendant deux ans, a révélé (le 19 janvier 1975) que l'un de ces « raffinements » consistait à maltraiter des enfants sous les yeux de leurs parents.

(3) Sezenem Attalat Va Amnlyate Kesh va t, organisation nationale pour le renseignement et la sécurité, fondée en 1957 avec la coopération technique de la C.I.A. et des services de renseignements iraniens, essentiellement pour liquider les vestiges du Front national du Dr Mossadegh et le parti communiste fondé.

(4) Selon les chiffres officiels, le P.N.B. par tête d'habitant a fait un bond de 812 dollars, en 1973-1974, à 1 000 dollars, en 1974-1975. Si ces chiffres témoignent de l'expansion de la production, qui est réelle, ils pourraient être trompeurs quant à l'amélioration du niveau de vie de l'ensemble de la population. D'une part, ils comptabilisent la masse des revenus perçus par le chah, dispose d'une manière souveraine d'autre part, ils ne tiennent pas compte de la grande disparité des revenus.

L'EXPRESS

Ce qui manque au plan Barre

Roger Priouret précise ce qui manque au plan que Raymond Barre présente cette semaine devant le Parlement, et Michèle Cotta et Christian Fauvet racontent la reconquête de l'U.D.R. par Jacques Chirac.

L'automobile et les Français. Malheurs et espoirs

Hausse des prix, des taxes, du carburant, limitation de vitesse... Les automobilistes d'aujourd'hui se considèrent comme des martyrs. Mais, dans leurs laboratoires, les constructeurs préparent en secret un avenir plus reconfortant : la voiture de l'an 2000. L'Express la dévoile cette semaine.

L'Express radioscopie Jacques Chancel

Le 5 octobre, Jacques Chancel diffusera sa 2000^e Radioscopie. Ce Pyrénéen de 46 ans ne cesse d'écouter, d'apprendre, de chercher des réponses. Jacques Chancel a accepté, pour la première fois et pour L'Express, de se radioscopier lui-même.

L'EXPRESS

EST EN VENTE DÈS CE LUNDI
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Journal 150

POLITIQUE

DÉFENSE

La fusion Lille-Hellemmes

M. GUÉNA : il y a un vieux divorce entre les socialistes et la légalité.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R. a vivement critiqué les partis de gauche dimanche 3 octobre devant les assises départementales de la formation gaulliste réunies à Lille.

Le secrétaire général a notamment évoqué la fusion des villes de Lille et Hellemmes, décidée par les conseils municipaux à direction socialiste, de ses deux communes. Il a déclaré : « Nous sommes jamais ce divorce très ancien entre les socialistes et la légalité. Si la loi républicaine les déserte, ils y obéissent. Les socialistes ont voté contre toutes les lois de regroupement de communes et ont freiné leurs applications. Aujourd'hui, dans l'affaire de Hellemmes, nous assistons à un véritable détournement de procédure, à un abus de confiance où le cynisme le dispute à l'impudence. »

LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE

En présence de MM. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, Yvon Bourges, ministre de la Défense, Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, et Maurice Ligtot, secrétaire d'Etat à la fonction publique, la première session ordinaire 1976-1977 du Parlement a été ouverte samedi après-midi 2 octobre, à l'Assemblée nationale.

M. Francis Leclercq (P.S., Vaucluse), qui présidait la séance, a fait adopter le calendrier des prochains travaux établi par la conférence des présidents (15 octobre 3-4 octobre). M. Leclercq a informé les députés des modifications intervenues dans la composition de l'Assemblée pendant l'intersession. Il a également indiqué que MM. Guy Antonne (rép., Gironde), Henri Belcourt (U.D.R., Corrèze), Jean Chabrol (rép., Allier), Jean Riquin (U.D.R., Yvelines) et Mme Monique Tisné (U.D.R., Paris) avaient donné leur démission de députés, de façon à permettre respectivement à MM. Aymar Achille-Poul, Jacques Chirac, Gabriel Périot, Bernard Destremau, et Jean Tiberi de tenter de recueillir leurs sièges lors des élections partielles auxquelles il sera procédé dans un délai de trois mois. Une sixième élection partielle sera organisée pour pourvoir au remplacement de Jean-Claude Simon (R.I., Haute-Loire), mort accidentellement en août dernier et dont le suppléant est décédé.

Quatre élections cantonales

EURE-ET-LOIRE : canton de Maintenon (1^{er} tour).

Inscr. 12 230 ; vot. 7 477 ; suffr. expr. 7 212. M. René Gallas, maj. prés. 3 142 voix ; Mme Jocelyne Petit, P.S., 2 261 ; M. Michel Guégan, P.C., 1 819. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Guy de la Vassolais (ind.), décédé le 26 juillet dernier, qui avait été réélu conseiller général au second tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 3 122 voix, contre 2 623 à M. Devienne, P.S., sur 5 545 suffrages exprimés. 5 678 votants et 10 589 inscrits. Au premier tour, Guy de la Vassolais était arrivé en tête avec 2 535 suffrages, contre 1 945 à M. Devienne, P.S., et 744 à M. Vagot, P.C., et 744 à M. Rivet, maj. prés. sur 5 470 suffrages exprimés, 5 517 votants, et 10 369 inscrits.

La gauche enregistre un gain d'un peu plus de 16 points par rapport au premier tour des élections de septembre 1973. Cette progression est à peu près semblable pour chacun des deux partis de gauche qui présentaient un candidat, puisque le P.S. gagne un peu plus de 8 points et le P.C. un peu moins.

CORSE DU SUD : canton d'Ajaccio (1^{er} tour).

Inscr. 2 516 ; vot. 2 115 ; suffr. expr. 2 082. MM. Raphaël Baldocchi, parti bonapartiste, soutenu par la maj. prés. 1 281 voix. Elu. MM. Xavier Tomasini, ind. 374 ; Paul-Antoine Luciani, P.C., 218 ; Paul Lotred, P.S., 198.

Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Andréo Fiaschi (sans étiqu.), décédé le 1^{er} juillet 1976, qui avait été élu au second tour des élections cantonales de septembre 1973 avec l'appui de la gauche. Il avait obtenu alors 642 voix, contre 796 à M. Baldocchi, 142 à M. Stromboli, P.C., et 23 à M. Marchetti, parti com. pour le progrès.

Commentant les résultats de ce scrutin, M. Charles Orsano, maire d'Ajaccio, a souligné « la spectaculaire montée du parti bonapartiste ». Des radicaux de gauche, mécontents de la désignation unilatérale du candidat socialiste, avaient demandé à leurs électeurs de voter indifféremment pour M. Luciani, P.C. ou M. Lotred, P.S.]

● M. Jean Chassang, conseiller municipal (R.I.) de Saugues (Haute-Loire) a été élu, le 2 octobre, maire de cette commune, par 15 voix sur 17 votants. Il y remplace Jean-Claude Simon (R.I.), député de la circonscription, président du conseil général, décédé le 19 août dernier. M. Chassang, agriculteur, est âgé de quarante-trois ans. Premier adjoint de l'ancien maire, il avait été élu sur sa liste municipale en 1971. Le nouveau maire a annoncé qu'il serait candidat à l'élection cantonale du 10 octobre.

HAUTE CORSE : canton de Capobianco (1^{er} tour).

Inscr. 3 412 ; vot. 1 908 ; suffr. expr. 1 688. M. Roger Franzoni, rad. g., 1 456 voix, réélu ; Jean Pierrel, P.S. (autogestionnaire), 233.

L'aggravation de l'élection de M. Franzoni, acquiescé au second tour des élections cantonales de septembre 1973, avait provoqué un second scrutin, qui avait eu lieu le 25 mai 1975 et qui, lui-même, avait été annulé. Le 25 mai 1975, M. Franzoni avait été réélu avec 1 281 voix contre 1 280 à M. Paul Ligot, maj. prés. et 137 à M. Jean Pierrel, P.S. Il y avait eu 2 816 votants et 2 707 suffrages exprimés sur 3 287 inscrits.

Dimanche 3 octobre, la déposition a été perturbée par l'irruption dans le bureau centralisateur de Lodi d'une trentaine de jeunes autonomistes du canton, qui ont bousculé les scrutateurs, déchiré des bulletins de vote inutilisés et crié des slogans hostiles aux pratiques électorales frauduleuses et aux « élus des classes ». Ils ont enfin coupé l'électricité avant de se retirer.]

HAUTE CORSE : canton de la Conca d'Oro (1^{er} tour).

Inscr. 3 022 ; vot. 2 402 ; suffr. expr. 2 370. M. Marcel Feydel, rad. g., 1 121 voix ; Jean Matiel, U.D.R., 780 ; Louis Sabini, rad. g., 444 ; divers 15. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir le siège vacant depuis l'annulation de l'élection de septembre 1973. M. Jean Matiel l'avait alors emporté au premier tour avec 1 132 voix contre 823 à M. Delaire, rad. de gauche, et 237 à M. Benvenuti, P.S. et 11 suffrages qui s'étaient portés sur diverses personnalités. Il y avait eu, sur 2 266 inscrits, 2 233 votants et 2 223 suffrages exprimés.]

CINQ MILLE HOMMES MANŒVRENT EN PROVENCE

D'importantes manœuvres militaires engageant cinq mille hommes ont lieu du lundi 4 au vendredi 8 octobre en Provence dans les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse.

Ces manœuvres représentent l'engagement offensif d'une brigade parachutiste au sein d'un ensemble de forces importantes agissant, dans un conflit marginal, par voies aérienne et maritime. Elle a pour but l'entraînement des unités à intervenir par voies aérienne et maritime sur un littoral ; à attaquer des points « sensibles » importants dans la disposition adverse et à réagir face à une menace blindée inopinée.

Sept régiments de la 1^{re} division parachutiste de Pau, Mont-de-Marsan et Calvi, ainsi que trois groupements de soutien spécialisés représenteront la force française d'intervention, à laquelle préviennent leur concours, quatre autres régiments, l'école de l'air de Salon, la base d'Orange, des commandos de fusiliers de Nimès.

Ces unités seront reçues dans une vingtaine de localités du Vaucluse ; une prise d'armes, suivie d'un défilé et d'un grand meeting aérien et parachutiste, aura lieu à Carpentras le samedi 9 octobre.

● Information pour les droits du soldat dénonçant l'arrestation et l'incarcération de M. Jacques Salvator, ancien secrétaire national du M.A.R.C. (le syndicat étudiant lié à la C.F.D.T., devenu le Mouvement d'action syndicale), sous l'accusation d'animation d'un comité de soldats. M. Salvator, selon l'I.D.E., a été puni de soixante jours d'arrêts, alors qu'il était au 94^e régiment d'infanterie d'Alain, où le comité de soldats publie le journal *Spécial 94* (le journal du commandement s'appelle *Flash 94*). Il a été muté au camp du Valdahon (Doubs).

Sans interrompre vos activités professionnelles

L'E.P.P.R.E.P.

école de publicité, presse et relations publiques

établissement privé d'enseignement technique autorisé par le Ministère de l'Éducation Nationale

VOUS PRÉPAREZ PAR CORRESPONDANCE

en 1 ou 2 années AUX CARRIÈRES

● des relations publiques ● du tourisme ● de la publicité ● du commerce

10, rue de la Grange-Batelière - 75009 PARIS
tél. 770 61 60

UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE
FORMATION CONTINUE
COURS D'ESPAGNOL
Portugais - Catalan

Initiation et perfectionnement
Pratique de la langue orale
le soir, à partir de 18 h. 30

U.E.R.

D'ÉTUDES IBÉRIQUES
et latino-américaines

31, rue Gay-Lussac
75005 PARIS
Tél. : 633-55-37 et 38

APPRENEZ LA DACTYLO
EN 15 HEURES

par méthode audiovisuelle
accélérée
en cabines individuelles

audiodact

74, rue de Maubeuge
75008 Paris - 280.30.30

HORAIRES A LA CARTE
de 9h. à 21h.

RESULTATS GARANTIS

ARTHROSE, RHUMATISMES, LUMBAGOS, CELLULITE,

TROUBLES DE LA SÉNESCENCE,

READAPTATION FONCTIONNELLE, THALASSOPUNCTURE

CURES MARINES DE TROUVILLE

Etablissement agréé par la Sécurité Sociale



Une thérapie efficace sous surveillance médicale constante...

Personne ne nie plus aujourd'hui l'efficacité de la Thalassothérapie, traitement qui utilise les propriétés curatives de l'eau de mer. La mer en effet, est un trésor qui regorge de richesses plus de 60 éléments fondamentaux la composent. C'est le plus riche des milieux naturels. C'est cette même eau qui baigne nos cellules et nos organes. Il existe donc une harmonie fondamentale entre le milieu marin et notre milieu interne.

Un retour aux sources de la Santé et de la Forme ou à la limite de leur santé. A Trouville, sur la Côte Normande, à 2 heures de Paris les Cures Marines conjuguent, pour agir en profondeur sur votre organisme, les bienfaits de l'eau de mer à ceux d'un climat particulièrement tonique et stimulant.

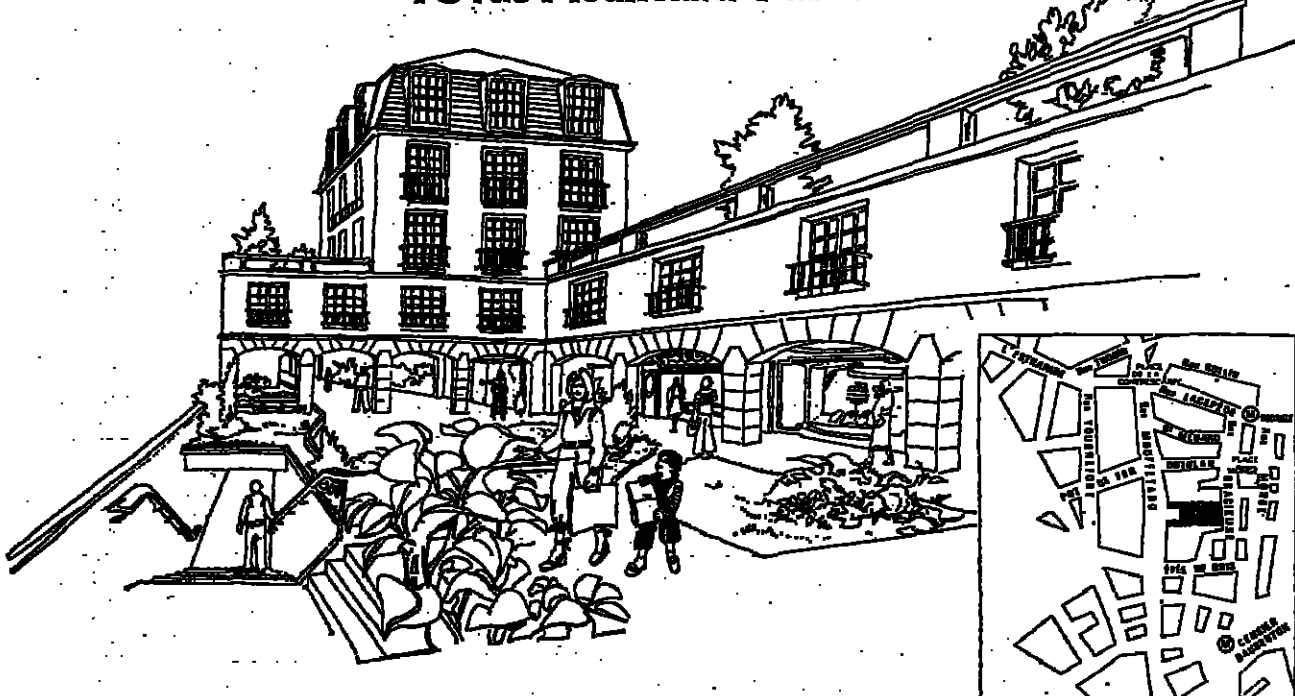
Les Installations L'établissement est situé en bordure de mer, dans un cadre large et aéré et des plus reposants. Disposant des installations les plus modernes et d'un personnel hautement qualifié les Cures Marines de Trouville vous aideront à retrouver sous surveillance médicale constante, votre santé et votre forme.

Passer une journée ou un Week-end à TROUVILLE et visitez les CURES MARINES, ouvertes même le dimanche. Si vous ne pouvez vous y rendre nous vous enverrons gratuitement une brochure de 32 pages en couleurs sur simple demande aux : CURES MARINES DE TROUVILLE 14360 TROUVILLE S / MER

Consultez votre Médecin Traitant

LeHameauMouffetard

73 rue Mouffetard-Paris Ve



Comme un autre Paris, au cœur de Paris même...
A proximité des Jardins du Luxembourg et des Plantes, de la Sorbonne et du Panthéon, et au cœur de la Mouff' vivante, pittoresque, colorée, le hameau Mouffetard allie la classe d'une construction traditionnelle (on ne pouvait faire mieux dans un tel quartier!) aux exigences du grand confort moderne. Des façades en pierre de taille et enduit rustique, des fenêtres à petits bois et des vrais toits avec des lucarnes et des combles à la Mansart.

Une construction soignée jusque dans les détails.

Des duplex, de vastes appartements, et aussi des studios pour les célibataires raffinés.

Appartement modèle sur place.



Renseignements et vente sur place
73, rue Mouffetard, Paris 5^e
Tous les jours de 14h à 19h
Samedi de 10h à 18h
Fermé le dimanche
ou GEPIC -
52 Champs-Élysées
ALM 98 98



SGM CONSTRUCTEUR
COUVERTURE TOITURE

« Cette collection s'est imposée comme l'une des premières réalisations de l'édition française. »

« LE MONDE. »

COLLECTION ENCYCLOPÉDIQUE

ARTHAUD

Art - Diffusion

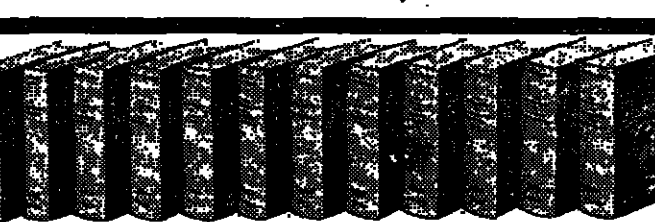
vous présente en souscription

dans une présentation de luxe en balacron noir

LES GRANDES CIVILISATIONS

Collection dirigée par Raymond BLOCH

Directeur d'Études à l'École Pratique des Hautes Études



Volumes déjà parus :

La Civilisation romaine - La Civilisation grecque - La Civilisation de l'Occident médiéval - La Civilisation de l'Égypte pharaonique - La Civilisation de l'Europe classique - La Civilisation de l'Europe ancienne - La Civilisation de la Renaissance - La Civilisation islamique - Les Civilisations de l'Orient ancien - La Civilisation de la Révolution française, tome I : la crise de l'Ancien Régime - La Civilisation de l'Europe des Lumières - La Civilisation de l'Antiquité et le christianisme - La Civilisation japonaise - La Civilisation byzantine.

Volumes à paraître :

La Civilisation hellénistique - La Civilisation chinoise - La Civilisation et la Révolution industrielle du XIX^e siècle - La Révolution française, tome II : Vers une société nouvelle - Les Civilisations précolombiennes.
CHACUN VOLUME 700 à 900 PAGES - FORMAT 18 x 25 cm - RELIÉ 300 HELIOGRAVURES, CARTES ET PLANS
Souscrire à l'ensemble de la collection, c'est acquiescer sans peine, par de modestes mensualités, une bibliothèque incomparable. Pour tous renseignements, renvoyer le bon ci-joint :

ARTHAUD ART-DIFFUSION - 7, rue Pappe-Carpentier, 75006 PARIS

M.
Rue
Commune
Desire être documenté sur les conditions de souscription à l'ensemble de la collection « Les Grandes Civilisations ».

Journal de l'ISO

POLITIQUE

gouvernemental de lutte contre l'inflation

assuré par la « transformation » d'une épargne relativement courte en crédits plus longs. Tout le problème est de déterminer le volume de transformation tolérable pour la stabilité de l'économie. Cependant, le souci du gouvernement est de limiter ce processus et d'encourager l'épargne stable et durable. Diverses mesures se proposent de favoriser cette évolution. Il s'agit notamment de l'encouragement à l'épargne investie sous forme d'actions par les personnes physiques et par les caisses de retraite qui pourront bénéficier de l'avoir fiscal. Il s'agit encore de l'encouragement à la réalisation d'augmentations de capital par les sociétés.

« Mais il n'est pas douteux que la meilleure incitation à apporter à l'épargne réside dans la maîtrise de l'inflation de telle sorte que la rémunération de l'épargne puisse être positive.

« Pour répondre complètement à votre question, il convient de prendre une vue d'ensemble des mécanismes monétaires. Ce qui compte, c'est le volume global des moyens de paiement en circulation dans l'économie, quel que soit le support, ou la cause de la création de la monnaie. De même pour les banques, peu importe les titres des créances par lesquelles elles accèdent au refinancement de la Banque de France. Ce refinancement couvre en tout état de cause l'écart entre leurs ressources et leurs emplois. A supposer qu'on cesse de fournir les liqui-

dités à travers la mobilisation de crédits d'investissement et d'exportation, l'insuffisance devrait leur fournir par d'autres voies, à moins de courir le risque de laisser se développer une crise grave de liquidité. Pour les entreprises, il est de fait que certains crédits portés en dernier ressort par la Banque de France reposent sur la création monétaire. C'est une faible fraction des crédits de l'économie et c'est surtout un moyen de privilégier certains concours, qui sont indispensables à son développement. Ici encore, il s'agit d'une question de mesure.

« Ne craignez-vous pas que le gel temporaire des tarifs publics ne conduise des entreprises nationales à valoir, faute de ressources, leurs dépenses d'équipement ?

« Les programmes d'investissement des entreprises publiques pour l'année 1977 ont été arrêtés par le conseil de direction du F.D.E.S. du 13 juillet 1976, qui a prévu une croissance des investissements d'environ 14 %. Le gel des tarifs publics jusqu'en 1^{er} avril 1977 et la limitation à 6,5 % de leur hausse moyenne en 1977 par rapport à 1976 ne réduisant pas en cause ces programmes, mais provoqueront certainement des modifications dans la structure de leur financement. D'autres ressources devraient venir se substituer à l'autofinancement réduit de certaines entreprises publiques.

de vie, de réduire le montant de capitaux qu'ils peuvent exporter à l'étranger pour y acheter des résidences secondaires.

« Cette mise au point étant faite, je suis conscient et convaincu que ce n'est pas le contrôle des changes qui fait la force d'une monnaie et qui fera la solidité du franc. La santé d'une monnaie dépend de la solidité et de la stabilité de l'économie, et le succès du programme de lutte contre l'inflation devrait contribuer à l'assurer. Si les Français acceptaient que le franc se dévalue de façon irréversible vis-à-vis de l'ensemble des autres monnaies, ils devraient comprendre qu'ils s'approprieraient des devises étrangères, leur travail et leurs actifs à un taux déprécié contre le travail et les actifs des autres ; à notre époque, où les frontières sont ouvertes et où tout retour au protectionnisme et à l'isolement ne pourrait s'accompagner que d'une grave récession, il est préférable que les Français acceptent les efforts nécessaires au maintien d'une monnaie forte et stable. C'est l'une des raisons essentielles pour lesquelles le retour à une maîtrise durable des glissements nominaux au sein de notre économie apparaît comme un objectif prioritaire.

pour objet de soutenir artificiellement la valeur du franc, mais d'équilibrer nos paiements extérieurs sans prélèvement systématique sur nos réserves de change. Si nous ne recourons pas à de tels emprunts, alors que nous continuons à développer nos propres crédits à l'étranger, le franc serait exposé à une pression à la baisse qui s'assurait pas forcément un ajustement automatique de notre balance des paiements. La dépréciation rapide de certaines monnaies, dans une période récente, n'a pas, on l'a vu, été favorable au rééquilibre des balances de paiements.

« Aucun des pays qui a dû faire face à un déficit massif de la balance des paiements courants

après le relèvement des prix du pétrole n'a échappé à la contrainte de recourir à des emprunts extérieurs. La France l'a fait pour sa part, sans compromettre son crédit international qui demeure intact. Ici encore, c'est une question de mesure. Mais, au-delà de certaines limites, le recours à l'endettement extérieur pèse lourdement sur l'avenir économique d'un pays en même temps qu'il compromet son indépendance. C'est la raison pour laquelle des efforts doivent être consentis pour obtenir un retour rapide à l'équilibre de nos échanges de biens et de services avec le reste du monde. C'est l'un des objectifs majeurs de la lutte contre l'inflation entreprise par le gouvernement.

détenue par le Fonds monétaire international, le rythme des adjudications n'est qu'une modalité technique et révisable de cet accord. Je considère que le Fonds monétaire a une responsabilité particulière dans la vente de l'or à laquelle il doit procéder en recherchant les plus-values les plus élevées qu'il peut en tirer puisque à lui-même ces plus-values doivent servir à accroître l'aide aux pays en voie de développement.

« En vous nommant premier ministre, M. Giscard d'Estaing vous a demandé de prendre des initiatives pour diriger « notamment vers le centre gauche » la majorité présidentielle. Votre plan ayant plutôt suscité des réserves, sinon une hostilité déclarée, dans les milieux que le président de la République voulait convaincre, quelles autres mesures comptez-vous prendre — lors du débat parlementaire, par exemple — pour tenter d'atténuer l'obscureté politique qui vous a été faite ?

« L'élargissement de la majorité est une action continue qui ne relève pas forcément d'initiatives spectaculaires. A mon avis, il s'effectuera d'autant plus sûrement que le gouvernement mènera une politique de développement économique et de justice sociale, et que cette politique sera ressentie comme telle par ceux qui se situent aux frontières de la majorité. Le gouvernement veillera à faire comprendre le sens de l'effort qui est conduit dans cette direction. Pour le reste, je crois que la bonne foi finit toujours par se manifester, surtout quand elle s'allie à un attachement aux libertés.

Propos recueillis par GILBERT MATHEU et PAUL FABRA.

Pas de participation de l'Etat dans les entreprises privées

« De grandes entreprises privées ont un mal croissant à reconstituer leurs fonds propres par les moyens classiques traditionnels. L'Etat envisage-t-il de les aider par des dotations en capital, comme il l'a fait pour les sociétés nationales ? Dans ce cas, exigez-vous une participation de l'Etat au capital des firmes ? Et, à quelles conditions ?

« Il est normal que l'Etat apporte, lorsque les circonstances le justifient, des dotations de capital aux entreprises publiques dont il est actionnaire. En revanche, il n'est pas dans l'intention du gouvernement de prendre des participations au capital des entreprises privées qui, de leur côté, ne le souhaitent pas.

« Il dispose d'autres moyens pour les aider à augmenter leurs fonds propres. Ces moyens doivent être accrus et le gouvernement a proposé, dans le cadre du programme de lutte contre l'inflation, différentes mesures qui vont dans ce sens. Il s'agit notamment de dispositions fiscales (possibilité de révaluer les immobilisations non amortissables) ou de mesures des-

tinées à faciliter le soutien que peut apporter le marché financier aux entreprises désireuses d'augmenter leurs capitaux propres (possibilité de déduire des bénéfices imposables pendant cinq ans les dividendes versés aux actions émises entre le 1^{er} janvier 1977 et le 31 décembre 1980).

« Enfin, et surtout, la reconstitution de fonds propres dépend, ainsi que le montre l'expérience de certains pays étrangers, d'une amélioration du compte d'exploitation des entreprises.

« Après la hausse récente du taux de l'escompte, votre politique du loyer de l'argent est-elle de maintenir en 1977 des taux d'intérêt élevés, ou de les faire baisser ?

« Notre politique du loyer de l'argent sera directement fonction des résultats obtenus dans la lutte contre l'inflation et de l'évolution du marché des changes. Si la hausse des prix vient à se ralentir à l'intérieur et si le franc se stabilise — et, je l'espère, s'apprécie — sur le marché des changes, nous pourrions alors revenir à des taux d'intérêt moins élevés.

« Ce n'est pas le contrôle des changes qui fait la force d'une monnaie »

« Votre programme comporte un certain renforcement du contrôle des changes. Certains ont pu voir là comme un acte de faiblesse, le gouvernement redoutant en quelque sorte que les mesures qu'il allait prendre ne seraient pas suffisantes dans l'immédiat pour ramener la confiance dans le franc. Pourriez-vous nous donner votre sentiment sur la situation présente du franc et considérez-vous que son maintien au niveau actuel soit absolument nécessaire pour lutter contre la hausse des prix intérieurs ?

« Les marchés des changes vivent une époque incertaine : celle du flottement des monnaies. Dans cette conjoncture, je constate que beaucoup de pays ont été progressivement amenés à mettre en place des dispositifs destinés à mettre leur monnaie à l'abri de pressions économiquement injustifiables. Nous ne faisons pas autre chose.

« Les mesures de renforcement de notre propre dispositif qui viennent d'être prises ne sont pas

des mesures de circonstance. L'expérience a largement montré depuis quelques années que le maintien d'un certain ordre sur le marché des changes passait par une surveillance du flux considérable de capitaux à court terme qui accompagne inévitablement un haut degré de développement des échanges internationaux de marchandises et de services, mais qui s'explique aussi à l'heure actuelle par l'évolution passée du système monétaire international.

« Les mesures qui viennent d'être arrêtées présentent un caractère essentiellement technique : elles concernent les délais dans lesquels s'exécutent les opérations de change liées aux paiements courants (couvertures à terme, couvertures au comptant et rapatriements de réserves). Il est permis de se protéger sur ce terrain essentiel pour la tenue d'une monnaie par souci d'ordre, et sans que cela constitue a priori un aveu de faiblesse.

« En outre, il a semblé naturel, dans une période où les Français sont appelés à modérer leur train

Une politique d'emprunt mesurée

« Pendant les premiers mois de cette année, le budget du franc a été artificiellement soutenu par les emprunts que les sociétés nationales, sur l'initiative du gouvernement, contractaient sur le marché international des capitaux. Entendez-vous mettre fin à cette politique ?

« Les emprunts à long terme que certaines de nos entreprises contractent à l'étranger n'ont pas

Changer la méthode d'adjudication de l'or

« Dans une interview à un journal japonais, vous avez déclaré en juillet que le gouvernement français ne prendrait aucune mesure tendant à faire artificiellement la baisse des cours de l'or. Seriez-vous opposé à ce que, dans les semaines ou les mois à venir, la Banque de France achète de l'or, soit à l'occasion des adjudications du Fonds monétaire, soit au marché libre si la tendance des cours était de nouveau orientée à la baisse ?

« Je voudrais d'abord indiquer que la dépêche d'agence que certains journaux ont reproduite ne correspondait pas aux déclarations que j'ai faites lors de mon voyage au Japon.

« Sur le fond, je tiens à distinguer deux problèmes à propos des cours de l'or. Selon les engagements pris à Kingston, les pays membres du Fonds monétaire international ont mis fin à l'existence d'un prix officiel de l'or et doivent s'abstenir de contribuer à l'établissement d'un prix offi-

ciel du métal en évitant ainsi artificiellement la baisse du cours de l'or. Mais il est également clair qu'aucune vente d'or ne doit être organisée de telle sorte que le cours soit artificiellement orienté à la baisse. Or vous savez que le mécanisme d'adjudication retenu par le Fonds monétaire international n'est à cet égard aucunement satisfaisant. La France a demandé qu'on en revienne à une méthode telle que tous les acheteurs soient servis à un prix qui soit le même pour tous.

« Un autre problème où l'artifice n'a pas sa place est celui des cours de l'or sur une moyenne période. La France, comme tous les pays du monde, a la possibilité d'acheter de l'or au moment qui paraît le plus opportun selon des procédures appropriées. Il va de soi que nous nous réservons contractuellement de ne pas intervenir si la tendance des cours est de nouveau orientée à la baisse. Je tiens à préciser que nous n'achetons pas de l'or pour le vendre à un prix inférieur à celui d'achat.

« J'ajoute que si la décision de vendre un stock de l'or

Une grande nouveauté chez Jean de Bonnot

BON D'EXAMEN GRATUIT

- (à renvoyer à Jean de Bonnot
- 7, fg St-Honoré -
- 75392 Paris Cédex 08)
- Je suis curieux de voir (sans engagement) le volume
- "Paris d'il y a cent ans"
- d'Auguste Vitu.
- Nom.....
- Prénom.....
- Adresse complète.....
- Code postal.....
- Signature (Signature des parents ou du tuteur pour les mineurs)

Vous pouvez enfin vous promener dans le "Paris d'il y a cent ans"

avec Auguste Vitu, le plus spirituel des journalistes de la Belle Epoque

Le plus parisien des journalistes de la Belle Epoque nous brosse, en 640 pages et 490 dessins, un saisissant portrait du Paris de son temps.

La fraîcheur et la beauté du livre, l'érudition attachante d'un texte truffé de anecdotes savoureuses, la délicatesse des dessins pris sur le vif, la vision rafraîchissante d'une capitale verdoyante et sillonnée d'attelages, toutes ces splendeurs du Paris aimable d'autrefois nous sont scrupuleusement restituées et nous font comprendre la nostalgie qu'on éprouve aujourd'hui.

Le Paris de l'époque, c'est la prodigieuse exposition universelle de 1889 qui s'ouvre sous le regard de mille célébrités et de la Tour insolite de Monsieur Eiffel.

C'est aussi l'avenue du Bois de Boulogne, la grande cascade de Longchamp, les fontaines Wallace et les premiers kiosques à journaux, les bouquinistes des quais et les premiers bateaux-mouches, le bal Bullier et les théâtres, la rue de la Paix et les guinguettes, les marchés et les gares toutes neuves.

Chaque rue de Paris nous raconte son histoire, chaque monument y est décrit avec passion et minutie. Ce merveilleux ouvrage nous replonge dans un temps où planent les fions d'Offenbach, tandis que les savants et les techniciens bâtissent les fondations du monde industriel.

Ce voyage touristique à travers le Paris de la Belle Epoque est un ouvrage des plus passionnants qui soient. Mes collaborateurs et moi-même avons en pour lui un véritable coup de foudre.

Le voici donc revenu au grand jour, dans son texte intégral, avec ses illustrations au complet et un index alphabétique de quelque mille noms. C'est un ouvrage rare qui passionnera les amateurs éclairés.

Il est superflu de vous dire tous les soins apportés à la réalisation de ce bel in-quarto (278 x 210 mm) relié pleine page de mouton d'un seul tenant et décoré de motifs originaux de la Belle Epoque sur les deux plats et au dos rehaussé d'or véritable. Trancheilles, signet de soie, somptueuses pages de garde,

ex-libris, tranche supérieure dorée à l'or 22 carats, tout est irréprochable. L'impression très soignée respecte la finesse des illustrations de l'époque. Le papier, superbe vergé au filigrane des deux canons, est fabriqué exclusivement pour moi, sur mes indications.

En me retournant le bon d'examen gratuit, vous disposez de dix jours pour vous promener dans le « Paris d'il y a cent ans ».

De deux choses l'une : il ne vous convient pas, vous me le remercerez dans les dix jours et nous n'en parlons plus ; au contraire, vous avez, comme moi, le coup de foudre pour le chef-d'œuvre d'Auguste Vitu, alors vous n'aurez à me régler que la somme très raisonnable de : 175 F (+ 9,30 F de participation aux frais de port).

A bientôt. Votre très dévoué,

Jean de Bonnot

« J'ai lu et relu votre livre... Une analyse brillante... Il est bon que de temps à autre un livre comme le vôtre remette en question les idées reçues et ouvre des voies nouvelles à la réflexion. » RAYMOND BARRE

LE PIERRE MAYER

MONDE ROMPU

FAYARD



RHONE-POULENC : LA DYNASTIE DES GILLET

Les « 200 familles », c'est du passé. Voire. Voici une grande famille, bien vivante, bien présente, mais occulte. Peut-être d'autant plus puissante. Qui connaît les Gillet ? Ceux qu'on a pu appeler les « hommes invisibles », « les rois de Lyon » ? Comment en quatre générations et moins de 130 ans, cette famille est-elle

passée de l'exploitation d'une teinturerie au contrôle du groupe Rhône-Poulenc, première affaire privée française ?

Quelles alliances dictées par l'intérêt, quels opportunismes politiques, quelles savantes mises à profit des crises et des guerres mondiales peuvent expliquer cette résistible ascension ?

**L'Histoire des « Grandes Familles »,
ce n'est pas seulement de l'anecdote,
c'est aussi un fait politique**

C'est pourquoi Politique-Hebdo en parle

Egalement au sommaire :

- Plan Barre : Les refus
- Enquête : SOS Algérie
- Reportage : Avec les soldats du Front Polisario
- 6 pages d'actualité culturelle et d'humour avec une interview d'Hector Rolland, député UDR, et « La politique, c'est ça » par Guy Bedos

politique
hebdo
nouvelle formule



Guy Bedos

En vente dès aujourd'hui, chez tous les marchands de journaux

EN RAISON DE PLUSIEURS INCIDENTS TECHNIQUES SURVENUS A L'IMPRIMERIE, LA MISE EN PLACE DU JOURNAL EN PROVINCE SUBIRA DES RETARDS.

150

POLITIQUE

Libres opinions

Au lieu de la peur

par FRANCIS DORÉ (*)

SUivant les plus mauvaises gènes, la France entre en guerre civile elle-même. A force de lire et d'entendre leurs dirigeants dépendre l'infamie des « autres », ne sachant plus ou ne voulant plus savoir qui a commencé le jeu des injures, assommés par des éditoriaux enflammés, assourdis par des discours qui ne sont plus que des slogans, des Français s'opposent à d'autres Français en tout et sur tout. La force de leur ambition fonde la violence de leurs propos. Comme pour se faire pardonner d'avoir renoncé à la dictature du prolétariat et peu soucieux de ses contradictions, le parti communiste rassemble ses troupes avec une ardeur sans cesse renouvelée sur le thème de la lutte des classes : les militants deviennent les militaires du parti, les soldats d'une armée où la contestation n'est pas de mise. C'est la voie du succès, nous dit Georges Marchais, « c'est aussi une voie révolutionnaire, qui suppose la lutte, une succession de luttes de masse, opiniâtres et tenaces. Pour battre la réaction d'abord, pour la forcer ensuite à respecter la légalité démocratique » (1). Cette légalité sera bien évidemment celle que déterminera le parti grâce à l'influence dirigeante qu'il devra exercer en cas de victoire de l'union de la gauche pour maintenir cette union « dans le droit chemin » (sic) (2).

Délibérément silencieux sur les progrès économiques, sociaux et culturels considérables qui ont été accomplis dans tous les domaines au cours des vingt dernières années et qui ne cessent de se développer, dévient à tout gouvernement, sur lequel il n'exerce pas son influence, une volonté authentique de contribuer à la réduction des inégalités sociales et s'attribuant a contrario le mérite indirect des réformes qu'il ne peut ignorer, le parti communiste entend convaincre les Français de leur malheur et rejeter dans le camp de la réaction, consciente ou complice, tous ceux qui auraient la faiblesse de ne pas partager son analyse et de ne pas se rallier à ses propositions. La majorité des citoyens. Mais qu'importe. On sait bien que la répétition incessante des accusations finira par faire oublier l'insuffisance des arguments. L'essentiel est de rallier les mécontents et de les dresser contre le pouvoir. La marge d'une telle action est considérable : le général de Gaulle l'avait bien pressenti quand il écrivait du peuple français dans ses *Mémoires d'espoir*, qu'« au spectacle de son propre développement s'accroissent et s'attisent ses désirs », constatant que « toutes les couches et catégories, tendues dans la hâte de voir monter leur niveau de vie, mais heurtées par les privilèges brutaux du système capitaliste, sont en état permanent de reproche et de soupçon à l'égard d'intérêts plus ou moins distincts qui leur paraissent s'opposer à leur élévation », pour conclure qu'en dépit de l'amélioration générale des conditions de vie « les rapports sociaux demeurent empreints de méfiance et d'âpreté » (3). Le parti socialiste se trouve aujourd'hui entraîné par la logique de l'union de la gauche dans ce rassemblement marxiste conçu comme la meilleure garantie d'accès au pouvoir. On souhaiterait cependant qu'au partage forcé des hommes, il ne perde pas son âme.

Des millions de Français qui s'inquiètent de voir chaque jour se creuser davantage le fossé qui les sépare de leurs concitoyens, des millions de Français que l'on accuse et que l'on voudrait culpabiliser, des millions de Français qui pensent que la démocratie c'est d'abord le respect des autres, on pourrait mobiliser la peur et l'on pourrait peut-être gagner en la mobilisant. La tentation est grande. Mais la mobilisation de la peur ne risque-t-elle pas d'immobiliser les hommes, de les figer dans le refus, de les conduire même à adopter des attitudes extrémistes de nature fascisante, légitimant a posteriori les reproches injustes qui leur sont faits aujourd'hui par une opposition où la tactique semble trop souvent l'emporter sur la conscience. Plutôt que de la mobiliser, ne conviendrait-il pas mieux de conquérir, et en quelque sorte de désarmer, la peur par l'ouverture et le dialogue des hommes de bonne volonté, au-delà des états-majors partisans exclusivement préoccupés de conjoncture, au-delà des considérations électorales de demain et d'après-demain, au-delà des tactiques du jeu politique qui empoisonnent notre société et notre histoire. Plus encore que la conquête du pouvoir, c'est à l'après-conquête qu'il faut songer.

Le thème de la liberté nous paraît devoir constituer l'axe essentiel du rassemblement de tous ceux qui se préoccupent véritablement de protéger l'avenir de notre société dans ses composantes essentielles léguées par la volonté des hommes, constamment enrichies par leur génie. Cette liberté nous apparaît alors dans sa plus grande dimension aux horizons triangulaires et inséparables. Celui d'abord de la liberté de s'opposer à la contrainte, illégale, inégale et déraisonnable, d'où qu'elle vienne et sous quelque forme qu'elle s'exerce, liberté du citoyen contre les pouvoirs, protection de l'individu dans son intégrité d'homme, dans ses facultés de penser, de s'exprimer, d'agir et de se déplacer, liberté première qui n'est au fond rien d'autre que la revendication de l'être dans la plénitude du surgissement de l'individu. A cet aspect de la liberté se rattache l'ensemble des libertés classiques que l'on a souvent qualifiées de formelles pour mieux atténuer la gravité de leur disparition et des atteintes qui leur sont portées à travers le monde. Une trentaine à peine de pays s'honorent encore de les protéger ; la France est parmi eux. Pour le nier, les destructeurs professionnels de nos institutions ont-ils jamais pris la mesure des dictatures, moins que la faire-croire ne soit, lui aussi, passé à l'opposition ? Ces libertés classiques constituent le premier horizon de la liberté, mais elles se prolongent et trouvent en quelque sorte leur épanouissement démocratique par les libertés économiques, au sens même où l'ont entendu les socialistes, de libération de l'exploitation, non seulement économique, mais aussi sociale et culturelle ; c'est, on veut bien le croire, l'acceptation dans laquelle il faut entendre la liberté que nous offrent les communistes, mais c'est la seule ; et si l'on sait maintenant que les libertés classiques ne sont rien sans cette libération, celle-ci, sans les premières, ne nous promet pour demain et dans la meilleure des hypothèses que les goulags du collectivisme et le mort de l'esprit. Pour les réconcilier, là où elles peuvent apparaître inévitables, se dessine alors le troisième horizon des libertés, celui de la participation des citoyens à la gestion du présent et à l'entreprise de l'avenir. Par cette participation à laquelle les gouvernements de la V^e République ont manifesté leur attachement, et qui doit encore trouver toutes ses applications, le citoyen retrouvera la maîtrise de son destin dans une cité réconciliée. Il convient désormais d'en déterminer lucidement et courageusement les contours et le contenu sans céder à la démagogie des utopies, pour qu'à la frontière de son action l'homme trouve l'image de l'homme à la fois libre et libéré.

S'excluront de ce rassemblement de la liberté ceux qui, refusant son caractère total et indivisible, oubliant tout ce qu'ils lui doivent, ne l'évoquent avec tant de force que pour mieux se l'approprier. Au lieu de la peur et de la confusion, les Français sauront alors, en dialoguant avec eux-mêmes, retrouver la confiance en retrouvant leur unité et l'essentiel, pour que la majorité présidentielle devienne la majorité nationale, celle de la démocratie paisible et réfléchie à laquelle le président de la République nous invite à participer.

(*) Agrégé des facultés de droit, professeur à Paris-XII, secrétaire national des républicains indépendants.

(1) Cf. *Humanité* du 20 mai 1976, « La voie du succès ».

(2) Id.

(3) Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, vol. 2, « L'effort 1962... ».

LUCAS CARTON
LE RESTAURANT
DES PURES TRADITIONS
DE LA TABLE
LA CAVES LA PLUS COMPLETE
OLIVIER
tous les jours
SALONS
pour réceptions
PARKING
gratuit assuré
1, PLACE DE LA MADEIRAINE
RESERVATION :
265-22-90

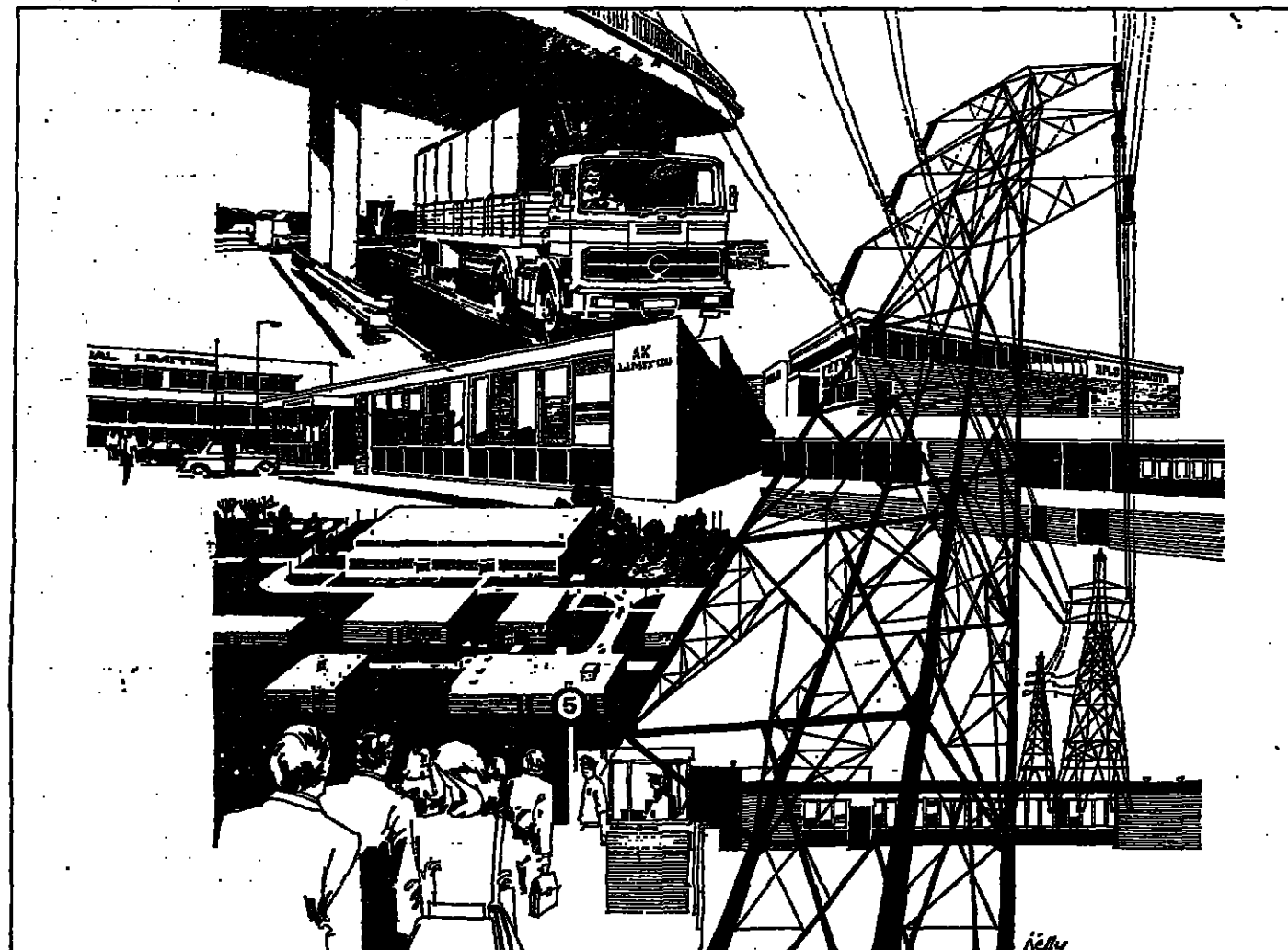
PRESENTATION MONDIALE DE LA FOURRURE 76-77

ouvert tous les jours de 10 h. à 20 h.
sans interruption.

Défilé de mannequins chaque jour à 15 h

HOTEL GEORGE V

31, Avenue George V
(Champs-Élysées)



GAGNEZ 12 MOIS DE PRODUCTION GRACE A NOS USINES "CLES EN MAINS"

L'Irlande peut vous faire gagner douze mois dans la mise en route de votre nouvelle usine. Une usine neuve, située sur un emplacement industriel de premier choix et prête à recevoir immédiatement vos machines peut résoudre votre problème.

Une expansion continue
L'Irlande bénéficie depuis vingt ans d'un des taux de croissance industrielle les plus élevés du Marché Commun.

L'attitude favorable à la libre entreprise
manifestée tant par le gouvernement que par les partis représentés au Parlement, en est la principale raison.

Un régime fiscal exceptionnel
Votre société sera exonérée de tout impôt sur les bénéfices réalisés à l'exportation jusqu'en 1990. Vous demeurerez entièrement libre de rapatrier vos bénéfices et votre capital à tout moment.

Des subventions d'investissement
L'Etat irlandais vous offre jusqu'à 50 % du montant de vos investissements en terrains, constructions, machines et autres immobilisations. Vous n'aurez rien à rembourser, vous ne devrez aucun intérêt et le gouvernement vous laissera le contrôle absolu de votre entreprise.

Un marché monétaire abordable
Notre marché monétaire vous permettra de bénéficier d'un financement bon marché. Cet avantage appréciable réduira d'autant la part de la mise de fond initiale dans votre investissement total.

Une banque de terrain
Notre banque de terrain peut vous proposer une sélection d'emplacements industriels de

premier plan ou même d'usines livrables clés-en-mains et prêtes à accueillir immédiatement votre entreprise.

Un personnel qualifié
Vous trouverez sur place le personnel compétent à tous les niveaux de qualification dont vous pourrez avoir besoin : ouvriers spécialisés, techniciens et autres.

Les Irlandais bénéficient d'un niveau élevé de formation et souhaitent vivement contribuer au développement de leur économie.

Des salaires raisonnables
Nos salaires et nos charges sociales comparativement plus faibles, abaisseront vos coûts de production et accroîtront d'autant la compétitivité de vos produits à l'exportation.

Des syndicats qui vous considèrent comme un partenaire
Nos syndicats sont particulièrement concernés par les créations d'emplois et leurs représentants sont extrêmement « fait-play » dans les négociations.

Une infrastructure industrielle
Bien que notre économie se soit développée à un rythme extrêmement rapide, nous pensons qu'il nous reste encore du chemin à parcourir. C'est la raison pour laquelle notre puissance industrielle est résolument orientée vers l'exportation.

La majorité des emplois est assurée par le secteur industriel qui fournit par ailleurs, la

plus grande part du Revenu National. L'Irlande continue à ce jour une structure d'accueil efficace pour plus de 600 entreprises provenant de 19 pays et opérant ainsi sur de nombreux marchés mondiaux à partir de leurs usines irlandaises.

Un style de vie agréable
L'Irlande est un pays non pollué, parsemé de magnifiques paysages dans lesquels se pratiquent de nombreux sports de plein-air. Vos cadres apprécieront l'accueil chaleureux du peuple irlandais qui saura leur faire partager sa joie de vivre.

REPUBLIQUE D'IRLANDE UNE TERRE D'ACCUEIL POUR VOTRE ENTREPRISE

Une procédure accélérée et des formalités simplifiées vous garantiront la réduction des délais d'implantation d'une usine en Irlande. Votre société n'a affaire qu'à un seul interlocuteur : l'I.D.A. - Irlande (Office du Développement Industriel) qui prend en charge l'ensemble des problèmes que pose votre installation. Pour plus d'information, n'hésitez pas à contacter l'I.D.A. Irlande, 45, rue Pierre-Charron, 75008 Paris - Téléphone 359.77.67 Téléc. 6604.16.

Journal 150

ÉDUCATION

UNE ENQUÊTE DE L'INSTITUT DE LA RECHERCHE PÉDAGOGIQUE

La lecture régulière des journaux améliore le niveau des connaissances des lycéens

Les moyens de communication n'ont pas tous la même audience ni la même influence sur les jeunes. La télévision attire un plus grand nombre de lycéens que la presse écrite. Pour cette dernière, les quotidiens régionaux arrivent en tête, mais les lycéens qui lisent régulièrement des quotidiens nationaux ont de meilleures connaissances sur le monde contemporain que les autres.

Telles sont quelques-unes des conclusions d'un sondage (1) réalisé par l'Institut national de recherche et de documentation pédagogique (I.N.R.D.P.) pour déterminer « les

connaissances et les opinions des lycéens du second cycle long (troisième). Deux cents questions furent soumises en 1975 à un échantillon comprenant 3 275 élèves dans 125 classes de 125 établissements scolaires.

« Une ouverture sur le monde contemporain favorise à la fois l'acquisition des connaissances et une prise de conscience sur le plan politique, deux objectifs indissociables dans le cadre de la formation du citoyen », expliquent les auteurs du rapport. Selon eux, les enseignants devraient mieux tenir compte des « acquisitions extra-scolaires » pour aider les lycéens à élargir leur vision du monde.

Pour l'ensemble de l'échantillon, les élèves lisent surtout les quotidiens régionaux : 40 % en lisent un tous les jours contre 3,5 % pour les quotidiens nationaux. Un lycéen sur deux (50 %) ne lit « pratiquement pas » de quotidien national. Les journaux à diffusion nationale sont surtout lus par les Parisiens : 36,5 % d'entre eux lisent tous les jours contre 4,5 % de provinciaux. Mais 15 % des lycéens parisiens lisent des quotidiens régionaux, ce qui montre la fidélité de certaines familles parisiennes à leur origine provinciale. Les hebdomadaires bénéficient d'une audience comparable à celle des quotidiens régionaux, puisque 35 % des lycéens les lisent chaque semaine. Un lycéen sur deux (50 %) regarde la télévision au moins une fois par jour. Seulement 3 % déclarent ne jamais la regarder. Une analyse plus fine des résultats montre que télévision et presse régionale apparaissent comme complémentaires, tandis que télévision et presse nationale semblent concurrentes.

Les enfants de cadres sont plus nombreux à lire régulièrement un quotidien national ou un hebdomadaire, tandis que pour les quotidiens régionaux et la télévision, d'ouvriers ou d'agriculteurs qui se sont installés dans les zones nouvelles arrivent en tête. L'engagement politique ou syndical du père ne paraît guère influencer la lecture de la presse ou la fréquentation de la télévision chez les enfants. En revanche, lorsque la mère a une activité politique ou syndicale, le lycéen lit plus fréquemment un quotidien national et surtout un hebdomadaire.

Quels journaux lisent les lycéens ? Parmi les quotidiens nationaux (2), c'est le Monde qui arrive en tête (30 %), suivi de France-Soy (12 %), l'Humanité (5 %), le Figaro (4 %), le Parisien libéré (3 %), l'Aurore (2 %), la Croix (1 %). Paris-Match et Jours de France ont le plus fort taux de lecture des hebdomadaires (27,5 %), suivis de l'Express et du Point (19 %), le Canard enchaîné et le Nouvel Observateur (13 %), le Monde (12 %), l'Unité, Tribune socialiste, Témoignage chrétien, la Vie catholique, Réforme (6 %), l'Humanité-Dimanche et France nouvelle (4,5 %), les publications d'extrême gauche (1,6 %) et d'extrême droite (1,3 %). Le taux de lecture régulière est plus important pour les hebdomadaires que pour les quotidiens (34 % contre 8,5 %). Plus l'hebdomadaire affirme une couleur idéologique, plus le pourcentage de lecteurs réguliers est élevé.

Les lycéens ont une lecture sélective. La rubrique la plus lue régulièrement dans les quotidiens est le sport (30 % déclarent le lire toujours), devant les faits divers (24 %), les nouvelles politiques (22,5 %) et les articles de fond (15,5 %). Mais la rubrique sportive est aussi celle qui suscite le plus grand nombre de refus (21 % affirmant ne la lire jamais).

La lecture des faits divers s'accompagne mal de celle des nouvelles politiques et des articles de fond. Parmi les lecteurs réguliers des faits divers, 17,5 % seulement lisent « toujours » les nouvelles politiques quotidiennes, alors que parmi ceux qui ne s'intéressent jamais aux faits divers, 32 % lisent régulièrement les nouvelles politiques. Peut-il en conclure au caractère « démodé » du fait divers ?

Les filles lisent des journaux quotidiens ou hebdomadaires, moins engagés politiquement que les garçons, mais elles sont plus nombreuses à déclarer lire tous les jours les articles de fond (17,5 % contre 13,5 %).

Les enfants de cadres lisent en plus grand nombre le Monde, le Figaro ou les publications engagées aux extrêmes. Ils sont les plus nombreux à lire toujours les nouvelles politiques. Les enfants d'agriculteurs sont, paradoxalement, plus près des enfants de cadres et choisissent plus fréquemment que les enfants d'ouvriers et d'employés la lecture du Figaro et du Monde. « On peut expliquer, suggèrent les auteurs du rapport, par le fait que 52 % des enfants d'agriculteurs sont internes et que ces deux titres sont pendant longtemps, été les seuls admis dans les établissements scolaires ».

La qualité de la lecture des journaux s'accroît avec le niveau scolaire : de la seconde à la terminale, les lecteurs d'articles de fond et de nouvelles politiques augmentent, tandis que la lecture des faits divers ou la rubrique sportive perd des adeptes.

Les opinions politiques

Les filles sont plus nombreuses que les garçons à écouter au moins une fois par jour les informations à la radio (57 % contre 50 %).

La lecture des journaux influence-t-elle les opinions des lycéens ? Les lecteurs réguliers des nouvelles politiques (quotidiennes ou d'articles de fond) expriment le plus souvent des opinions progressistes, tandis que les lecteurs des faits divers favorisent le plus grand nombre de réponses conservatrices, racistes ou xénophobes.

Le niveau des connaissances culturelles, politiques et économiques des lycéens est nettement influencé par la lecture régulière des journaux. Dans tous les domaines, les meilleurs scores du questionnaire national sont obtenus par les lecteurs réguliers de l'Humanité, du Monde et du Figaro, et le moins bon par ceux de France-Soy et du Parisien libéré : les lecteurs de ce dernier obtiennent une moyenne inférieure à celle de l'ensemble de l'échantillon ainsi qu'à celle des lycéens ne lisant aucun quotidien national.

On peut donc raisonnablement espérer qu'en traitant tôt et correctement le L.S.A. on réduira beaucoup la fréquence des cancers de la vulve. Il est urgent et facile de mettre en place, dans le cadre d'examen gynéco-dermatologique systématique, le dépistage des L.S.A. à leur début.

Il faudra dix ans de recul pour juger si le traitement moderne du L.S.A. est en même temps un traitement préventif du cancer. Il y a pour cela de bonnes probabilités. Mais, même si ce n'était pas le cas, les examens systématiques permettraient au moins le dépistage des cancers vulvaires à leur début, quand les résultats de la chirurgie sont encore favorables.

MÉDECINE

AUX ENTRETIENS DE BICHAT

Prévenir le cancer de la vulve

Le cancer de la vulve est rare. Mais il est grave. Or, des faits nouveaux apportent un espoir raisonnable de réduire sa fréquence. C'est ce qui ressort des derniers travaux du professeur Hewitt présentés le 1^{er} octobre aux Entretiens de Bichat. On savait qu'une dystrophie bénigne de la vulve, le lichen sclérotrophique (L.S.A.), qui débute aux alentours de la ménopause, se complique rarement (5 % des cas) d'un cancer de la vulve. Mais en reprenant le problème en sens inverse, à partir des cancers vulvaires, une étude menée à la clinique Tarnier de Paris et dans trois grands centres anticancéreux a révélé que la presque totalité (98 %) des cancers invasifs surviennent sur un L.S.A. Cette double relation, apparemment contradictoire, entre la dystrophie et le cancer indique que le L.S.A. est une condition préalable à l'apparition du cancer, mais non suffisante. D'autres facteurs doivent intervenir pour que le cancer apparaisse sur la dystrophie : l'ancienneté de celle-ci, les irritations mécaniques, infectieuses, etc.

Tumeurs du sein : traitements locaux et médicaments généraux

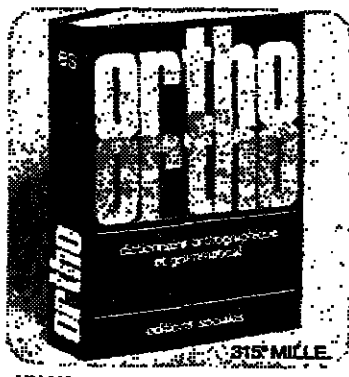
Appuyant leur conviction sur des essais cliniques minutieux, les docteurs Israël (hôpital Lariboisière), Poullard (Villieuh) et Zyberberg (hôpital Bichat) ont démontré, le dimanche 3 octobre, au cours d'une table ronde présidée par le Dr Jamin (hôpital Bichat), l'apport essentiel dans le traitement des cancers du sein des antimitotiques qui ont la propriété de stopper à la multiplication cellulaire. Le professeur Israël devait préciser que le cancer du sein, comme la plupart des cancers humains, est une maladie potentiellement généralisée au moment où il est découvert. Il convient donc d'ajouter aux traitements locaux (chirurgie ou radiothérapie), qui restent indispensables, tous médicaments atténuant les cellules cancéreuses partout où elles se trouvent. Les antimitotiques connus depuis longtemps étaient réservés jusqu'ici aux cas très évolués et inopérables de cancers du sein. Mais des études actuellement menées dans le cadre d'une coopération internationale planifiée montrent que ces substances utilisées systématiquement après l'acte opératoire permettent d'éviter bien des

récidives et disséminations, améliorant ainsi le pronostic. Le traitement est surtout recommandé lorsque les ganglions axillaires sont atteints : il est d'autant plus efficace qu'il est entrepris précocement, même dans les cas les plus graves, que sont les cancers inflammatoires et les cancers disséminés, un traitement médical instauré avant l'intervention et poursuivi après donne des rémissions inattendues.

D'autres substances font actuellement l'objet d'études cliniques dans le but de modifier leur prescription. Il s'agit essentiellement d'anti-œstrogènes qui ont la propriété de se substituer aux hormones œstrogéniques dont on connaît les effets aggravants sur le cancer du sein.

Enfin, sur le plan chirurgical, le docteur Vilain (hôpital Bichat) considère que la chirurgie, maintenant moins mutilante qu'autrefois, doit être complétée par la mise en place de prothèses qui ne favorisent nullement la récidive du cancer, et qui peuvent être proposées en général deux ans après le début du traitement médical.

éditions sociales orthovert n'hésitez plus sur l'orthographe!



pour la première fois 3 livres en un seul!
mieux qu'un dictionnaire

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES



DIRECTEUR DE FILIALE

130.000 F

Secteur agro-alimentaire — Un groupe international, leader dans sa spécialité, recherche le Directeur de sa filiale française. Rendant compte à la Direction Générale européenne, il sera responsable de la bonne marche de l'activité sur les plans commercial, financier et technique. Il travaillera dans le cadre de budgets et d'objectifs et veillera particulièrement à la planification à long terme des activités de la société. Il exercera son autorité sur un effectif de 50 personnes environ. Ce poste convient à un candidat, âgé de 35 ans minimum, titulaire soit d'un diplôme d'enseignement commercial supérieur, soit d'un diplôme d'ingénieur agronome. Il aura acquis une solide expérience de gestion et de direction d'entreprise moyenne, de préférence dans le domaine des productions animales (aviculture par exemple). De fortes compétences en gestion humaine sont nécessaires. La connaissance de l'anglais est strictement indispensable. La rémunération annuelle de départ, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 130.000 francs. Il s'y ajoutera une voiture de fonction en raison des déplacements résultant de contacts directs fréquents avec la clientèle. Écrire à M. OLARI à Croix. Réf. A/4328M

DIRECTEUR DU PERSONNEL

120.000 F

Un « important groupe » régional de distribution par hypermarchés et supermarchés (1.200 personnes) recrutent sur le Nord de la France grâce à une bonne implantation et à une forte progression renforcent ses structures en créant le poste de Directeur du Personnel. Dépendant de la Direction Générale, il sera responsable de la création et de l'organisation d'une Direction Centrale du Personnel en mettant en place un outil complet de gestion administrative (paye - embauche - formation - mutation - absentéisme - etc.) à partir des procédures existantes. Il proposera et fera appliquer la politique de la société en matière de personnel en accord avec la législation sociale, et se chargera de relations avec les partenaires sociaux et les organismes publics. Il travaillera d'une manière étroite avec les différents cadres de la société, directeurs de magasin et responsables de département à la centrale d'achats principalement. Ce poste convient à un candidat âgé de 35 ans au moins, possédant l'expérience de la fonction tant sur le plan de l'administration, des négociations que de la législation sociale. Le contexte de travail nécessite de réelles qualités pédagogiques et de contact. Le salaire annuel, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction des compétences acquises. La création d'un tel poste regroupant l'ensemble des aspects de la fonction « personnel », le rend particulièrement attractif. Écrire à J.-B. FOURNIER à Croix. Réf. A/4326M

AUDIT INTERNE

110.000 F

Une importante société industrielle française, à vocation internationale, recherche pour son siège à Paris le responsable du contrôle interne. Au sein de la Direction Financière, il aura pour mission, avec l'aide de trois collaborateurs, de contrôler les activités comptables et financières, tant sur le plan des résultats que des procédures. Il préparera toutes les actions correctrices nécessaires et proposera des améliorations de procédures en liaison avec les services intéressés. Il devra former progressivement son équipe aux tâches d'audit interne et développer son action auprès de ses interlocuteurs dans un esprit de conseil. Ce poste conviendrait à un spécialiste confirmé de l'audit interne, âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure comptable (DECS, expertise comptable ou niveau équivalent) et ayant acquis une solide expérience de la fonction au sein d'un cabinet d'audit anglo-saxon ou d'une entreprise industrielle. La pratique courante de l'anglais est nécessaire. L'autonomie attachée à cette fonction exige des qualités d'organisation et un excellent contact humain. La rémunération annuelle de départ, fonction de l'âge et de l'expérience, sera de l'ordre de 110.000 francs. Écrire à R. GARDEUX à Paris. Réf. A/4308M

CHEF DE PROJET ADJOINT

Nord

« Clés en main » — Un groupe de premier plan, spécialisé dans la construction mécanique et la réalisation de tout type d'entreprise, recherche un Chef de Projet Adjoint. Il partagera avec un Chef de Projet la responsabilité de mener à bien sur 2 ou 3 ans une première affaire et pourra ensuite devenir Chef de Projet. Il prendra alors en charge le « pilotage » des affaires qui lui seront successivement confiées depuis la conception en bureau d'études à la réalisation sur le site. Il sera l'animateur de son équipe, le négociateur auprès des sous-traitants et l'interlocuteur privilégié du client. Coordinateur de son projet, il en sera également le gestionnaire. Le poste qui est à pourvoir dans le Nord, comporte des déplacements fréquents mais courts dans le monde entier. Il convient à un jeune diplômé d'une grande école, école d'ingénieurs ou équivalent, disposant d'une première expérience de la conduite d'affaires. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'acquis. Écrire à S. BOSSUT à Croix. Réf. A/4329M

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Lille

Bureau d'études — Un puissant groupe de renommée internationale, spécialisé dans la construction mécanique, recherche pour ses bureaux d'études installés à Lille, un Ingénieur Mécanicien. Il participera, après formation complémentaire éventuelle, à la conception et à l'amélioration de matériels industriels complexes. Il pourra être amené à pratiquer l'analyse de la valeur pour optimiser les coûts de fabrication de ces matériels, et à participer à leurs essais et mise en route en clientèle. Nous recherchons un jeune Ingénieur AM, IDN ou équivalent disposant, si possible, d'une première expérience de bureau d'études. La connaissance de l'anglais serait appréciée. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'acquis. Les perspectives de carrière sont particulièrement intéressantes. Écrire à S. BOSSUT à Croix. Réf. A/4304M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adressez C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

RELIGION

Le rassemblement des Silencieux de l'Eglise

Tu diffames, il diffame, vous diffamez...

Le Rassemblement des Silencieux de l'Eglise a vu trop grand et trop long pour sa réunion du 2 octobre, de 14 heures à 24 heures, à la Mutualité. L'assemblée était aux deux tiers vide, et, à l'ouverture, il y avait fort peu de monde pour reciter le chapelet au pied du petit autel de la Vierge, dressé pour la circonstance.

A la « table ronde », plusieurs déclarations : non seulement André Piette n'était pas là, mais non plus Jean Duvoy. Ce dernier, souffrant, avait envoyé une lettre d'excuse : « Nous sommes des charbonniers démunis, écrit-il, en face de docteurs subtils et orgueilleux. Alors que l'Eglise encourage toutes les recherches, qu'on ne condamne pas la nôtre ! »

Quant à Maurice Clavel, il avait « couragement » (Pierre Debray avait adressé un message — le mot convient au personnage, — qui a été accueilli par des mouvements divers.

Pierre Debray a décidé d'être bien du mal à faire comprendre à ses troupes qu'il est convenable et même profitable d'écouter sans se récrier des opinions différentes des leurs. Il est d'ailleurs assez piquant d'entendre le fondateur des Silencieux justifier le fanatisme de sa voix tonitruante. Ce qui ne l'empêche pas d'ajouter, au cours de la soirée : « Rien de plus consternant que la littérature épiscopale de ces derniers mois. J'accuse Mgr Etchegaray de diffamation quand il prétend que les traditionalistes ont peur du Saint-Esprit. A ma mort, mes enfants pourront publier des lettres confidentielles, qui constitueront une contribution remarquable pour démontrer la lâcheté de l'épiscopat français. Il y a deux variétés d'évêques, les bons et les mauvais : les bons n'en ont pas, les mauvais en ont... »

A l'encontre de Maurice Clavel, Pierre de Boaldefre ne croit pas qu'il soit possible de dire que le concile ait été mal fait, « car il a arraché, et il dit, l'Eglise au gilet dans lequel elle était enfoncée depuis la

Révolution. Le discours prononcé à Lille par Mgr Lefebvre fut détestable et fâcheux, mais l'attitude des pasteurs autres choses que des propos dérisoires. J'attends un geste fraternel double d'un examen de conscience ». Ou encore : « Il ne faut pas opposer Pascal à Teilhard ».

Teilhard est la bête noire de l'assistance de la Mutualité si l'on en croit certaines réactions indignées.

Outre la brève communication du docteur Paul Chauvart (« Restons unis autour de notre pape courageux », notons l'intervention de Jacques Duquesne qui déclare d'emblée être non seulement « beaucoup en désaccord » avec Mgr Lefebvre mais aussi « ne pas être d'accord » avec les Silencieux. « Nos débats sont furieusement hexagonaux, et il dit d'autre part : les paroisses désempaillent en comparaison des problèmes de l'Eglise dans d'autres continents. Ce n'est pas sérieux de dire que Vatican II a provoqué la crise. S'il n'y avait pas eu de concile, la pratique religieuse n'aurait pas encore davantage diminué ? Je défends nos prêtres. J'accuse de diffamation ceux qui les accusent. Si vous, Silencieux, croyez avoir la vérité tout entière, vous n'êtes plus d'Eglise, car seuls les saints ont la vérité ».

La salle est houleuse. M. Gérard Leclerc, de la Nouvelle Action française, ramène le calme en s'indignant que Maurras soit autant diffamé (la diffamation est décidément le maître mot de la soirée). Il reproche à Vatican II « la pauvreté de ses analyses du monde », prétendant que pour avoir trop de méthode et pas assez de Dostoïevski les évêques n'ont rien compris au monde moderne.

Enfin, Pierre Debray annonce son intention de proposer, pour 1977, « les assises nationales du petit peuple de Dieu ». « L'Eglise, conclut-il, s'est convertie bruyamment au monde de 1940. Moi, je voudrais qu'elle se convertisse au monde de l'an 2000 et qu'elle tienne le langage de l'obéissance, de la chasteté et de la pauvreté. Ainsi seraient-elle écoutée. — H. F.

Le Père Congar propose un « moratoire » pour résoudre le conflit entre Mgr Lefebvre et le Vatican

La célébration de la messe de Pie V pourrait être autorisée en public

Le Père Yves Congar pouvait difficilement rester indifférent devant la dissidence de Mgr Lefebvre. Car il faut — sinon un Père du concile comme tout de non-initié le croit — du moins un des experts les plus en vue et les plus érudits du concile. Inconnu par Pie XII et comme tel plus ou moins exilé et suspect, ce dominicain pleinement réhabilité par Jean XXIII et par Paul VI prit, de 1963 à 1965, dans sa mesure, de développer ses recherches historiques et théologiques et marquer de sa griffe les plus importants textes votés par les évêques.

Cet homme de soixante-deux ans, atteint par une grave maladie, reste sur la brèche encore qu'il représente une pensée devenue anachronique. Congar ne bavarde pas, il juge. L'épiscopat français d'aujourd'hui ne jure que d'après Congar. Quel évêque oserait critiquer ses positions alors que des théologiens comme Hans Küng, Harvey Cox ou J.-M. Pöhl lui font frapper les sourcils ?

C'est pourquoi la plaquette sur Mgr Lefebvre qui vient de paraître revêt dans le contexte actuel une réelle importance, d'autant plus qu'elle est publiée juste avant l'assemblée épiscopale de Lourdes (1).

Fils des Marches de l'Est, hôte de la tradition et de la fidélité, Congar appelle un chat un chat. Il est vigoureux dans l'expression. Travaillieux acharné, son érudition historique est incontestable. Congar ne bavarde pas, il juge. Il ne se soucie pas de plaire ou déplaire comme certains de ses collègues. Sa pensée n'est pas de juste milieu. Elle vise le cœur de la crise.

Que nous dit-il du fondateur d'Écône et de ses positions ? « Mgr Lefebvre et ses partisans sont pour moi des frères. Nous sommes en désaccord et je crois qu'ils se trompent, mais j'estime leurs intentions et leur volonté de fidélité. Je ne puis donc qu'une telle volonté s'accompagne d'un entêtement à ne pas céder, à avoir raison contre tout ».

Après avoir remarqué que « tout dénoncé en Mgr Lefebvre un homme », « d'accord avec nos positions de l'ancienne Action française », Congar résume sans mal l'accusation « énorme » selon laquelle la messe de Paul VI serait

protestante, démocratique et l'expression d'une nouvelle religion.

Examinant les acquis du concile et leur légitimité, l'auteur aborde et frappe la déclaration sur la liberté religieuse de Vatican II, contre laquelle a voté Mgr Lefebvre. « On ne peut nier, dit-il avec un trop rare courage, qu'un tel texte ne soit matériellement autre chose que le Syllabus de 1864 et même à peu près le contraire des propositions 15, 17, 19 de ce document ». « Mais, ajoute-t-il néanmoins, l'Eglise de ce temps a coupé les chaînes qui l'auraient maintenues sur les rives du Moyen Âge. On ne peut demeurer fidèle à un moment de l'histoire ».

Refuser tout changement au nom de la tradition ? Congar s'y oppose. « Le grand fleuve de la Tradition, écrit-il, est plus large qu'un canal rectifié aux bords cimentés. La tradition des Pères est plus riche que celle dont le saint concile de Trente a fixé le contenu en face de la Réforme. Le Saint-Esprit n'a pas desséché l'Eglise à partir de 1962 ou de 1965 ».

Patience et longanimité

Le marasme de l'Eglise d'aujourd'hui, les malheurs regrettables, l'insupportable anarchie sont le fruit, plutôt que du concile, d'une « fantastique mutation de civilisation et de questions critiques trop longtemps négligées ». L'occidentisme bien compris, d'autre part, n'est pas une trahison de la vérité.

Tout cela est banal, dira-t-on. Peut-être, mais il y a des banalités qui demandent à être réaffirmées lorsque la passion et l'étroitesse d'esprit en arrivent à jeter le trouble. Comment nier que ce qui se passe aujourd'hui est un bloc à un aggrément indispensable.

Pratiquement, conclut Congar, « il faut (souligné dans le texte) trouver un remède », et c'est là

sans doute que l'opuscule devient le plus intéressant. « Ne pourrait-on, écrit-il, décider une sorte de moratoire... ? Il faudrait se décrire et s'armer par la grâce de Dieu d'une patience très longanime... » Frères, introduisons ensemble. La majorité qui, jadis, a obligé le concile à des précisions utiles, pourrait aujourd'hui « jouer un rôle analogue dans une Eglise réconciliée à condition, bien sûr, de n'y apporter aucun esprit de haine, d'agressivité, d'intransigeance intolérante... » On ne peut être l'Eglise contre l'Eglise.

Congar propose enfin qu'on reconnaisse aux intéressés la possibilité de célébrer publiquement la messe de Saint Pie V, à condition que ne lui soit pas donné le sens d'un refus, comme non catholique (2). « L'œuvre d'Écône, comme telle, estime-t-il, pourrait trouver sa place dans l'Eglise à la condition d'accepter (...) l'ensemble de Vatican II et des réformes qui l'ont suivies ».

Il y a tout lieu de supposer que les « solutions » du Père Congar rejoignent de quelque manière les efforts tentés en haut lieu pour résoudre la crise. C'est l'honneur de l'Eglise d'aujourd'hui que de tenter le meilleur pour éviter des brisures irréparables. Il est plus facile et plus tentant, certes, de casser que de raccommoder. Mais l'Evangile ne demande-t-il pas « de ne pas étendre la mèche qui fume encore » ? L'autorité dans l'Eglise se veut au service de la vérité et non d'un ne sait quelle autojustification.

HENRI FESQUET.

(1) Yves Congar : la Crise dans l'Eglise et Mgr Lefebvre. Editions du Cerf, 101 pages, 17 F.

(2) Dans la législation actuelle, la messe de Pie V ne peut être célébrée qu'en privé et par des prêtres âgés ou malades.

● La Mère Béatrice da Silva, d'origine portugaise, fondatrice des Franciscaines missionnaires de l'Immaculée Conception, née en 1882, a été canonisée le 3 octobre par Paul VI.

SOCIÉTÉ

Une Histoire de France en bandes dessinées

« Allez dire à César que je me frotterai à son gré, mort ou vivant. » Sur un cheval blanc, de longs cheveux roux tombant sur les épaules, Vercingétorix, « paré comme pour la fête », jette ses armes aux pieds du vainqueur.

Depuis le 1^{er} octobre, et chaque mois, pendant deux ans, la Librairie Larousse publiera un épisode de l'histoire de France en bandes dessinées. D'autres « héros », de la naissance de la Gaule à celle du gaullisme, succéderont aux « aventures » de Vercingétorix et César. Les conditions du succès semblent réunies, puisqu'un sondage indique que 85 % des jeunes de huit à quinze ans lisent des bandes dessinées.

M. Claude Moreau, directeur de la publication, a voulu préserver l'authenticité historique. Chaque numéro a fait l'objet d'une collaboration étroite entre les scénaristes et une équipe d'historiens, entre les dessinateurs et les documentalistes. Néanmoins, la bande dessinée a ses contraintes et les propos prêtés aux personnages sous forme de bulles sont nécessairement fantaisistes : « Ce Vercingétorix m'inspire », murmure César, l'air pensif.

Afin de rétablir la vérité historique, une fiche pédagogique accompagne chaque volume. Ainsi Blandine est représentée dans le premier numéro conformément à l'imaginaire populaire : blonde, jeune et belle. Mais, dans le supplément pédagogique, M. Audin, conservateur du Musée de la civilisation gallo-romaine à Lyon, rappelle qu'elle était originaire d'Asie mineure, « plutôt âgée, sinon laide ».

Cette nouvelle présentation de l'Histoire de France entend ne pas s'attacher exclusivement aux événements et concéder quelques planches à la description des mœurs et de la vie quotidienne. La publication de cette Histoire de France sera-t-elle la revanche des personnages historiques sur les héros de la bande dessinée, dont le général de Gaulle avait lui-même ressenti la concurrence ? « Mon seul rival international est Twain », déclarait-il à André Malraux.

JEUNESSE

A LA VEILLE DE SON CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE

La JOC féminine s'interroge sur la mixité

La Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (J.O.C.F.) a réuni du 2 au 4 octobre, à Gouvieux (Oise), son quarante-neuvième conseil national, auquel ont participé deux cents responsables fédérales de ce mouvement.

La J.O.C.F. compte cinq mille adhérentes, entre treize et vingt-cinq ans, et autant de sympathisantes dispersées dans toute la France, avec de solides points d'ancrage dans les villes à forte concentration ouvrière. Née en 1927, la J.O.C.F. a conservé son sigle. Mais les trois adjectifs « ouvrière, chrétienne, féminine », ne recouvrent plus tout à fait la même réalité. Ouvrière, la J.O.C.F. l'est restée. Bien que plus de la moitié de ses militantes soient aujourd'hui lycéennes ou collégiennes, voire, pour certaines, étudiantes. « Ce qui nous rassemble, remarque l'une d'entre elles, c'est notre commune origine ouvrière. C'est cela l'essentiel. » Quant aux autres « jectifs », elles sont vendeuses, dactylos ou travailleuses à la chaîne, mais aussi apprenties ou employées de maison. Chrétienne, la J.O.C.F. l'est toujours. Malgré certaines de ses analyses, fortement imprégnées de marxisme, et le caractère que cette évolution a parfois provoqué dans la hiérarchie catholique. « Bien sûr, il y a un risque, reconnaissent ses dirigeants, celui de tourner le dos à l'Eglise sous prétexte que le marxisme nous donne des explications suffisantes. Nous luttons contre ce danger, car nous pensons, au contraire, que la foi est une chose essentielle pour une militante. » La J.O.C.F. est-elle « féminine » pour longtemps encore ? La question est de plus en plus posée. Plaident dans ce sens l'évolution des mœurs, la mixité dans les établissements scolaires et la réalité de la vie militante qui réunit de plus en plus souvent membres de la J.O.C. et de la J.O.C.F.

La réflexion sur la condition féminine entamée par la J.O.C.F. il y a deux ans, la conduit à envisager avec prudence un rapprochement avec la J.O.C. « Dans les réunions mixtes, souligne une militante, ce sont souvent les gar-

çons qui monopolisent la parole. Il ne faudrait pas que cette situation puisse se produire à grande échelle. » Anti-intellectuel à dessin, le rapport moral à la tribune fait une large place au témoignage, brut, illustrant les diffi-

cultés rencontrées par les militantes au cours des deux années écoulées. C'est dans l'action quotidienne, pas à pas, estime la J.O.C.F., que la jeunesse ouvrière prendra conscience de sa condition et apprendra à lutter. BERTRAND LE GENDRE.

AÉRONAUTIQUE

EN DEUX MOIS

Un Boeing-727 vendu chaque jour

Le conseil d'administration de la compagnie United Airlines, l'une des plus grandes compagnies aériennes dans le monde, s'est réuni le 30 septembre à Chicago et a décidé l'achat de vingt-huit moyens-courriers tri-moteurs Boeing-727 pour une somme de 350 millions de dollars (environ 1750 millions de francs). Avec cette commande, le constructeur américain aura connu un nouveau succès commercial sans précédent, après une série de réussites durant les deux mois écoulés. Boeing a, en effet, vendu, pendant le seul mois d'août, quinze exemplaires de son moyen-courrier tri-moteur, soit une cadence d'un avion tous les deux jours. Parmi ses clients du mois d'août, la compagnie American Airlines pour six appareils. En septembre, la même compagnie aérienne américaine a ré-acheté avec dix Boeing-727 supplémentaires, élevant le client le plus important de ce célèbre constructeur. Et, toujours en septembre, la compagnie Nigéria Airways, basée à Lagos, a commandé deux Boeing-727, dépassant la quatre-vingt-troisième compagnie aérienne dans le monde à rééquiper de cet avion.

Le dernier achat par United Airlines porte à mille trois cent quarante-cinq le

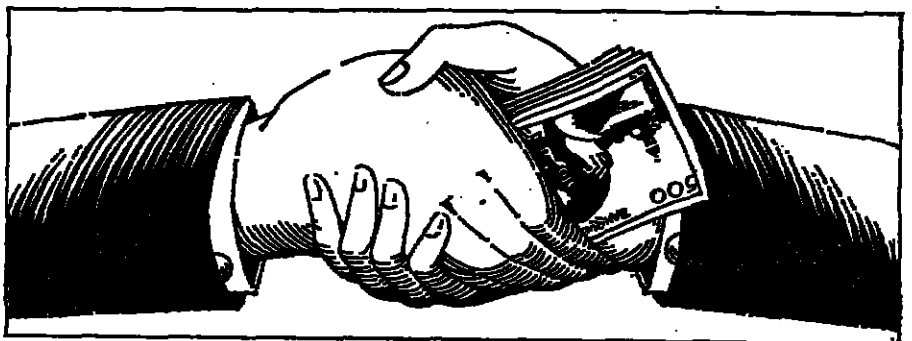
nombre total des commandes de Boeing-727, dont cent quarante-quatre depuis le début de cette année.

La stratégie commerciale de Boeing a été de particulariser, aujourd'hui, que le constructeur américain réussit à attirer progressivement le marché en concurrence à ses concurrents la clientèle de compagnies aériennes qui, traditionnellement, commandaient des matériels de Douglas, de Lockheed ou d'autres marques européennes. De surcroît, Boeing n'hésite pas à promettre à sa clientèle internationale de reprendre comme avions de seconde main — pour le marché d'occasion — les tri-moteurs nouvellement commandés lorsque d'autres modèles plus modernes, le 747 ou le 737, seront le jour.

Un succès aussi incontestable — cinquante-cinq Boeing-727 commandés en deux mois — laisse mal augurer des chances que pourront avoir d'autres constructeurs, et, par exemple, l'association Douglas-SNIAS-Dassault avec leur projet de moyen-courrier Mercur-200, de rivaliser sa suprématie au constructeur américain. A moins d'adopter des pratiques commerciales qui relèvent, selon la formule courante, d'une « agressivité de cowboy ».

Des bruits courent sur S.M.O.:

«Ils font gagner de l'argent aux détaillants.»



C'est vrai. S.M.O. a mis au point — à leur intention — un programme de gestion immédiate de leurs stocks adaptés à une machine aussi simple qu'efficace : la SMO T 82 OMRON. Une machine à peine plus grande qu'une machine à écrire ordinaire, mais dotée d'une « mémoire » d'éclairage. Et qui travaille vite, très vite : 30 secondes lui suffisent pour donner l'état d'un stock et donc permettre au détaillant de prendre toutes les mesures qui s'imposent.

Les SMO/OMRON peuvent même contrôler la rotation des stocks et dé-

clencher automatiquement les approvisionnements. C'est ainsi qu'on peut gagner beaucoup d'argent. En ne perdant plus de ventes. Jamais plus. Et comme tous les matériels SMO — qu'il s'agisse des facturiers électroniques ADLER, des sélectives ORMIG, des ordinateurs de bureau SMO 400, des optimiseurs pour l'ordonnancement — lancement, ou des machines à traitement de textes WORD-PLEX — les SMO/OMRON peuvent se multiplier et se combiner. Pour grandir et prospérer avec vous.

SMO
Société
78140 Vélizy - Tél. 01.46.96.38

Pour mieux connaître S.M.O. envoyez ce bon. Vous recevrez notre documentation gratuite.

Nom : _____
Fonction : _____
Société : _____
Adresse : _____
S.M.O. BP 33
78140 Vélizy
M.S.

1501-1502

صكنا عن المرحول

JUSTICE

L'AFFAIRE DES « BRIGADES ROUGES »

Le ministère de l'intérieur envoie en renfort une centaine de policiers à Grenoble

Grenoble. — L'antépisode pratiqué sur les routes des corps de Christian Leroy et Marielle Trabelsi, retrouvés vendredi 1^{er} octobre dans la forêt de Belledonne, n'a apporté aucun élément nouveau aux enquêteurs. Des examens complémentaires d'identité ont été effectués à Lyon, mais les résultats n'en seront pas connus avant une quinzaine de jours.

Dimanche, les policiers estimaient qu'ils étaient retrouvés le corps d'Olga Moïssenko disparue le 24 juillet dans la colline du Mûrier, située à 8 kilomètres du centre de Grenoble. Quatre-vingts policiers et gendarmes ont fouillé systématiquement plusieurs hectares ; en vain. Enfin, depuis l'appel téléphonique du jeudi 30 septembre décrivant l'endroit où étaient ensevelis les corps de Christian Leroy et Marielle Trabelsi, les « Brigades rouges » sont demeurées silencieuses. Peut-on, en effet, attribuer à ce « groupe » les fausses alertes à la bombe dans un grand magasin et à la gare de Grenoble, ainsi que l'annonce, faite par téléphone à la station FR 3 de Grenoble, d'un « carnage » prévu samedi soir sur la place Grenette ?

S'adressant samedi aux journalistes, le maire communiste d'Echirolles, M. Georges Kioulou, a demandé au ministre de l'intérieur « que tous les moyens et les personnes nécessaires soient mis à la disposition du préfet afin qu'un terme soit mis à cette tragédie... Sans mettre en cause la compétence des enquêteurs qui travaillent sur cette affaire depuis le 20 juin, M. Georges Kioulou pense qu'il est « urgent de renforcer les

De notre correspondant

moyens de la police » et qu'une relève soit ainsi assurée au plus vite.

N'était-ce pas là poser la question de l'« efficacité » des enquêteurs dans cette longue et mystérieuse affaire ? A l'hôtel de police de Grenoble on déclare qu'une cinquantaine de policiers participent en permanence à la recherche des « Brigades rouges ». Selon le directeur de la police judiciaire, M. Galmiche, « il faut ajouter que les six cents policiers grenoblois, qu'ils soient en uniforme ou en civil, sont mobilisés dans cette affaire ».

Dimanche, M. René Jannin, le préfet de l'Isère, a répondu au maire d'Echirolles par un communiqué dans lequel il déclare notamment : « Les fonctionnaires des différents services de police et de gendarmerie ont en permanence travaillé à cette affaire. Ils ont poursuivi pendant tout l'été les recherches et ont

procédé à un grand nombre de vérifications systématiques et approfondies, ne ménageant ni leur peine ni leur temps. Chaque fois que sont apparus des éléments nouveaux susceptibles d'être exploités, ces équipes ont été renforcées par du personnel et des moyens supplémentaires, afin d'une part de faire progresser l'enquête et, d'autre part, d'assurer la protection des habitants de l'agglomération grenobloise. »

C'est ce qui devait confirmer dimanche le ministre de l'intérieur : « Les moyens de recherche mis en place sont déjà considérables, et le renfort immédiat. En ce qui concerne la sécurité des habitants de la région, ajoute le ministre, l'activité du corps de police urbain de Grenoble sera accrue pour une durée indéterminée, grâce à une centaine de fonctionnaires de police susceptibles d'intervenir très rapidement en cas de besoin. » — C. F.

FAITS DIVERS

PENDANT UNE HEURE EN FORÊT DE CHANTILLY

Le train Nord-Express est immobilisé par un « groupe d'action solidariste »

Le train 223 Nord-Express (Paris-Copenhague-Moscou), qui, comme chaque jour, avait quitté la gare du Nord à 17 h. 05, a été arrêté pendant une heure et demie, dimanche 3 octobre, en forêt de Chantilly, à la sortie d'Orly-la-Ville (Oise), par un commando se réclamant du « Groupe action solidariste Youri Galanskov ». Utilisant le signal d'alarme pour stopper le convoi un quart d'heure après son départ de Paris, une douzaine d'hommes porteurs de cagoules étaient descendus du train et avaient rejoint sur le ballast un autre groupe, dont les membres également masqués étaient armés de barre de fer et d'une carabine.

Après avoir maîtrisé le conducteur et le mécanicien et débranché le circuit d'air des freins entre deux voitures pour empêcher que le train reparte, les membres du commando devaient peindre des inscriptions en français et en russe sur les wagons et distribuer des tracts aux voyageurs. Le Nord-Express a pu repartir à 18 h. 45, après que le groupe se soit dispersé.

Lundi matin 4 octobre, dans un long communiqué à la presse accompagné de photographies de l'« attaque du train », le GAS « Youri Galanskov » a expliqué les raisons de cette action de commando, déclarant notamment : « En arrêtant le train Paris-Moscou quinze minutes son départ, en rase campagne, le Groupe Action Solidariste Youri Galanskov entend ainsi rappeler que pour avoir distribué des tracts à Moscou, un Norvégien, B.J. Eldsvig, et un Français, J.-C. Tirat, ont emprisonnés dans la capitale soviétique, l'un depuis le 13 juillet, et l'autre, depuis le 1^{er} septembre. (...) »

« Cela suffit à démontrer qu'un an après la signature des accords d'Helsinki, le régime de Brejnev n'a jamais respecté la libre circulation des hommes, des idées et des informations, qu'il s'est formellement engagé, devant trente-quatre pays, à appliquer. En arrêtant le train Paris-Moscou, le Groupe Action Solidariste entend : — Manifester son soutien à B.J. Eldsvig et J.-C. Tirat ;

« Soutenir le combat du peuple russe et de l'Union des Solidaristes Russes (N.T.S.) ; — Exiger le respect par l'U.R.S.S. des accords d'Helsinki ; — Appeler tous les Français à la lutte de libération nationale et européenne contre l'hégémonie américano-soviétique (...) »

« Collision maritime : deux femmes tuées. — Deux femmes ont été tuées dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 octobre à bord du pétrolier norvégien Fjordshell, entré en collision avec la cargo français Pointe allégée de la Compagnie générale transatlantique, dans la baie de Langeland, au Danemark.

« Une bombe a explosé dimanche 3 octobre, vers 5 heures du matin, à l'hippodrome de Longchamp, en causant de légers dégâts dans la salle de repos des jockeys. « C'est le sixième ou septième attentat contre la société d'entraînement », a déclaré M. Jessa Romanet, directeur de celle-ci.

LE CRIMINEL NE DOIT PAS ÊTRE MEILLEUR PROTÉGÉ QUE LA VICTIME

déclare M. Poniatowski

« Il n'y a pas de raison de mieux protéger le criminel que la victime », a déclaré M. Poniatowski samedi 2 octobre, au Thillot (Vosges).

Le ministre d'Etat a tenu ces propos en répondant aux souhaits formulés par des maires de la région, qui lui ont demandé de renforcer la protection du citoyen contre le banditisme. M. Poniatowski a estimé que l'accroissement de fermeté qu'il souhaitait devait s'exercer aussi bien au niveau de la police qu'au niveau de la justice, car, a-t-il dit, 50 % des délinquants sont des récidivistes. Il a toutefois insisté sur la nécessité d'une action de prévention. « Ceux qui affirment que la répression ne doit pas exister soutiennent une thèse dangereuse », a poursuivi le ministre.

DEUX AVOCATS PROTESTENT CONTRE L'EXPULSION D'UNE JEUNE ÉTUDIANTE GABONAISE

Alors qu'elle déclarait courir de graves dangers dans son pays, une ressortissante gabonaise, Mlle Sylvie Mengue-Ossey, vingt-deux ans, a été expulsée de France le 2 octobre. Ses avocats, M^{rs} Irène Terrel et Jean-Jacques de Félice, protestent contre cette mesure, qu'ils disent avoir été prise « brutalement, dans le secret le plus absolu et en mépris des règles de droit les plus élémentaires ».

Mlle Mengue-Ossey, fille de hauts fonctionnaires gabonais — elle possédait un passeport diplomatique — a été condamnée pour vol en flagrant délit le 20 juillet 1976 à douze mois d'emprisonnement, dont neuf avec sursis. Libérée le 30 septembre, elle a été immédiatement transférée au diplo, où elle devait apprendre qu'elle faisait l'objet d'un arrêté d'expulsion daté du 6 septembre. La jeune fille avait déclaré à plusieurs reprises qu'elle ne pouvait rentrer dans son pays. Elle affirmait avoir été torturée, violée et violée par des policiers gabonais au mois de mars dernier, durant les vacances scolaires.

Ses avocats avaient adressé le 2 octobre une requête au ministre de l'intérieur pour que l'expulsion soit différée, en demandant que Mlle Mengue-Ossey puisse être entendue par une commission d'expulsion. Ils protestent d'autre part contre le fait de s'adresser par écrit au ministre, et soulignent qu'il leur avait été indiqué le 3 octobre que Mlle Ossey-Mengue ne serait pas expulsée « durant le week-end ».

La jeune fille a adressé, quelques instants avant son départ, une lettre à M^{rs} Terrel, dans laquelle elle écrivait : « J'ai été conduite à l'aéroport hier à 23 heures et j'ai refusé l'embarquement. Cela s'est fait non sans violence. Je devrai sans doute passer devant le tribunal. Faites ce que vous pouvez... »

Envoyez-nous votre carte. Nous vous enverrons la nôtre.

La carte du Diners Club fait gagner partout du temps. C'était la moindre des choses que d'abréger la demande d'inscription. Téléphonez-nous au 225.28.37 ou faites-nous envoyer votre carte de visite, nous vous ferons parvenir notre documentation et une demande d'inscription.

Avec votre carte vous gagnerez du temps dans vos déplacements professionnels. Avant votre départ, vous pouvez demander à votre secrétaire d'utiliser l'agence de voyages du Diners Club. Sur simple communication de votre numéro de carte, votre billet peut être pris. Votre hôtel réservé. Une voiture louée.

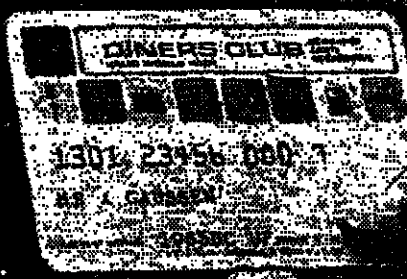
Sur place, pas de temps perdu à chercher des devises. Partout où il y a le sigle Diners Club, vous pouvez présenter votre carte (350.000 affiliés dans le monde). Changement de programme. Peu importe. Pas de coup de téléphone affolé à votre bureau. Vous avez une carte du Diners, on vous fait confiance.

Un coup d'œil sur la liste des affiliés Diners. Vous louez chambre d'hôtel, voiture, faites le plein d'essence, vous invitez vos interlocuteurs à des repas d'affaires, dans 143 pays. Vous pouvez même ramener des cadeaux et prendre votre billet de retour. Au retour, vous recevez un relevé mensuel accompagné des justificatifs. C'est encore du temps de gagné pour la comptabilité de votre entreprise.

Avoir une carte du Diners Club, c'est être aussi efficace en dehors du bureau qu'on peut l'être au bureau.

Diners Club, 18-20 rue François 1^{er}
75008 Paris - Tél. 225.28.37.

 **Diners Club**
Acceptée dans 143 pays.



CATASTROPHES

AU MEXIQUE

Le cyclone «Liza» aurait provoqué la mort de mille deux cents personnes

La Paz (Mexique) (A.F.P.). — Le nombre des victimes du cyclone tropical Liza, qui a dévasté le 1^{er} octobre l'état mexicain de Baja-California du Sud, est encore incertain. Le lendemain de la catastrophe, le président du Mexique, M. Luis Echeverría,

a avancé le chiffre de quatre cent trente-cinq morts dans la seule ville de La Paz, capitale de l'état, auquel il faut ajouter un nombre considérable de disparus. Selon des sources officielles, les chiffres de mille deux cents morts, quarante mille blessés, quarante mille sans-abri sont vraisemblables.

Les dégâts matériels considérables sont estimés à 15 millions de dollars (75 millions de francs approximatifs) toujours pour la seule ville de La Paz, où des quartiers entiers ont été détruits par un déluge d'eau, des torrents de boue, provoqués, semble-t-il, par l'effondrement d'une digue de terre, et des vents soufflant à plus de 200 kilomètres à l'heure. En outre, cent trente bateaux de pêche ont été détruits. Le cyclone ne s'est pas limité à la presqu'île de Baja-California. Il y avait, en effet, seize morts, trois mille sans-abri et 5 millions de dollars (25 millions de francs) de dégâts dans les Etats de Sonora et de Sinaloa, de l'autre côté du golfe de Californie.

La marine et l'aéro-marine mexicaines participent aux secours. Un pont aérien achemine, depuis Mexico, des tonnes de médicaments et de vivres. L'infanterie navale se charge de distribuer la nourriture et de protéger les magasins contre d'éventuels pillards. Les services de distribution d'eau et d'électricité ont pu être rétablis à La Paz au début de l'après-midi du 2 octobre.

PRESSE

« Semaine d'action » des journalistes. — L'Union nationale des journalistes (U.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.) annonce dans un communiqué qu'elle a organisé du 18 au 22 octobre une semaine d'action avec l'ensemble des travailleurs de l'information (F.F.T.L., C.G.T., L.N.R., C.F.D.T., S.M.R.T., C.F.D.T. et S.M.R.T. C.G.T.) pour combattre la marchandisation du pouvoir et des puissances financières sur les grands moyens d'information et défendre les conditions matérielles et matérielles d'exercice de la profession.

« Dès le 7 octobre, précise le communiqué, l'Union nationale des journalistes appelle à préparer cette semaine d'action par des assemblées générales et des délégations auprès des directions dans toutes les rédactions. En participant également aux manifestations prévues ce jour, les journalistes témoignent leur hostilité au projet économique du gouvernement, qui risque d'aggraver la détérioration déjà sensible des dernières années de leur situation matérielle. »

La direction de « Politique hebdo » indique que, contrairement à ce qui avait été annoncé, le journal conçu selon la nouvelle formule ne pourra pas être distribué, ce lundi, dans toutes les villes de province. Ce retard dans la distribution est dû à des « difficultés techniques » non précisées.

Le Monde de l'éducation
numéro d'octobre
L'UNIVERSITÉ ABANDONNÉE

RAPATRIÉS

Une centaine de responsables d'organisations de rapatriés, venus de vingt-cinq départements, se sont réunis samedi 2 octobre, à Montpellier, à l'initiative du Comité régional d'action, de défense et d'union des rapatriés du Languedoc-Roussillon. Ils ont décidé la mise en place de comités départementaux chargés de favoriser l'unité, au niveau local et au niveau national, des différents mouvements représentés au sein du comité ou qui souhaiteraient s'y joindre.

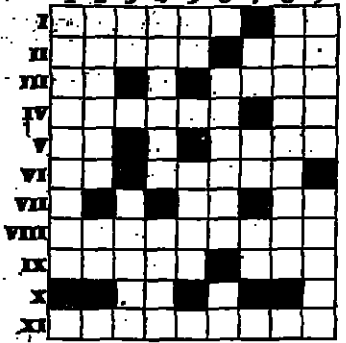
* CRADUR, 3, avenue du Maréchal-Foch, 11000 Carcassonne.

(Publié)
SUPER SEARCH
PEUT VOUS AIDER
A TROUVER UN EMPLOI
EN FRANCE
Ecrire en joignant 2 timbres à 1 F pour envoi de documentation à :
Super Search Dept DA
BP 169 07 - 75326 PARIS
CEDEX 07

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1578



HORIZONTALEMENT
1. Dans le fond, ils ne sont pas tellement connus : Possessif.
2. Tête couronnée : Personnage double qu'on pouvait prendre pour une moitié. — III. Désinence verbale : Remués. — IV. Pratique le saut : Saint. — V. Elle se met le doigt dans l'œil (épée). Dans l'Orne. — VI. Caractères d'ange : Se remarquent dans certains griffins. — VII. Symbole : Dupé. — VIII. S'expriment sur tous les tons. — IX. On fait pour elles des robes particulièrement soignées : Dissipa. — X. Sent la Provence. — XI. Fermées pour cause de réparations.

VERTICALEMENT
1. Assaisonné avec prémeditation. — 2. Quel poison ! : Arrêtés (épée). — 3. Préposition inversée : Ses partisans ont horreur du jaune. — 4. Contribua à la défaite d'un déviateur : Prénom étranger. — 5. S'opposent : Admiré par M. Perle. — 6. Chassa l'eau : Justement réclamé. — 7. Abreviation : En marine : Fini par ne plus quitter sa culotte. — 8. N'agissent pas à la légère. — 9. S'enfoncent plus ou moins profondément dans les côtes : Utilisés.

Solution du problème n° 1577

Horizontalement
1. Eglise : Vu. — II. Trac : Neer. — III. As : Ordure. — IV. FV : Nudes. — V. Bure : Ob. — VI. Rusait. — VII. Sen : Mées. — VIII. Isère : Tau. — IX. Serrure. — X. Mes. — XI. Croisière.
Verticalement
1. Etape : Sic. — 2. Gravures : Ur. — 3. La : Rimes. — 4. Idées : Rémi. — 5. Ru : Amères. — 6. Endémie : Rai. — 7. Rue : Réu. — 8. Verso : S.A.R. — 9. Ore : Bu : Néré.

Enseignement

Un concours pour le recrutement de professeurs techniques, dans les spécialités agencement ébénisterie, est organisé à partir du 29 novembre. Renseignements au ministère de l'éducation, bureau D.2.2. 11, place 402 (bis), 110, rue de Grenelle 75337 Paris 8^e. Les inscriptions seront closes le 29 octobre.

loterie nationale

Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

CLASSEMENT DES SERIES D'APRES LES RESULTATS DE LA COURSE :
(En application du règlement de la tranche, le classement des séries est déterminé en fonction de l'ordre d'arrivée du cheval le mieux placé de chacune d'elles)

Classée première : la série 5 (Dante - Vouth Stiel)

Classée deuxième : la série 7 (Crow Stone - Youth Steel)

Classée troisième : la série 3 (Noble Dancer - Alton)

FINALES NUMEROS	dans la série 5	dans la série 7	dans la série 3	dans la série 5	FINALES NUMEROS	dans la série 5	dans la série 7	dans la série 3	dans la série 5
11 491	1 000	1 000	1 000	1 000	36	2 000	1 000	1 000	1 000
18 441	1 000	1 000	1 000	1 000	86	4 000	2 000	1 000	1 000
12 081	1 000	1 000	1 000	1 000	02 086	1 000	1 000	1 000	1 000
251	10 000	10 000	10 000	10 000	9 526	20 000	10 000	4 000	2 000
501	10 000	10 000	10 000	10 000	4 208	20 000	10 000	4 000	2 000
4 251	20 000	10 000	10 000	10 000	7 208	20 000	10 000	4 000	2 000
4 891	20 000	10 000	10 000	10 000	8 536	22 000	11 000	4 000	2 000
7 821	20 000	10 000	10 000	10 000	18 956	30 000	5 000	1 000	500
18 351	20 000	10 000	10 000	10 000	12 086	504 000	102 000	41 000	20 600
2	250	néant	néant	néant	7	250	néant	néant	néant
08 442	1 000	500	400	300	11 497	1 000	500	400	300
11 492	1 000	500	400	300	18 447	1 000	500	400	300
12 082	1 000	500	400	300	9 527	2 000	1 000	500	250
0 892	20 000	10 000	4 000	2 000	12 087	5 000	1 000	500	400
1 902	20 000	10 000	4 000	2 000	8 607	20 000	10 000	4 000	2 000
6 792	20 000	10 000	4 000	2 000	7 917	20 000	10 000	4 000	2 000
18 892	20 000	10 000	4 000	2 000	16 957	32 000	6 000	1 500	750
18 442	100 000	40 000	20 000	10 000	8	250	néant	néant	néant
3	250	néant	néant	néant	11 498	1 000	500	400	300
11 493	1 000	500	400	300	18 448	1 000	500	400	300
18 443	1 000	500	400	300	9 528	2 000	1 000	500	250
13	1 000	500	400	250	12 088	6 000	1 000	500	400
12 083	5 000	1 000	500	200	338	10 000	4 000	2 000	1 000
6 223	20 000	10 000	4 000	2 000	3 258	22 000	11 000	4 500	2 250
16 953	20 000	5 000	1 000	500	8 538	20 000	10 000	4 000	2 000
4	250	néant	néant	néant	8 678	20 000	10 000	4 000	2 000
01 494	1 000	500	400	300	06 958	32 000	6 000	1 500	750
18 444	1 000	500	400	300	16 958	3 003 000	501 000	100 500	48 250
12 084	5 000	1 000	500	200	9	250	néant	néant	néant
274	10 000	4 000	2 000	1 000	11 499	1 000	500	400	300
2 614	20 000	10 000	4 000	2 000	18 449	1 000	500	400	300
5 614	20 000	10 000	4 000	2 000	9 529	2 000	1 000	500	250
15 954	20 000	5 000	1 000	500	12 089	5 000	1 000	4 000	2 000
11 494	100 000	40 000	20 000	10 000	8 679	20 000	10 000	4 000	2 000
5	250	néant	néant	néant	16 959	30 000	5 000	1 000	500
11 495	1 000	500	400	300	0	250	néant	néant	néant
18 445	1 000	500	400	300	11 490	1 000	500	400	300
12 085	5 000	1 000	500	250	18 440	1 000	500	400	300
12 085	5 000	1 000	500	250	9 530	5 000	1 000	500	400
785	10 000	4 000	2 000	1 000	8 680	20 000	10 000	4 000	2 000
1 725	20 000	10 000	4 000	2 000	4 130	20 000	10 000	4 000	2 000
1 825	20 000	10 000	4 000	2 000	16 960	30 000	5 000	1 000	500
4 685	20 000	10 000	4 000	2 000	6	250	néant	néant	néant
6 275	20 000	10 000	4 000	2 000	11 491	1 000	500	400	300
7 795	20 000	10 000	4 000	2 000	18 441	1 000	500	400	300
16 955	20 000	5 000	1 000	500	9 531	5 000	1 000	4 000	2 000
6	250	néant	néant	néant	12 090	5 000	1 000	4 000	2 000
11 496	1 000	500	400	300	8 681	20 000	10 000	4 000	2 000
18 446	1 000	500	400	300	16 961	30 000	5 000	1 000	500

(1) LES TOUTS DE 250 F SONT ATTRIBUES A L'EXCLUSION DE TOUT CUMUL AUX BILLETS DE LA SERIE 5 QUI NE BENEFICIENT D'AUCUN AUTRE LOT.

LISTE ETABLIE PAR LE SECRETARIAT GENERAL DE LA LOTERIE NATIONALE

PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE

TIRAGE DU 2 OCTOBRE 1976

PROCHAIN TIRAGE LE 8 OCTOBRE 1976

A MALAKOFF (Hauts-de-Seine)

76

46

SPORTS

VOLLEY-BALL

LE TOURNOI DE PARIS

Espoirs français et maîtres polonais

Champions du monde et champions olympiques, les volleyeurs polonais n'ont pas déçu en gagnant sans perdre un seul set le Tournoi de Paris, organisé du 1^{er} au 3 octobre, au stade Pierre-de-Coubertin. Marmion, pour l'intérêt du spectacle, on aurait aimé une opposition plus sérieuse. Mais il est vrai que pour donner lieu à des rencontres palpitantes il faut deux équipes de valeur sensiblement égale. Ce n'était pas le cas puisque, curieusement, les six matches du tournoi se terminèrent sur le score de trois sets à zéro, sans jamais aller au-delà de soixante-quinze minutes de jeu.

À défaut d'avoir été très attrayant pour le nombreux public, le Tournoi de Paris aura toutefois été utile pour les techniciens en confirmant la valeur potentielle de la nouvelle équipe de France, victorieuse successivement de l'Espagne et surtout d'une équipe de Yougoslavie rassemblée, mais qui domine dans ses rangs quatre des éléments qui prirent la troisième place des championnats d'Europe 1975. C'est pourquoi dans leur dernier match contre la Pologne que les Français ont donné la meilleure idée de leurs possibilités et de leurs limites. Combattifs, inspirés, clairvoyants, ils firent longtemps jeu égal avec les Polonais pendant un premier set plein de retournements de situation, mais perdus (15-11) après trente-cinq minutes. Réunis, les Français avaient trop joué au-dessus de leurs possibilités actuelles pour ne pas se désemparer et s'effondrer dans les deux dernières manches. Souvent contre les apparences, la marge d'improvisation laissée aux joueurs en cours de re-

contre est en effet de plus en plus faible, car elle dépend d'une maîtrise et d'un automatisme presque parfaits des gestes. Avant d'entreprendre il faut donc longuement s'entraîner. Et si rien ne prouve que le passeur monténégrin Di Giandomenico est moins doué que son homologue polonais Gawlowski, ou que l'attaquant Szwedzinski n'aurait pu devenir l'égal de Wojtowicz, considéré par beaucoup comme le meilleur attaquant du monde, tout démontre que ces joueurs n'ont pas, au départ, les mêmes possibilités de progresser.

Alors que les meilleurs Français s'entraînent encore deux ou trois fois par semaine et peuvent difficilement se dégager de leurs obligations professionnelles pour participer à des stages de contre-durée, les Polonais, dont les méthodes et l'influence sur les cinq cents mille jeunes qui pratiquent ce sport dans leur pays sont reconnus, bénéficient dans ce domaine de larges facilités pour se perfectionner.

GÉRARD ALBOUY.

Remous au sein de la Fédération française

- M. Dubreuilh est démis de ses fonctions de directeur technique national
- Guy Druet se « lance dans les affaires » en dénonçant l'hypocrisie des milieux de la compétition

Guy Druet s'en va et Christian Dubreuilh est pris d'en faire autant. Ces deux informations, qui ne sont pas liées en apparence, éclairent en fait la crise que connaît l'athlétisme français ainsi que ses contradictions. D'une part, ses vedettes affirment que l'argent a tout pour lui au royaume des stades. Mais elles annoncent en même temps qu'elles vont s'efforcer d'en gagner plus. D'autre part, le congrès d'un directeur technique national s'accompagne d'une « épuration ». Ce sont en effet vingt-six entraîneurs nationaux qui rejoignent M. Christian Dubreuilh dans sa disgrâce. Les responsables de la crise ne sont donc ni les membres du comité directeur de la Fédération, qui, à deux voix près, ont renouvelé leur confiance à leur président ; ni les pouvoirs publics, qui laissent à chaque fédération le soin de la décision. Il fallait la prendre deux ans plus tôt, quand déjà des équipes de rem-

sables sont les techniciens, qui ont manqué de compétence.

Que le président Marmion affirme la nécessité de s'intéresser « maintenant » au sort des clubs, qu'il fasse de cette nécessité l'objet d'une réforme, ne semble pas troubler la conscience politique — au sens large du terme — des membres de son comité directeur. Si le mal se situe bien à ce niveau, était-ce du seul pouvoir du directeur technique national et de ses entraîneurs d'en modifier le cours ? Peut-on valablement reprocher à M. Christian Dubreuilh un dépeçage dont on situe l'origine, cinq ans avant sa prise de fonctions ? La suite nous le dira. Car, après tout, s'il s'agit du limogement d'une trentaine de techniciens pour remettre le train sur des rails, la décision. Il fallait la prendre deux ans plus tôt, quand déjà des équipes de rem-

placement se signalaient à l'attention du secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports. On a préféré attendre, sans doute pour mieux faire supporter à un homme et à son équipe, plutôt qu'à une politique d'ensemble, les échecs prévisibles — aux Jeux de Montréal. Mais rien ne servait de courir puisque l'on n'était pas parti à point, comme en convient aujourd'hui M. Marmion. Sans réclamer une autocritique trop appuyée, on aurait aimé plus de dignité dans la mise en cause, voire le rappel d'une élémentaire solidarité, de celle qui n'est pas manquée de s'afficher en cas de succès avéré. Si faillite il y a, ce ne peut être celle d'un seul homme. Le laisser croire reviendrait à accréder la thèse selon laquelle on assisterait à un règlement de comptes politique, les sympathies de M. Dubreuilh pour le parti communiste n'étant un mystère pour personne.

FRANÇOIS SIMON.

ATHLÉTISME

Des prises de position contradictoires

Le comité directeur de la Fédération d'athlétisme, réuni samedi 2 octobre, a, sur la proposition de son président, M. Michel Marmion, mis fin au mandat du directeur technique national, M. Christian Dubreuilh, et de son équipe d'entraîneurs nationaux. Il a désigné M. Jacques Dudal pour remplacer M. Christian Dubreuilh.

Cette décision du comité directeur a eu pour conséquence d'entraîner également la démission du secrétaire général, M. Pierre Darcieux, qui n'avait pas voulu se rallier à la proposition du président.

Elle a provoqué des prises de position qui montrent que le problème est analysé, à tort ou à raison, en termes politiques. Le comité directeur a, en effet, décidé de démettre M. Dubreuilh, qui a été nommé par le secrétaire général de la Fédération, M. Pierre Darcieux, qui a démissionné d'un poste qu'il occupait depuis près de vingt ans en fournissant cette explication :

« Je suis intimement convaincu qu'il y a des raisons politiques à la mise à l'écart de Christian Dubreuilh. Les opinions du directeur technique national ont été prises en compte, mais elles ont été prises en compte à tort. Je pense que maintenant cette situation est jugée incompatible avec l'exercice de ses fonctions et que l'on a précipité la décision de le renvoyer en s'appuyant sur des raisons techniques. M. Dubreuilh a parlé de règlement de comptes. Je cautionne cette opinion. »

« J'ai subi des pressions »

Le directeur technique national avait, en effet, parlé en ces termes des pressions dont il aurait été l'objet :

« J'ai subi des pressions inadmissibles. Mais en aucun cas je n'ai été obligé de démissionner. En démissionnant, j'aurais donné raison à mes détracteurs. Comme toute l'équipe technique, je suis mis devant le fait accompli. »

Ces deux déclarations motivées valent une mise au point de la part du président de la Fédération.

« J'affirme qu'il n'y a eu aucune pression gouvernementale ou sportive sur moi. M. Christian Dubreuilh, a précisé M. Marmion. Le secrétaire général, M. Darcieux, a fait des déclarations à titre personnel. Devant ces accusations portées par le secrétaire général, le représentant du secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports a quitté la réunion. J'affirme que jamais, que ce soit du temps de M. Ma-

Guy Druet renonce à la compétition

Une sortie et une pirouette

Beaucoup seront sans doute restés perplexes après l'annonce faite par Guy Druet, dimanche 3 octobre, de renoncer à la compétition. Plus nombreux sont ceux qui ont peut-être été étonnés par la manière, le style, qu'a choisis le champion olympique du 110 mètres haies pour mettre un terme à sa carrière sportive. Car si chacun est libre de mener sa vie librement, les trop évidentes contradictions, venant d'un homme public — et c'est bien le cas de Guy Druet — ont de quoi hérisser le poil le plus soulevé.

Frérons les choses dans leur chronologie. Guy Druet, chacun en convient, est le meilleur athlète français. Le 28 juillet à Montréal, il devient champion olympique du 110 mètres haies. Et tout va bien. Druet a atteint son but, ses mérites sont unanimement reconnus. Sa vie est bien organisée. Il est professeur d'éducation physique, et Jacques Chirac, alors premier ministre, en a fait son conseiller sportif avec la charge d'éluder ironie — un statut de l'athlète, de haut niveau. Guy Druet, la gloire venue, va cependant vite montrer quel est son point faible et qu'il peut parfois être aussi maladroite dans ses réactions, dans ses propos, qu'agile sur les haies. Ce point faible, c'est une facilité à dire un peu n'importe quoi, et ce qu'il ne pense pas, sur l'instant. Ainsi, du fait qu'il s'est engagé politiquement du côté de Jacques Chirac — fonction oblige, diront certains — et qu'il avoue sans doute le fait que la France est coupée en deux, il déclare tout de go après sa victoire olympique : « Je sais que ma médaille d'or ne fera plaisir qu'à la moitié des Français. » On reste, sur le moment, confondu devant une telle bêtise, que Guy Druet, si vrai, se hâte de corriger : « Mes mots ont dépassé ma pensée. L'incident est clos, mais l'impression laissée n'est pas bonne. Le garçon, qui a tout pour être apprécié, courage, intelligence, détermination, gentillesse quand il le veut bien, n'a pas vraiment su communiquer le vrai Guy Druet à ceux qui ne le connaissent pas. »

Le procès de l'hypocrisie

Guy Druet revient en France et les lendemains chantent. Pas assez cependant à son gré, car il se croit à tort ou à raison, mal aimé. Peut-être aussi n'a-t-il pas assez domes-

tiqué sa gloire et perçu ses limites, voire son importance réelle. Alors il parle beaucoup — à sa décharge, il est tellement sollicité — et son image de marque, souvent, en prend un bon coup. C'est qu'en plus de toutes les qualités qu'on lui reconnaît Druet aime à dire ce qu'il pense, crûment, sa franchise ne s'embarasse d'aucune précaution, et d'un jour à l'autre on peut l'entendre se contredire ou, pis, s'exposer lui-même en croyant attaquer autrui. Il commence à faire le procès de l'hypocrisie dans l'athlétisme, mais tout le monde sait bien qu'il évolue, à son aise, comme les autres, dans cette fausse situation. Druet, avec son club, le Stade français, contribue même à l'organisation de cette hypocrisie en invitant, verbe charmant, quelques-uns des meilleurs athlètes du monde à se produire à Paris. Jusque-là, tout va toujours bien, et son enthousiasme pour l'athlétisme, l'amour du sport, intact, il y a encore un mois, l'incite à tenter et à annoncer un autre pari. Tout faire pour être champion olympique du décaathlon aux Jeux olympiques de Moscou en 1980. Druet explique bien que cette nouvelle gageure a tout pour le séduire, et déjà on compte, on évalue, on invente même les points qui pourraient dans quatre ans lui apporter une deuxième médaille d'or.

Et puis Raymond Barre remplace Jacques Chirac. Guy Druet n'est plus conseiller sportif du premier ministre. Il se blesse à Talence. La réunion, « sa » réunion, du Stade français débouche sur un « bide ». Car, ce jour-là, beaucoup des athlètes de notoriété, qui avaient pourtant donné leur accord, ont préféré une autre réunion en Angleterre. Mieux payée à coup sûr. Le doute tous azimuts s'empare de Guy Druet. A propos de son devenir social, de son avenir athlétique, et, on l'a compris, tout est lié aux événements qui viennent de se produire, aussi bien politiques que sportifs. Guy Druet, forcément, ne voit plus les choses de la même manière qu'au soir du 28 juillet.

Il restait à savoir comment il sauterait le pas. Et, comme on pouvait le prévoir, un garçon tout d'une pièce ne choisit pas la pointe des pieds, même si sa gloire y est attachée. Il fait donc tout le contraire, et vide son sac. « L'athlétisme est pourri, dit-il, je ne veux pas vivre en touchant des enveloppes. » D'un coup, il découvre qu'il n'a plus assez d'enthousiasme pour reprendre un bail de quatre ans, pour aller jusqu'à Moscou. S'il reconnaît être entré dans le système des « enveloppes », c'était pour la meilleure des causes, « afin de préparer, dit-il, les Jeux olympiques de Montréal comme tout le monde ; mais je ne pouvais accepter plus longtemps une telle situation. Je veux qu'on sache que tous les athlètes « amateurs » touchent de l'argent selon leur carte de visite, de 700 à 5 000 dollars. »

Voilà, Guy Druet est parti. En poignardant ce système, cette vieillesse compagne, les autres, les athlètes de haut niveau, ses complices, ont dû sentir le froid de la lame. Et le petit monde de l'athlétisme fait le dos rond, rentre même dans son trou. Car il semble bien que l'orage n'est pas loin. Qui peut assurer que le Comité olympique international et la Fédération internationale d'athlétisme resteront toujours dans leur bêtise distraite après pareil éclat ?

Guy Druet va désormais vendre son nom, monnayer officiellement sa réussite, comme par exemple, Jacques Killy l'avait fait avant lui. C'est parfaitement son droit, et même on peut penser qu'il a raison, que le temps est venu. Mais Guy Druet, qui sait quand il le veut être aussi élégant dans le stade que dans la vie, est-il bien sûr d'avoir montré une telle image pour sa sortie ?

FRANÇOIS JANIN.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

La bonne affaire de Paris-Saint-Germain

Tout laisse à penser que le Paris-Saint-Germain Football Club a réalisé une bonne affaire en recrutant l'Association sportive de Saint-Etienne le samedi 2 octobre au Parc des Princes. Les quarante-sept mille spectateurs, s'est fait « sortir » aux guichets 1 500 000 francs, qui devaient permettre au club parisien de régler une partie de ses dettes (1).

En obtenant, dans un style agréable, une victoire méritée (2 à 0) sur les Stéphanois, les joueurs de la capitale ont surtout réussi à conquies un public venu, au départ, pour voir et encourager leurs adversaires.

On comprend, dans ces condi-

tions, la déception des Stéphanois, qui ont rarement pu s'imposer à Paris, si ce n'est à l'occasion de la Coupe de France 1975. Cette déception ne saurait pourtant faire excuser les gestes d'énervement qui ont précédé deux avertissements à Jankovic, quand il contestait le pénalty transformé en but par M. Féliz (28 minutes), puis à Lopez, après un but refusé à Hervé Revelli.

En fait, si les Stéphanois ont perdu la maîtrise de leurs nerfs, les raisons de leur défaite sont bien plus simples. Ils ont dominé en vain leurs adversaires pendant la première demi-heure, sans toutefois vraiment les inquiéter. L'attaque locale des deux équipes a mené à multiples montées offensives des défenseurs ou des milieux de terrain comme Pinzon, Bathenay, Synaguel, voire Lopez, Toulfoulo, les rudes de « Desperados », qui peuvent surprendre quand ils sont occasionnels, usent rapidement leurs auteurs et risquent de surcroît au jeu collectif de l'équipe.

Si l'on se penche sur le détail de la malaise au sein du club stéphanois, la grosse apparition chez certains défenseurs, trop mis à contribution depuis le début de la saison, il semble de plus en plus évident, au fil des matches, que l'inefficacité de l'attaque stéphanoise ne peut plus être mise sur le compte d'un manque de préparation ou d'entraînement, mais résulte bien du refus des dirigeants de la renforter, alors que le signal d'alarme avait déjà été tiré la saison dernière. — G. A.

(1) Paris-Saint-Germain devrait 1 500 000 F à la Sécurité sociale et 1 000 000 F de taxes en frais d'impôt et de voyage.

Tennis

PREMIÈRES VICTOIRES DE CAUJOLLE ET DE FREYSS AU NATIONAL DE MARSEILLE

La phase finale du National a commencé dimanche 3 octobre sur les courts du T.C. phocéen de Luminy, situé dans la périphérie de Marseille. Sous la coupe de son président Joseph Stoléru, Jean-François Caujolle a gagné son premier match contre l'entraîneur national Patrice Besset (6-2, 6-0, 6-4). Cependant Jean-Louis Ediliet, numéro 5 français, possesseur d'un jeu magnifique mais « aboulique » sur les points importants, s'est fait « sortir » aux guichets par Christophe Freyss (3-6, 6-2, 2-6, 0-6).

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS

Grand Prix du Canada à Mosport. 1. Burt (dés. Larus) ; 2. Dervier (Tyrrill) ; 3. 3. Andretti (Lotus) ; 4. Schecter (Tyrrill) ; 5. Meas (Teren) ; 6. Rogers (Ferrari) ; 7. Pace (Brabham) ; 8. Lauda (Ferrari) ; 9. A. 1 tour, Peterson (March), etc.

Classement du championnat du monde. — 1. Lauda, 84 pts ; 2. Hunt, 58 pts ; 3. Schecter, 47 pts ; 4. Dervier, 33 pts ; 5. Fitzpatrick, 23 pts ; 6. Lauda, 10 pts ; 7. Watson, 10 pts ; 8. Mass, 10 pts, etc.

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (septième journée)

Tours bat Valenciennes 113-78 ; Bourges bat Nancy 106-86 ; Clermont bat Metz 97-85 ; Antibes bat Villeneuve 119-105 ; Caen bat S.F. 99-73 ; Le Mans bat Châlons 84-58 ; Orléans bat Dijon 85-66 ; Nice bat Monaco 82-64.

Classement. — 1. Tours et Bourges, 9 pts ; 2. Caen, Metz et Clermont, 8 pts ; 3. Le Mans, Bourges, Villeneuve et Orléans, 7 pts ; 4. 12. Tarbes, Châlons, S.F. 6 pts ; Monaco et Valenciennes, 5 pts.

Cyclisme

GRAND PRIX DES NATIONS A ANVERS

1. Maccortens (Belg.), les 90 kilomètres en 2 h. 5 min. 26 sec. (moyenne 44,106 km/h) ; 2. Schuiten (P-B.),

LES RÉSULTATS

Jeu à XIII

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (quatrième journée)

POULE A

Avignon bat Carcassonne 16-8 ; XIII catalan bat Albi 54-0 ; Lézignan bat Saint-Jérémy 14-10 ; Limoux bat Narbonne 14-8 ; Cognac bat Villeneuve 42-0 ; Toulouse bat Villeneuve 27-7.

Classement. — 1. XIII catalan, 12 pts ; 2. Avignon, 12 pts ; 3. Limoux et Toulouse, 10 pts ; 4. Villeneuve, 9 pts ; 5. Lézignan et Albi, 8 pts ; 6. Carcassonne, 7 pts ; 7. Saint-Jérémy et Cognac, 6 pts ; 8. Villeneuve et Villeneuve, 4 pts.

POULE B

Strasbourg bat Dunkerque 3-0 ; Epinal bat Besançon 4-4 ; Béziers bat Toulon 4-1 ; Amiens bat Châteauneuf 1-0 ; Quimper bat Brest 1-1 ; Lézignan bat Caen 2-0 ; Boulogne bat Brest 2-0 ; Châteauneuf bat Saint-Diz 0-0 ; Lorient bat Nîmes 2-0.

Classement. — 1. Besançon, 11 pts ; 2. Strasbourg et Epinal, 10 pts ; 3. Brest, Toulon et Châteauneuf, 8 pts ; 4. Béziers, Lorient, Nîmes et Amiens, 7 pts ; 5. Béziers, Châteauneuf, Quimper, Brest et Caen, 6 pts ; 6. Lézignan, 5 pts ; 7. Dunkerque et Saint-Diz, 4 points.

En championnat des Pays-Bas, Eindhoven, le prochain adversaire de Saint-Etienne en Coupe d'Europe, a battu Telstar par 5 à 2.

Hippisme

Le Prix de l'Arc de triomphe, disputé à Longchamp et réservé pour les pures couplées gagnant et placé, a été gagné par VANDERBILT, entré de GOW et de YOUTE. Le combiné gagnant est de 10-16-13.

Classement. — 1. Bédet, 9 pts ; 2. Paul, Le Gros, 7 pts ; 3. Pargament, 6 pts ; 4. La Voulte, 5 pts ; 5. Calone, 4 pts ; 6. Calone, 3 pts.

POULE C

Narbonne bat Saint-Claude 26-13 ; Bègles bat « Dax » 26-24 ; Carcassonne bat Toulouse 15-9 ; Bagnères bat Rungis 15-9.

Classement. — 1. Narbonne, 9 pts ; 2. Bègles et Toulouse, 7 pts ; 4. Dax, Bagnères, Carcassonne, R.C. France et Saint-Claude, 4 pts.

POULE D

Lourdes bat Montauban 15-9 ; Brive bat Mont-de-Marsan 26-7 ; St. Toulousain bat La Rochelle 25-15 ; Orléans bat Avignon 15-6.

Classement. — 1. Brive, 8 pts ; 2. Lourdes, Graillet et Stade Toulousain, 7 pts ; 3. La Rochelle, 6 pts ; 4. Montauban et Avignon, 5 pts ; 5. Mont-de-Marsan, 3 pts.

POULE E

Montfermeil bat Bayonne 36-22 ; Saint-Jean-de-Luz bat Castres 15-9 ; Tarbes bat Romans 21-13 ; Oloron bat Montchaun 26-0.

Classement. — 1. Montfermeil, 26 pts ; 2. Saint-Jean-de-Luz et Bayonne, 22 pts ; 3. Oloron, Montchaun, Castres et Tarbes, 5 pts.

Volley-ball

TOURNOI DE PARIS

Pologne bat Espagne, 3-0 (15-0, 15-1, 15-1) ; France bat Yougoslavie, 3-0 (15-10, 15-10, 15-7) ; France bat Espagne, 3-0 (15-12, 15-1, 15-3) ; Pologne bat Yougoslavie, 3-0 (15-3, 15-9, 15-11) ; Yougoslavie bat Espagne, 3-0 (15-6, 15-9, 15-9) ; Pologne bat France, 3-0 (15-11, 15-9, 15-7).

Classement. — 1. Pologne ; 2. France ; 3. Yougoslavie ; 4. Espagne.

CARNET

Fiançailles
— On nous prie d'annoncer les fiançailles de
Anne-Isabelle Durand,
fille du docteur Marcel Durand, et
de Mme, née Anne-Marie Desbrière
(7), avec
Suzanne Degouve de Nuncques,
fille du docteur Bernard Degouve de
Nuncques et de Mme, née Marie-
Thérèse de Chambure.

Mariages
— Le docteur et Mme Gilles
Béhaud sont heureux de faire
part du mariage de leur fille
Cécile
avec M. Jean-Pierre Pélissier,
qui sera célébré le vendredi 8 octo-
bre à Montréal (Canada).

— M. et Mme André Michel,
Mme Alfred Goussier,
ont l'honneur de faire part du ma-
riage de leurs enfants
Nathalie Goussier
et Jean-Joël Goussier,
qui aura été célébré en l'église catho-
lique de Metz le samedi 3 octobre
1976, à 15 heures.
4, rue Ferdinand-Osborne, Anzy,
4, rue Mazelle, Metz.

STARON

**Soldes
coupons couture**

LUNDI 4 - MARDI 5
de 9h à 18h sans interruption

**HOTEL
LUTETIA**

47, boulevard Raspail
métro : Sévres-Babylone
parking Bon Marché

Pierre BOURGEOIS.
— M. et Mme Jacques Jourquin,
Emmanuel et Jeanne Bourgeois,
M. et Mme Jean-François Flautot,
Anne-Florence et Anne-Clara,
ont le plaisir de faire part du
décès de
M. Pierre BOURGEOIS,
conseiller municipal
de Sannois-sur-Seine,
officier de la Légion d'honneur,
officier des Arts et des Lettres,
chevalier du Mérite social.
leur époux, père, beau-père, grand-
père et parent, survenu à son do-
micile de Sannois-sur-Seine le 24 sep-
tembre 1976 dans sa soixante-trois-
ième année.
Les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité familiale au cimetière de
Sannois-sur-Seine, le mardi 26 sep-
tembre.
« Ce qui fait le charme d'un
homme, c'est sa bonté. » (Prov.,
ch. 15, v. 22).
Les Veuves-Vignes,
77200 Sannois-sur-Seine.

(Né à Paris en 1904, Pierre Bourgeois
a consacré toute sa carrière à la mu-
sique et à l'industrie du disque.
Directeur commercial des disques
Polydor en 1934, fondateur de la société
éditions-directeur général de la société
Parlophone-Mercure de 1939 à 1959, il devient
président du Syndicat des constructeurs
des appareils de radio et de télévision
et président du Syndicat national des
industries phonographiques.
Membre du comité directeur de la Fédération
internationale des industries phonogra-
phiques, il dépose au comité directeur
des Jeunes musiciens de France
(1949) et au Conseil supérieur des pro-
grammes de la radio-télévision française.
Egalement président de la Société
française des procédés Olshen et de la
Compagnie auxiliaire des mines jusqu'en
1972, délégué pour les pays francophones
de l'Incorporated Television Company,
gérant de la Société nouvelle des disques
français — entreprise qu'il avait fon-
dée, — Pierre Bourgeois s'était retiré à
Sannois-sur-Seine, dont il était conseiller
municipal.)

Nos abonnés, bénéficiaires d'une ré-
duction sur les abonnements de « Carnet
de Monde », sont priés de présenter à
leur envoi de textes une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

Décès
— Mme Louis Fournestier, née
Jeanette Desvignes,
23 route la famille,
ont le plaisir de faire part du
décès de
Louis FOURNESTIER,
chef d'orchestre de l'Opéra,
professeur honoraire
au Conservatoire national supérieur
de musique,
survenu le 30 septembre 1976.
Le service religieux, en l'église
Notre-Dame de Boulogne, à rue de
l'Église, à Boulogne, sera célébré
le mardi 5 octobre, à 14 heures,
4, rue du Badvère,
92100 Boulogne.

(La biographie de Louis Fournestier
a paru dans le Monde du
2 octobre.)
— Mme L. Girard, née Debono,
Christian Girard,
M. et Mme Girard et Mme, leurs
enfants Marie-Christine, Jean-Pierre,
Henri et Nicolas,
ont le plaisir de faire part du
décès de
docteur Jean-Jacques GIRARD,
dans sa soixante-dix-huitième année,
muni des sacrements de l'Église.
La messe a eu lieu samedi 2 octo-
bre, à 15 heures, en l'église Saint-
Louis-de-François, à Gennevilliers par
Montparnasse (20).

— Le général de division André
Laurier,
Brigitte et Yvonne, ses filles,
Mme Jean Tardieu, ses enfants
et petite-famille,
M. et Mme Jean Desmarest, leurs
enfants et petite-famille,
Les familles Desmarest, Puibaud,
Vandier,
ont le plaisir de faire part du
décès de
Mme LAURIER Jeanine,
née Desmarest,
munie des sacrements de l'Église.
La levée du corps aura lieu le
mardi 5 octobre, à 12 h. 30, en
la chapelle de l'abbaye de Paris.
Les obsèques auront lieu le jeudi
7 octobre, à 9 heures, en l'église
de Saint-Jacques (Loire-Atlantique).
Cet avis tient lieu de faire-part.
11, place Joffre, 75007 Paris.

— Le président et les membres
du conseil d'administration de
Fiammina Nuova S.P.A. participent
avec grand chagrin au décès de
Mme Requila pour la perte du mari,
Col. Nelson MONFORT,
conseiller d'administration
de la société.
Rome, le 5 octobre.

— La direction et tout le per-
sonnel de Fiammina Nuova S.P.A.
participent avec grand émoi au
chagrin de Mme Requila pour la
perte du mari,
Col. Nelson MONFORT,
conseiller d'administration
de la société.
Rome, le 5 octobre.

— Les membres du collège syndi-
cal de Fiammina Nuova S.P.A. pren-
nent part au grand deuil qui a
touché Mme Requila pour la triste
perte du mari.
Col. Nelson MONFORT,
conseiller d'administration
de la société.
Rome, le 5 octobre.

Anniversaires
— Pour le cinquantième anniversaire
de la mort de
Raymond LAGARDE,
inspecteur des finances
au collège Sainte-Barbe,
une pensée est demandée à ceux
qui l'ont aimé.

HERMÈS

Faubourg Saint-Honoré

COUTURE
Collection
automne-hiver
du 4 au 8 octobre
Présentation
tous les jours à 15 h.

— En ce jour, cinquantième anniver-
saire de la disparition du
général Maurice MARQUANT,
une pensée est demandée à ceux
qui s'en souviennent.

Messes anniversaires
— La messe traditionnelle, célé-
brée à l'occasion de l'anniversaire
de la bataille de Lepanto, aura lieu
le mardi 7 octobre, à 11 h. 45, en
la basilique de Notre-Dame-des-
Victoires, place des Petits-Pères,
Paris-2.

Avis de messe
— Une messe sera célébrée à
l'intention du
docteur Alain GEBRAL,
le 16 octobre, à 10 heures, en la
chapelle Saint-Louis de l'École mi-
litaire.

Communications diverses
— Une réunion, académique
(orateurs et élus) se tiendra le
20 octobre, à 20 h. 30, en la cha-
pelle de la Sorbonne, dans le cadre
des manifestations sur « La sen-
sibilité à travers l'histoire », pla-
cées sous le patronage du premier
ministre, des ministères de l'éduca-
tion et de la santé, les secrétaires
d'État à la culture et aux univer-
sités, l'exposition « Images de
lumière » présentée au même en-
droit, se prolonge jusqu'à la fin
octobre.

Visites et conférences
MARDI 5 OCTOBRE
VISITES GUIDÉES ET PROME-
NADIS. — Caisse nationale des
monuments historiques, 14 h. 22,
rue Saint-Martin, Mme Alix : « Les
Arts et Métiers : une abbaye et son
réfectoire transformés en musée
et bibliothèque ». — 15 h. 30, ave-
nue des Ternes, Mme Chapuis :
« Peinture contemporaine : Bavi ». —
15 h. 50, rue de Richelieu, Mme Le-
gros : « Le Musée national ». —
15 h. 50, rue de Richelieu, Mme Le-
gros : « Le Musée national ». —
15 h. 50, rue de Richelieu, Mme Le-
gros : « Le Musée national ». —
15 h. 50, rue de Richelieu, Mme Le-
gros : « Le Musée national ».

— En ce jour, cinquantième anniver-
saire de la disparition du
général Maurice MARQUANT,
une pensée est demandée à ceux
qui s'en souviennent.

CONFÉRENCE — 20 h. 43, 28, rue
Bergère, Mme Frédéric Lemaire : « Le
courant gnostique et les problèmes
de notre temps » (L'homme et la
conscience).

SCHWEPPE'S Bitter Lemon.
Fier de sa pulpe.

COLLOQUE
L'UNESCO
L'AUTOMOBILE
ET L'ENVIRONNEMENT
Quelques deux cent cinquante
fonctionnaires gouvernementaux
chargés de l'environnement et
dirigeants de l'industrie auto-
mobile d'une vingtaine de pays
se réunissent à Paris, les 4, 5 et
6 octobre, au palais de l'Unesco.
Ce séminaire, organisé par le
programme des Nations unies
pour l'environnement, permettra
aux spécialistes (des plus grandes
firmes américaines, japonaises
et françaises notamment) de
discuter de l'environnement et
de l'industrie automobile d'une
vingtaine de pays se réunissent
à Paris, les 4, 5 et 6 octobre, au
palais de l'Unesco.

Quatre-vingt-neuf mille neuf
cent dix-neuf personnes ont
visité le 27^e SICOB (Salon Inter-
national de l'informatique, de la
communication et de l'organisa-
tion du bureau), qui s'est tenu
du 22 septembre au 1^{er} octobre
à la Défense. Ce nombre repré-
sente une augmentation totale
de 3,5 % par rapport à 1975 : le
nombre de visiteurs étrangers a
cru de 7 %.

Allez, les Gaulois !



HISTOIRE DE FRANCE en bandes dessinées



— Et retrouvez tous ces héros dans l'émission
de Ch. Sansonetti, « Histoire de France »,
chaque vendredi, à partir du 8 octobre à 18 h 45, sur FR3.

La plus belle de toutes les aventures, la nôtre !
Pour les jeunes, la façon la plus attrayante d'aborder l'histoire,
de se passionner pour tous ceux, célèbres ou anonymes,
qui ont fait notre pays.
Pour vous-même, une occasion de redécouvrir l'histoire comme un roman
d'aventures, de voir revivre vos grands hommes et vos époques préférées,
des Gaulois jusqu'à nos jours.

Chaque mois, 48 pages en couleurs (23,3 x 28,5 cm)
9,00 F, chez votre marchand de journaux.
Le n° 1 (VERCINGÉTORIX, CÉSAR) vient de paraître.

c'est une publication **LAROUSSE**

"A l'aube de l'art."
A Paris,
la nouvelle collection
d'Ilias Lalaounis.

Ilias LALAOUNIS
Les bijoux d'art ont une histoire.

PARIS, 364 RUE SAINT-HONORÉ
(À LA HAUTEUR DE LA PLACE VENDÔME)
ATHÈNES • MYKONOS • RHODES • CORFOU
GENÈVE • ZÜRICH • BERNE

الجزيرة

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE PUBLIÉ SIMULTANÉMENT PAR LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

Ce qui est certain, c'est que les structures industrielles se détériorent peu à peu. La périodicité des crises témoigne d'une faible aptitude au changement. Si la tendance actuelle se poursuivait, il en résulterait de graves conséquences sur la croissance du pays.

MARIO DEAGLIO

INTERNATIONAL

DÉFENDRE L'OCCIDENT

(Suite de la page 21.)

Le poids croissant des communistes dans la vie politique de l'Italie, l'absence d'un drapeau à la combativité de ses forces au sein d'une alliance anti-communiste, les communistes peuvent participer dans un délai de moins de deux ans, au gouvernement de la France. Quant au plan nord du dispositif atlantique, c'est de notoriété publique une passoire.

Il est vrai qu'un congrès américain, M. Aspin, a révélé, en avril 1976, avec l'approbation

des services de renseignements de l'armée, que la moitié des effectifs maintenus sous les drapeaux par l'U.R.S.S. étaient employés à des tâches qui, outre-Atlantique, sont confiées à des civils ou, en tout cas, ne menacent pas la sécurité des États-Unis. L'U.R.S.S. avait, il y a dix ans, un gros retard quantitatif et qualitatif sur l'Amérique. Quelle ait consenti un énorme effort pour la rattraper, personne ne le nie. Quelle soit parvenue à la dépasser, les dirigeants de Washington sont les premiers à l'heure actuelle à le contester.

L'Europe responsable

En matière nucléaire, de toute façon, la notion d'équilibre laisse à désirer. L'avantage décisif ne serait obtenu que le jour où un assaillant aurait les moyens de détruire à coup sûr, dans l'air, le dispositif de représailles adverse. Ce jour n'est pas proche, et les États-Unis, grâce à la fabuleuse précision, au faible prix de revient et à l'impunité du missile Cruise, en sont moins éloignés que les soviétiques. On dira que la question de la plausibilité du recours aux armes nucléaires se pose de plus en plus. Mais l'effet de dissuasion ne résulte pas de la certitude que l'adversaire réagira : il suffit qu'on ne puisse être sûr qu'il ne le fera pas. Comment parvenir à cette certitude négative ? Le risque est

trop gros pour qu'on puisse envisager sérieusement de le courir.

De cette évidence, il ne faudrait pas tirer de conclusions trop rassurantes. La possibilité demeure que dans une épreuve de force — dont la Yougoslavie, par exemple, pourrait être l'enjeu — les moyens nucléaires américains protègent le territoire national, mais d'autant plus d'utilité pour l'Europe que jadis la ligne Maginot pour la France. Il suffirait que rien ne soit fait qui puisse justifier leur mise en œuvre, tandis que des pressions subtiles, étayées par une puissance qu'on se contenterait de montrer, paralyseraient la volonté de réagir occidentale. C'est ce qui a lieu

failli se passer pour Berlin dans les années 1958-1962.

Rien n'est jamais acquis pour toujours. On ne l'a jamais autant vu qu'à notre époque, dont la principale caractéristique est un transfert de puissance fantastiquement rapide. Il faut être bien naïf pour croire que ce transfert va s'arrêter. L'impulsion à surmonter sa crise économique et morale comme ses divisions, trop attachée à ses privilèges collectifs et individuels, incapable de faire l'effort nécessaire pour se défendre elle-même alors que sa population et ses ressources économiques sont du même ordre que celles des superpuissances, l'Europe a toutes chances de supporter le fardeau principal de ce transfert. Si elle montrait, par une action concertée et audacieuse, en s'appuyant sur un tiers-monde des superpuissances et qui regarde de plus en plus vers elle, qu'elle est capable de reprendre en mains son destin, alors elle trouverait aisément les moyens de se défendre, y compris les moyens militaires. Mais penser qu'elle va se sauver ou se perdre parce que, sans rien changer par ailleurs, elle aura une division de plus, elle est une utopie. Et qu'elle augmentera ou diminuera la part du P.N.B. consacrée aux armements, c'est croire qu'on peut modifier sérieusement les effets sans s'attaquer aux causes.

ANDRÉ FONTAINE.

FAUTE DE VOLONTÉ
L'EUROPE SERA UN OTAGE

nous déclare le général Steinhoff

Joannes Steinhoff a remporté cent soixante-seize victoires aériennes au cours de ses neuf cents sorties contre l'ennemi. Il s'écrasa en avril 1945 avec le premier chasseur à réaction du monde, le ME 262. Rescapé, il entra en 1955 comme colonel dans la nouvelle armée de l'air allemande. Au moment de la crise qui affecta la direction de la Bundeswehr, il devint inspecteur de la Luftwaffe en 1964, avec le grade de lieutenant-général.

Plus tard, il surmonta encore la crise de Starfighter. En 1971, il fut nommé président du comité militaire de l'OTAN à Bruxelles, où il succéda à l'amiral Tendersen. Depuis qu'il est en retraite, le général Steinhoff est président adjoint du conseil d'administration de la firme Dornier. Il a publié récemment un livre dans lequel il prend ses distances avec l'atlantisme classique qui est traditionnellement celui de l'armée allemande.

— Un an après la conférence d'Helinski les jugements formulés à l'ouest sur la politique de détente continuant d'être négatifs, il y a plus grave : le caractère agressif de la politique d'expansion soviétique serait devenu plus net. L'ouest considère-t-il aujourd'hui la politique de détente de façon plus réaliste ?

— Je crois que l'attitude de l'ouest est aujourd'hui empreinte de beaucoup plus de réalisme qu'il y a trois ou quatre ans. Les gouvernements ont pris conscience que l'Union soviétique fait de sa capacité de puissance militaire le moyen de sa politique d'hégémonie.

— Dans quelle direction est principalement orientée la politique d'hégémonie de

l'Union soviétique ? Vise-t-elle plus particulièrement l'Europe de l'ouest ?

— On ne peut certainement pas parler de cible au sens géographique du terme. Tout dépendra des intérêts momentanés du deuxième Grand mondial. Mais il va sans dire que les Soviétiques n'hésiteront pas à faire usage de leur force là où l'occasion s'en présentera pour eux, que ce soit en personne ou par puissance interposée.

— Vous ne pensez pas que l'Europe de l'ouest soit plus menacée que toute autre partie du monde libre ?

— Non. Les Soviétiques ont doté leur puissance militaire d'une nouvelle dimension. Ils ont une marine moderne, avec laquelle ils peuvent exercer sur les mers du monde libre une

politique d'expansion de caractère impérialiste.

— On parle d'un danger de « finlandisation » de l'Europe de l'ouest. Cette crainte est basée sur la concentration par les Soviétiques, en vue de leur propre défense, d'un énorme équipement lourd chez leurs alliés européens. Y voyez-vous un danger ?

— Si que diriez-vous si les Européens (et je ne pense pas en particulier à la R.F.A.) réduisaient leurs moyens de défense militaire ? Je suis convaincu que la plupart des nations européennes pourraient faire plus. Mais j'y vois un autre danger. Le traité de l'OTAN, par la nécessité, approuvée par tous les signataires de défendre le même type de société. Tant que les nations européennes demeureront unies sur ce plan et qu'elles resteront convaincues que ce type de société vaut la peine d'être défendu, aucun souci majeur n'est à craindre. Mais sommes-nous sûrs qu'il en sera toujours ainsi ? Là est la grande question.

— Vous la posez vous-même. Pouvez-vous esquisser d'y répondre ?

— Je ne saurais jouer les prophètes. Mais l'orientation prise par la politique intérieure de certains pays peut susciter des craintes. Quand, derrière l'éventail des hommes politiques de gauche, communistes y compris, on entend s'élever de plus en plus de voix pour dire que l'Europe devrait assurer elle-même sa propre défense, sans le concours des États-Unis, il y a lieu de s'inquiéter de l'avenir de la défense concertée de l'Europe.

Une déchirure

— Vous craignez une déchirure dans l'identité politique de l'Europe, et une sorte de « finlandisation » de l'intérieur ?

— Du moins dans la mesure où les disponibilités financières indispensables à sa défense pourraient disparaître. Dans maints pays, les forces politiques sont en mesure de faire jouer leur influence à cet égard. En supposant que la disparité entre les puissances devienne si grande que la capacité de défense de l'Europe soit fortement compromise, la porte sera largement ouverte à la poussée politique et même à l'agression militaire.

— Le plus large écho a été donné, ces derniers temps, aux efforts faits par les Soviétiques dans le domaine de l'équipement des fusées de moyenne portée à têtes multiples orientées vers l'Europe de l'ouest. Le bloc européen ne devrait-il pas introduire dans sa défense un nouvel élément stratégique capable aussi de former psychologiquement un contrepois à cet armement ?

— Au sein de l'OTAN, personne n'a tenu compte de la prolifération de ce type de fusées jusqu'à présent. Cela fera pourtant entrer dans les grandes conférences sur le désarmement comme les SALT et les MBFR un élément entièrement nouveau, parce qu'il devra être considéré comme faisant partie aussi bien des forces stratégiques que des forces tactiques. En d'autres termes, il va falloir que les Américains trouvent le moyen de contrer ce dangereux développement. On ne pourra toutefois en tenir compte dans les pourparlers qu'après avoir inclus dans nos propres plans stratégiques la parade à lui opposer.

— Vous parlez de l'Amérique, je parle de l'Europe de l'ouest, et je vous demande encore une fois : l'Europe de l'ouest ne doit-elle pas essayer elle-même de trouver, militairement, psychologiquement, une parade à ces fusées à têtes multiples ?

— Je sais pas quelle devrait être l'attitude militaire de l'Europe vis-à-vis de ce système d'armement. Elle ne dispose d'aucun moyen de défense approprié, abstraction faite de la force de frappe française et de la Royal Air Force Bomber Command britannique. Quel qu'il en soit, l'Europe doit prendre conscience du fait que, si elle ne manifeste pas la volonté d'agir, ce développement la placera de plus en plus en position d'otage de l'Union soviétique.

Propos recueillis par RUEDIGER MONIAC.

NOUVELLES — NOUVELLES — NOUVELLES — NOUVELLES — NOUVELLES

♦ La Chase Manhattan Bank a des problèmes en Allemagne fédérale avec son groupe de filiales dénommé Familienbank. Ouvrir près de trente succursales en moins de trois ans en pleine crise économique était un pari risqué. Les mauvaises langues disent que le résultat ne fait qu'ajouter un élément supplémentaire aux reproches qui convergent actuellement vers la Chase.

♦ Projet de réforme de la fiscalité des sociétés aux États-Unis. En particulier le taux minimal de l'impôt passerait de 10 à 15 % et la tranche d'exemption serait ramenée de 30 000 à 10 000 dollars. Globalement, cela représenterait au fisc 50 millions de dollars de plus en 1977 et 124 millions en 1978, en attendant 214 millions en 1981.

♦ Échec aux conservateurs de l'industrie automobile. Renversant le veto opposé par le président Ford, le Congrès américain a voté un projet de 180 millions de dollars de crédits en faveur d'un programme de recherche sur des véhicules électriques. 7 500 véhicules seront testés sur les routes en cinq ans. Dix millions seraient construits d'ici à 1980. Cela

permettrait d'économiser chaque année 2,5 milliards de dollars de pétrole.

♦ Tentation protectionniste en Grande-Bretagne. Le Trade Union Congress ne cache pas son intention de continuer à exercer des pressions sur le premier ministre, M. Callaghan, de façon à obtenir un contrôle sélectif des importations. L'objectif est de combattre le chômage. Est-ce le meilleur moyen ?

♦ Les investissements japonais à l'étranger retrouvent leur rythme : 3,28 milliards de dollars pour l'année fiscale 1976 contre 2,39 en 1975, soit presque autant que le record de 3,49 milliards de dollars établi en 1974.

♦ Le projet de démantèlement des grandes compagnies pétrolières américaines, qui préoccupe l'ensemble du patronat des États-Unis, inquiète de l'exception qui en résulterait, ne sera certainement pas adopté à Washington avant le fin de cette année.

♦ Encore plus de 1,2 million de chômeurs en Grande-Bretagne en 1977, tel est le pronostic de la dernière « National Institute Economic Review ».

♦ Le moteur de Concorde pourrait être converti à la production d'électricité pour l'industrie. C'est ce qu'envisage Rolls Royce, qui produit le turboréacteur Olympus 593. Celui-ci générerait de 50 à 100 mégawatts d'électricité utile.

♦ La fortune commence à 500 000 F. Tel est du moins l'avis de la majorité des Français, selon un sondage conjoint de la Coframe et du « Nouvel Economiste ». Posséder 1 milliard d'anciens francs, ou 500 kilos d'or, ou trente appartements est considéré par eux comme « scandaleux » ou choquant.

♦ L'U.R.S.S. aura du mal à réaliser son plan 1976-1980, estime la C.I.A., qui ne révèle là rien de surprenant. Selon la Central Intelligence Agency, ces années 70 seront la décennie de la croissance soviétique la plus faible depuis la guerre.

♦ Remue-ménage chez Montedison. M. Raffaele Fracquesdano, qui a été l'un de ses principaux dirigeants jusqu'à récemment, est accusé de fraude et de complicité avec un ami impliqué dans une affaire de faux chèques émis au nom d'Offwell. Autome presse n'a été retenue contre lui jusqu'à présent.

♦ Enfin un indice des prix qui diminue : celui du commerce de gros en Suisse a baissé de 0,1 % à la fin du mois d'août par rapport au mois précédent (mais il était de 0,2 % supérieur à celui de l'année précédente).

♦ Dans sa négociation avec Airbus Industrie, McDonnell Douglas réclame l'installation d'une chaîne de montage en Californie, mais les prévisions de ventes ne

permettraient pas l'entretien de deux chaînes, l'une en Europe et l'autre aux États-Unis.

♦ Mitsubishi a remis à plus tard son programme de construction d'un complexe pétrochimique en Arabie Saoudite. Le coût de l'opération serait maintenant le quintuple de ce qui était prévu, et l'usine risquerait d'être défective.

♦ Y a-t-il une clause secrète dans l'accord Dumas-McDonnell Douglas, par laquelle le gouvernement français obligerait l'Air France à acheter des DC-9 de la firme américaine pour remplacer les Caravelles ? C'est la question posée au premier ministre par M. Georges Marchais, premier secrétaire du parti communiste français.

♦ Heinz Oskar Vetter renvoie dos à dos le gouvernement, l'opposition et les employeurs de l'Allemagne fédérale. Le responsable de la fédération des syndicats allemands critique ouvertement la gestion de la coalition social-démocrate.

♦ Un renforcement de la législation anti-trust est en cours d'adoption par le Congrès américain. Les amendes seront augmentées et les pouvoirs d'investigation des États renforcés. Les fusions entre grandes entreprises pourraient plus facilement être écartées ou refusées.

♦ La firme britannique Imperial Chemical Industries a reconnu, à Washington, avoir versé 2,4 millions de dollars de pots-de-vin en quatre ans et demi, mais elle souligne n'avoir jamais transgressé les lois d'aucun pays. L'Amérique du Nord, l'Angleterre, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon ont toujours échappé à ses gratifications, qui ont été « mineures » en Europe, sauf dans un pays de l'Europe du Sud dont le nom n'est pas en tout cas cité, les profits d'I.C.I. sont en baisse.

♦ Peu de sociétés américaines envisagent une réduction de leurs opérations à l'étranger, indique une étude du Conference Board, l'organisme patronal des États-Unis. Et revanche, nombre d'entre elles préféraient désormais exporter des produits manufacturés aux États-Unis plutôt que de fabriquer à l'étranger en raison de la

hausse des coûts de production hors de leurs frontières.

♦ Une augmentation de 10 % du commerce international est annoncée par le GATT pour 1976, après la baisse de 5 % de l'année dernière.

♦ La Grande-Bretagne s'attend à une reprise des investissements de ses entreprises au dernier trimestre. La Confédération of British Industry s'attend à une augmentation de 11 à 15 % d'ici à septembre 1977 par rapport à l'année précédente. Mais cette prévision optimiste aligne seulement que les investissements des entreprises retrouveraient dans un an leurs niveaux moyens de 1974.

♦ La United Parcel Service américaine se propose de concurrencer la Bundespost sur son propre terrain en organisant un système de livraison des colis plus efficace que celui de l'administration postale (qui laisse à désirer). La Bundespost n'est d'autant plus menacée qu'elle est l'un des secteurs les plus déficitaires de sa gestion, déficitaire dans l'ensemble. Un projet de loi prévoyant le service public serait à l'étude.

♦ Les commandes à l'exportation continuent de plus belle en Alle-

magne fédérale. Elles auraient encore augmenté de moitié en un mois et de près de 100 % par rapport à l'année précédente.

♦ Automne chaud en Espagne. Le renouvellement des conventions collectives dans quelque 30 000 entreprises est défilé. Arrive-plan politique : le parti communiste espagnol qui contrôle nombre de commissions ouvrières pourrait tenter de tirer parti de la circonstance pour se faire reconnaître.

♦ En France, la réforme de l'entreprise pourrait être ajournée. Bien qu'elle n'ait pas cessé de faire couler beaucoup d'encre depuis deux ans et demi, elle n'est pas mentionnée dans le calendrier de la prochaine session parlementaire, où elle était prévue.

♦ L'administration « au grand jour » porte le voile. Les exceptions commencent à se multiplier à la loi promulguée par le président Ford pour imposer aux organismes fédéraux de rendre publics les débats dans lesquels ils prennent des décisions. M. Arthur Burns, président de la Banque de réserve fédérale, bien entendu obtenu gain de cause : rien ne filtrera des importantes réunions de son organisation.

EUROPE
U
D
E
U
R
O
P
E
U
R
O
P
A

Conseil de rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Grapin (Le Monde), Piero de Garzaroli, Carlo Sartori (La Stampa), John Greig, David Spanier (The Times), Fritz Wirth, Hans Baumann (Die Welt).

Rédaction en chef : Jacqueline Grapin.

Publicité : Michel Gérard (Le Monde), Riccardo di Corato (La Stampa), Garry Thorne, coordonnateur (The Times), Dietrich Windberg (Die Welt).

Copyright « Le Monde ».

L'EUROPE
HEBDOMADAIRE

En plus de leur supplément mensuel, les lecteurs d'Europa trouveront désormais les deuxième, troisième et quatrième numéros du mois (« Le Monde » daté mercredi) une page européenne. « Le Monde », « Die Times », « La Stampa » témoignent ainsi de la vitalité de leur coopération.

parlez
RUSSE ...

cours intensifs
LOGOS

centre privé de formation
4 Villa Ornano 75018
PARIS TEL. 355.09.05

TOURS TEL. 26.98.31
NANTES TEL. 47.70.90
ORLÉANS TEL. 62.94.30

avec la participation des P.T.T., du
GERPAC, de constructeurs et de
futurs utilisateurs.

SESA

organise un séminaire

les 28 et 29 octobre 1976 :

**RÉSEAUX DE
TÉLÉINFORMATIQUE**

orienté vers l'utilisation des nouveaux
réseaux tels que :

LE RÉSEAU PUBLIC TRANSPAC

SESA

Société d'études

des Systèmes d'Automatisme

20, rue Jean-Jaures - 92800 PUTEAUX
Tél. 610022 F - Tél. 776-41-03 p. 259 et 265

العدد 150

Journal L'Espresso

EUROPA

EUROPA

LE MONDE — 5 octobre 1976 — Page 23

Le panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réajusté par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de Cegos-Economix.

Ont été sélectionnées six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers (ont l'objet de graphiques, de manières à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissements suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

Essoufflement

La reprise s'essouffie. L'activité économique présente à la fois des aspects préoccupants et des côtés rassurants.

Préoccupants d'abord : l'infléchissement déjà observé en mai et juin se transforme maintenant en ralentissement et fait même craindre une chute précoce de l'activité économique. Les courbes de la croissance industrielle de la France et de l'Allemagne déclinent beaucoup plus qu'on n'aurait pu le prévoir. Il y a quelques mois : 5 % de croissance par an, c'est pour un régime de croissance qui devrait se situer normalement à 7 ou 8 %. L'Italie, où la reprise est plus récente, voit elle aussi sa courbe redescendre, bien que le rythme y reste encore élevé (10 %). Ne parlons pas de la Grande-Bretagne, où l'essoufflement a suivi presque immédiatement le premier effort sérieux.

Au Japon, le redémarrage a été tardif mais toudroyant : de 2 % à peine en novembre, le rythme est passé à près de 30 % en avril. Mais, à partir de mai, on y retrouve la même forme de V renversé que pour l'Allemagne et la France. Et en juin-juillet le rythme n'y est plus que de 9 %. Seule la courbe de croissance industrielle des États-

Unis présente une forme différente, moins abrupte et plus rassurante : après un sommet de 18 % en septembre-octobre, le rythme a diminué pour atteindre 6 % au début de 1976, puis il est légèrement remonté à 7 % pour se stabiliser à ce niveau en juin-juillet. Certes, les statistiques de juillet sont moins bonnes : diminution des commandes à l'industrie de 0,5 %, due surtout aux biens durables, et difficultés de secteurs comme la sidérurgie, où quelques centaines de licenciements ont eu lieu. Mais la fait n'est pas nouveau, et à plusieurs reprises on a constaté les hésitations de l'économie américaine, notamment en ce qui touche la consommation des ménages, sans que la progression de cette locomotive occidentale soit remise en question. C'est d'autant plus vrai que les investissements y repré- sentent maintenant, avec une augmentation de 13 % des dépenses d'équipement entre le premier et le deuxième trimestre de 1976. Ils sont les bienvenus pour renforcer une demande interne qui reste le gros soutien de la production américaine : celle-ci entraîne du même coup, par le jeu des importations, celle d'autres pays occidentaux. En tout premier lieu, il faut citer le Japon, dont l'activité a

été propulsée par un véritable boom des exportations qui commence à inquiéter ses clients.

Le point faible de tous les pays, à l'exception des États-Unis, est que la demande interne y reste désespérément médiocre, la consommation faible (sauf en France), et les investissements partout stagnants et limités à ce qui est strictement nécessaire au maintien des outils de production.

Doit-on attribuer au ralentissement mondial le nouveau gonflement des effectifs de chômeurs que l'on constate partout ?

Un chômage souvent paradoxal

Ce n'est probablement pas la seule cause, comme on peut le penser en examinant le cas assez curieux des États-Unis.

produit en dépit d'une baisse de la livre sterling qui, ordinairement, provoque l'effet contraire. Cela s'explique par l'arrêt des achats, notamment ceux en provenance du Japon, devant des perspectives industrielles plus incertaines.

Simultanément, les hausses salariales tendent à être plus modérées, ce qui, joint aux gains de productivité entraînés par le retour à un taux d'utilisation correct des poten-

ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

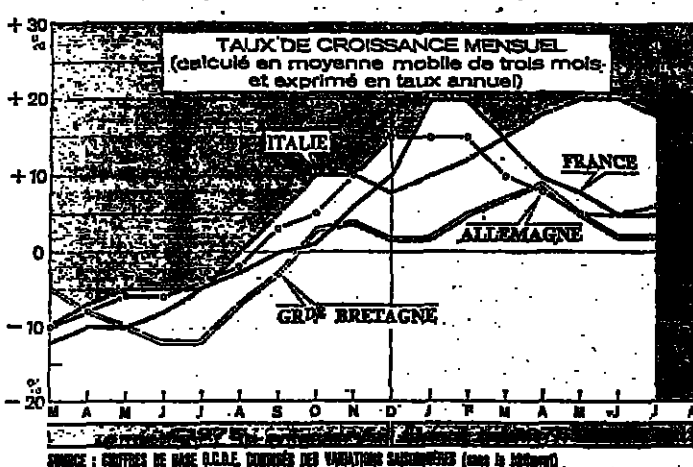
CROISSANCE	+	Le rythme de la croissance industrielle, après avoir baissé légèrement depuis le début de l'année, semble se stabiliser en juin et juillet à 7 % par an. L'activité donne pourtant quelques signes d'essoufflement : les commandes dans l'industrie ont baissé de 0,5 % en juillet et les ventes au détail de 0,5 % également. Mais ce ne sont probablement que des ralentissements momentanés, ne représentant pas en cause une croissance qui se stabilise. Mais l'indice des indicateurs économiques a aussi baissé de 1,5 % en août.
PREL	+	Les prix de détail, qui, de janvier à mars, n'ont progressé qu'au rythme de 3 à 4 % par an, ont accéléré quelque peu leur allure, pour arriver à 6 % en juin et juillet. Mais il est peu probable que ce niveau soit dépassé. Les prix de gros augmentent modérément de 4 % par an et ont même baissé légèrement en août, grâce à un recul de près de 3 % des prix agricoles.
CHOMAGE	(-)	Après avoir été surpris par une baisse précoce et importante du taux de chômage au premier trimestre 1976, on l'est maintenant par une remontée tout aussi inattendue : de 7,3 % en mai, le taux passe à 7,5 % en juin, 7,8 % en juillet et 7,9 % en août. Deux explications sont possibles : ralentissement de l'activité et retour sur le marché du travail de femmes qui avaient disparu pendant la crise.
CAPACITE	+	Les perspectives sont bonnes pour les investissements, comme le montre une enquête effectuée auprès de mille grandes entreprises. Celles-ci envisagent une augmentation moyenne de 17 % de leurs dépenses correspondant à un supplément de 12,8 milliards de dollars.
ECHANGES	(-)	La balance commerciale qui était légèrement excédentaire en janvier et février se situe à partir de mars des déficits. Celui de juin (- 220 millions de dollars) et surtout celui de juillet (- 227 millions de dollars) ont été particulièrement importants. Les causes : des importations qui augmentent beaucoup plus que les exportations, celles du pétrole pesant particulièrement lourd.
INCIDENCES SUR LES QUATRE PAYS		
MONETAIRE ET FINANCIER		Aux États-Unis, les taux d'intérêt sont plutôt orientés à la baisse, bien qu'une production et le « prime rate » reste à 7 %. Cette situation devrait favoriser un recul des taux européens. Malheureusement, la faiblesse de leurs monnaies a obligé la France, la Grande-Bretagne et l'Italie à aller exactement en sens inverse, avec une hausse considérable de leur taux d'escompte.
ECONOMIQUE		La croissance américaine, et surtout le fort courant d'importations qu'elle entraîne, continue d'exercer une influence favorable sur le commerce et l'activité internationale. Les échanges se développent et permettent à la Grande-Bretagne, à la France, mais surtout à l'Italie et à l'Allemagne, de compenser la faiblesse de leur demande interne.

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité (n) internationale
ALLEMAGNE	++	++	-	+	++	+
FRANCE	+	-	-	-	-	-
ITALIE	+++	-	-	-	+	-
GRDE-BRETAGNE	+	-	-	-	-	-

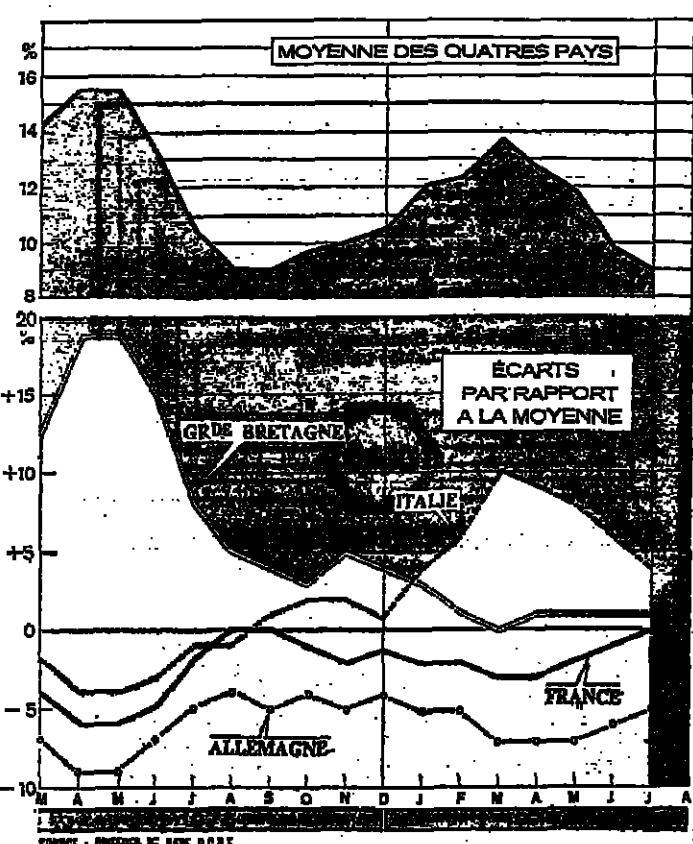
+++ excellent ++ bon + assez bon - médiocre - mauvais - très mauvais - tendance préjudiciable

I. — TAUX DE CROISSANCE



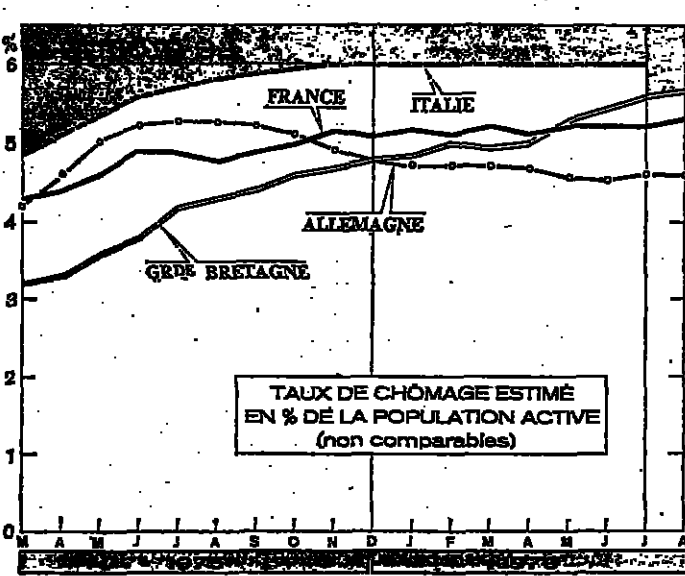
L'infléchissement des croissances industrielles observé en juillet se précise et se transforme en ralentissement. C'est net pour la France et l'Allemagne, où le rythme est tombé à 5 %. En revanche, en Italie, la croissance est très forte (10 à 20 %). En Grande-Bretagne, elle est amorcée, mais faible à nouveau depuis mai.

II. — ÉVOLUTION DES PRIX



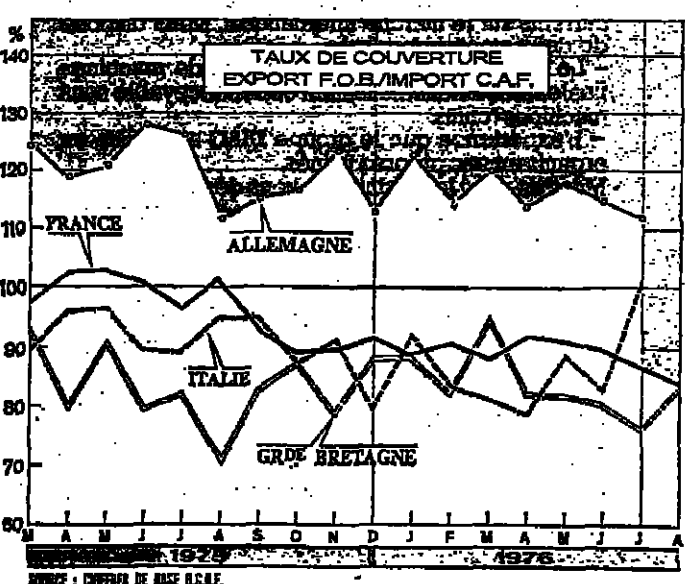
Après une pointe de 14 %, en mai, l'inflation moyenne des quatre pays recule légèrement et n'est plus que de 9 % en juillet. L'Allemagne est à 4 % (avec une baisse de l'indice des prix en juillet), la France à 7 %, et l'Italie à 13 %. La Grande-Bretagne avec 10 %, a fait des progrès remarquables, mais depuis août l'inflation y a accéléré à nouveau, avec 14 % sur ce seul mois.

III. — NIVEAU DE L'EMPLOI



Le taux de chômage corrigé des variations saisonnières reste partout très élevé. En France, il se maintient aux environs de 5 % depuis fin 1975, et tend même à remonter légèrement en août. En Allemagne, après avoir baissé fortement, de 5,2 % en mai-juin 1976 à 4,5 % en mai 1976, il plafonne depuis. Mais c'est surtout en Grande-Bretagne que le problème est préoccupant, puisque le taux y augmente sans arrêt, atteignant en septembre le chiffre record de 5,7 %.

IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Les derniers mois se caractérisent pour trois des pays par une dégradation des taux de couverture des importations par les exportations, due à une forte remontée des importations. Cette remontée est surtout nette en France, où le taux baisse de 92 % à 84 %, et en Allemagne où il régresse de 112 à 107 %. Elle l'est moins en Grande-Bretagne, où après un recul à 76 %, le taux remonte à 81 % en août. En revanche, en Italie, on constate un remarquable redressement qui se traduit en juillet par un taux de plus de 100 %.

Alors que l'on s'attendait fin 1975 à ce que le taux de chômage se maintienne à un haut niveau proche de 8 % pour la plus grande partie de l'année 1976, voici que, contre toute attente, il a décliné fortement en quelques mois, pour s'inscrire à 7,3 % en mai. Et d'une manière tout aussi inattendue, il est remonté depuis, jusqu'à près de 8 % en août, alors que simultanément les effectifs au travail augmentaient de 1,8 million depuis début 1976.

Certains reverses qu'on peut expliquer, en partie, par un effet indirect de l'activité. Celle-ci, renaissance, a, au bout de quelques mois, tout simplement provoqué un regain des demandes d'emploi, entraînant ainsi une sorte de chômage induit, comme on l'a constaté dans d'autres pays, ou même dans des régions où venaient s'implanter de nouvelles usines.

Quoi qu'il en soit, la croissance actuelle des pays industrialisés, qu'elle se modère simplement, comme aux États-Unis ou en Allemagne, ou qu'elle s'essouffie, comme peut-être en France, ou encore qu'elle ait des difficultés à s'affirmer, comme en Grande-Bretagne, entraîne dans tous les cas un gonflement des effectifs de chômeurs. Notre graphique des emplois est ici très suggestif, avec un taux allemand qui tend à répéter le mouvement américain, un taux français qui plafonne sans redescendre, et enfin un taux anglais qui monte sans discontinuer jusqu'à des niveaux records de 8,4 % en chiffres bruts, provoquant l'inquiétude des syndicats et de nouvelles velléités protectionnistes.

Inflation en recul

À côté de ces conséquences fort préoccupantes, la modération de la croissance entraîne des effets beaucoup plus rassurants : c'est là le deuxième visage de la situation actuelle qui se caractérise par un net ralentissement des hausses de prix.

D'abord les indices de matières premières, comme la Reuter ou le Moody's, qui avaient grimpé de quelque 50 % depuis la fin de 1975, se sont stabilisés. Ils ont même marqué un net recul en juillet et en août, pour reprendre ensuite, mais très modérément. Un exemple parmi d'autres, celui des métaux non ferreux et plus précisément du cuivre : sa hausse sur le London Metal Exchange s'est arrêtée en août, et s'est même transformée en baisse, le métal rouge repassant à 250 livres la tonne. Son mouvement a été suivi par d'autres non ferreux, comme le zinc et le plomb. Ce recul s'est

de production, entraîne une décelération des prix.

L'O.C.D.E. constate que pour les vingt-quatre pays qu'elle regroupe l'inflation moyenne mensuelle a reculé d'une manière régulière et significative : 1,1 % en avril, 0,8 % en mai, 0,4 % en juin et 0,5 % en juillet, ce qui fait en rythme annuel des chiffres de 14 %, 10 %, 5 % et 6,2 %. Pour nos quatre pays, on observe une évolution parallèle, mais moins rapide, le taux d'inflation calculé en moyennes mobiles sur trois mois ne reculant que plus modérément de 14 % à 9 %.

L'emploi plus difficile que les prix

Comment ce double visage de l'économie occidentale, à la fois rassurant pour l'inflation, et préoccupant pour l'activité et le chômage, va-t-il évoluer dans les mois à venir ? On sait que l'O.C.D.E. est relativement optimiste estimant que, dans la mesure où les pays industrialisés pourront conserver une croissance modérée, ils auront de bonnes chances de réduire l'inflation et de sortir peu à peu de cette crise, sans trop de secousses. La manœuvre ne s'avère néanmoins pas facile, car à trop vouloir modérer la vitesse on risque le décrochage... Nos courbes industrielles le font précisément craindre. Par ailleurs, en supposant que cette manœuvre réussisse, il n'en restera pas moins un problème de chômage pour lequel il faut rechercher de nouvelles solutions.

Quant à l'inflation, il semble bien qu'on puisse la réduire, puisque un pays comme l'Allemagne arrive maintenant à 3 %, et la Suisse même à 1,5 %.

Cela est possible pour les pays qui remplissent simultanément deux conditions : d'abord, maintenir la progression des revenus dans des limites acceptables et qui s'abaissent au fur et à mesure que les prix se calment. Ensuite, tenir fermement la partie de leur monnaie, de manière à conserver une balance commerciale excédentaire, et à éviter que les prix des produits importés ne viennent gonfler successivement les prix de gros et de détail. Le succès de cette manœuvre s'exprime dans une progression modérée de la masse monétaire. A la différence de ce qui se passe pour le chômage, la recette est ici connue. Le tout est de la mettre en œuvre. Affaire de volonté et de politique, du moins dans la mesure où le potentiel économique et industriel du pays le permet.

MAURICE BOMMENSATH.

ECHOS DE BRUXELLES

M. Roy Jenkins : président ou premier ministre ?

BRUXXELLES bourdonne à l'approche du Nouvel An. C'est que l'installation dans la capitale belge de l'ancien ministre de l'Intérieur britannique, M. Roy Jenkins, porte de l'effervescence. Le petit monde de l'Europe suppose les idées et les intentions du premier ministre britannique, mais c'est un fait qu'il y a de la nervosité dans l'air.

Une telle appréhension s'explique en grande partie par l'ambiguïté qui règne encore, près de quatre ans après l'adoption du Royaume-Uni à la Communauté, sur la question de savoir de quel côté les Britanniques considèrent l'Europe. Comment vont-ils se comporter au cours des six premiers mois du mandat Jenkins, qui vont coïncider avec la présence d'un autre Britannique, pour la première fois également, à la présidence du Conseil des

ministres ? Personne, à Bruxelles, ne se sent en mesure de le prévoir.

Non seulement M. Jenkins va faire figure de novateur du fait de sa nationalité, mais en outre il est le premier président de la Commission à entrer en fonction avec la mission de procéder à la révision des structures et du rôle de l'institution. C'est une idée de M. Callaghan, le premier ministre britannique, au dernier « sommet » de juillet. Elle a été adoptée sans réserve par les autres chefs de gouvernement. M. Callaghan s'active actuellement, sans doute en liaison avec M. Jenkins, à définir les grandes lignes dont ce dernier s'inspirera pour cette révision. Elles seront proposées au prochain « sommet » européen (en novembre, à La Haye) où le projet final sera mis au point. M. Jenkins s'est aussi rendu discrètement en visite dans diverses capitales pour y souder les cœurs et les reins des autres membres de la Communauté.

Un œil neuf...

Il ne manque pas de raisons pour aborder d'un œil neuf le rôle et les fonctions de la Commission. A la fondation de la Communauté, elle avait reçu mission de préparer les propositions destinées à appliquer la politique découlant du traité de Rome à l'intention du Conseil des ministres. Les principales dispositions de celui-ci sont désormais satisfaites sur plusieurs points depuis déjà longtemps, notamment pour l'établissement de l'union douanière et la politique agricole communautaire. Il est vrai qu'il reste fort à faire, par exemple dans les domaines des transports et de l'énergie. Mais les obstacles politiques ne sont pas près d'être levés. Et, de plus, on constate que le traité de Rome n'offre que de vagues directives pour la solution des grands problèmes majeurs d'aujourd'hui que sont le contrôle de l'inflation ou la résorption du chômage.

L'elan qui permettra de nouveaux progrès devra nécessairement provenir de l'extérieur de la Commission, et principalement du Conseil européen des chefs de gouvernement, qui a réussi enfin à devenir quasi institutionnel trois fois par an. A long terme, le Parlement

européen, en même temps qu'il gagne de l'importance, devrait pouvoir compléter sur le droit d'initiative dévolu à la Commission.

L'élargissement de la Communauté est une des raisons pour lesquelles de nombreux observateurs estiment que la réforme des institutions communautaires est inévitable. Ces institutions avaient été conçues, à l'origine, pour un petit groupe de six membres ; ils sont devenus neuf, avec l'entrée de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark. L'adjonction, dans les cinq ans à venir, de deux nouveaux pays, la Grèce et le Portugal, est encore à prévoir, suivie de près par un troisième : l'Espagne. Les « portefeuilles » intéressants sont à petite échelle, on en a à se débattre, dans les milieux britanniques, et la pratique actuelle, qui autorise les « quatre grands » de la C.E.E. à désigner chacun deux commissaires, et les autres, chacun un, devrait être maintenue ou révisée, alors que de nouveaux postulants attendent à la porte.

... sans illusions

Sous l'actuelle présidence de M. François-Xavier Ortoli, technocrate discret qui pousse dédaigneusement les points de vue du gouvernement français sur la plupart des sujets, les commissaires ont joui d'une grande indépendance dans la gestion de leurs dossiers, n'hésitant pas à faire entendre un concert de voix discordantes, chacun entendant hardiment l'air destiné à son auditoire national. On croit savoir que M. Jenkins préfère conduire une embarcation plus étanche.

En fait, l'ancien ministre de l'Intérieur semble envisager ses futures fonctions de président de la Commission comme celles d'un premier ministre. Que les différentes capitales l'aient consulté sur le choix des personnalités qu'elles désigneraient pour faire partie de son équipe à pu apparaître comme une concession à cette façon de voir, mais on peut douter qu'elle soit illimitée. Le pouvoir de nommer et de révoquer, qui est l'essen-

tial de l'autorité d'un premier ministre, ne saurait être transféré à Bruxelles.

Le président-premier ministre, dans l'esprit de M. Jenkins, serait assisté par un groupe restreint de commissaires responsables chacun des principaux secteurs — une demi-douzaine environ, dont il a connaissance (notamment affaires extérieures, agriculture, politique économique et financière). Les autres commissaires, assimilables à des sous-secrétaires d'Etat, assisteraient les responsables de ces départements pour ces sujets ou bien seraient placés à la tête de secteurs moins importants.

Autre vue qu'on prête à M. Jenkins : centraliser la politique d'information entre ses propres mains et celles des fonctionnaires constituant son cabinet. A la différence de son prédécesseur, le futur président envisage, apparemment, de faire de fréquentes apparitions en public et de ne se consacrer cer-

nement pas de laisser à d'autres le soin d'annoncer les décisions importantes de la Commission.

Bien que personne ne nie la nécessité d'introduire une certaine rationalisation dans les activités souvent fragmentées de la Commission, les plans de M. Jenkins n'en éveillent pas moins quelque suspicion. On craint qu'ils ne visent à faire de la Commission la servante des gouvernements nationaux, avec l'oreille particulièrement sensible aux desiderata britanniques. A tout le moins, les pouvoirs individuels des commissaires se trouveraient-ils sérieusement réduits par le plan Jenkins.

L'attitude résolument favorable au Marché commun de l'homme d'Etat britannique durant la campagne britannique pour le référendum a peut-être fait naître chez les militants pro-européens des espoirs quelque peu exagérés. Ceux qui attendent en lui une réincarnation de M. Walter Hallstein, brandissant la bannière de l'« européanité » contre les gouvernements nationaux, risquent d'être déçus. Le nouveau président est un pragmatiste plus qu'un idéologue, et la conception qu'il a du rôle de la Commission est probablement proche de celle qu'a M. Callaghan. Pour l'essentiel, il accepte quelle travaille en liaison étroite avec les gouvernements, en particulier par l'intermédiaire du Conseil des chefs de gouvernement, et qu'elle évite de faire des propositions trop controversées pour avoir des chances d'être acceptées. Autrement dit, sous sa direction, la Commission s'emploiera à déblayer la voie pour permettre aux gouvernements de se mettre d'accord, mais elle n'essaiera pas sur de nouveaux terrains à explorer.

MICKLE HORNSBY.

Prix d'excellence et lot de consolation

L'Europe est — heureusement — peuplée d'hommes au moins autant que de règlements et de directives. Chaque mois, certaines personnalités attirent l'attention, soit parce qu'elles font avancer les idées ou les actions communautaires, soit parce que, au contraire, elles les font reculer. Selon les critères de la solidarité européenne, et avec, bien sûr, un zeste de subjectivité, nous nous efforçons d'épingler ici ceux qui ont mérité un démenti du Marché commun.

ARNALDO FORLANI : un recyclage

SOUHAITANT de donner à son gouvernement un style plus européen, M. Andreotti a introduit deux innovations : au conseil des ministres, la première est la fixation d'une réunion hebdomadaire, alors qu'auparavant elle se tenait au plus au hasard. En septembre, le jour du conseil a été le mardi, et à partir d'octobre ce sera le vendredi.

Ce changement de jour est lié à la seconde innovation. En effet, le mardi, le ministre des affaires étrangères se trouve généralement à Bruxelles, et bien qu'il ne puisse pas, au début de chaque réunion, le tout d'horizon des principaux événements de l'actualité internationale. Désormais, et pour la première fois dans l'histoire de la République, un ministre est chargé de faire systématiquement un tel report. M. Andreotti a voulu fournir ainsi aux membres de son cabinet une information permanente et détaillée sur des sujets qui, auparavant, étaient le plus souvent laissés dans l'ombre. Ce petit « devoir scolaire » sera fait par M. Arnaldo Forlani, ministre des affaires étrangères depuis la fin juillet.

M. Forlani est né le 8 décembre 1925 à Pesaro, dans les Marches. Il parut beaucoup moins que ses cinquante et un ans. Marié, il a deux enfants. Juriste de formation, il est membre de l'ordre des journalistes. Il a été élu pour la première fois député en 1953 dans la circonscription d'Ancone-Ascoli-Macerata. Cet homme cordial et affable est un passionné de football et y joue lorsqu'il peut fuir Rome pour se réfugier à Pesaro. Il s'applique à ne jamais manquer le match du dimanche au stade olympique de la capitale.

Sous le premier gouvernement Andreotti, M. Forlani était secrétaire politique de la démocratie chrétienne. Les deux hommes ont mené côte à côte la dure bataille électorale de mai 1972 dont, contrairement aux prévisions, la démocratie chrétienne se tira fort bien. Peu après, la scène politique italienne changea d'aspect, et la démocratie chrétienne fut l'essai de son dernier gouvernement de centre gauche. M. Andreotti céda la place à M. Rumor, tandis que M. Forlani abandonnait le secrétariat du parti à son ancien « patron », M. Fanfani. Aujourd'hui, M. Andreotti et Forlani se retrouvent ensemble à la tête du gouvernement « monocolor » démocrate-chrétien. Et pour témoigner de la foi européenne du premier ministre, le ministre des affaires étrangères se recycle.

LUCA GIURATO.

JOSEPH ERTL : à sec

On peut être à la fois le meilleur ministre allemand de l'agriculture et le moins empressé des Européens. Ainal M. Joseph Ertl se signale à l'attention de ses collègues par ses déclarations « au canon » contre le coût de la politique agricole commune. Nous en avons marre de payer, déclare-t-il un jour, tout crûment, ce bavarois lourdement charpenté. On le sent comme hanté par l'apparition de ces excédents de viande, de beurre ou de poudre de lait qui coûtent si cher à la C.E.E. donc à la République fédérale. Tous les comptes qui ont été faits pour démontrer que la charge de l'Allemagne n'était guère plus lourde que celle des autres pays n'ont pas désarmé sa conviction. Et d'un autre côté, il prend beaucoup de soin à ne pas aggraver la tendance au protectionnisme de la C.E.E. Si jamais les U.S.A. en prenaient ombrage ?

Installé depuis 1969 au ministère de l'agriculture allemand, ce libéral n'a pas, au reste, épargné à ses collègues quelques facilités. Ses démentis avec M. Jacques Chirac sont restés célèbres. Il a continué ostensiblement d'arriver en retard au conseil des ministres des Neuf et de quitter les séances — ou de menacer de les quitter — avant la fin des travaux. Enfin, à ce registre déjà large pour un homme d'Etat, M. Ertl vient d'ajouter le ricanement.

Les ministres de l'agriculture des Neuf se sont enfermés pour leur quatre cent sixième session. A l'ordre du jour : la sécheresse. Le ministre français, appuyé par son homologue britannique notamment, propose d'utiliser une partie des crédits du Fonds d'orientation agricole — la « tirelire verte » — pour des travaux d'irrigation à travers l'Europe. Bonne idée, puisque ces crédits n'ont pas tout leur emploi. Mais non. M. Ertl ricane : selon lui, si l'on veut stabiliser le climat, il est plus urgent de replanter des arbres. Argument écologique valable, difficilement parable. Si ce n'est que la « reforestation » de l'Europe est une vieille idée lancée par M. Manahoff. Il s'agit alors de stériliser des terres pour éviter la constitution d'excédents, et pour faire des économies. Tiens ! n'est-ce pas un des « dadas » de M. Ertl ? Les économistes ? Bref, l'idée a été transmise à un « groupe d'experts », c'est-à-dire aux calendes grecques. Sans doute en attendant la prochaine sécheresse.

ALAIN GIRAUDO.

INDUSTRIALISATION DYNAMIQUE

Le groupe DIAG se présente:

La base de nos activités:

La construction de machines
DIAG: Un puissant groupe allemand de constructeurs de machines composé de cinq usines se consacrant depuis des décennies à la fabrication de machines spéciales, chaînes transfert, installations de soudage de tubes en hélice, machines textiles et, avant tout, de machines-outils travaillant par enlèvement de copeaux, ce qui constitue notre activité de base. Et en même temps la base d'activités plus amples et plus complexes.

Notre métier:

La réalisation de complexes industriels
Depuis des années DIAG se consacre à la réalisation de complexes industriels: usines de tracteurs en Afrique du nord, docks flottants en Indonésie, combinats textiles en Pologne, briqueteries aux Etats-Unis, usines destinées à la fabrication de moteurs électriques en Birmanie, pour ne citer que quelques exemples. Chacune de ces usines représentait une valeur de plus de 200 millions FF, leur réalisation a duré plusieurs années. Par rapport à ses concurrents sur le marché international, DIAG dispose de deux atouts importants:
- Le know-how propre au fabricant de machines, finalement, l'industrialisation est inconcevable sans machines-outils.
- L'expérience que le groupe DIAG a acquise en organisant ses propres usines.

Notre concept:

L'industrialisation dynamique
La révolution industrielle se propage partout dans le monde. Les pays producteurs de matières premières se transforment en nations industrielles. L'Algérie, par exemple, investit 50% de son produit national brut dans son industrialisation. Dans ce pays comme dans beaucoup d'autres, le groupe DIAG a fait ses preuves comme partenaire. Certes, notre apprentissage a été dur mais il a porté ses fruits. Résultat: Le concept DIAG de l'industrialisation dynamique.

L'emblème de DIAG au centre de l'acierport de Berlin-Tegel.

- Conception industrielle en fonction des possibilités et des exigences locales.
 - Adaptation à l'évolution permanente de la technologie.
 - Formation professionnelle de la main-d'œuvre locale nécessaire au fonctionnement des complexes industriels.
- Ce concept du groupe DIAG constitue un pas en avant de la réalisation de l'usine « clé en main » à celle de l'usine « produit en main » fonctionnant pleinement avec la main-d'œuvre locale. Nous estimons que nous allons plus loin que d'autres.

Le groupe DIAG:

- Werk Fritz Werner Werkzeugmaschinen, Berlin
- Fräseuren, centres d'usinage
- Werk Bertine Maschinenbau
- Worm, L. Schwartzkopf, Berlin
- Installation de soudage de tubes en hélice, machines textiles
- Werk Ludwig Loewe, Berlin
- Pièces finies et pièces cotées sous pression
- Werk Hermann Kolb Maschinenfabrik, Köln
- Perceuses et rectifieuses
- Werk Gehr. Homburg, Remscheid
- Châssis transfert



DEUTSCHE INDUSTRIEANLAGEN GmbH
Industrialisation Dynamique

ECOLE NOUVELLE D'ORGANISATION ECONOMIQUE et SOCIALE
ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET SUPERIEUR
FORMATION et PERFECTIONNEMENT

PROBATOIRE - D.E.C.S. EXPERTISE COMPTABLE

Etudiants et salariés - sur place - à distance

FONCTIONS DE PERSONNEL

Choix des cycles - 120 à 150 heures (temps partiel)

ECOLE SUPERIEURE DES TRANSPORTS

Formation de Cadres responsables des transports

Les inscriptions seront closes sans préavis.

ENOES

62, rue de Valenciennes 75008 PARIS — TEL. 522-53-86

150

Journal de l'ISO

EUROPA

EUROPA

LE MONDE — 5 octobre 1976 — Page 25

LA VIE DES ENTREPRISES

Mythologie des géants trop grands

B RAN le Bienheureux est un roi d'Angleterre légendaire. Sa taille était si grande qu'aucune maison ne fut jamais assez vaste pour l'abriter. Il se montra juste et généreux protecteur des arts et se révéla bon et vaillant roi. Il possédait même le pouvoir de rendre la vie aux morts grâce à une potion magique. C'est le genre d'homme de marque dont rêvent les groupes industriels géants, et, bien qu'ils n'aient jamais pu à la bonne réputation du roi Bran, ils jouent volontiers à l'incarnation moderne des géants mythiques.

Prenez l'exemple du Kraken, le monstre du folklore norvégien. C'était un serpent de mer si long qu'on n'a jamais pu le voir entièrement : il paraissait l'apparence de nombreuses têtes distinctes. Aujourd'hui, c'est en Italie que l'on connaît le plus fréquemment des sociétés « serpent de mer ». L'IRI (Istituto per la Ricostruzione Industriale), la principale holding nationale du pays, possède les dernières trois et quatrième plus grandes banques italiennes (Banca commerciale Italiana, Banco di Roma, Credito Italiano), un groupe d'assurances, Fininvest, qui détient lui-même Thyssen et Daimler, Alfa Romeo, Alitalia, Shipping Lines, Lloyd's Triestino et la RAI, société de télédiffusion nationale.

De même l'ENI, autre société holding nationale, fondée en 1933, a l'inspiration du bouillonnant Enrico Mattei, ne se contente pas de contrôler la compagnie pétrolière AGIP, elle détient aussi l'ANID, chimie encore Montedison, la quatrième plus grande entreprise italienne, contrôlée à 32 % par un syndicat dont l'ENI est le principal membre. Montedison, à son tour, détient 42 % de la ENIA Viscos, le groupe de textiles qui vient au neuvième rang des sociétés italiennes. Olivetti n'est plus maintenant contrôlée par la famille du même nom, mais dirigée par un groupe comprenant un autre holding national, l'IMI (Istituto Mobiliare Italiano), Fiat, Eni et Mediobanca, la banque d'investissement filiale de l'IRI.

En Allemagne, on peut faire entrer dans cette catégorie des serpents de mer les grands groupes industriels contrôlés par des familles comme Flick. Mais l'échelle est maladroite. En France, la réputation de certains groupes à publier leurs résultats consolidés permet à des monstres comme le groupe Empain-Schneider, implanté dans le secteur de la métallurgie et de l'électricité, de rester cachés sous un océan de chiffres. En Angleterre un nouveau « monstre » commence à se développer avec le Government National Enterprise Board qui a pour principale filiale British Leyland.

La chimère, autre créature

fabuleuse, réunissant plusieurs animaux en un seul corps, correspond à une des formes les plus courantes de nos sociétés. Ainsi, en France, Saint-Gobain, le vénérable fabricant de verre, fondé en 1855 par Louis XIV, a atteint le neuvième rang des sociétés nationales lorsque la Compagnie financière de Suez lui évita l'humiliation d'être racheté, contre sa volonté, par B.S.N. (Boussier-Soubon-Nettel) et le fit entrer dans le pool Font-à-Mousson, premier constructeur français de tuyaux. En Angleterre, une nouvelle chimère apparut lorsque, en 1967, GEC, sous la conduite d'Arnold Weinstock, racheta A.E.I. (Associated Electrical Industries) et absorba dans la foule English Electric. En Allemagne, à peu près à la même époque, A.E.G. et Telefunken fusionnèrent. Il en fut de même de Montedison et d'Edison en 1965-1966 en Italie. Ils allaient ainsi jusqu'à leur procédure qui consiste à utiliser des fonds provenant de la nationalisation de l'électricité pour investir dans le secteur en développement des produits chimiques.

Entre autres chimères, citons encore Pechiney-Ugine-Kuhlman, le groupe français de l'aluminium, du cuivre et des produits chimiques, Thomson-Brandt, dans le secteur de l'électronique, et British Leyland, issu de la transformation des groupes Austin Morris et British Motor Holdings, puis de la fusion de cette dernière société avec Leyland Motors en 1968. On s'habitue si bien à de telles chimères qu'elles passent rapidement pour normales. C'est en partie vrai pour les sociétés que nous venons d'énumérer, et cela se vérifie totalement pour des groupes comme IRI et Daimler-Benz qui fusionnèrent en 1928.

Eres et Anteros

On trouve en Allemagne une forme intéressante de société comparable au phénix. On dit que cet oiseau mythique surgissait de ses cendres à chaque saison nouvelle. Mais la technologie moderne a progressé depuis Hérodote, et l'Allemagne, avec l'aide des alliés, a repris le phénix industriel d'entreprendre de multiples renaissances. Ainsi, Hoechst, BASF et Bayer dans leur incarnation chimique sont des « résurrections » de sociétés disparues, tandis qu'August Thyssen-Hütte et Mannesmann ont ressurgi des cendres de la Vereinigte Stahlwerke.

Si l'on compare les classements actuels avec ceux de 1958-1960, l'on constate que, à l'exception de la fusion Saint-Gobain-Font-à-Mousson, les protagonistes n'ont pas varié de plus d'une place en France en Italie et en Royaume-Uni. Mais en Allemagne Siemens, dont la concentration

s'est effectuée sur la base de la rentabilité plutôt que sur celle de la croissance, a rétrogradé du deuxième au sixième rang. A.E.G.-Telefunken de la septième à la dixième, Bayer de la quatrième à la huitième, Volkswagen, en passant du premier au septième rang, présente la plus mauvaise performance. C'est surtout par la biale des acquisitions que certaines sociétés se sont liées aux places occupées par les anciennes étoiles. Ainsi Thyssen a racheté Reinthal en 1973 et est grimpée de la sixième à la première place, tandis que Hoechst, grâce à son acquisition de Roussel-Uclaf, est passée de la cinquième à la seconde. Le fait que Daimler-Benz ait réussi à dépasser Volkswagen l'année dernière tient au fait qu'il a mieux supporté la récession et s'en est mieux remis.

Les statistiques de la DAFSA suggèrent que l'ère des monstres tire peut-être à sa fin. On s'attend pour reconnaître que 1974 et 1975 ont été des années difficiles, mais les taux de croissance, compte tenu de l'inflation, ont été extrêmement bas durant toute la période 1971-1975. Dans trois cas sur six, les statistiques sont disponibles, les taux de croissance du chiffre d'affaires ont été négatifs et n'ont jamais dépassé les taux de croissance du capital. B.A.T. dont les résultats ont été affectés par des augmentations d'impôts, fait exception.

A une époque de changement rapide comme la nôtre, la rigidité engendrée par la direction centralisée des grandes affaires modifie les données de la compétition économique. Dans bien des cas, de bons résultats sont déviés de leur d'une capacité de manœuvre supérieure que le produit d'une meilleure rentabilité de la production. De même qu'une espèce doit pour survivre aux changements de son environnement, posséder une réserve de gènes producteurs de caractères nouveaux, une économie émerge doit posséder des alternatives industrielles.

Un retour en arrière nous permet de voir dans le démantèlement d'I.G. Farben et de Vereinigte Stahlwerke des exemples d'interventions étatiques réussies dans le secteur industriel, en dépit des motifs qui y président. De nombreuses entreprises ressurgissent peut-être si quelques-uns des géants venaient à se désintégrer. La légende raconte qu'Anteros fut condamné à demeurer en équilibre sur la naissance de son frère Anteros. Immédiatement après cet événement, il devint fort et ses ailes grandirent. Mais s'il advient qu'Anteros fût abas, Eros redevenait aussitôt enfant. On a toujours besoin d'un plus petit que soi.

JAMES ROTHMANN.

CHIFFRE D'AFFAIRES EN 1975 (en milliards de livres sterling)

FRANCE		
1. Compagnie française des pétroles	4,1	
2. ELF-Aquitaine (groupe)	3,2	
3. Saint-Gobain-Font-à-Mousson	2,2	
4. Pechiney-Ugine-Kuhlmann	1,9	
5. Régie Renault	1,9	
6. Rhône-Poulenc	1,9	
7. Denain-Nord-Est, Longwy	1,8	
8. Compagnie générale d'électricité	1,8	
9. Automobiles Peugeot	1,7	
10. Thomson-Brandt	1,3	
ALLEMAGNE		
1. August Thyssen-Hütte	3,8	
2. Hoechst	3,8	
3. Veba	3,7	(1)
4. Daimler-Benz	3,7	
5. BASF	3,7	
6. Siemens	3,5	
7. Volkswagen Werk	3,5	
8. Bayer	3,3	
9. Mannesmann	2,4	
10. A.E.G.-Telefunken	1,9	
ITALIE		
1. I.R.I.	2,2	
2. E.N.I.	3,8	
3. Montedison	2,4	
4. Fiat	2,2	(2)
5. Fininvest	1,9	(3)
6. Olivetti	1,9	
7. Alfa-Romeo	0,8	
8. Anic	0,4	
9. S.N.I.A. Viscos	0,4	
10. La Rinascente	0,3	
ROYAUME-UNI		
1. British Petroleum	7,8	
2. Shell Transport & Trading (5)	5,9	
3. I.C.I.	5,9	
4. Unilever Ltd (5)	5,9	
5. British American Tobacco Co.	2,7	(4)
6. British Steel	2,7	
7. British Leyland (5)	1,9	
8. General Electric Co. Ltd.	1,9	
9. Imperial Group	1,9	
10. Gwent Kean & Nettletons	1,2	
ROYAUME-UNI/ITALIE		
Dunlop Pirelli Union	1,8	

(1) 1974. — (2) Résultats non consolidés. — (3) Participation britannique à l'intérieur du groupe hollandais-britannique. — (4) Hors taxes. — (5) Fait maintenant partie du National Enterprise Board. — (6) Le Banque d'Angleterre possède 20 % supplémentaires pour lesquels elle n'exerce pas de droit de vote.

(Source : Analyse DAFSA; The Times 1976, 1975-1976; Fortune, août 1976)

L'anarchie des taux d'intérêt en Europe

S'il existe une communauté européenne, ce n'est certainement pas celle des taux d'intérêt. Le tableau ci-joint donne une idée de l'écart proprement effrayant entre les différents pays : de 5 % à 22 % pour le court terme. Cette « carte géographique » des taux coïncide très exactement avec celle de l'inflation en Europe, et donne une indication assez fidèle sur l'état de santé des monnaies. Pour l'entreprise qui doit emprunter à court terme ou à moyen terme, une telle carte indique clairement dans quel « cercle » elle se trouve : le « paradis » en Allemagne fédérale et en Suisse, le « purgatoire » en France, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et en Belgique, « l'enfer » en Italie, où les gens ne savent plus très bien où ils en sont. Profondément divisée sur ce point comme sur les autres, l'Europe se résume à Londres, sur le marché des euro-dollars, où les entreprises nationales qui en ont la possibilité et les entreprises multinationales dans leur ensemble, viennent chercher ce qui leur fait défaut.

ALLEMAGNE FEDERALE

C'est le pays où les entreprises trouvent les conditions les meilleures, même par rapport à la Suisse, qui reste, par tradition, légèrement plus chère. Un taux d'inflation modéré, un deutschemark ultra-robuste, une abondance de capitaux attirés par cette robustesse : tous les éléments sont réunis pour maintenir un niveau des taux assez bas. Quelques inquiétudes néanmoins se font jour : si, au lendemain des élections, la spéculation sur une réévaluation du deutschemark provoquait un afflux trop massif des capitaux, la Bundesbank pourrait d'un coup avoir une tâche plus délicate, car elle ne pourrait pas intervenir sur le marché des devises sans provoquer une certaine tension, pronostiquée, d'ailleurs, par des organismes de prévision comme Fore Research à Londres.

SUISSE

Avec un taux d'inflation de 1 % et une réputation de sécurité non usurpée, c'est le paradis des détenteurs de capitaux flottants, dont l'abondance réduit à pratiquement rien (0,5 %) le taux de l'argent sur le jour et sur quelques semaines. Ces dernières, néanmoins, ne confondent pas affaires intérieures et extérieures, puisque, avec un taux de base de 6,50 % à 6,75 %, elles facturent le découvert à 7,50 % ou 7,75 %. Paradoxalement, il en coûte moins cher d'emprunter à court terme à 6 %, mais le marché financier suisse exige d'excellentes signatures.

FRANCE

Avec la France, les choses commencent nettement à se gâter. Les ravages de l'inflation affaiblissent la monnaie, qu'il faut défendre par une hausse des taux. Face de vouloir, on ne peut pas intervenir directement sur les marchés des changes. Avec un taux de base de 8 %, l'argent d'été relevé à 9,50 %, il en coûte au minimum 11,50 % pour obtenir un découvert, et la plupart du temps, sensiblement plus. En 1974, le taux de base était

PAYS-BAS ET BELGIQUE

Le regain de l'inflation et la très vive attaque des spéculateurs sur les monnaies du Benelux, notamment sur le franc belge, ont contraint les autorités monétaires de ces trois pays à relever fortement les taux d'escompte et ceux du marché monétaire, ce qui a entraîné une forte tension sur les taux intérieurs. Il est vrai que, surtout aux Pays-Bas, l'ouverture du marché financier sur l'étranger a conduit les autorités à manier plus brutalement l'arme des taux pour soutenir les monnaies, notamment le florin.

GRANDE-BRETAGNE

En raison de la nouvelle chute de la livre, la Banque d'Angleterre a dû, à nouveau, relever successivement son taux de base, le Minimum Lending Rate (M.L.R.), qui, à 13 %, s'inscrit au sommet de la pyramide européenne. C'est une mesure désastreuse. C'est pourquoi les banques ont monté à 12 %, ce qui place le découvert à 14 %, le moyen terme étant remplacé par un crédit à six mois renouvelable.

ITALIE

Quand on parle de des banquiers internationaux des taux pratiqués en Italie, ils lèvent les bras : 18 % à 22 % pour le découvert, « quand on a la chance de trouver de l'argent » à Court au moyen terme, mieux vaut ne pas trop en parler ! Il est vrai que le taux de base des banques est monté jusqu'à 20 %.

LE MARCHE DES EURO-DOLLARS

Très heureusement pour l'Europe, le marché des euro-dollars offre les possibilités les plus étendues, que ce soit à Londres ou dans les filiales des banques américaines. Deux conditions pour accéder à ce marché : soit sous forme d'obligations à long terme, ou disposer de rentrées en devises. Les crédits obtenus ne sont pas sous forme d'opérations ponctuelles, soit sous forme d'euro-crédit avec le soutien d'un « syndicat » de banques lorsque les montants sont plus élevés, soit sous forme d'émission d'euro-obligations à long terme pour lesquelles le marché est extrêmement actif. Pour le court terme, la règle est la référence au LIBOR, taux international à six mois sur la place de Londres, qui se situe actuellement aux environs de 6 %, avec un écart en hausse (spread) de 1 % à 2 %, suivant la qualité et la solvabilité des emprunteurs.

FRANÇOIS RENARD.

	AVANCES		CREDITS	
	EN DECOUVERT		A MOYEN TERME	
R.F.A.	5 % à 6 3/4 %		7 1/2 % à 8 3/4 %	
Suisse	7 1/2 % à 7 3/4 %		Court terme	
			renouvelable	
France	11 % à 15 %		ou 7 1/2 % à 8 %	
Pays-Bas	12 1/2 % à 14 %		11 1/2 % à 15 %	
Grande-Bretagne	13 1/2 % à 14 %		15 % à 16 %	
			Court terme	
			renouvelable	
			à six mois	
			(roll over)	
Belgique	12 1/2 % à 15 %		11 1/2 % à 17 %	
Italie	15 % à 22 %			
LIBOR à Londres	A six mois,			
	6 % taux de base,			
	+ 1 % à 2 %			

L'ARGENT A UNE ODEUR

(Suite de la page 21.)

Mais quoique les trois juges de la cour d'appel, sous la présidence de Mme Rosemarie Weber, décident G.K.N. et Sachs ne pourront recevoir le feu vert au minimum que dans un cas, c'est-à-dire si la situation pour le milieu de l'année 1976.

Un cas-test

Les motifs de la décision de refus prise par l'Office des cartels servent, en effet, de cas-test pour les nouvelles dispositions visant au contrôle préventif des fusions. (Ces nouvelles dispositions sont issues d'une loi révisée en 1973, portant sur les limitations à la concurrence et n'avaient pas encore été véritablement appliquées.) Dans les circonstances présentes, cet appel devant la cour du tribunal fédéral — une procédure non seulement coûteuse mais surtout de longue haleine — a été sûrement pesé par les deux parties. Après cela, il est toujours possible de penser — théoriquement — que le ministère de l'économie, par un acte de faveur, donne son accord.

Pendant une période indéterminée qui pourrait aller jusqu'à trois ou quatre ans, une partie non négligeable des entreprises allemandes restera pratiquement invendable en raison de cette situation juridique incertaine. L'argument majeur de l'Office fédéral des cartels est le suivant : si un groupe a déjà une position dominante sur le marché (dans le cas de Sachs, c'est avec les pièces d'embranchement, comme les plaques et disques d'embranchement, produites par la filiale de Schweinfurt), son avantage sera encore accru par l'adjonction du « pouvoir financier » de l'entreprise qui la reprendra. Le chef de l'instance de décision compétente à l'Office fédéral des cartels, Kurt Markert, ne voit dans une telle explication qu'un prolongement de la théorie développée aux Etats-Unis des « poches profondes ».

« J'admets que par cette mesure d'intimidation beaucoup d'acheteurs potentiels de firmes allemandes, qui sont précédemment en mesure de payer le prix de reprise exigé, seront écartés. » Les avocats de G.K.N. et de Sachs, le spécialiste en droit des sociétés, Michael Oppenhoff, de Cologne, et l'ancien vice-président de l'Office fédéral des cartels à Berlin, Gerhard Fauschmeyer, qui exerce maintenant dans le privé à Stuttgart, plaident — on les comprend — dans une direction exactement opposée : « Le fait que quelqu'un puisse acquitter le prix d'achat est loin de prouver encore qu'il représente une puissance financière. »

Un paysage bouleversé

Si cette affaire devait en fin de compte ne pas être jugée légale, un grand nombre de fusions, tant à l'échelon national qu'international, auxquelles les firmes allemandes ont participé, ne pourraient plus être envisagées à l'avenir. L'I.T.T. n'aurait jamais pu acheter la firme allemande Teves. Des entreprises comme Bosch, Kolbenmahl, Z.F. Friedrichshafen, V.D.O. — autant de noms qui ont chacun un poids considérable, tout au moins sur le marché allemand, — pourraient ne jamais avoir la possibilité de fusionner, s'ils en venaient à le juger nécessaire, avec des firmes qui seraient de leur côté des « puissances financières ». C'est-à-dire disposant d'assez de fonds pour pouvoir même envisager une fusion.

Vu la gravité de la situation, on s'attache chez G.K.N. — où l'on a démontré entre-temps son intérêt soutenu à une issue positive du procès en acquérant de façon échelonnée une part provisoire de 24,5 % de la Sachs A.G. — à présenter un « profil plat ». Dans le bilan curieusement mince du dernier exercice 1975, même compte tenu des jours maigres que l'Angleterre a connus, les combinaisons de groupements multinationaux, autrefois fièrement claironnées au

dehors, ont été réduites au strict nécessaire conformément aux prescriptions britanniques en matière de bilan. Sur le cas même, on garde le silence, en laissant beaucoup supposer sous la rubrique « opérations en cours ».

En attendant, on se prépare maintenant à attaquer en force l'argument du « pouvoir financier », avancé jusqu'à maintenant de façon très grossière et fort globale par les contrôleurs des cartels de Berlin. Pour déterminer ce « pouvoir financier » considéré comme potentiellement dangereux, l'Office fédéral des cartels s'est avisé seulement jusqu'à présent de se référer aux chiffres d'affaires des deux groupes d'entreprises et à leurs « cash flows » additionnés. Le pouvoir financier de Sachs (avec un chiffre d'affaires consolidé, au dernier bilan, d'environ 1 milliard de deutschemarks) croîtrait par son mariage avec G.K.N. d'au moins quatre à cinq fois.

Par-là, la marge d'action de l'entreprise, que l'on évalue sur des secteurs déterminés du marché entre 70 et 80 %, serait « sensiblement » élargie. Comment le pouvoir avant de savoir comment évoluera l'activité de G.K.N., qui ne restera pas concentré à long terme uniquement sur le domaine Sachs ? Tel est le problème des autorités anti-cartels allemandes. Dans des cas semblables de contestation des monopoles aux Etats-Unis (par exemple lors de la fusion Procter and Gamble avec Chlorax), on s'était toujours appuyé sur des données plus tangibles.

Le grand opposant aux cartels et aux monopoles, Kurt Markert, se voit — ces difficultés surmontées — dans une situation « plutôt avantageuse ». « Le ministère de l'économie, pense-t-il, ne peut avoir aucun intérêt à ce que les frères Sachs, qui n'ont rien produit et ne paient même pas d'impôts, touchent le prix d'achat le plus avantageux pour eux. »

KARL GRUEN.

ENTRETIEN

M. Klein conseiller économique de M. Carter : « je suis pour un contrôle préventif des prix »

Le dossier économique est l'un des thèmes centraux de la campagne électorale américaine. Principal conseiller économique de M. Jimmy Carter dans la course à la Maison Blanche, M. Lawrence Klein est aussi le président de l'association des économistes américains. Après une crise et huit ans d'administration républicaine, le candidat démocrate est évidemment bien placé pour ne pas mésestimer ses critiques à la gestion sortante. Il résume ses changements.

Pour intervenir, Klein, qui est républicain, les démocrates ont choisi pendant la campagne la voie la plus facile, celle qui inquiète le moins les milieux d'affaires et satisfait les travailleurs. Il s'agit de préconiser une relance plus vigoureuse et plus systématique pour réduire le chômage et assurer l'équilibre budgétaire fédéral.

A l'an creux, le Dr Klein aime trop son métier de professeur de science économique à l'université de Pennsylvanie pour se laisser tenter par un poste politique à Washington. Si l'équipe démocrate parvient à ses fins, en battant M. Ford le 3 novembre, il n'en aura pas moins une influence importante sur les réflexions économiques du président.

« Quels changements l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle administration entraînerait-elle dans l'économie américaine ? »

— Notre économie ne rend pas actuellement ce qu'elle devrait. Le bilan de la période Nixon-Ford n'est pas brillant. L'équipe qui a imposé la politique pendant huit ans, qu'en est-il ? Surtout, une économie perpétuellement hésitante et une inflation record.

« Quel est aujourd'hui le mal principal de votre économie ? »

— Elle se rétablit bien trop lentement. Les priorités sont mal choisies, et, sous prétexte qu'il y a une inflation, on ne veut rien faire. N'importe, on s'imaginait qu'il y avait partout un communisme caché sous le lit. Il a cédé la place à un certain diable qui hurle à l'inflation, et on se réveille devant lui sans bouger, paralysé par la crainte.

— L'inflation se développe actuellement au taux de 6 %. Ce niveau vous paraît-il acceptable ?

— Il ne présente rien de satisfaisant, mais il appelle deux remarques. Primo, la hausse du taux d'inflation n'est pas forcément accélérée par des mesures propres à stimuler l'économie. Secundo, considérer que le taux général de l'inflation est le même que celui de l'inflation dans l'industrie est erroné, puis qu'une grande partie de notre activité se déploie dans l'agriculture. Or, si l'on cumule les taux apparaissant dans les deux secteurs, le chiffre est nettement inférieur à 6 %. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problème. Les prix agricoles peuvent se remettre à monter, ils dépendent de la récolte. Mais, pour le moment, prétendre que le taux d'inflation

Equilibre budgétaire pour... 1980

— On prétend que l'administration Carter pourrait instaurer un contrôle des prix ou des salaires...

— Je crois que ce qu'a dit le gouverneur Carter, c'est qu'il voulait mettre en place préventivement un dispositif de contrôle avec l'espoir de ne pas avoir à s'en servir. Je pense qu'il n'y aura pas de danger d'inflation galopante au début, dans la période où nous nous acheminons vers le plein emploi. Mais, celui-ci atteint, et si nous nous y tenons longtemps, les pressions dues à la saturation des capacités de production apparaîtront avec une forte pression inflationniste. Nous aurons alors le choix entre trois solutions : le contrôle des prix et des salaires ; des contrôles facultatifs qui ne seraient utilisés qu'en cas où nous entrions dans une situation d'inflation à deux chiffres ; enfin, un pacte national volontaire.

— M. Carter a parlé d'un budget en équilibre pour 1980. Est-ce un objectif réaliste ?

— D'après nos calculs, oui. Il y a deux façons de calculer. On peut chiffrer le budget correspondant au plein emploi, et supposer que ce dernier est atteint en 1980. On additionne alors les revenus escomptés et les dépenses afférentes à ce plein emploi. Un excédent budgétaire apparaît ainsi en 1980, qui devrait servir à financer d'autres programmes. Ce calcul ne signi-

est monté à 7 % est très exagéré. Au risque de paraître chi-poter pour une velle nous dirons qu'il est peut-être de 6 %. Ce n'est pas encore satisfaisant, mais c'est beaucoup mieux que 8 %. Là, d'ailleurs, c'est pas le vrai problème, qui est de savoir si des mesures nouvelles prises pour revigorer l'économie porteraient ce taux à 7, 8, 9 % ou davantage. Je ne le pense pas, étant donné l'état exorbitant de nos ressources actuellement.

— Quand vous parlez de mesures nouvelles, insinuez-vous qu'un nouveau gouvernement pourrait prendre des dispositions immédiates pour stimuler l'économie ?

— Naturellement oui. La difficulté proviendra du fait que notre type d'institutions impose des délais à ce genre de réalisations. La politique monétaire peut être mise en vigueur rapidement, mais les mesures dont le gouvernement Carter a parlé, dans le domaine de la fiscalité notamment, exigent une intervention plus élaborée du législatif.

« D'ailleurs, il y a une ambiguïté supplémentaire : l'année financière américaine a été décalée, et part désormais du 1^{er} octobre. Cela veut dire que la nouvelle administration devra fonctionner sur le budget arrêté antérieurement pendant une période de neuf mois : jusqu'au 1^{er} octobre 1977. Cette procédure pourrait être modifiée dans des conditions exceptionnelles, mais normalement, le futur gouvernement vivra sur la politique fiscale de son prédécesseur pendant un bon bout de temps. Je pense donc qu'il faudra commencer à dresser nos plans dès le jour de l'entrée en fonctions de ce nouveau gouvernement, avec l'espoir de réaliser les réformes décidées vers la fin 1977.

Il ne pas que le plein emploi puisse être réalisé ! Il implique seulement que, si cela est, l'équilibre sera atteint. Personnellement, je n'aime pas cette façon de calculer. Je pense que, dans le passé, beaucoup de nos difficultés sont venues du fait que, alors que nous frôlions le plein emploi, nous avons perdu le contrôle des prix. Il me semble impossible de faire une prévision ferme en ce qui concerne le budget si l'on ne sait pas à quel niveau se situeront les prix.

« Je raisonne donc autrement. Pour nos calculs, je retiens deux des postulats utilisés par le gouverneur Carter : 1) L'équilibre budgétaire sera réalisé pour 1980 ; 2) Le rapport entre le budget fédéral et le produit national brut demeurera stable. Mais, au lieu de sauter l'année 1980 pour revenir en arrière, je pars du trimestre en cours. La dynamique de mes modèles économiques me place dans la ligne d'un équilibre du budget.

— En stimulant l'économie, l'obtention d'un accroissement de la production, une amélioration du taux de croissance, une progression de l'emploi.

« 2) La politique ainsi définie devrait être payante, parce que si vous avez un programme élargi employant beaucoup de monde, vous gagnez sur les deux tableaux. Vous réalisez l'efficacité de personnes à assister d'une économie à la colonne des dépenses. Ensuite, vous augmentez la masse des revenus imposables, d'où une amélioration côté recettes. A court terme, le bénéfice est nul, mais, en persévérant trimestre après trimestre et jusqu'en 1980, on s'assure une coquette base de revenus.

— Qu'entendez-vous par plein emploi ? Un taux de 4,5 % ?

— Je me contenterais de 4,5 %.

— Comment ferez-vous pour descendre à ce niveau ?

— Je pense d'abord aux moyens courants de la politique fiscale et de la politique monétaire classiques. Par ailleurs, le gouverneur Carter envisage de s'attaquer à certaines poches de chômage structurel et nous essayons de définir des groupes démographiques aptes à recevoir une formation sur le tas. Je travaille à mettre au point un programme concernant trois cent mille personnes par an environ.

et l'étude actuellement l'idée de faire prendre leur salaire en charge par le gouvernement fédéral. De cette façon, nous pourrions ramener des chômeurs en activité, essayer d'augmenter leur productivité et empêcherait que le coût de l'opération soit totalement supporté par le gouvernement.

« En troisième lieu, nous nous occuperons de logement. A la fin de la décennie, quelles que soient les perspectives de l'économie, les conditions de logement seront toujours médiocres. Or je pense que le redressement de l'économie ne peut être assuré que si ces conditions sont satisfaisantes.

« J'étudie donc la possibilité d'allouer une subvention fédérale au marché du bâtiment,

soit pour la rénovation des logements vétustes, soit pour la construction d'immeubles de rapport. Je cherche quel est le montant de la subvention nécessaire pour obtenir la création d'un nombre donné d'habitations. Il me semble pouvoir obtenir quatre cent mille logements de plus avec une subvention de deux ou trois milliards de dollars. Il faudrait en consacrer deux millions. Actuellement, le chiffre se situe entre un million quatre cent mille et un million et demi.

Hausses des taux d'intérêt à prévoir

— Les taux d'intérêt sont très bas aux Etats-Unis,

comparés à ceux pratiqués en Europe. Comment les voyez-vous évoluer ?

— Nous prévoyons une hausse des taux, mais je recommanderais une politique de réduction de la gradation. Supposons que la standard projection fasse passer le taux d'intérêt de 5 1/2 à 6, je proposerais alors d'arrêter sa croissance à 7 en augmentant la masse monétaire. De cette manière, à la fin de la décennie nous serons à cent points au-dessus du niveau qui aurait été atteint sans cela. Je ne me plaindrai pas si quelqu'un d'autre essaie d'économiser cinquante ou cent points de plus.

— Passons au plan international. A votre avis, quels devraient être les objectifs de l'Amérique ?

— A coup sûr, de se comporter en bon citoyen du monde économique, en coopération avec nos partenaires commerciaux. Pour les comptes internationaux, je pense que nous devons viser à avoir une balance des paiements nettement favorable. Pas d'excédents massifs ou de gros déficits. Il faudrait tâcher de nous tenir à un excédent de 2, 3 ou 4 milliards de dollars.

— Avec nous une préférence pour les cours des changes fixes ou flottants ?

— Je dirai qu'il existe deux possibilités. D'abord que nous ayons devant nous suffisamment d'années de stabilité internationale pour pouvoir tenter de décider ce que devrait être le nouvel arrangement des

parités et ensuite tâcher de le faire durer aussi longtemps qu'avait duré celui de Bretton-Woods. Ce serait très bien.

« L'autre possibilité serait de flotter. Cela n'est pas égal, mais il est difficile de savoir ce que flotter signifie quand les banques centrales interviennent et décident à quel moment il convient de soutenir ou de ne pas soutenir un cours. Tant qu'il flotter, il serait préférable que les interventions soient soumises à un certain nombre de règles. L'expérience que nous avons faite de la flotaison n'a pas été si mauvaise. Au cas où nous voudrions mettre au point une réglementation, il s'agit d'un règlement pour l'essentiel de l'ancien système avec des marges de fluctuations plus larges.

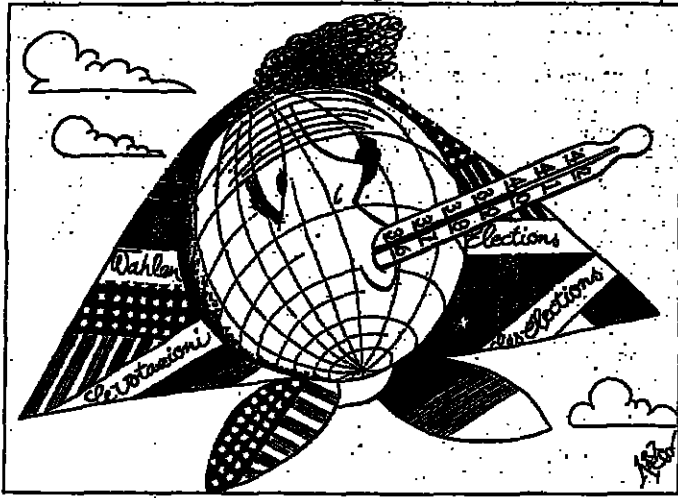
— Les Etats-Unis se portent au secours de l'économie britannique comme au secours de l'Italie. Et vous favorisez à des opérations de ce genre ?

— L'ensemble du monde occidental a tout intérêt à se serrer les coudes. Et l'un des partenaires se trouve en difficulté il faut faire quelque chose.

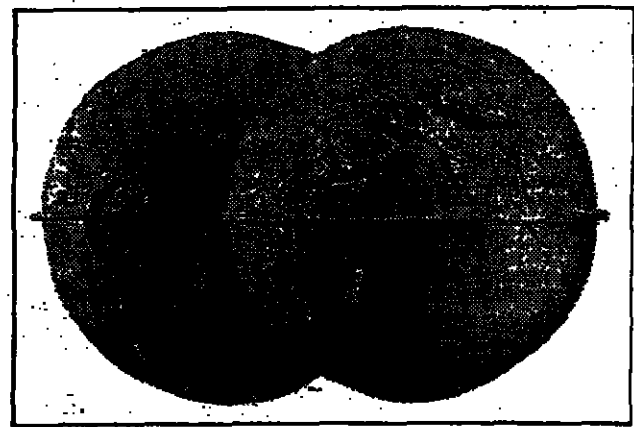
— Certains, à Londres, pensent qu'on nous a donné trop de facilités et que nous ne nous sortirons jamais du pétrin.

— Eh bien, quant à moi, je ne crois pas à la politique du bâton, et je ne peux pas croire que refuser des crédits soit facile utile.

Propos recueillis par DAVID SPANIER.



C'est à vous



Tirez-en le maximum le dimanche 30 janvier prochain grâce à votre annonce dans

The New York Times 1977 International Economic Survey

Au début de chaque année, une description de la situation économique mondiale est préparée par les journalistes du New-York Times à l'intention des responsables américains du secteur privé et de l'administration qui font des affaires avec d'autres nations.

Elle est attendue chaque année avec impatience, car c'est un outil efficace pour réaliser des profits. Rien qu'à New-York — premier marché des Etats-Unis — trois cadres dirigeants sur quatre lisent l'édition dominicale du New-York Times — contre un sur deux pour le Wall Street Journal, classé second.

Quels que soient vos objectifs de publicité, votre message dans l'Enquête Economique Internationale de 1977 touchera des hommes et des femmes influents dans l'administration et les entreprises privées américaines. Des gens qui importent des biens et des services... Investissent dans des entreprises

internationales... achètent des matières premières pour l'industrie... influencent l'opinion publique... voyagent à l'étranger pour leurs affaires... importent des produits de consommation... cherchent des occasions d'affaires... font de la publicité dans le monde entier... achètent et vendent des valeurs internationales... acquièrent des machines lourdes... choisissent des transporteurs de fret.

Quoi que vous ayez à vendre — des produits, des services ou des idées — touchez 214 millions d'Américains à travers leurs dirigeants. Vous atteindrez ceux-ci par votre publicité dans :

The New York Times 1977 International Economic Survey

Pour réserver de l'espace ou obtenir des renseignements supplémentaires, écrivez ou téléphonez :

A New-York :
James LaCignola
International Advertising Manager
The New York Times
Times Square
New York, N.Y. 10036
Tél. : (212) 556-1205
Adresse Télégraphique :
NYTIMES NEWYORK
Telex : 224733

A Paris :
SOGIP Société de Gestion
Internationale de Publicité
26, avenue Victor-Hugo
75116 PARIS
Tél. : 727-73-05
Telex : 610067

Le Monde
dossiers
et documents
NUMERO D'OCTOBRE
● ALLEMAGNE FEDERALE :
LA PUISSANCE
ECONOMIQUE
● LA VIE POLITIQUE
ITALIENNE
Le numéro : 250 F
Abonnement 1 an
(10 numéros) : 25 F

100-1150

150

EUROPE

Membre FDIC



Les spécialistes en Euro-devises de Morgan Guaranty sont présents dans le monde entier. Ici, en réunion à Londres, de g. à dr. : Mary Gibbons, John Mayer, Leighton Coleman, du bureau de Londres; Eric Guerlain et Antoinette Daridan du bureau de Paris

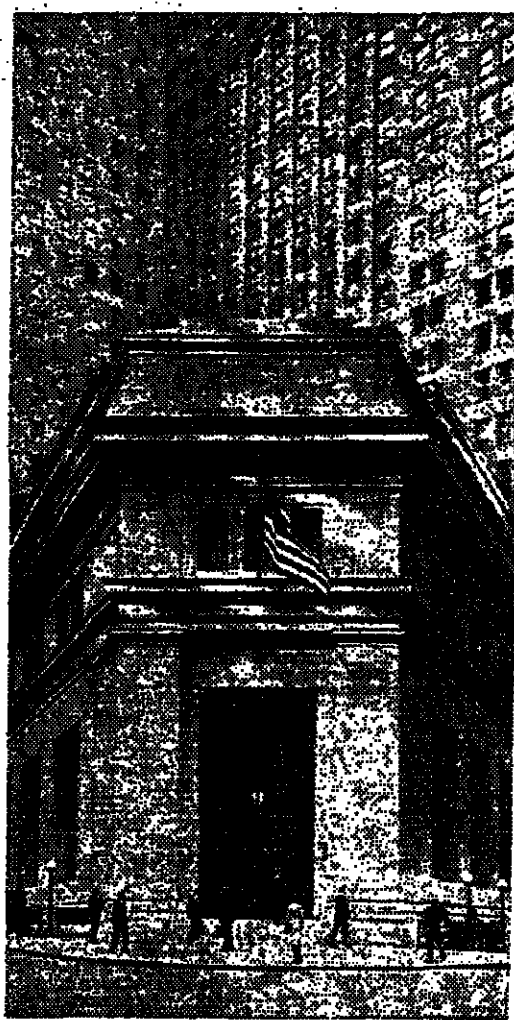
Pour un financement en Euro-devises adapté à vos besoins, songez à Morgan Guaranty

Quand vous faites appel au marché des Euro-devises pour vos financements, vous voulez que l'on réponde à ces besoins avec discrétion, imagination et rapidité. C'est ainsi que l'année dernière les spécialistes en Euro-devises de Morgan ont monté, en tant que chefs ou co-chefs de file, des financements totalisant 5 milliards de dollars pour le compte de gouvernements et de grandes sociétés internationales.

Les experts en Euro-devises de Morgan sont présents sur les principales places financières internationales. Ils ont ainsi, à tous moments, une vue globale du marché et sont à même de prendre avec l'emprunteur des décisions immédiates à chaque phase de la négociation d'un projet complexe.

Pour monter un financement important en Euro-devises, une banque doit connaître toutes les sources de fonds disponibles, et y avoir accès. L'équipe Morgan dispose d'une grande autorité auprès des prêteurs importants qui apprécient sa précision dans la préparation des dossiers de prêts et sa maîtrise dans la mise en place d'un financement.

Cette maîtrise est particulièrement importante pour l'emprunteur. Elle lui garantit que conditions, échéances et options sont parfaitement ajustées aux objectifs du prêt et aux conditions du marché. Elle lui assure également un choix imaginatif parmi les sources de fonds disponibles. Par exemple, en tant que co-chefs de file d'un financement important, nous avons fait appel pour la partie court terme du prêt à une source de fonds hors du marché des Euro-devises : le marché du papier commercial aux Etats-Unis.



Quand cela se justifie, nous structurons le financement de manière à utiliser les programmes de crédits et de garanties d'organismes nationaux créés pour favoriser le développement du commerce extérieur, tels que EXIMBANK (Etats-Unis), ECGD (Grande-Bretagne), COFACE (France).

Les financements en Euro-devises, montés avec la flexibilité que leur donne Morgan, ont un grand champ d'applications : prêts à court terme pour financer des besoins en fonds de roulement résultant d'une activité commerciale; crédits renouvelables à moyen terme à des sociétés, ou bien à des états ayant à faire face à des problèmes de développement ou de balance des paiements; financements à plus long terme pour des projets dont le rendement escompté assure le remboursement.

Des gouvernements, des administrations, ainsi que des responsables financiers de sociétés internationales s'adressent à Morgan, une banque prépondérante dans ce domaine. Prenez contact avec nos spécialistes en Euro-devises dans l'un des bureaux de Morgan Guaranty à travers le monde.

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY, 23 Wall Street, New York, N.Y. 10015. En France : 14, place Vendôme, Paris (téléphone : 260.35.60) • AUTRES SUCCURSALES : Londres, Bruxelles, Anvers, Amsterdam (Bank Morgan Labouchère), Francfort, Dusseldorf, Munich, Zurich, Milan et Rome (Banca Morgan Vonwiller), Tokyo, Singapour, Nassau • BUREAUX DE REPRÉSENTATION : Madrid, Beyrouth, Sydney, Hong Kong, Manille, Sao Paulo, Caracas • ASSOCIÉS dans 35 pays • FILIALES BANCAIRES INTERNATIONALES AUX ETATS-UNIS : San Francisco, Houston.

Morgan Guaranty Trust Company



15%

de remise sur toutes les fourrures du 4 au 16 octobre

Manteau Vison
dark
11 000 F.
9 950 F.

Veste Loup
2 700 F.
2 295 F.

Manteau
Pahmi
4 200 F.
3 570 F.

Veste Flancs
de marmotte
et tricot
1 950 F.
1 655 F.



CREDIT SÈMEUSE

Magasin 1
3^e et 4^e étages

PARKING
SAMARITAINE

TROTTOIR
ROULANT

EXPOSITIONS

Suite d'une flânerie chez les antiquaires

Dans un premier article (« Le Monde » du 3-4 octobre), Pierre Granville a présenté la VIII^e Biennale des antiquaires, qui se tient au Grand Palais.

Simone de Monbrison est toujours présente à travers le mémorial de l'antiquité. Mais, mise à part une petite table cycloédrique — moderne, et l'on songe à l'admirable exposition du Schlossmuseum de Karlsruhe — l'antiquité n'est que romaine ou égypto-romaine. « Trojan » domine dans sa pesanteur, mais le survit à l'art grec parait à travers un dépôt impersonnel. Cependant, l'art moderne et les bijoux antiques font valoir leurs droits de présence au même titre que les bijoux parisiens (Pérlin, Ceresole, Beyer, Copin, Kreiss, Vacheron).

Après quelques tourments, nous voilà égarés à l'orient chez Beaudouin, le vif de la sculpture khmère, le « Tête de divinité » du onzième siècle) consume ce qui l'environne. C. T. Loo invite l'amatour à monter en selle sur un « Cheval » (Fang) bien harnaché, ayant conservé sa couleur et dont la patte droite antérieure se lève majestueusement devant le paysage à fond d'or décoré par un paravent à douze feuilles (Japon, dix-septième siècle). Pour le voyage, on aura pris la précaution d'emporter ce ravissant double récipient à fine encolure en terre cuite, figurant deux oiseaux stylisés (Perse, 600 avant Jésus-Christ). Le secret oriental, qui n'est guère explicite pour un esprit cartésien, demeure vivant et ouvert en ces statues de Bouddha, même quand elles ont perdu la tête, mais non lorsqu'elles sont stéréotypées. Ce n'est pas le cas du bel exemplaire en bois polychrome que nous présente Gérard Lévy (Chine, treizième siècle) ; sous sa vieille patine et dans le geste métaphysique de l'argumentation, le Bouddha poursuit son enseignement à ceux qui veulent l'entendre à travers les âges.

Autre son de cloche ou plutôt de pétarade de pistolets d'argen, sinon de canons miniature. Car Marchal nous entraîne parmi le plus beaux débris des faits d'armes de tous temps. Curieusement, il nous les fait revivre sans dommage et sans blessures, sous le « Guidon de cavalerie » (XV^e siècle) et d'or sur soie d'époque Louis XIV.

De Hollande, de Flandre d'Italie

Et des modèles en ivoire de « Voiliers à trois mâts » peuvent faire rêver les fanatiques de la course atlantique en solitaire. Et en voyageant à nouveau à travers la place Royale, on se par le Mexique et son parachutiste-rugbyman, on retrouve, sinon l'équipe écossaise, du moins une bonne escouade de galeries londoniennes qui ne craint pas d'affronter le supplice avec une livre, prenant l'eau. Mais les Anglais ont le pied marin et le goût en peinture des écoles nordiques. Flamands et Hollandais sont au rendez-vous parisiens : épinglons chez Brod le « Paysage de rivière », de Solomon Van Ruysdael, daté 1657, ouvert la réflexion du ciel et en contraste celui boisé et dramatique de son neveu Jacob ; détachons de l'ensemble ce « Vieillard » bûné par Adrien Van Ostade et enfin ce panneau par Hendrick Avercamp, où les taches noires des patineurs font valoir la fine modulation des blancs qui noient la scène hivernale. Voilà pour le Hollande. L'Italie a pour représentant F. Guardi avec une paire de « Vedute » du Grand Canal à Venise, d'écriture aussi brillante que légère. La France, c'est Claude Lorrain empruntant sa lumière à l'Italie. Toutes œuvres paraissant indubitables et rares sur le marché français.

Dans un sillage presque identique, Richard Green propose un « Bord de rivière » sur cuivre avec marque au dos de la Guilde d'Anvers par Bruegel de Velours ; le siècle d'or hollandais fait naturellement florès avec des fleurs, mais on déniche un de ces petits « Ca-

Le visiteur retrouve la peinture française chez F. Heim. Une « Scène de parc », par Pater, indit au rêve enveloppé dans une imperceptible gaze, bien que les traits d'un fin pinceau soient aussi perceptibles que ceux d'une plume. La réalité s'affirme avec la « Nature morte au violon » donnée à Roland de la Porte. Et un « Nu de femme » peint avec maestria par Restout n'est pas sans évoquer le souvenir de Boucher.

La surprise, souvent heureuse, attend l'amatour chez J. S. eph Hahn, ce dernier recherchant la découverte, l'inattendu ou l'insolite : de Charles Meynier, son

Quelques bonnes surprises

De l'important ensemble de tableaux réunis par Robert Finck, on s'attache à la « vue de cette « Fuite en Egypte » peinte et imaginée par Cornelis Massys dans un paysage de roches et d'effroi, vraisemblablement motif inspiré du paysage des Andes. Alex Finck ajoute aux maîtres de l'école flamande une série de gouaches par Spilliaert, datées de 1908 à 1922 : approche mystique de la pureté traduite dans un dépouillement pictural limité à un jeu de blancs et de gris.

D'Amsterdam, on n'est pas trop étonné de voir venir un « Autoportrait » de Rembrandt. D. Boër s'est chargé de le faire connaître. Nous serions tentés d'y croire bien que blessures et restauration aient altéré la peinture. L'on s'arrête volontiers devant une adorable « Sainte Famille », de Van Clève, où l'enfant s'empare ingénument du sein maternel ; fraîcheur du coloris et de l'âme.

Le visiteur retrouve la peinture française chez F. Heim. Une « Scène de parc », par Pater, indit au rêve enveloppé dans une imperceptible gaze, bien que les traits d'un fin pinceau soient aussi perceptibles que ceux d'une plume. La réalité s'affirme avec la « Nature morte au violon » donnée à Roland de la Porte. Et un « Nu de femme » peint avec maestria par Restout n'est pas sans évoquer le souvenir de Boucher.

La surprise, souvent heureuse, attend l'amatour chez J. S. eph Hahn, ce dernier recherchant la découverte, l'inattendu ou l'insolite : de Charles Meynier, son

envol au Salon de 1800, « Tête-maque quittant l'île de Céphée » penche plus du côté du bagin Gérard que de celui de l'entourage néo-classique. On soute à Magnifico, avec un « Saint Jérôme » où la touche si spécifique du peintre accentue encore le déchaînement corporel et la brûlante spiritualité de l'ermite. Autre grande surprise : la peinture par Monsu Desiderio, dont le fantastique irréalisme est ici au service d'une curieuse iconographie, mêlant l'histoire de « Daniel dans la fosse aux lions » et celle du « petit prophète » Habacuc. Peut-être LE tableau de la Biennale...

Impossible de manquer la boutique d'Allette Tadier, unique en son genre sous la verrière du Grand Palais, rayonnante de tous les fruits de nos provinces françaises et au-delà. La main artisanale se retrouve en ce régionalisme qu'il faudrait savoir sauvegarder, car nos provinces et l'ordre manuel sont encore le dernier grain de sel de la France ; découvrons-en bien des aspects savoureux : « Le bouquet de saint Eloi », enseigne de maréchal-ferrant de l'Hérault, où les fers à cheval rassemblés font le bouquet ; coffret à fuseaux d'Auvergne ; égoûtiers à fromage de Savoie ; sur-jougs à sonnaillies du Gers ; évier creusé dans la pierre du Quercy ; coupes en bois évidés d'origines diverses : Afrique, Pakistan, Pyrénées. Respirons le bois de mélèze dont est fait la belle architecture simple d'un meuble-bureau. Pas de passeries, mais attachons-nous aux vraies traditions. Ici, leçon d'humilité pour le grand art ou pour la fausse avant-garde.

Le grand art, on y revient pourtant et sans complexes... Aveline, Hagnauer, Didier-Aaron, Laloux et la Cour de Varenne ayant créé un ensemble dont le décor conserve une unité et s'adapte à la mise en valeur de l'objet d'art. Majestueux, le meuble-cabinet à deux corps, noir et or, orné de médaillons, dû à D. Roeten (Aveline) ; à l'opposé, une table d'architecte avec plateau supérieur mobile par Feurstein et le plus élégant guéridon Louis XVI qui soit par Leleu (Hagnauer). La commode ébène et or ornée de laques du Japon (Didier-Aaron), tout un concert Louis XVI autorisant à disposer ingénieusement ses objets d'art.

Voilà le survol pour ce qui est du principal. Tous n'ont pas été cités, mais personne, en fait, n'a été omis, puisque la huitième Biennale est solidaire dans la qualité et l'honnêteté de ce qui est présenté. Et si l'on se réjouit du débordement massif britannique, on regrette qu'un commando de bersaglieri n'ait pas franchi les Alpes. Pour qu'une Biennale puisse se dire internationale, il faut que ses exposants viennent de tous les points cardinaux, démontrant ainsi que l'art et l'artisanat demeurent une valeur de lien unique et concret entre nations.

PIERRE GRANVILLE.

POUR SORTIR DE L'INFLATION

Il faut cesser de pratiquer la redoutable Comptabilité « à partie double » qui, en période d'inflation, effiche des bénéfices fictifs qui trompent les Patrons. Cela provoque des fautes de gestion et le paiement d'impôts qui ne sont pas dus. Cela assèche les trésoreries et provoque l'irréversible multiplication des cessations de paiement !

Il faut aussi enseigner la Comptabilité Indexée, qui traduit la réalité en toutes circonstances, déflation, inflation, stabilité des prix. Elle est enseignée par mon Ouvrage :

« SORTIR DE L'INFLATION »

que l'envoie par poste tous pays moyennant une participation de 65 F français, versément à l'avance, par chèque bancaire ou virement postal, ou chèque postal 3 volants, ou en espèces à mon domicile comprenant un encartage relatif notamment à la formation rapide et

Désireux de participer à l'effort de SOLIDARITE évoqué le 29 septembre 1976 par le Président de la République, en hâtant la vulgarisation de cet enseignement, les envois postérieurs au 29 septembre comprennent un encartage relatif notamment à la formation rapide et gratuite des Professeurs titulaires de Chaires de Comptabilité.

Noter que, à l'Ecole Commerciale Saint-Nicolas, à l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises de Reims, à l'Université de Grenoble, à l'Université des Entreprises de Reims, à l'Université de Châlons-sur-Marne, à l'Ecole Supérieure des Arts et Métiers sont les étudiants qui ont demandé à être enseignés. Aux Universités de Paris-X (Nanterre) et de Toulouse, et à l'Association autonome de Comptabilité du Tournaisis, ce sont les Professeurs et le Président qui ont pris l'initiative. Au Casino de l'Etoile, à Martigny, c'est un patron spécialement bien inspiré, Louis Mottier, qui a pris l'initiative. Mais le plus remarquable des Patrons, c'est le Maître de Forges Alexandre Dubois (1899-1964) qui, dépourvu de Diplôme de Comptabilité Indexée, mais n'osa pas exiger la restitution par le fisc des impôts qui ne sont pas dus !

Émile KRIEG, 7, rue d'Anjou. — 75008 PARIS

Tél. (1) 265-58-76 — CCP Paris 1030-11



Nous avons résolu le problème de la CALVITE

Hier, il était chauve. Nous lui avons fabriqué une protège-capillaire Hainkiss au prix incroyable de F 600. Il a regagné de 15 ans.

Venez nous voir pour une consultation gratuite. Pour recevoir une documentation envoyez-nous ce coupon :

39, rue Lucien-Sampaix, 75010 Paris
tél. : 200.11.45

NOM : _____
ADRESSE : _____
En toute égalité chez les coiffeurs

Je m'abonne 150

Je m'inscris

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 1/2
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 1/2
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

PROFESSIONNELS DE LA FORMATION ET DE LA SÉLECTION DU PERSONNEL

G.T.E. International exécute actuellement un contrat de plusieurs millions de dollars qui consiste dans la construction et l'équipement d'un complexe de fabrication dans un pays stable d'Afrique du Nord, situé au bordure de la Méditerranée.

Nous exploiterons au début cette usine, qui doit produire divers produits pour les besoins de la maison, mais l'objectif est de former des nationaux du pays à assumer les responsabilités entières de l'exploitation. Des emplois importants sont maintenant disponibles, assortis de rémunérations intéressantes et de logements.

Professionnels de la Formation

Nous cherchons des instructeurs qualifiés, capables de travailler dans une situation délicate et d'enseigner aussi bien en français qu'en anglais. Vous devez être techniquement qualifiés dans les domaines de la mécanique et de l'électronique, ou bien des généralistes, professionnels de la formation dans les domaines de la comptabilité, de l'informatique, de l'administration ou de la gestion.

Spécialistes de la Sélection

Nous exigeons la pratique courante du français et au moins trois années d'expérience professionnelle, démontrant la connaissance des techniques de tests et d'entrevues pour la sélection à tous les niveaux.

Veuillez, s'il vous plaît, adresser tous les détails (qui seront traités de façon confidentielle) y compris vos salaires passés et présents à :

JEAN LAUREN,
G.T.E. Training Center
Grand Parc, 2, rue de la Moelle,
54180 NANCY (France).

G.T.E. INTERNATIONAL
INCORPORATED

SOCIÉTÉ DE PRESTATIONS recherche pour DOUALA - Cameroun

CADRE INFORMATIEN

ANALYSTE PROGRAMMEUR HAUT NIVEAU
Formation matériel IBM, expérience système 3 et mini-disque, capable d'assumer travail à façon, diriger atelier d'exploitation personnel africain.

Situation très intéressante garantie sur contrat avec nombreux avantages et logement fourni.

Adresser C.V. et prétentions à la référence 410 à Serge BAILLY Consul
40, avenue Roche - 75008 PARIS.

DIRECTEUR

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PROMOTION
GRANDS TRAVAUX PUBLICS
ET EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

recherche

LIBRE DE SUITE

OCCUPER POSTE DIRECTEUR D'UNE FILIALE à créer en Afrique.

CANDIDAT AYANT EXPERIENCE DE 10 ANNEES.

POSTE COMPARABLE OU CADRE SUPERIEUR.

AVEC BONNE CONNAISSANCE DES PROBLEMES FINANCIERS ET D'UNE PRATIQUE COURANTE DE L'ANGLAIS.

Transmettre curriculum vitae avec photo à SETIMMO

157, avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly-sur-Seine 92221 CEDEX

à l'attention de M. MACKESSON, Convocation suivra.

ENGINEERING IMPORTANT recherche pour MOYEN-ORIENT

Ingénieur Chef de Zone

pour réalisation UNITÉ-URKE-AMMONIAQUE

Expérience exigée :

- génie civil, lavage, matériel ;

- mécanique fluide, hydraulique.

Connaissances parfaites de l'anglais.

Directeur Génie Civil

Expérience T.P. ouvrage d'art, barrage.

Envoyer C.V. + photo : SOCIÉTÉ GESTION 2000,

102, rue Lafayette, 75010 PARIS.

Nous sommes un important laboratoire pharmaceutique international nous recrutons

1) EN ALGÉRIE DEUX DELEGUES

A L'INFORMATION MÉDICALE

pour l'ALGEROIS (référence 211), pour la CONSTANTINOIS (référence 212).

- nationalité algérienne ;

- niveau BAC, 25 ans minimum ;

- voiture personnelle ;

- domicile ALGER pour référence 211 et à CONSTANTINE pour référence 212.

2) AU MAROC UN DELEGUE

A L'INFORMATION MÉDICALE

pour CASABLANCA et le SUD MAROCAIN (réf. 213)

- nationalité marocaine ;

- niveau BAC, 25 ans minimum ;

- voiture personnelle ;

- domicile à CASABLANCA.

NOUS ASSURONS POUR CES 3 POSTES :

• Une formation complète par stages rémunérés.

• Un perfectionnement continu des connaissances.

• Une rémunération intéressante.

Adresser avant le 10 octobre, lettre manuscrite et C.V. avec photo d'identité récente en précisant la référence, à SIPEP, 4, rue de Choiseul,

75002 PARIS sous le n° 5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

5.273.

DIRECTEURS DE CHANTIER MOYEN-ORIENT

Notre groupe, C.A. : 1,5 Milliard de Francs, 20 % de progression annuelle a orienté depuis quelques années son activité second œuvre (climatisation, plomberie, électricité), sur l'étranger et principalement les pays du Moyen-Orient.

Notre réussite et l'acquisition de nouveaux contrats, nécessite l'intégration d'hommes nouveaux, ingénieurs diplômés désirant se mettre au diapason de nos ambitions.

Leur fonction nécessiterait une pratique de la relation avec les clients, la gestion des chantiers de second œuvre et la coordination des travaux.

Ces techniciens gestionnaires entreraient dans un groupe dont l'assise financière, la croissance constante et ordonnée n'est plus à prouver.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Écrire avec C.V. prétentions sous réf. 532 à : SWEERTS B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09 qui transmettra.

SIÈGE ADMINISTRATIF EUROPÉEN recherche

CONSEIL FISCAL

expert en fiscalité française des sociétés et désireux d'élargir ses connaissances et son activité à d'autres pays dont la Belgique. Connaissance de l'Anglais indispensable. Expérience dans l'administration des impôts souhaitable.

Ecrire à : G.-M. Honoré, European Group Controller, Tectron Atlantic Belgium S.A., Avenue Louise 479, bte 53, 1050 Bruxelles, Belgique.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées, parues dans « LE MONDE », concernant chacune des fonctions ou professions suivantes :

- Direction générale, fonctions multipostes
- Marketing, relations publiques, publicité
- Informatique
- Production, entretien
- Ingénieurs
- Etudes, organisation et recherche
- Direction financière et administrative
- Comptabilité
- Personnel formation, relations humaines et sociales
- Direction commerciale, vente
- Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux

C'est le moyen pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

(Exemples de synthèses hebdomadaires pouvant être adressées à l'abonné à ce service)

direction générale

fonction	nombre de fonctions demandées	nombre de candidats
direction générale, fonctions multipostes	20	20
marketing, relations publiques, publicité	40	70
informatique	70	130
production, entretien	130	230
ingénieurs	230	340
études, organisation et recherche	340	440
direction financière et administrative	440	540
comptabilité	540	640
personnel formation, relations humaines et sociales	640	740
direction commerciale, vente	740	840
ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux	840	940

direction commerciale

fonction	nombre de fonctions demandées	nombre de candidats
direction commerciale, vente	20	20
ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux	40	70

bon de commande à découper

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

☐ Direction générale, fonctions multipostes

☐ Marketing, relations publiques, publicité

☐ Informatique

☐ Production, entretien

☐ Ingénieurs

☐ Etudes, organisation et recherche

☐ Direction financière et administrative

☐ Comptabilité

☐ Personnel formation, relations humaines et sociales

☐ Direction commerciale, vente

☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire :

INFORMATION-PROFESSIONS "LE MONDE" 3, rue des Italiens, 75008 PARIS

ou SOCIÉTÉ :

NOM :

ADRESSE :

Méthode de règlement : par chèque bancaire établi à l'ordre du "MONDE" ou chèque postal (C.C.P. 4807-48 Paris).

Informations complémentaires :

Informations complémentaires :

Informations complémentaires :

Informations complémentaires :

Informations complémentaires :

Informations complémentaires :

Informations complémentaires :

Informations complémentaires :

Jeune 150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	10,53
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
"Boules insérées"	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOFINCO DEPARTEMENT INFORMATIQUE
Paris - quartier Trocadéro IBM 370/158, bi-processeur 4096 K
7 milliards d'octets en ligne Réseau national télétraitement
LA HENIN
Accentue le développement de sa gestion intégrée, projet basé sur temps réel et banques de données.
Renforce ses équipes d'étude et de réalisation.
Recherche :
Chargés d'Etudes (2)
Diplômes d'études supérieures
Diplômes d'études supérieures 2 ans minimum d'expérience.
Ingénieur Système (1)
MVS, IMS, TP 3 ans minimum d'expérience dans le poste.
Analystes Programmeurs (4)
Confirmés - Connaissance et pratique indispensables COBOL - ANS.
Assembleur très apprécié.
Programmeurs débutants
Connaissance COBOL de base indispensable.
Formation complémentaire assurée.
Adresser CV - Photo - Prétentions annuelles brutes - en précisant nature du poste recherché - à Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.
Sous réf. 31431

Il faut besoin pour évoluer d'un jeune ingénieur, dans le domaine de la gestion d'une affaire de 40 personnes d'essort conventionnel. Il participera très étroitement à l'évolution de son entreprise qui se situe dans la Région Lilloise.
Ecr. N° 7454 "Le Monde" Pub. 3, r. des Halles, 75007 Paris-P.
Pour son agence PARIS (située à VITRY/SEINE),
SEITNA
Installation Chauffage et Climatisation
SEITNA
Sous autorité directe du Chef d'Agence, vous serez en charge de la recherche, de la sélection, de l'entretien et de la formation de personnel. Vous occuperez un poste :
- à dominante commerciale (recherche, études clients, contacts, relations...)
- exigeant fortes capacités d'initiative et d'adaptation
- demandant adaptation rapide à problèmes techniques complexes
- exigeant à l'organisation personnelle
- rigoureux et organisé.
Adresser C.V. photo et prétentions à M. J. LEBLANC, 21, rue de la République, 93000 St. Denis.
Centre Hospitalier de Pontivy (55) recrute
INFIRMIERES D.E.
Jour et nuit
AIDES SOIGNANTES
diplômées - Jour
Possibilité logement, crèche, avantages financiers région parisienne. Ecrire Direction ou tél. 44-22-00 (poste 323) pour renseignements et rend.-v.

diffusez des ouvrages d'une incontestable utilité!

Nos dictionnaires sont des œuvres de référence dans les domaines principaux du savoir.
Délégués culturels vous en assurerez la diffusion auprès des enseignants, des collectivités, des parents d'élèves et de toutes personnes ayant des besoins professionnels ou personnels de culture.
Des postes sont à pourvoir à PARIS et dans la Région Parisienne.
Pour faire acte de candidature, écrire avec CV et photo à **Claude POULAIN - SNL LE ROBERT** 107, avenue Parmentier - 75011 Paris.
"Le ROBERT"
P.S. Bien entendu, nous nous chargeons de votre formation technique, nous vous assurons un minimum garanti, des commissions motivantes, un statut V.R.P....

emplois régionaux

PS Conseil
JEUNE PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL
Homme ou Femme
La Direction Régionale Nord de PA CONSEILLER DE DIRECTION, filiale du groupe PA INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS recherche un collaborateur pour renforcer son équipe de 4 consultants et poursuivre son expansion. Il sera chargé, après une période de formation, de recrutements de cadres débutants, moyens et seniors et d'examiner psychologiquement les candidats à une clientèle diversifiée. Il assurera également les consultations individuelles pour les postes de plus haut niveau. Il disposera d'une large autonomie tout en travaillant en équipe. Ce poste convient à un candidat homme ou femme possédant une formation supérieure en psychologie et ayant acquis une première expérience industrielle d'au moins un an. Outre ces critères, il faut avoir une personnalité orientée vers la création et le développement avec un solide sens pratique. La rémunération annuelle de départ sera fixée en fonction des compétences déjà acquises. Un candidat de fort potentiel pourra faire évoluer le poste de façon intéressante.
Adresser C.V. sous référence A/1062CM à :
PS CONSEIL
19, résidence Elan - 59170 Croix
Détachement assuré

Filliale d'un puissant groupe national industriel recherche :
RESPONSABLE METHODES NIVEAU AT3
Age : 30 ans minimum
Expérience 5 à 10 ans d'un service méthodes plus planning ordonnancement
Formation B.T.E., B.T.S., diplôme O.S.T., spécialité M.T.M. Une expérience acquise au sein de la mécanique de précision serait appréciée.
Lieu de travail : MONTBELLARD
Adresser C.V. détaillé man. et prétentions à n° 77.850, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

Fonderie Bretagne
Ingénieur de développement
Rattaché au Directeur de l'usine, en liaison avec le Bureau d'Etudes du Siège, il aura la responsabilité de l'étude et de la mise en place d'investissements importants et devra assurer la maintenance des matériels existants. Il aura également pour mission permanente d'améliorer les méthodes de production et de procéder aux mutations technologiques nécessaires. Ce poste convient à un ingénieur de type A & M ayant l'expérience de la fonderie et si possible en métaux ferreux. Réponses et discrétion assurées à ce lettre man. C.V. photo, tél. adressées à réf. 5/3074 à Mme Butlerlin.
bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

SAMBRON
ENGINS MANUTENTIONS DE CHANTIERS
Loire Atlantique - Sèvre Océan
recherche le cadre chef de son service
EXPEDITIONS TRANSPORTS TRANSITS
- aura la responsabilité de l'acheminement de ses productions en Europe et dans le monde.
- Choisit et maîtrise des moyens extérieurs : transports routiers, maritimes, aériens, etc...
- Parfaite connaissance des opérations douanières Import-Export.
- Animateur une équipe de 5 à 7 collaborateurs.
Le candidat (âge souhaité 32 ans minimum) adressera son CV détaillé + photo sous réf. 14.044 à :
an.p.m.
108, rue de la République, 93000 St. Denis

CAHRE DE DIRECTION
PERSONNEL, ADMINISTRATION, GESTION
35 ans minimum de formation supérieure ayant impérativement quelques années d'expérience dans la fonction Personnel acquise en milieu industriel, pour exercer les fonctions de CHIEF D'ETABLISSEMENT.
Il aura la responsabilité de l'ensemble des fonctions non techniques d'une unité de 500 personnes.
Adresser CV sous référence 866 à :
GEDEV SELECTION
65, avenue de WAGRAM 75017 PARIS

UNE ENTREPRISE AGRO-ALIMENTAIRE DE FRANCE-COMTE recherche son
CHEF DE SECTION TRAFIC
28 ans min. D.U.T. + Diplôme école de transport.
Il devra posséder une forte expérience des transports routiers et de la manutention acquise à un poste de responsabilité dans une entreprise de transport (dépense, relations, etc.).
Il aura la responsabilité de l'ensemble des fonctions non techniques d'une unité de 500 personnes.
Adresser CV sous référence 866 à :
GEDEV SELECTION
65, avenue de WAGRAM 75017 PARIS

IMPORTANT GROUPE DE PREVOYANCE
siège PARIS
recherche pour son service
RELATIONS EXTERIEURES
1 CADRE
pour région NORD avec réductions à LILLE. Hommes 25 ans minimum. Etudes supérieures. Expérience d'initiative. Stage Paris. Format. rémunérée.
Adresser C.V. man. et photo à M. J. LEBLANC, 21, rue de la République, 93000 St. Denis.
CONTRÔLE BUDGETAIRE
JEUNE E.S.C.
Première expérience en comptabilité gestion. A Lille il assurera la direction d'une importante unité dans le suivi des budgets de production. Développement de carrière envisageable dans une société d'importance internationale.
Envoyer C.V. photo à M. J. LEBLANC, 21, rue de la République, 93000 St. Denis.

STE CONSTRUCT. MATERIEL FERROVIAIRE rec. par saisi SAINT-QUENTIN
RESPONSABLE
SERV. METHODE ET DEVIS composé 4 à 5 techniciens principaux dessinateurs pour diriger serv. établir chiffrage devis et prix de revient, suivre exécution fabrication.
Le candidat devra :
- Etre âgé d'au min. 25 ans.
- Avoir une formation supérieure ingénieur ou autodidacte.
- Soit être diplômé en génie civil, chaudronnerie, mécano - soudure et exp. identifiée dans B.E. ou fabrication.
- Rémunération suivant réf. e. Lettre man. C.V. photo, tél. adressées à réf. 5/3074 à Mme Butlerlin.
Env. C.V. man. et photo à M. J. LEBLANC, 21, rue de la République, 93000 St. Denis.
L.I.U.T. - A & S de Bordeaux rec. par saisi, des entreprises indépendantes heures ouvrables Ind. et C.A. non univers. Mécan. Electron. Elect. Chimie. Dess. Indust. Anal. Tech. etc. Exp. dessin et pose. Tarif hor. empla. su. : théo. 79,28 F. art. 394 F. S.S. à déb. l'heure ainsi révisé, comme l'ancien, prévoyant dit et tâches ant. y aff. : 200.000 F. C.V. man. et photo à M. J. LEBLANC, 21, rue de la République, 93000 St. Denis.
TALENCE CEDEX

SOCIETE INDUSTRIELLE PROCHE MANTUA recherche pour DEPARTEMENT JOUETS
RESPONSABLE COMMERCIAL
30 ans minimum si possible dans la branche
UNE EVOLUTION importante est prévue pour un élément de valeur.
C.V. détaillé sous référence 6.268 M à :
CRES
11, place A.-Breton, 93000 St. Denis.
Expert comptable recherche pour diverses villes de services collaborateurs experts comptables commissaires aux comptes. Etablissements Grands Etablissements Comptables et autres. Approfondi du contrôle, pour relations diverses commerciales.
Position cadre.
Ecr. N° 7492 "Le Monde" Pub. 3, r. des Halles, 75007 Paris-P.

65.000 F.
La Division Marketing et Modèles de Décision de SEMA (Metra International), premier Groupe Européen de Conseil, recherche pour faire face au développement de ses activités dans le domaine du Marketing Industriel, un ingénieur ayant un à deux ans d'expérience dans l'industrie mécanique ou de transformation des métaux. Conseil en Marketing pour les entreprises du secteur mécanique en France et à l'étranger. Il participera, au sein d'une équipe pluridisciplinaire, à des études de marché, de définition et développement de produits nouveaux, etc. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur Grande Ecole habitué à rédiger, capable d'entretenir des relations commerciales avec la clientèle et désireux d'acquiescer une expérience concrète des techniques les plus modernes de marketing. La pratique courante de la langue anglaise est indispensable. Sa carrière pourra évoluer au sein du Groupe vers d'autres responsabilités en s'appuyant sur les larges possibilités de perfectionnement du Groupe.
Adresser C.V. avec courte lettre manuscrite s/réf. 10113/M à :
sema selection
Centre Métra
16, rue Barbès - 92126 Montrouge

Celui qui part de zéro pour n'arriver à rien n'a de merci à dire à personne.
P. DAC
C'est vrai...
nous ne faisons rien comme tout le monde
mais nous ne sommes pas "personne", et ne demandons d'autre encouragement que celui de votre réussite.
Une équipe active de jeunesse, d'initiative et de faculté dans une entreprise leader, ancienne et robuste. La perméabilité de la carrière accompagnant la liberté du choix et de l'initiative. Une ambiance qui préserve la qualité de la vie.
En face, du caractère...
C'est tout, ou presque : avoir au moins 21 ans et offrir quelques garanties de formation générale.
Il y a des gens profondément en phase avec nous chez les auto-didactes. On en trouve autant, c'est-à-dire peu, dans toutes les entreprises. C'est à SESEC à Sciences PO.
On ne part jamais de zéro quand on part de soi.
On arrive toujours quelque part en s'appuyant sur nous.
Mais on ne peut tout dire dans une annonce
Et, comme c'est au contact et à la communication que vous comprendrez tout le sens de nos propos, venez nous voir à moins que de vous déplacer ne vous pose déjà un problème de décision.
Le 5 Octobre, de 14 à 18 h ou le 6 Oct. de 9 à 19 h 21, rue VIVIENNE, 75002, 2^e étage

ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE CULTUREL
recherche
TECHNICIEN électroacoustique
CONFIRMÉ et POLYVALENT
(s'intéressant si possible à la Recherche Musicale). Connaissant la CONSTRUCTION des PROTOTYPES (circuits imprimés wire - rapping construction mécanique...). Il sera chargé de construire les circuits électroniques, analogiques et numériques conçus par les Ingénieurs du Département Electroacoustique pour la réalisation d'un SYNTHETISEUR DE SONS ELECTRONIQUES, assurer la maintenance des équipements, l'approvisionnement du laboratoire et la gestion des composants.
Envoyer lettre manuscrite avec C.V. photo et art. 394, 21, rue VIVIENNE, 75002 PARIS, qui transmettra.

Poursuivant son expansion, une Banque spécialisée dans le Crédit à la Consommation et aux particuliers, recherche pour Paris et importantes villes de province.
jeunes diplômés (ées)
de formation commerciale supérieure.
Mission :
Une fois leur formation technique assurée, ils feront leurs preuves dans l'une ou l'autre activité de la société, dans la perspective d'accéder ultérieurement à des postes de responsabilités dans le réseau d'agences.
Profil :
Goût du contact et de la vente. Sens de l'organisation et de l'animation d'équipe. Désir de créer une situation d'avenir dans un groupe important.
Rémunération :
élevée en fonction de l'âge et de l'expérience.
Adresser c.v. + photo sous réf. 31430 à Havas Contact 156 bd Haussmann 75008 Paris.

directeur d'agence
Banque de Dépôts Paris recherche un DIRECTEUR D'AGENCE.
L'Agence, située dans un quartier résidentiel, demande de confier un dynamisme commercial, une connaissance des services bancaires destinés aux particuliers et une pratique de l'application du risque pour les crédits aux P.M.E.
Le poste conviendrait à un homme de 35 ans minimum, de formation générale ou supérieure, ayant exercé pendant plusieurs années des fonctions le préparant à des responsabilités similaires.
Ecrire avec C.V. + photo et prétentions sous référence 5429/M à I.C.A. qui transmettra.
I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.D.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.D.
"Placards encadrés"	28,00	32,89
Double insertion	34,00	38,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,89

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

informaticiens

Important centre informatique de gestion, région parisienne, équipé de matériel de grande puissance recherche pour son département EXPLOITATION

niveau DUT informatique ou équivalent

- expérience indispensable dans la fonction de programmeur sur grosse configuration IBM avec environnement téléprocessant.
- travail en équipe.
- postes de responsabilité.

Envoyer C.V. et photo sous réf. 11229 M à

156, Bd Hausmann 75008 PARIS

T.R.T.

recherche pour son Département Avionique

INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

Minimum 30 ans

SONT INDISPENSABLES :

- Anglais écrit et parlé.
- Formation électronique.
- Formation commerciale.
- Connaissance milieu aéronautique.

Adressez curriculum vitae, prétentions et photo, à : M. BASTIER 3234 - LE VESIN-ROBINSON.

CHANTELLE

recherche pour DÉPARTEMENT MARKETING :

RESPONSABLE ÉTUDES

(Femme)

POUR ÉTUDES MOTIVATION ET MARCHÉS, PANELS, TESTS, etc.

PROFIL :

- diplôme d'enseignement supérieur ;
- 2 à 3 ans d'expérience en Société d'études ou entreprises ;
- allant au moins au nécessaire ;
- connaissance du domaine textile ou habillement souhaitée ;
- poste à pourvoir à Paris.

Adr. lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo à CHANTRELLE, Direction du Personnel, 41, rue Greneta, 75006 PARIS CEDEX 02.

PHILIPS

recherche

Une ASSISTANTE SOCIALE

- ayant quelques années d'expérience ;
- possédant un véhicule personnel pour déplacements Paris et banlieue ;
- effectif 100 personnes dans secteurs bureau et technique.

Adr. lettre man. C.V., photo et prétentions, sous la réf. 390 - PHILIPS Département du Personnel, 20, avenue Montaigne - 75008 PARIS.

responsable des relations humaines et des services administratifs

Paris 100.000-1

En liaison directe avec la Direction Générale, vous serez responsable de la gestion du personnel, de la gestion administrative, de la gestion et maintenance des immeubles et des locaux de la Société. Agé de 35 ans minimum, de formation supérieure (juridique appréciée), vous posséderez une expérience professionnelle de 10 ans minimum. Répondre et être interviewé par lettre manuscrite, C.V., photo, et prétentions à : M. BASTIER 3234 - LE VESIN-ROBINSON.

Société Filiale d'un Groupe International

située dans la Région Parisienne et commercialisant des produits de consommation destinés à la PRÉ-DECORATION et DÉCORATION

Responsable Marketing

recherche

ayant au moins 2 ans d'expérience professionnelle

Fonction : Études de marchés et de produits. Lancement nouveaux produits. Relations avec agences de publicité et de promotion. Connaissance de l'anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : POLYFILLA S.A. B.P. 91 - 93123 LA COURNEUVE.

PARIS ET REGION SOCIÉTÉ D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Bien introduit milieu Bâtiment (promoteurs, architectes, bureaux d'ingénierie, d'études, grandes entreprises).

Le poste sera confié à un homme dynamique, bon négociateur et technicien. Expérience prouvée.

Envoyer C.V., manuscrit et photo à : C.N.P.G., 103, av. Y.-Hugo, 75116 PARIS, sous réf. 9227 G.E.

CR

La Direction commerciale d'une importante Fonderie de Précision désire s'adjointre

UN COLLABORATEUR MARKETING INDUSTRIEL

Une très bonne présentation est exigée pour ce poste, 50 des contacts à niveau élevé seront nécessaires. Connaissance de l'anglais et de l'allemand indispensables.

Adressez C.V., détaillé sous le n° 79.96 à B. LEBLANC, 17, rue Labat, 93000 VINCENNES.

BESAM AB

Société Suédoise spécialisée dans les ouvre-portes automatiques

recherche

CHEF DES VENTES

qui sera entièrement responsable de la filiale en France.

Fonctions : Création d'un réseau commercial, coordination, formation et animation de la force de vente et du personnel technique (montage et service après-vente). Contacts suivis avec les prescripteurs.

Le candidat doit posséder une solide expérience de marketing et de la vente de biens d'équipement. Formation technique (électronique, mécanique) un atout majeur.

Langues : Anglais et/ou Allemand indispensables.

Envoyez lettre manuscrite, C.V. + photo avant le 15 octobre 1976 à la CHAMBRE DE COMMERCE SUÉDOISE EN FRANCE, 5, place de la Madeleine 75006 PARIS.

ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS A VOCATION INTERNATIONALE

recherche pour son siège social Benelux Sud de Paris :

INGÉNIEURS

CHEFS DE GROUPE

Pour Service études de prix

Souhaités :

- Formation Grande Ecole.
- Expérience travaux.
- Parlons langue anglaise.

Appréciations :

- Connaissances en spécialités : Travaux routiers, aéroports, grands ouvrages d'art.

Env. avec C.V. et photo n° 78.173 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmet.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche pour son réseau commercial jeunes gens dynamiques ayant esprit d'initiative, sens des responsabilités et bon contact humain pour occuper poste :

d'agent de vente

Animation de réseau. Bonne expérience de la vente, représentation ou distribution. Ce poste a un caractère itinérant qui nécessite grand déplacement du candidat ainsi qu'à la région d'affectation et à l'organisation du travail dans le cadre de la semaine.

Envoyez C.V., manuscrit, photo, références et prétentions à : M. 78.558, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01, q.1^{er}.

3 M

Stège social CERGY - PONTAISE

CONSEILLER TECHNIQUE

pour son département PRODUITS CHIRURGICAUX

Lignes de produits :

- Matériel de chirurgie osseuse
- Matériel de stérilisation

Missions essentielles :

- Formation technique de la force de vente
- Création et organisation d'un service après-vente

L'ANGLAIS parlé et la connaissance de ce type de matériel sont indispensables. Des déplacements en province sont à envisager.

Si vous êtes intéressés, envoyez C.V. et photo et prétentions à : M. Jean-Pierre Service O.P., 135, bd Sévigné, 92019 Paris, 35 réf. 4 J.D.

LABORATOIRES SEARLE

(Porte d'Orléans) recrutent

MEDECIN DOCUMENTALISTE

- Expérience antérieure souhaitable.
- Poste à pourvoir janvier 1977.
- Référence R. 17

DOCUMENTALISTE DIPLOMÉE

- Orientée médecine.
- Bonne pratique de l'anglais.
- Référence R. 18

MEDECIN

- Chargé de l'INFORMATION MEDICALE.
- Expérience antérieure souhaitable.
- Référence R. 19

Adressez C.V., prétentions (en précisant la réf. à la Direction Administrative), à : 7, bd Raspail-Boulevard - 92128 MONTROUGE.

IMPORTANT GROUPE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE

recherche une

ASSISTANTE SOCIALE D.E.

minimum 35 ans - 10 ans d'expérience professionnelle pour diriger Service Action Sociale - Paris-1^{er}.

Ce poste requiert intérêt pour problèmes du 3^e âge, qualités administratives, sens des responsabilités et sens de l'organisation.

Poste à pourvoir le plus rapidement possible. Avantages sociaux.

Env. lettre man. C.V. et photo, sous le n° 77.012, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Société d'électricité et de climatisation

recherche

1 DESSINATEUR-PROJETEUR EXPERIMENTÉ 2^e EGELON

pour réalisation d'études et de plans

S'adresser à SOCIÉTÉ GUERINIEUX 71-73, avenue du Président-Wilson 93101 La Plaine-Saint-Denis - Tél. : 200-20-44.

Etablissement bancaire SUD PARIS

recherche

INGÉNIEUR ou UNIVERSITAIRE DE HAUT NIVEAU :

Centrale - Sup. Aéro - Doctorat d'Etat...

Débutant ou ayant quelques années d'expérience spécialisée en mécanique des fluides ou recherche appliquée.

Une bonne connaissance de calcul de structures (méthode aux éléments finis) sera appréciée.

Adr. lettre man. C.V., photo et photo, sous le n° 78.155, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}).

Importante société nationale

Grossiste matériel électrique et électronique

RECHERCHE en raison de son expansion

JEUNE DIPLOME(E)

L.U.T. électrotechnique ou électromécanique ESCP ou ESCAE option commerciale mais avec bon niveau mathématiques, ou équivalent.

Bonne perspective évolution de carrière pour cadre débutant motivé.

Adressez C.V. et photo s/réf. 3374.

10, rue de la Louche 75003 Paris cedex 02 est transmettra

Groupe Industriel FRANKEL

EST Parisien - LAGNY

recherche

en vue d'intégration à des structures jeunes et dynamiques

un CADRE ADMINISTRATIF

Sous l'autorité du Chef de Service, il aura à :

- établir les notes de procédure administrative interne ;
- les faire respecter.

De préférence de formation technique, il devra nécessairement avoir une première expérience industrielle similaire.

Adr. C.V., photo et photo, et photo, sous le n° 78.009, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

PARIS (9^e)

CONSTRUCTEUR D'APPAREILS THERMIQUES en pleine expansion et travaillant dans le monde entier, offre situation intéressante et d'avenir à :

INGÉNIEUR

GRANDE ECOLE

pour son Service RECHERCHE DEVELOPPEMENT

Indispensable avoir bonne expérience :

- Thermo-dynamique.
- Mécanique des fluides.
- Calcul ordinaire.
- Au moins une langue étrangère.
- Possibilité de courts déplacements France et étranger.

Adressez C.V., manuscrit, photo et prétentions à : CAMPBELL, B.P. 57, 75034 Paris Cedex 17, s/réf. 811.

THOMSON - BRANDT

recherche pour département RADIO ELECTRO-Acoustique

INGÉNIEUR ELECTRONIQUES

pour Service Etudes.

Expérience appréciée. Anglais indispensable.

Env. C.V., photo et prétentions à : SURELEC, 74, rue du Surmelin, 75006 PARIS.

URGENT

POUR SON SERVICE VENTES

Société PROMOT. IMMOBIL. Paris et R.P. Ch. de commerce, capable respons. tous niveaux, animateur et contrôleur groupe vendeurs. Lb. résident.

Adr. C.V. et photo s/réf. M. 123 à Société J.V. Nicolas, 29, av. Denfert-Rochereau, 75014 Paris, qui tr. Réponds et disc. tot. ass.

AGENT

Technico-Commercial

Formateur technicien supérieur ou ingénieur chimiste. Chargé du développement local de ses produits par l'assistance technique à sa clientèle. (Essentiellement transformateurs de l'industrie chimique).

Adr. C.V., photo et photo, et photo, sous la réf. 417 à : P. LICHAN SA, 10, r. Louvre, 75003 Paris Cedex 02 qui tr.

615

recrute de la cadre de son développ.

I. ANALYSTES ORGANIQUES

niveau maîtrise, 2 à 3 a. exp. ou fonction similaire. Connaissances financières indispensables.

II. INGÉNIEURS CONCEPTEURS

ayant 5 à 6 ans d'expérience, chargés d'étudier de nouvelles chaînes dans applications électroniques. Connaissances système nécessaires.

Connaissances : IBM 370/OSVS, ASS et COBOL - ANS indispensables. (PL. 1 souhaitable)

Envoyez C.V., détaillé à : GIS 48, r. de Ranelagh, 75016 Paris.

Institution de retraite

ASSISTANTE SOCIALE D.E.

quelques années d'expérience, sous la responsabilité du chef de service social, elle prendra en charge les problèmes sociaux et familiaux de nos adhérents : cadres actifs et retraités. QUALITÉS RECHERCHÉES : Sens des contacts humains et initiatives.

Envoyez C.V. et photo et photo, sous la réf. 11.2840 à : M. BASTIER 3234 - LE VESIN-ROBINSON.

Cent. Hospitalier de Paris 15 recrute :

INFIRMIERS (GÈS) PSYCHIATRIQUES

Pour ouverture nouveau service Travail de secteur V.A.D. H. de jour - H. de nuit. Possibilités logement, crèche, avantages financiers région parisienne. Ecrire DIRECTION ou téléph. 48.01.01 Poste 323 pour renseignements et R.V.

Société électronique banlieue, Sud-Est PARIS (94), recherche AGENT TECHNIQUE-COMMERCIAL spécialisé systèmes électroniques. Ecrire sous le n° 79.474 B-Bleu, 17, rue Labat, 93000 VINCENNES.

CENTRE RENE-HUGUENIN

(92) Saint-Cloud, recherche

AIDE-SOIGNANTE

(C.A.P. 2068) - Salaire intéressant. Ecrire ou téléphoner pour rendez-vous au 602-70-50, P. 215

En pleine expansion. Filiale française important groupe américain de 40 km. Paris sud recherche : un INGENIEUR d'études diplômé, expérience 3 ans minimum, conception d'équipements mécaniques ou machines. Connaissance mécanique-outillage-outillage appréciée. Adressez C.V. et prétentions à : S.A.P. n° 340 BP 34, 77202 FONTAINEBLEAU Cedex.

Société d'ingénierie et services tech. : COMPTABLE B.P. ou équivalent, 5 ans d'expérience, comptabilité générale, tenue livres, etc. Situation stable. Adressez C.V. et prétentions à : S.A.P. n° 340 BP 34, 77202 FONTAINEBLEAU Cedex.

Revue écon. spéc. Afrique, rech. et sit. pers. J.M. min. 25 a., exp. O.M., bnd écon., culture, sérieux, dynamique, lls. courtois, ang. intéressé par quest. écon. Afrique. Prés. cand. manusc. avec C.V. et réf. à : SPIMEC, 190, bd Hausmann, 75006 Paris, qui transmet.

Groupe Société Conseil

CHEF COMPTABLE

35 ans minimum, DECS complet pour poste responsabilité comptable et juridique.

Lieu de travail :

QUARTIER INVALIDES. Env. C.V. à : 7.69 la Mande P. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7.

COLLEGE INTERNATIONAL de BONNELLES

(Banlieue Sud)

35 km. de Paris, recherche - INSTITUTEUR confirmé pour classes de 7^e - 9^e - PROFESSEUR MATHS 1^{er} cycle (1^{er} et 2^e sem.) - PROFESSEUR D'ESPAGNOL toutes classes.

Expérience pédagogique exigée. 3 ans min. Tél. d'URGENCE 484-34-35 ou 700-99-75.

ECOLE EXCEPTIONNELLE

recherche

PROFESSEURS remarquables (hommes) en LETTRES pour classes de 2^e et 3^e (22 h. par semaine). Expér. pédagogique exigée 3 ans min. réf. précises. SURVEILLANT GENERAL confirmé.

EDUCATEUR-ANIMATEUR

sportif confirmé. Grande expérience d'animation. 3 ans min. réf. précises. Tél. 802-23-37/700-99-75.

REPRODUCTION INTERDICTED

demandes d'emploi

DIRECTEUR GÉNÉRAL

ans, 15 ans direction (venit au g
CIETE, FILIALE et 5 ans direction
CIETE DE FRANCHISE.
périence en distribution produits d
ans d'équipement du foyer et d'a
ur l'industrie.
ECLAIR ET ITALIEN.

Recherche

POSTE DE DIRECTION

Société de Distribution ou de Fra

Distributeur indépendant

Service N° T 093.584 M. REGIE-PRES
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

NÉGOCIATEUR COMMERCIAL
Contrats Internationaux
ans d'expérience :
sion : Industrie Automobile, Transp.

Etendues :
- à et pré-négociations ;
- entre partenaires ;
- au point et rédaction d'offres ; - -

relations commerciales et financières ;
 2° - Étude et assistance d'exécution :
 a) - Étude et contentieux en matière de mar-
 chés, gré, chef ou produit en main, cost
 des de travail : Anglais et Français.

RECHERCHE

RESPONSABILITES
ACTIVITES DE COMMERCE INTERNATIONAL
sous le n° 3.330 à « le Monde » Pub
5, rue des Italiens. -- 75427 PARIS (9°).

TAIDE GÉNÉRAL ADJOINT 30

**UNIVERSITE + I.E.P. (ECO. - FL. PAN
LANGUE ALLEMANDE
DANS INDUSTRIE AUTO (Gest. éco
DANS ASSOCIATION PATRONALE F**

CHE POSTE DANS DOMAINE :
DEVELOPPEMENT des Hommes et de l'ORGANISATION
COMMUNICATION INTERNE - EXTERNE

5 bis, rue Réaumur. — 75002 PARIS.

CADRE DE DIRECTION
37 ans
expérience distribution et prestations
expérience gestion, animation centre de p
contacts clientèle. Direction du personnel

Anglais courant.
RECHERCHE POSTE RESPONSABILITE
erait cour déplacements France et étr
a Paris ou province. Libre rapidem
Écrire N° 3.207 « le Monde » Publicité.

INFORMATIQUE

SYSTEME ANALYSTE
- Expérience 5 ans, à l'étranger, sur ma
C.
programmeur, d'une équipe de 10 pers
un projet de Télécommunication de 2
SPECIALISTE TEMPS REPT

es : Français, Anglais, Italien.
 che rapidement POSTE STABLE, de re
 position Cadre, à l'étranger ou en Fr
 sous le n° T 093.573 M à REGIE-FR
 85 bis, rue Réaumur - PARIS (2°).

URBANISTE D.I.U.P.

ATEUR - PROJETEUR - COMPOSITEUR
 Expérience S.D.A.U., P.O.S.;
 Travaillé en groupes de travail;
 Collaborations avec administrations et collectivités
 pour l'élaboration de plans de masse;
 Sélection des projets d'architecture;

ées de direction d'études
 cherche
 POSTE A POURVOIR RAPIDEMENT.
 Tél. : 366-38-16.
 rière n° T 93.580 M. REGIE-PRESSE.
 blis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

J.F. Documentaliste
22 a. Angl., all., ch
Ecrire SEMEZ
2, avenue du Liv
30000 COGNAC

78.327 CONTESSÉ
20, av. Opéra,
qui transmettra.

biologie sociale.
« le Monde » P.
llans, 75427 Paris-9.
ESSCA, DECS, CS-
2 ans comme resp.
filiales du groupe
ampl. de rattach.

J.F. 24 a. Cellul. et docum.
 (Sorbonne) et docum.
 redac., rech. poste collu-
 presse ou publicit.
 Ecr. n° G 221 M, Rég.
 85 bis, r. Réaumur, 75001
 J.F. 30 a. B.P. Banque

III, 2^e échel. 9 a. expar
crédits aux entreprises
empr. avec respons. d
privée, Paris ou banl
Ecr. n° 9.328 « le Mond
5, r. des Italiens, 75427,

Information, en

POUR TROU

UN EMPLOI

Le CIDEM (Centre d'information sur l'emploi) vous

Leçons à h. 30-
Nathalie Mogla,
Romainville, 75019.

pour expér. forma-
nte, ch. situat. ds
école, cours de
g. français. Mot.

- Réussir entretiens, interviews
- Les bonnes réponses
- Emplois les plus demandés
- Vos droits, loïs et règlements

Pour informations, écr. à : **Le Service de l'Emploi**, 100, rue de la République, 94-Charenton-le-Pont.

10

La région parisienne

LES "MUNICIPALES" ET L'AVENIR DE LA CAPITALE

Pour un fauteuil de maire

DANS la fièvre, la majorité et l'opposition préparent les élections municipales de mars 1977. L'enjeu est d'autant plus important pour la capitale que cette consultation coïncide avec l'application du nouveau statut de Paris voté en décembre 1975 par l'Assemblée nationale. Paris aura donc un maire, des adjoints, un régime qui lui permettra de se conduire en véritable collectivité locale. Le premier à s'être présenté sur la ligne de départ dans la course au fauteuil de maire est M. René Galy-Dejean, qui conduira les listes « Joberistes » dans la capitale (« Le Monde » du 30 septembre).

Joué 30 septembre. M. Maurice Doubiet, qui de 1965 à 1968, a été préfet de la capitale, puis, de 1969 à 1975, préfet de la région parisienne, a déclaré qu'il « était candidat à la candidature » pour un poste de conseiller de Paris. Est-ce pour amorcer une campagne électorale personnelle que M. Doubiet publie un livre, « Paris

en procès », qui sera à la devanture des librairies dès le 13 octobre ? Toujours est-il que l'ancien préfet de la Seine a jugé la réforme du statut de Paris trop tardive. « Il faut repenser les rapports entre Paris et sa région et le futur maire de Paris doit être élu au suffrage universel », ces options sont notamment défendues par M. Galy-Dejean, pour qui M. Doubiet « a beaucoup d'admiration ainsi que pour M. Jober, qui ont beaucoup fait pour Paris à l'époque du président Pompidou ».

Après les déclarations de M. Pierre Bas, conseiller de Paris U.D.R., les libéraux en lice ont relevé d'union pour la majorité présidentielle et estimé que « M. Christian de La Malène, rapporteur général du budget de la Ville, est le plus compétent pour le poste de maire » (« Le Monde » du 22 septembre), la majorité se fait. Le professeur Lépine, conseiller de Paris, centriste, réclame dans l'article qu'on puisse lire ci-dessous « une majorité de gestion pour la ville ».

La gauche sera unie comme elle l'a été dans la capitale aux élections municipales de 1965 et de 1971. M. Henri Fiszbin, député communiste de Paris, estime que cette union « a été bénéfique. Mais la composition des listes de gauche, où jusqu'à présent les communistes s'alliaient la part du lion, sera rendue plus difficile par la percée socialiste ».

Toutes ces déclarations sont de bonne guerre, alors que vont commencer dans chaque camp les négociations entre les différents partenaires qui composeront la majorité et ceux qui composeront l'opposition.

Mais si les élus ont ouvert très tôt leur dossier tactique, il reste à ouvrir les dossiers qui intéresseront tout les Parisiens, ceux notamment de l'urbanisme, des transports et de la dépopulation de la capitale, dépopulation qui posera dans l'avenir d'importantes questions financières. Il y a également des options politiques essentielles.

JEAN FERRIN.

Une majorité de gestion

par PIERRE LÉPINE (*)

EN proposant un nouveau statut pour la capitale, le président de la République a eu le geste politique qu'il avait, comme candidat, promis aux Parisiens.

A la volonté novatrice du gouvernement a répondu une large majorité pour affranchir Paris d'un statut d'exception et restituer à la capitale ses libertés.

Paris sera donc demain une ville majeure où le maire devra, à la tête d'un conseil municipal, répondre de sa gestion devant les Parisiens : le sens même des élections, comme leur optique, en est renouvelé.

C'est pourquoi il faut proposer au choix des Parisiens une majorité de gestion responsable, efficace et cohérente, qui, certes, prenne en compte les évolutions politiques nécessaires, mais qui soit une, solide et imaginative.

Rien ne serait pire, à l'aube d'une vie nouvelle de la capitale rendue à ses habitants, que le maire et son équipe sortent d'une majorité de rencontre élaborée au petit matin de la première réunion du conseil municipal de Paris.

Comment imaginer que des factions divisées, concurrentes et hargneuses puissent, au lendemain de l'élection, trouver la sérénité et l'homogénéité nécessaires à la gestion de la capitale ?

Parce que le rôle des élus s'exercera sans l'intermédiaire ni l'excuse ni le confort de la tutelle, les jeux politiques, chaque année renouvelés, doivent disparaître. Le conseil municipal de Paris ne sera plus un

pseudo-Parlement, animé par le carrousel des « questions » avec ou sans débat, mais une assemblée directement et totalement responsable de la gestion de la ville.

C'est donc une majorité de gestion qui doit proposer les orientations fondamentales pour le devenir de la capitale.

C'est une majorité de gestion qui doit assumer et expliquer, dans chaque arrondissement, le débat municipal.

C'est une majorité de gestion qui doit appliquer et respecter les termes du contrat que les Parisiens auront passé avec leurs élus.

L'équipe municipale qui se présentera au suffrage doit le faire dans la clarté du choix politique fondé sur l'union, ce qui élargit mais limite le choix de ses partenaires : c'est la majorité présidentielle qui en constitue tout naturellement le cadre.

Son animateur, proposé et accepté à l'avance, doit avoir pour ambition, par-delà les différences entre les formations de la majorité, de fédérer, de cultiver les communes d'idées dans la ligne tracée par le président de la République.

Les tâches sont assez nombreuses pour rassembler ceux qui, dans la majorité d'aujourd'hui et celle de demain, se retrouveront pour proposer dans leur pleine responsabilité aux Parisiens les objectifs librement choisis pour mieux vivre à Paris.

(*) Conseiller de Paris, président du groupe « Liberté de Paris » (centriste).

Les prétendants

par HENRI FISZBIN (*)

PARIS n'a pas encore son maire. Il a déjà ses prétendants. Presque tous émanant des rangs de la majorité. Parmi les candidats à la désignation, notamment les noms de MM. Taittinger, Dominati, de La Malène. La liste, paraît-il, ne serait pas close. Pour qu'il y ait une telle inflation de candidats, il faut que les ambitions personnelles et les rivalités de clans y soient mêlées.

Or, la réalité est que l'élution d'une personnalité au sein de la majorité et de l'ensemble des prochaines élections municipales au niveau d'un choix entre telle ou telle personnalité.

Or le véritable choix se fera entre deux politiques : celle de la majorité giscardienne qui domine Paris depuis si longtemps et porte la responsabilité d'une gestion dont les résultats sont accablants, et une politique nouvelle au service des Parisiens.

Mais, emportés par leur élan, les candidats à la désignation comme futur maire perdent de vue le côté occasion de leur démarche. Ils supposent, en effet, résoudre leur difficulté essentielle, celle de la désignation, et se précipitent à l'élution. Or, c'est à Paris, dans dix-huit circonscriptions, qu'il faut commencer par être élu conseiller. Cela se fait, à Paris, dans dix-huit circonscriptions, qui élisent chacune un conseiller. C'est à Paris, dans dix-huit circonscriptions, qu'il faut commencer par être élu conseiller. Cela se fait, à Paris, dans dix-huit circonscriptions, qui élisent chacune un conseiller.

MM. Dominati et de La Malène, par exemple, considéreraient-ils comme acquiescé leur réélection dans leurs circonscriptions respectives actuelles ? Ce serait bien évidemment de leur part. Ou bien envisageraient-ils de se replier dans une circonscription

moins vulnérable ? On ne pourrait y voir la marque d'une grande confiance. D'aucuns, déjà, ont connu la mésaventure de « vendre la peau du lion ».

En effet, la tendance à Paris, comme dans tout le pays, est aux progrès de la gauche. Elle est au renforcement de la volonté collective de changements profonds. Elle est au soutien grandissant du programme commun de gouvernement.

Or, la gauche peut ambitionner de l'emporter à Paris. Si l'on se réfère à l'élection présidentielle, dernière en date des consultations à Paris, on constate qu'elle a rassemblé, ce qui dans tous les secteurs, dans neuf d'entre eux, son score est supérieur à 45 %. Pour la première fois, elle a obtenu, dans dix circonscriptions législatives de la capitale.

La gauche progresse à Paris parce que les méfaits de la politique du pouvoir et des grandes sociétés financières y sont particulièrement sensibles. Elle progresse parce que dans la capitale, depuis 1965, elle se présente unie aux élections municipales, ce qui lui a permis de constituer à l'Hôtel de Ville une opposition combattive et assurant sur tous les terrains la défense des intérêts des Parisiens. Ceux-ci ont pu ainsi, constater que la présence de vingt conseillers communistes, de huit socialistes et de deux radicaux de gauche au Conseil de Paris était pour eux une garantie et un espoir. Ils ont pu ainsi vérifier la capacité de la gauche à respecter ses engagements et à tenir ses promesses.

La signature du programme commun de gouvernement, intervenu en 1972, a donné à cette union une assise politique nationale et a ouvert la perspective de changements profonds en France et à Paris. L'audience de la gauche en a largement bénéficié.

En 1973, la gauche a fait à Paris un nouveau bond en avant. L'élection de sept députés communistes a donné à l'action pour la défense de la capitale et pour la solution des grands problèmes qui assaillent les Parisiens la dimension nationale qu'elle n'avait pas jusqu'alors. Elle a permis de prolonger l'action des élus de gauche au Conseil de Paris, de lui donner une plus grande efficacité encore. Elle a été pour les Parisiens un élément essentiel de prise de conscience et de ralliement au programme commun.

Telles sont les données qui établissent, de manière irréfutable, les progrès de la gauche dans la capitale depuis l'élection présidentielle. Nous nous réjouissons que les progrès de l'influence du parti communiste à Paris aient pu y contribuer de manière aussi décisive. Nos partenaires socialistes et radicaux de gauche, ayant de leur côté des raisons de penser qu'eux aussi ont gagné en influence, les progrès de la gauche dans la capitale, résultant d'une avancée de toutes les formations, ouvrent la voie à de nouveaux succès.

Voici que l'accord national entre les partis de gauche en vue des prochaines élections municipales marque une grande efficacité dans le renforcement du dynamisme unitaire. Il crée les meilleures conditions pour susciter un grand courant de confiance et d'enthousiasme et renforce les perspectives d'une victoire de la gauche à Paris.

Dès avant les vacances, les trois fédérations parisiennes des partis signataires du programme commun avaient décidé, sur la base de cet accord, de présenter dans tous les arrondissements des listes d'union.

Ce sont ces listes qui porteront l'avance de Paris et l'espoir des Parisiens dans leur vie, et non pas les dérisoires disputes actuelles des « prétendants ».

(*) Premier secrétaire de la fédération de Paris du parti communiste français, député de Paris.

LE PROGRAMME DE CONSTRUCTION A LA DÉFENSE

Moins de tours mais encore des difficultés

Le 29 juillet dernier, M. Robert Galley, alors ministre de l'équipement, annonçait sa décision de ne pas poursuivre le programme de tours de la Défense. Tous les logements prévus seront construits, mais la hauteur des bâtiments ne dépassera pas sept ou huit étages. Après cette décision, où en est la Défense ?

Les « tours Allaud », comme on les appelle ici, sont situées dans la zone B de la Défense, constituée en majeure partie de logements construits autour du parc. Le programme comprenait dix tours de 50 mètres (H.L.M.), et onze tours de 100 mètres (logements aidés et libres), en tout trois mille logements. La première tranche est terminée, une seconde démarre. La troisième, qui est touchée par la

décision ministérielle, représente plus de la moitié du programme.

A la Défense, le communiqué de M. Galley n'a pas surpris. « Depuis la lettre du président de la République, M. Giscard d'Estaing exprimait son désir de ne plus voir construire de tours d'habitation, nous nous attendions à une telle prise de position », disent les responsables.

La conjoncture

A leurs yeux, les difficultés proviennent moins de la décision ministérielle que de la conjoncture économique.

En effet, l'établissement public d'aménagement de la Défense vi d'emprunte ; l'établissement achète, aménage des terrains, puis il revend des « droits de construire » aux promoteurs. Les bénéfices que l'EPAD tire de la construction de mètres carrés de bureaux et de logements libres lui permettent de financer des H.L.M. et divers équipements. Pour le moment, la zone B de la Défense a coté plus qu'elle n'a rapporté : les H.L.M. ont été construites en priorité et leur programme s'achève à peine. Chaque logement dans la précédente zone a coûté 50 000 F à l'EPAD.

L'EPAD compte donc sur deux ressources : les mètres carrés de bureaux et les logements non aidés. Jusqu'à l'année dernière, aucun programme de bureaux n'était autorisé. Cent mille sont

aujourd'hui décidés. Il en faudrait le double pour équilibrer le bilan. Autre source de bénéfices : les logements. Dans l'échéancier fixé par l'EPAD et la municipalité de Nanterre, ils sont les derniers prévus. Le programme ne devrait cependant pas prendre de retard : leur construction ne devait démarrer que dans quelques mois, et M. Emile Allaud a le temps de revoir son premier projet. En revanche, les promoteurs, qu'ils construisent des logements ou des bureaux, sont nettement moins enthousiastes que les années précédentes.

Pour sortir de la difficulté, les responsables de l'EPAD comptent sur deux atouts : la R.E.R. et le parc, ce dernier devant ouvrir ses portes au printemps. Si cela n'est pas suffisant, il leur restera à se tourner vers le gouvernement pour lui demander une subvention leur permettant d'équilibrer leur programme.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

PREMIERS REMOUS PARMI LE PERSONNEL

Les attachés d'administration se mettent en grève

Les attachés d'administration de la Ville de Paris — qui sont des cadres — se mettent en grève ce lundi 4 octobre, jour de l'ouverture de la session extraordinaire du Conseil de Paris.

Ils entendent ainsi protester contre les projets du gouvernement, qui, profitant de la mise en place du nouveau statut de Paris, veut aligner le statut de ce corps sur celui des fonctionnaires de même rang dans les grandes villes de province.

Jusqu'à maintenant les attachés d'administration

à propos de cette grève, M. Jean-Claude Auger, président de l'Association des attachés d'administration de la Ville de Paris, répond à nos questions :

« La grève est un fait excep-

tionnel dans l'histoire de la ville ?

— La mise en place de la réforme du statut de Paris nous est particulièrement défavorable. En effet, si le gouvernement admet que les nou-

velles collectivités parisiennes (la ville et le département) doivent disposer de cadres supérieurs au statut identique à ceux de l'Etat, il le refuse, en revanche, pour les attachés d'administration, qui par leur importance numérique constituent pourtant l'ossature administrative de la Ville de Paris.

— Quel statut veut vous proposer l'Etat ?

— Il s'agit de créer un corps d'attachés d'un niveau inférieur à celui des attachés d'administration centrale et inférieur à celui des attachés de préfecture. En fait, un corps qui serait équivalent à celui que les pouvoirs publics élaboraient actuellement pour les villes de province.

— Quelles en seraient les conséquences ?

— Pour nous, une telle solution est inacceptable, car nous occupons des emplois de niveau inférieur avec toutes les conséquences qui en découlent, notamment pour ce qui concerne les différents avantages de carrière (primes, indemnités). Il serait très grave que le recrutement administratif soit d'un niveau inférieur par rapport à la situation actuelle. Paris doit avoir des cadres de qualité. — J. P.

LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus « Je n'ose pas » : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus « Ce n'est pas pour moi » : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas « lesquelles choisir ? » : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une acouturnance rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Du 2 au 17 Octobre
Prestige de la Tradition
Britannique



Salon du Mobilier et de la Décoration
STANDS 3 K 21 et 3 K 25

BERTRAND
Spécialiste du Meuble Anglais
65, rue Guy-Moquet et 7, rue Lacaille 75017 Paris
Parking - 1200 m² d'exposition - Tél. 229.25.36

150

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

URBANISME

UN COLLOQUE SOCIALISTE A ÉVRY

La gestion des villes nouvelles peut-elle ne pas être technocratique ?

Au lendemain des élections cantonales du printemps dernier, qui ont vu une importante progression de la gauche dans la banlieue parisienne, on pouvait dire que le parti communiste gagnait dans les ensembles immobiliers médiocres et que le parti socialiste l'emportait dans ceux qui étaient d'une meilleure qualité. Cette boutade a été prise au sérieux par les responsables socialistes. Pour

préparer les futures échéances électorales, ils ont souhaité faire progresser la réflexion du P.S. sur l'urbanisation de qualité par excellence, que sont les villes nouvelles. Une centaine de militants, de techniciens de l'urbanisme et d'élus se sont penchés, le 2 et le 3 octobre, à Evry (Essonne), sur l'avenir de ces agglomérations.

Ce n'est pas sans un certain embarras que les socialistes abordent les neuf villes nouvelles françaises (1). « Une lecture idéologique du fait urbain », autrement dit une dénonciation des intentions cachées du pouvoir — devrait faire apparaître, dans la construction de ces cités de plusieurs centaines de milliers d'habitants, la volonté de fournir au patronat une main-d'œuvre assaillie par la présence d'habitations et d'équipements sociaux en nombre insuffisant.

Dans ce domaine aussi, le gaullisme a brouillé les cartes : vouloir des villes où les habitants trouveraient en arrivant des emplois, des transports, de la verdure, des lieux de récréation, une architecture hardie et fonctionnelle, n'est-ce pas une idée socialiste ? « Non », a répondu M. Pierre Merlin, président de l'université de Paris-VIII, il s'agit d'une démarche volontariste de technocrates aux idées socialistes de l'époque gaullienne. Les villes nouvelles ne sont pas démocratiques.

Les intervenants ont été nombreux à souligner les échecs de cette politique. Pour M. Alain Saliez, professeur à l'ESSEC, 47,3 % seulement des logements prévus dans les villes nouvelles de la région parisienne ont été réalisés au cours du V^e Plan. En matière d'emplois, ce n'est pas mieux : les créations d'emplois n'ont pas dépassé 34 % des objectifs en région parisienne et 50 % dans les villes nouvelles de province. Par exemple, à Evry, le plan annonçait trente mille cinq cents nouveaux postes de travail ; on n'en compte que treize mille.

En dépensant 600 millions de francs depuis 1970 pour acheter des terrains, l'Etat a entraîné la spéculation foncière dans ces villes, a reconnu M. Louis Mermoz, député et maire de Vienne, mais ce sont les promoteurs immobiliers qui ont reçu ces terres viabilisées et enflaient les plus-values.

Bonbonnières de luxe

M. Alain Fourest, membre du cabinet du président du conseil régional de Provence-Côte d'Azur-Alpes, a démontré point par point comment les manœuvres politiques imaginées pour éviter que la gauche ne contrôle la ville nouvelle de Fos-Etang-de-Berre avaient été toute signification à celle-ci : la majorité des « actifs » travaillant dans son périmètre habite à plus de 20 kilomètres et trois mille logements restent vides parce qu'on a favorisé les trois communes gérées par la droite sans

(1) Cergy-Pontoise, Evry, Marne-la-Vallée, Melun-Sénart et Saint-Quentin-en-Yvelines dans la région parisienne, Fos-Etang-de-Berre, Lille-St. Leger-d'Artois et Le Vendreuil en province.

Paris

A quatre-vingt-six ans

LE « PÈRE LA SOURIS » A QUITTÉ LE BOULEVARD

Tous les Parisiens — les vrais, ceux qui savent prendre le temps de regarder un brin sur les boulevards avant de se laisser aspirer par le métro, — l'avaient connu, le « Père la Souris », comme ceux de la génération d'avant avaient connu le fameux agent de la porte Saint-Denis, dont l'immense barbe en bavoir faisait partie du paysage de Paris.

Il avait en son heure de gloire, ce roi des camelots de 1937 à 1950. Georges Cuxin pour l'état civil, qui vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-six ans. On ne verra plus sa grosse bille ronde épaissie sous un éternel melon gris coquilleux perché sur l'oreille. Finalement, la jactance, le bonhumeur, les dithyrambes, les tristes-menus des sourires à deux sous auxquels il devait sa gloire, rangent au musée, dont les bandes se demandent toujours par où pouvait bien passer l'invincible 21 qui les faisait frôler les jambes des minettes attardées.

Mardi, on conduira au cimetière de Saint-Ouen le dernier roi des camelots. Un Parisien de Paris. Un vrai. — J.-M. D.-S.

LA SITUATION EN CORSE

Une trentaine d'élus demandent le départ de la légion étrangère et son remplacement par un autre corps

Une trentaine d'élus du département de la Haute-Corse, maires, conseillers généraux et représentants d'organisations agricoles — ont demandé, le dimanche 3 octobre, le départ de la légion étrangère de Corse et son remplacement par un corps d'armée régulier. Ils réclament également que « soit envisagée, au plus haut niveau, la dissolution de la légion

étrangère qui n'a plus, en 1976, dans notre régime démocratique, de raison fondamentale d'exister ». M. François Giacobbi, président (trad. de gauche) du conseil général, a indiqué qu'il réservait son opinion en attendant de rencontrer, le mardi 5 octobre, le premier ministre (1).

D'autre part, trois légionnaires déserteurs du 2^e Régiment étranger de parachutistes (REP), de Cely, ont été capturés, dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 octobre, par des habitants de Macinaggio dans le cap Corse. Les trois hommes, Ernest Ponsart, vingt-trois ans, Canadien;

Pierre Cordier, vingt ans, Luxembourgeois, et Fédor Steiger, vingt-trois ans, Allemand, avaient, selon leurs déclarations, l'intention de voler un bateau dans le port de la petite localité, de traverser le canal de Corse et de gagner l'Italie.

Les trois déserteurs n'ont pu mettre leur projet à exécution. Des habitants de Macinaggio les ont pourchassés, tirant même des coups de feu dans leur direction. L'un d'eux, Pierre Cordier, a été blessé au pied. Finalement, tous trois ont été ligotés et remis aux gendarmes de la brigade de Luri, puis transférés à Bastia.

Un gardien de la paix, blessé au visage par un jet de pierre, lors de la manifestation du 1^{er} octobre devant la sous-préfecture de Corte, a affirmé reconnaître en Pierre Astima le manifestant qui l'avait blessé.

Le jeune homme a été déferé au parquet de Bastia et inculpé de « coups et blessures volontaires à l'encontre d'un gardien de la paix ».

(1) Parmi les signataires on a relevé notamment les noms de M. Jean Marchionni, maire socialiste de Giuncaggio; Xavier Carliotti, maire indépendant d'Aléria; Etienne Morecchini, conseiller général, radical de gauche, de Bastia; Vincent Carliotti, vice-président, indépendant, du conseil général de la Haute-Corse; Pascal Tuccicelli, conseiller municipal, radical de gauche, de Bastia.

M. PONIAWOWSKI : M. Marchais n'a pas le droit de parler de la légion.

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a déclaré samedi 3 octobre, à Servance (Haute-Saône), en réponse aux demandes de dissolution de la légion étrangère, faites par M. Marchais et les députés du P.C.F. :

« Certains veulent dissoudre la légion. Je ne l'admets pas, surtout venant de la part de ceux qui n'ont pas le droit de parler ni de la Légion ni de l'armée, quant on sait où ils se trouvaient pendant la guerre. (...) Sur le sol national, il y a toujours un drapeau et une armée. Or bien c'est votre drapeau et votre armée ou bien c'est le drapeau et l'armée des autres. »

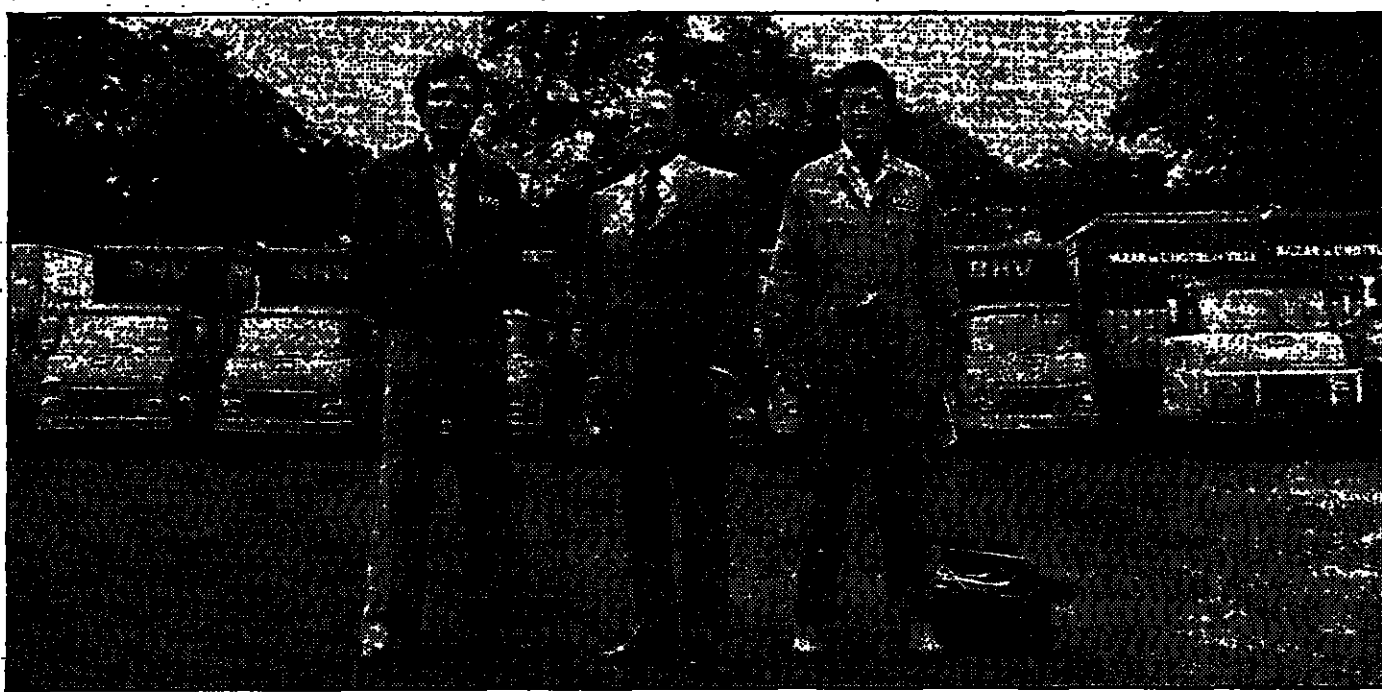
Attention à l'explosif

Un attentat à l'explosif a été commis, dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 octobre, au quartier « Chabrière » de la légion étrangère à Corte. La charge, de faible puissance, a explosé contre les bâtiments, occasionnant de très légers dégâts.

D'autre part, un jeune homme de vingt et un ans, originaire de Vescovato, Pierre Astima, a été interpellé par la police, le dimanche matin 3 octobre, à Corte.

Demain en page « Evénement » : LA LÉGION ÉTRANGÈRE

Nous avons signé nos premiers contrats de location de camions en 1906



En 1976 près de 1 000 entreprises françaises ont fait de VIA leur "Partenaire-Transport"

Nous avons été les premiers en France à proposer des véhicules en location. C'était en 1906. Parmi les premiers à nous faire confiance : Le Samaritaine, Le Grand Bazar de l'Hôtel de Ville.

Aujourd'hui, nous sommes toujours leur "Partenaire-Transport", comme celui de près de 1.000 entreprises françaises. Parce que nous possédons l'expérience, la surface et les hommes qu'il faut pour tenir ce rôle avec le maximum d'efficacité.

Notre expérience, elle a 70 ans. 70 ans

passés à résoudre un problème toujours nouveau : sélectionner les matériels les mieux adaptés aux exigences sans cesse accrues de rentabilité, de rapidité, de spécialisation des transports. Des dizaines de milliers de véhicules sont passés entre nos mains : nous savons reconnaître les meilleurs.

Notre surface, c'est notre flotte : 8.000 véhicules, du triporteur au 38 tonnes, qui savent répondre avec précision aux multiples aspects du transport moderne. Ce sont aussi nos 50 centres d'exploitation et d'entretien répartis sur

tout le territoire français.

Nos hommes, ce sont nos 3.000 chauffeurs et nos 1.200 techniciens d'atelier, hautement qualifiés ; ce sont aussi nos 1.300 gestionnaires qui savent de quoi est fait le coût d'un kilomètre.

Notre métier est de faire rouler des camions qui partent et qui arrivent à l'heure, qui garantissent la sécurité et la rentabilité de tous les transports. Le vôtre est différent. Si vous voulez lui consacrer tout le temps qu'il mérite, tous les moyens qu'il exige, faites de VIA votre "Partenaire-Transport".

VIA Location de Camions

TOUR EUROPE - 82000 PARIS LA DÉFENSE - CEDEX N° 7. Tél. 788.28.80.

Journal 150

LA VIE ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE

La sainte alliance des compagnies pétrolières européennes

Le mémorandum déposé au début du mois de septembre auprès de la Commission de Bruxelles par cinq compagnies pétrolières européennes — la C.F.P., Elf-Aquitaine (France), l'ENI (Italie), Veba (Allemagne fédérale) et Petrofina (Belgique) — est soumis au 4 octobre au comité de l'énergie des Neuf. En tant que grandes lignes d'une politique pétrolière commune, les « cinq » — auxquelles pourrait se joindre la compagnie anglaise B.P. — entendent « faire bénéficier l'Europe à long terme de sources plus stables et plus sûres de combustibles et de carburants, et améliorer ainsi ses possibilités concurrentielles ». Critiqué à Bonn, qui rappelle que la politique énergétique allemande est fondée sur le libre jeu de la concurrence, le mémorandum a été favorablement accueilli à Paris et à Bruxelles. Quelles que soient les suites qui seront données à cette affaire, la démarche des « cinq » aura au moins le mérite de mettre en évidence la spécificité des compagnies européennes face aux « majors ».

La démarche des compagnies européennes n'est pas désintéressée. Alors que les investissements nécessaires à l'exploration et pour la reconversion des raffineries sont de plus en plus lourds, ces firmes, qui sont faiblement représentées sur le marché américain — source des profits les plus importants — voient leur situation financière se dégrader plus rapidement que celle des « majors ». Dès lors, comment ne considèrent-elles pas d'un mauvais œil la façon dont les « superpétroliers » réalisés à la production par Shell, Esso et Mobil sont utilisés en Allemagne fédérale ou aux Pays-Bas (grâce à une législation fiscale allemande, qui permet dans certaines conditions les transferts de bénéfices de maison-mère à filiale) à financer une guerre des prix à la distribution ? Une tonne de pétrole brut produite en Allemagne fédérale permet de réaliser, selon les compagnies européennes, un bénéfice de 110 F. Shell et Esso, qui se partagent dans ce pays une production de l'ordre de 5 millions de tonnes, réalisent donc 550 millions de francs de bénéfice annuel... alors que la société allemande Veba estime perdre actuellement 24,50 deutschemarks par tonne de pétrole brut vendue à la sortie de la raffinerie ! Pour les cinq compagnies européennes, il y a là une « distorsion de la concurrence » qui leur coûte cher. Elles suggèrent donc à la Commission de Bruxelles que soit interdit le report des bénéfices réalisés à la production dans le secteur de la distribution.

Egaliser les obligations

Seconde distorsion des lois du marché : les sujétions imposées aux sociétés de raffinage. Ne sont-elles pas obligées de détenir des stocks plus importants que ceux des importateurs directs ? Il faut donc, disent les compagnies européennes, égaliser ces obligations.

Enfin, toujours dans le domaine de la concurrence, les « cinq » remettent en cause le rôle joué par le marché de Rotterdam, dont la cotation sert de référence dans de nombreux pays européens, alors qu'on ne connaît ni le nom des vendeurs, ni les quantités, ni la qualité des produits offerts. Bon indice des tendances, ce marché marginal (moins de 20 millions de tonnes sur une consommation des Neuf qui avoisine 700 millions de tonnes par an) ne saurait constituer un indicateur des valeurs.

Ces sociétés s'inquiètent également de la surcapacité de raffinage en Europe occidentale. En 1975, le taux d'utilisation des raffineries a été de peine supérieur à 60 %. Sans doute les compagnies sont-elles responsables des prévisions optimistes faites avant la crise de 1973. Elles n'en proposent pas moins que la Communauté envisage un programme d'ensemble pour les constructions nouvelles et prévoit une fermeture volontaire des raffineries à rentabilité marginale. Elles suggèrent aussi une protection des raffineries européennes contre les importations.

Mais la proposition la plus intéressante des « cinq » concerne la transparence des prix. Un barème

Lanvin, 15, Faubourg St-Honoré, Paris. 265 14 40

Les premières chemises que l'on commande chez Lanvin

En 1976, à quoi reconnaît-on dans la rue un homme qui a réussi ? Difficile à dire. Les ministres s'habillent en Pdg tout comme le font les généraux et, éventuellement, les cardinaux. Et au premier coup d'œil, le stéréotype de Monsieur Tout-le-monde n'est pas bien loin.

Mais il ne faut pas s'y tromper. Si les uniformes sont pour la plupart aujourd'hui au rang des souvenirs, la réussite peut néanmoins s'accompagner encore de privilèges vestimentaires. Lanvin en est la preuve.

Prenez l'exemple de ceux qui, décidant un jour de franchir le pas, se rendent rue du

Faubourg Saint-Honoré pour y commander leurs premières chemises sur mesure.

Un cercle pour gentlemen... Près de treize cents tissus les attendent, mais ce qui les surprendra sans doute de prime abord chez celui que l'on considère comme le dernier grand tailleur, c'est la tranquillité de l'endroit. Il ne ressemble en rien à une boutique, mais davantage à un cercle pour gentlemen. Et là, découvrira vite que c'en est un.

C'est là que M. Van Hengel qui règne sur la chemiserie leur parlera de ses tissus précieux, les aidant, s'ils le désirent, à faire leur choix. Et pendant ce temps-là, ses assistants établiront un dossier avec des mensurations au millimètre près. Ainsi, les tissus choisis, les quarante ouvriers de l'atelier pourront se mettre immédiatement à l'œuvre. Leur nombre peut paraître considérable et pourtant, elles n'ont pas de temps à perdre. C'est qu'il n'y a pas de mystère. S'il faut sept minutes à une machine automatique pour faire une chemise, il ne faut pas moins de quatre heures chez Lanvin... Tout y est cousu à la main après avoir été soigneusement étudié sur un patron de papier.

La tenue d'un col, le tombé d'un plastron, les épaules, les manchettes, tout cela ne se fabrique pas, mais se crée et se peaufine. C'est là qu'est la différence. Elle se sent, bien sûr, mais elle se voit aussi à des détails qui ne trompent pas l'œil averti. Si bien qu'après quelque temps, on remarque à cent pas une chemise bien coupée et l'on est même parfois tenté de se demander comment on a vécu tant d'années avec d'autres.

Mais Lanvin réserve d'autres privilèges à ses habitués. Qui par exemple imaginerait dans un dîner que l'homme assis en face de soi, riant à peine de voyage, a commandé par téléphone, quelques jours auparavant, la chemise qu'il porte. Peut-être était-il à New York, à Rio... Qu'importe, le miracle est là. Et ce que l'on peut faire chez Lanvin pour un seul homme fait inévitablement songer aux privilèges réservés jadis aux grands de ce monde.

Les temps changent, les Présidents de la République s'habillent eux-mêmes en hommes d'affaires ; c'est ce que l'on appelle la mode.

Mais quand on entend chez Lanvin la vieille rengaine « ce n'est plus comme autrefois », on ne peut s'empêcher de sourire — discrètement.



L'entrée dans le monde des privilèges...

CORRESPONDANCE

La politique de C.I.I.-Honeywell-Bull

A la suite de l'article intitulé « C.I.I.-Honeywell-Bull un an après », paru dans nos éditions du 18 septembre dans le supplément consacré au Scep, nous avons reçu de M. Jean-Pierre Brille, président-directeur général de C.I.I.-Honeywell-Bull, une lettre que nous publions ci-dessous :

Je relève tout d'abord l'affirmation que C.I.I.-Honeywell-Bull doit importer en quatre ans deux cent seize ordinateurs Honeywell du niveau 66. Cette affirmation contraire aux termes des accords, comme nous avons déjà eu l'occasion de le rappeler plusieurs fois en public, est reprise une fois de plus par le Monde, qui en avait déjà fait état dans des articles précédents (le Monde des 2 août et 27 novembre 1975).

Une telle répétition — que nous avons observée, il est vrai, dans d'autres journaux — est d'autant plus choquante que cette affirmation inexacte a servi de point de départ à un doute systématique jeté sur la politique de produits de la nouvelle compagnie, qu'un tel engagement aurait obéré.

Par la fréquence de ces articles le Monde a créé le doute de façon répétée sur la volonté de la nouvelle compagnie, d'une part, de continuer à développer de grands ordinateurs en France, d'autre part, de fournir aux utilisateurs de grands systèmes C.I.I. une voie d'évolution ultérieure pleinement compatible.

Je regrette que l'information très claire donnée à ce sujet le 18 septembre en ce qui concerne le développement par les équipes de C.I.I.-Honeywell-Bull d'un grand système pleinement compatible avec l'iris 80 n'ait pas été définitivement ce sujet. Dans son édition du 18 septembre, le Monde présente ce nouveau développement (Y 4/5) comme concurrent du grand système 66, alors que

dans notre conférence de presse nous avons clairement montré qu'il s'adressait à des bases de clientèle différentes. Chacune d'entre elles, en effet, pourra suivre une évolution compatible visant, à long terme, à une convergence.

Enfin, le comité technique chargé de coordonner les stratégies produits de C.I.I.-Honeywell-Bull et d'Honeywell fait l'objet de suppositions gratuitement alarmistes, alors que nous avons exposé à diverses reprises qu'il est de nature purement consultative. La décision par la direction de C.I.I.-Honeywell-Bull de lancer le grand ordinateur devant succéder à l'iris 80 montre bien que la compagnie détermine sa politique produits principalement en fonction des besoins de sa clientèle. Ne pouvant nier ce fait concret, votre rédacteur a cru bon, néanmoins, d'une part, d'en rechercher la raison dans des faiblesses supposées chez Honeywell, et, d'autre part, de suggérer que la décision pourra être mise en cause plus tard. L'effet de ces hypothèses est de créer chez le lecteur l'impression, sans fondement, de dissensions probables entre C.I.I.-Honeywell-Bull et Honeywell.

Cette suite d'hypothèses, systématiquement pessimistes, malgré les démentis des faits et de nos déclarations officielles, est évidemment préjudiciable à la compagnie. Les objectifs ambitieux qu'elle poursuit, les efforts de tout son personnel pour satisfaire les besoins complexes de ses nombreux clients, nous semblent mériter une information détachée d'idées préconçues.

[Les « importations » de grands ordinateurs 66 sont définies dans les pages 7, 8, 9 et 10, chapitre III, de « l'accord de coordination entre C.I.I.-H.B. et le groupe Honeywell ».

« Les compagnies [C.I.I.-H.B. et sa filiale internationale C.I.I.-H.B.I.] commanderont à Honeywell ou leur feront commander par leurs filiales (...) des unités centrales de la série 66 à concurrence des sous-traitants premières unités centrales devant être livrées globalement par les compagnies et lesdites filiales à leurs clients (...) pendant chacune des deux premières périodes de douze mois. Dans le cas où les livraisons faites par les compagnies et leurs filiales seraient globalement inférieures à sollicité-donne au cours de chacune de ces deux périodes de douze mois, les compagnies et leurs filiales seraient déchargées de cette obligation à concurrence des insuffisances de livraison correspondantes. » Un second paragraphe identique traite des deux années suivantes, pour lesquelles le chiffre de sollicité-donne est ramené à trente-six.

En clair, et pour simplifier, si C.I.I.-H.B. obtient par exemple sur quatre ans un volume de commandes de deux cent cinquante exemplaires du 66, elle est tenue d'en acheter au moins deux cent seize à Honeywell. Si C.I.I.-H.B. n'obtient que cent quatre-vingts commandes de 66, elle les achètera à Honeywell, mais sans être tenue d'en importer trente-six supplémentaires.

Interrogé sur ce point précis des importations de matériel 66 par le Monde le 27 juin 1976, M. Brille déclarait notamment : « ... enfin je voudrais remettre les choses à leur juste place. Ce chiffre de sollicité-donne [pour chacune des deux premières années] est inférieur à ce que Honeywell-Bull vendait avant la fusion avec C.I.I. »

Pour le reste, nous n'entendons pas polémiquer avec M. Jean-Pierre Brille. Les utilisateurs de matériel C.I.I., qui tout au long de ces dix-huit mois difficiles ont lu « le Monde » et écouté les déclarations des uns et des autres, détermineront à qui incombe la responsabilité du doute qui a plané sur la poursuite et l'adaptation du programme X/4/5 jusqu'au début du mois de septembre. — J.-M.Q.]

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 888
Ecole Préparatoire
D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petites-Champs
75008 PARIS - CEDEX 02

Pacer
STATION-WAGON
American Motors
Jean-Charles
28, rue de la Bastille PARIS 75004-22-46

CARNETS FACTURER...
Depuis plus de 30 ans, nous fabriquons les imprimés de gestion administrative des plus grandes firmes françaises. Nous pouvons presque tout faire. Nous avons l'habitude du travail soigné.
Confiez-nous vos factures, vos liasses, vos carnets. Nous les réaliserons à un prix étroit, et dans les délais.
Si vous le désirez, l'un de nos représentants passera vous voir. Sans engagement. N'hésitez pas à nous contacter.

LIASSES Imprimerie GRESSET
R. P. I.
KEY 2200 CHAMPAIGNE (Lyon)
Tél. 04 78 31 31 - 15 31 31 31

OUVERTURE DE LA ZONE D'ACTIVITES
les Molières MIRAMAS B.I.R.
Lots viabilisés à partir de 30 F le M2
Située à Miramas, sur les axes de communication avec tous les centres régionaux, la zone d'activités des MOLIÈRES s'ouvre aujourd'hui aux industriels. Elle offre des avantages exceptionnels à un coût très bas :
— viabilité entièrement réalisée,
— découpage de lots à partir de 1.000 m2
— main-d'œuvre abondante,
— logements assurés,
— équipements socio-culturels et de loisirs très diversifiés.
Toutes les entreprises non polluantes sont acceptées.
Pour tous renseignements et vente s'adresser à :
montus industrie (91) 43.20.23
UP ISTRES (91) 55.03.54
Une réalisation SCA - Ville nouvelle de Fos

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La police a fait évacuer les ouvriers du groupe textile Schlumpf qui occupaient la propriété de leurs patrons

La police a fait évacuer, samedi 2 octobre, la propriété des frères Schlumpf, à Malmerspach (Haut-Rhin), occupée depuis le 29 septembre par des ouvriers inquiétés sur l'avenir du groupe textile Schlumpf (quatre usines employant au total deux mille personnes environ).

Les ouvriers avaient déclaré, la semaine dernière : « Nous ne libérons pas nos patrons qui ont été évacués de la situation dans laquelle ils nous ont mis, et ils acceptent d'intervenir avec leur fortune personnelle pour nous aider ».

On avait, par ailleurs, appris jeudi par M. Henri Goetschy, président du conseil général du Haut-Rhin, que les pouvoirs publics n'avaient pas donné suite à une solution de rachat du groupe Schlumpf, estimant que les capitaux privés proposés pour cette solution régionale étaient insuffisants.

Selon notre correspondant à Mulhouse, une demande de aide sur les établissements Deffrenne à Roubaix (filiale du groupe et principal débouché des deux filatures haut-rhinoises de Malmerspach et de Mulhouse, celle de Erstein transformant des fibres synthétiques), laisse planer

la menace d'un dépôt de bilan du groupe de Roubaix, dépôt qui entraînerait celui des trois filatures alsaciennes et la mise en chômage des deux mille travailleurs du groupe. Tout espoir de solution partielle n'est toutefois pas abandonné. Celle-ci se limiterait à l'étude prévoyant le rachat des filatures Gink et Cie par les établissements Deffrenne, aux-uns repris par une filature du Nord qui aurait engagé des pourparlers à cet effet.

La filature de Erstein pourrait être reprise par un investisseur allemand. Reste la filature de Malmerspach à personnel essentiellement féminin et pour laquelle on parle d'une éventuelle reconversion, soit dans l'électronique, soit dans l'automobile.

Pour le syndicat C.F.D.T. seul représenté dans les usines haut-rhinoises, le personnel ne doit compter que sur lui-même pour garantir son avenir et éviter le démantèlement du groupe, ajoute notre correspondant. Il s'agit, par l'action, d'obtenir la confirmation des biens des frères Schlumpf, ceux-ci possédant notamment à Mulhouse un musée privé de quelques cinq cents voitures anciennes, biens « acquis sur le dos des travailleurs », qui sont une garantie suffisante à l'heure actuelle pour un nouveau démarrage du groupe, estime le C.F.D.T.

A L'ÉTRANGER

LE TAUX DE L'ESCOMPTE EST PORTÉ DE 6 À 8 % EN SUÈDE

Stockholm. — La Banque royale de Suède a décidé, dimanche 3 octobre, au cours d'une réunion extraordinaire, de porter le taux de l'escompte de 6 à 8 %. Cet important relèvement de 2 points, qui entre en vigueur le 4 octobre, est motivé par le fait que les réserves de devises suédoises ont sensiblement et brutalement diminué ces derniers temps, à la suite de spéculations sur une éventuelle réévaluation du denari suédois.

Les réserves de la Banque centrale ont diminué de 1,3 milliard de couronnes suédoises (environ 1,15 F) au mois d'août, de 1,4 milliard de couronnes en septembre et de plus de 1 milliard la semaine dernière, pour se situer à environ 10 milliards. Ce relèvement, qui a été accueilli avec satisfaction dans les milieux politiques, est le plus important qu'il ait été opéré depuis la fin de la guerre. Le taux de l'escompte avait été porté de 5,5 à 6 % en juin dernier.

LA COMMISSION EUROPÉENNE REGRETTE L'INSTALLATION EN ITALIE D'UNE TAXE DE 10 % SUR LES ACHATS DE DEVISES

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne s'incline à regret devant l'instauration par l'Italie d'une taxe de 10 % sur les achats de devises. Dans un communiqué publié le 2 octobre, elle regrette que le gouvernement d'un Etat membre ait été obligé de prendre d'urgence une mesure de sauvegarde. Elle considère que les vagues récurrentes de la spéculation internationale sur les monnaies ne pourront être éliminées durablement par des mesures partielles et unilatérales.

La Commission s'attend que le gouvernement et le Parlement italien prendront dans les plus brefs délais les mesures nécessaires à l'assainissement de la situation économique et au rétablissement de la confiance assurant ainsi le retour à l'équilibre tant interne qu'externe de l'économie italienne.

AFFAIRES

LES CHANTIERS NAVALS FRANCE-DUNKERQUE CRÉENT UNE FILIALE DE NAVIGATION

Les Chantiers navals France-Dunkerque viennent de créer une filiale d'armement. Cette société en nom collectif, dont le gérant est M. Gérard Chanchat, président de France-Dunkerque, s'appellera la Société dunkerquoise d'armement. C'est un fait très rare qu'un grand chantier français crée une entreprise de navigation.

M. Gérard Chanchat explique ainsi cette initiative : « Vu les prix très bas des navires dans la conjoncture actuelle, nous préférons faire construire des bateaux pour notre propre compte plutôt que de faire des commandes à des armateurs qui ne nous en seront pas reconnaissants ».

La nouvelle société de navigation détient des « quillats » (1) sur quatre navires : 10 % sur deux pétroliers de 135 000 tonnes de la Société française des transports maritimes (filiale du groupe Worms), et 90 % dans les deux cargos commandés par le groupe Worms à France-Dunkerque en juillet dernier.

Les Chantiers France-Dunkerque ont un des plus importants chantiers navals français. La société a remporté des succès notamment dans la construction de méthaniers. Son carnet de commandes actuel atteint 58 milliards de francs. Pour le premier semestre de 1976, cette dernière présentera des comptes avec des bénéfices pour 45 millions de francs environ.

(1) Terme spécifique du vocabulaire maritime pour désigner des participations financières dans un navire.

Pour vous et votre équipe de vente



HEINZ GOLDMANN sera le 14 Octobre 1976 à Paris pour une journée COMMENT CONCLURE ET OBTENIR LA COMMANDE EN 1976-1977

Renseignements et inscriptions
HEINZ GOLDMANN
Centre International de ventes
147, avenue Paul-Doumer
92500 RUEIL-MALMAISON
Téléphone : 977.92.54

Les pays pauvres demandent l'émission de nouveaux droits de tirage spéciaux

L'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, qui s'est ouverte lundi matin à Manille, réunit quelque trois mille délégués représentant cent vingt-huit des cent trente pays qui sont actuellement membres de ces deux institutions, les deux absents étant, d'une part, le Cambodge et, de l'autre, les îles Seychelles, dont l'adhésion est toute récente. Les deux discours d'ouverture ont été prononcés l'un par le président des Philippines, M. Ferdinand Marcos, qui a déclaré que « le monde global des pauvres a déjà

remporté ses premières victoires sur le monde », et l'autre par le ministre syrien des finances, en sa qualité de président de séance. Ce dernier s'est

surtout attaché à montrer l'importante contribution des pays exportateurs de pétrole à l'aide aux pays en voie de développement.

Corrosif

M. McNamara, président de la Banque mondiale (voir page 43), a plaidé vigoureusement en faveur d'une augmentation du capital de la Banque mondiale et de la reconstruction des ressources de l'AIID (Association internationale de développement, filiale de la Banque mondiale spécialisée dans les prêts à long terme et sans taux d'intérêt aux pays pauvres) à un niveau très élevé, de l'ordre de 8 à 9 milliards de dollars. Le directeur général du F.M.I., M. Johannes Witterstein, a, pour sa part, insisté sur les dangers d'un renouveau de l'inflation. « Je dois souligner, a-t-il déclaré, que le coût économique et social de l'inflation, moins immédiat et moins évident que celui du chômage, peut devenir plus corrosif ».

M. Witterstein a demandé que dans les pays particulièrement touchés par la hausse des prix soient mises en œuvre des politiques des revenus qui ne doivent pas empêcher la réalisation des dépenses budgétaires et de la masse monétaire. Le directeur général du Fonds monétaire s'est en outre attaché à la tâche de veiller à ce que le F.M.I. devienne un conseil en janvier dernier. L'autre fonction importante du Fonds monétaire sera, a-t-il rappelé, la gestion des liquidités internationales.

Sur ce dernier point, une précision qui peut être importante a été donnée dimanche à l'occasion de la réunion du comité intermédiaire de vingt membres, désignés par l'instance suprême de ce que l'on continue d'appeler par habitude le « système monétaire international ». Le comité se réunira les 18 et 19 avril 1977 à Washington et, à cette occasion, le conseil d'administration du F.M.I. lui présentera un rapport sur tous les aspects que revêtent les liquidités internationales y compris les droits de tirage spéciaux. A en croire certains délégués de pays en voie de développement, ces derniers pourraient obtenir satisfaction. Dans le communiqué qu'il a publié samedi, le groupe des vingt-quatre, chargé de coordonner les positions des pays du tiers-monde, réclame une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux.

Le président du groupe des vingt-quatre, M. Luis Castaneda, ministre péruvien des finances, a eu l'oc-

cas de préciser que le point le plus délicat des délibérations entre les membres a été la définition d'une position commune au sujet de l'endettement. Il a indiqué que les ministres n'avaient pas discuté d'un éventuel moratoire des dettes. L'endettement, dit-il, n'est pas seulement des moyens d'alléger la charge de ceux d'entre eux qui sont le plus endettés.

Le Fonds monétaire modifiera-t-il, comme le voudrait notamment le premier ministre français (voir l'interview page 1) la procédure qu'il a mise en vigueur le 15 septembre dernier dans ses adjudications d'or et qui consiste à faire payer à chaque adjudicataire dont l'offre a été acceptée le prix qu'il a lui-même proposé ? Le ministre des finances du Canada, M. Donald McDonald, a, pour sa part, demandé un réexamen du programme des enchères organisées par le F.M.I. après avoir rappelé que les pays en voie de développement n'ont pas tiré tous les avantages possibles de ces ventes, en raison de la baisse des cours de l'or. « Je profite de l'occasion pour demander que les administrateurs du F.M.I. apportent les modifications qui s'imposent au programme de ventes aux enchères ».

Cette question avait également été évoquée par le groupe des Vingt-Quatre. Devant les journalistes

M. Castaneda avait souhaité que l'on trouve un moyen d'entraîner la baisse du cours. « Je ne sais pas si les adjudications du F.M.I. sont la raison principale de la baisse du prix de l'or », a-t-il dit, mais les seuls que depuis qu'elles ont eu lieu, le prix de l'or a baissé », a-t-il ajouté. Cependant, le directeur général du Fonds monétaire avait indiqué, à l'occasion de la réunion du comité intermédiaire, que les modalités de la prochaine adjudication d'or, qui doit avoir lieu le 27 octobre, ne subiraient aucun changement.

Le groupe des Dix, qui rassemble les pays industrialisés de l'O.C.D.E. financièrement les plus importants, a porté à sa présidence M. Denis Healey, chancelier de l'Echiquier britannique, poste où il succède au ministre néerlandais des finances, M. Duisenberg. Comme prévu, la présidence du comité des suppléments (haute fonctionnaires chargés de préparer les travaux des ministres) du groupe des Dix a été confiée à Jacques de La Rozière, directeur français du Trésor, qui succède à M. Rinaldo Ossola, ancien sous-gouverneur de la Banque d'Italie devenu ministre du commerce extérieur du gouvernement Andreotti.

Précisons enfin que l'affaire chinoise ne sera pas soulevée au cours de l'assemblée générale. C'est seulement quand celle-ci aura pris fin que M. Witterstein transmettra au conseil d'administration du F.M.I. la demande d'expulsion de Taiwan (Formose) que lui a adressée le président de la République de Chine populaire, M. Chen Hsi-yu.

CONJONCTURE

L'HIVER PROCHAIN

Les utilisateurs de fuel domestique devront réduire leur consommation de 5 %

Dans le cadre du renforcement des mesures d'économie d'énergie, le ministère de l'Industrie et de la recherche a décidé le dispositif visant à réduire la consommation de fuel domestique. Globalement, les quantités mises à la disposition du marché ne devront pas dépasser 31,2 millions de tonnes pour la période comprise entre le 1^{er} juillet 1976 et le 30 juin 1977, contre une consommation de 31 millions de tonnes pour la saison 1975-1976.

Compte tenu de l'augmentation du prix de l'énergie, cela ramène les droits des consommateurs à 95 % des livraisons qu'ils ont reçues l'année dernière, les obligeant donc à réaliser une nouvelle économie de 5 %. L'arrêté publié le 2 octobre au Journal officiel « sur le contrôle de la distribution du fuel domestique fixe les coefficients mensuels

d'approvisionnement. Il rend également plus sévères les sanctions qui peuvent être prises contre les revendeurs en cas de dépassement de ces quotas ».

D'autre part, la taxe parafiscale sur les fuels lourds, instituée le 30 septembre 1975, est prorogée d'un an. Cette mesure a pour but de limiter la consommation de produits pétroliers, cette taxe de 150 F la tonne s'applique à toutes les quantités de fuel lourd excédant le quota de consommation fixé pour l'année par la direction des carburants pour chaque établissement. Les nouveaux quotas seront notifiés aux entreprises le 1^{er} décembre prochain au plus tard. Le produit de la taxe sert à alimenter une caisse créée à l'aide du financement d'investissements réalisés par les industriels dans le but d'économiser l'énergie.

LA JOURNÉE DE GRÈVE DU 7 OCTOBRE

« Une riposte d'une ampleur exceptionnelle » déclare M. Krasucki, secrétaire confédéral C.G.T.

Le jeudi 7 octobre s'annonce comme la plus grande journée de grève et de manifestations de l'opposition syndicale et politique depuis le début du septennat de M. Giscard d'Estaing. Outre les partis de gauche et d'extrême gauche, de nombreuses organisations familiales et professionnelles — la dernière en date est le Syndicat des avocats de France — ont appelé leurs militants à participer aux actions décidées par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN.

Les consignes de grève de vingt-quatre heures données pour ce jour devraient entraîner des perturbations sérieuses dans la plupart des services publics : électricité, transports, P.T.T., enseignement, Sécurité sociale, banques, etc., et dans de nombreuses branches du secteur privé : métallurgie, chimie, textile, etc.

« La mobilisation rapide contre le plan Barre prouve que nous allons assister à une riposte d'une ampleur exceptionnelle », a déclaré, samedi 2 octobre, près du Havre, M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T. « Seuls compteront les actes », a ajouté M. Krasucki, qui a fait appel à l'unité d'action. « Le gouvernement s'attribue, comme des gens qui acceptent son plan, tous ceux, et toutes les organisations syndicales, qui se seront tenus à l'écart de l'action » le 7 octobre.

La C.G.T. comme la C.F.D.T. soulignent que cette journée n'est qu'une étape dans la lutte pour la mise au plan Barre, qu'il faut continuer à l'écarter de l'action ».

Quant à la C.G.C., elle lance une campagne nationale de manifestations contre le plan Barre, qui commencera le samedi 9 octobre à Grenoble par un meeting présidé par M. Yves Charpentier.

«jeunes artisans»

Revue trimestrielle Pour les jeunes artisans... par des jeunes artisans.

Au sommaire du N° de septembre : Les jeunes artisans se penchent sur le renouvellement des métiers manuels.

« JEUNES ARTISANS »
3, rue des Capucins, 75001 PARIS. Tél. : 337-79-32.
Abonnement : 28 F - Le N° : 5 F.
C.C.P. PARIS 8339-90.

LES SALONS FRANÇAIS EN OCTOBRE

JUSQU'AU 10 OCTOBRE — Salon de la caravane et de la résidence mobile : 10 h. à 19 h. en semaine, 9 h. à 20 h. le samedi et le dimanche. Le Bourget. Ouvert au public.

JUSQU'AU 3 — Marché européen de l'ameublement et des fournitures professionnelles pour l'ameublement (Euroam). Grand Palais, à Lyon, de 9 h. à 18 h. Pour les professionnels.

JUSQU'AU 6 — Salon professionnel de la quincaillerie (Quinquet), de 9 h. à 19 h. Porte de Versailles. Pour les professionnels.

DU 7 AU 12 — Salon de l'automobile : jeudi 7, de 13 à 20 h.; vendredi 8, de 10 à 22 h.; samedi 9, de 9 à 22 h.; dimanche 10, de 9 à 20 h.; lundi 11, de 10 à 20 h.; mardi 12, de 10 à 22 h.; mercredi 13, de 10 à 22 h.; jeudi 14, de 10 à 20 h.; vendredi 15, de 10 à 22 h.; samedi 16, de 9 à 22 h.

dimanche 17, de 9 à 20 h. Porte de Versailles. Ouvert au public.

DU 18 AU 16 — Salon international des techniques héliotropes et micro-mécaniques (Héliotropes), de 10 h. à 20 h. Beaucourt. Pour les professionnels.

DU 17 AU 25 — Salon technique international de l'équipement et de la gestion des hôtels, restaurants, cafés et collectivités (Equip'hôtel), de 9 h. à 19 h. Porte de Versailles. Ouvert au public.

DU 26 AU 27 — Salon international du prêt-à-porter et section technique, de 9 h. à 20 h. Porte de Versailles. Pour les professionnels.

DU 31 OCTOBRE AU 14 NOVEMBRE — Salon de la héliologie, de 10 h. à 20 h. les mardi et vendredi jusqu'à 22 heures. CNIT, la Défense. Ouvert au public.

FAITS ET CHIFFRES

● M. GILDAS EZANNO vient d'être élu président de la Fédération française de l'agriculture (F.F.A.), organisation paysanne non reconnue par les pouvoirs publics. Agé de trente-sept ans, M. Ezanno dirige à Hennebont (Morbihan) une exploitation légumière. Il a été secrétaire général de la F.F.A. de 1970 à 1975 et a été depuis lors membre du bureau. Il succède à M. Joël Tenaillon, qui a occupé ce poste depuis 1975. Président de la Sica Agri-Ser, qui a organisé, en Vendée, des marchés au cadran (vente par enchères), pour les bovins et les céréales, M.

Tenaillon, a été écarté de la présidence de la Fédération de Vendée.

● LA SOCIÉTÉ G.T.E. CONSUMER ELECTRONICS A.C., qui est responsable notamment des activités de G.T.E. Sylvana (spécialisée dans la fabrication des tubes couleurs), a tenté à préciser qu'aucune transaction directe ou indirecte n'a jamais été effectuée pour la reprise par une firme quelconque de G.T.E. Sylvana. De plus, elle n'en a pas l'intention. Des rumeurs le Monde du 28 septembre avaient couru sur le rachat de cette firme par un groupe japonais.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 7/8	5 1/8	4
1 mois	5 1/8	5 5/8	4 1/4
3 mois	5 3/8	5 7/8	4 1/2
6 mois	5 3/4	6 1/4	4 3/4

150

150

LA VIE ÉCONOMIQUE

ET DE LA BANQUE MONDIALE

Les chiffres de la honte

par PIERRE DROUIN

Ce n'est plus un discours, c'est une antienne. Chaque année, lors de la réunion de la Banque mondiale, M. McNamara, son président, frappe avec plus de vigueur sur le clou de la « pauvreté absolue » dans les pays en voie de développement. A travers le texte qu'il vient de prononcer à Manille, son obstination à quelque chose d'éternel. D'autant plus qu'il est obligé de constater à la fois l'aggravation du phénomène et la diminution de l'intérêt actif que lui portent les pays riches.

La situation de près d'un milliard d'hommes, les plus pauvres de la planète, n'a pratiquement pas changé depuis dix ans et leur chiffre s'accroît. Ils ont une existence « que l'on ose à peine qualifier d'humaine », écrit M. McNamara. L'alimentation est si pauvre en protéines dans ces régions que le cerveau des enfants en est endommagé, et le taux de mortalité est huit fois plus élevé que dans les pays industrialisés. Notons aussi que l'espérance de vie ne dépasse pas cinquante ans et que l'analphabétisme touche 62 % des adultes. Quant au revenu moyen par habitant, il est inférieur à 100 dollars par an.

Il faut avoir sans cesse devant les yeux ces chiffres de la honte. Le président de la Banque mondiale les brandit sans réserve. Mieux, il entre maintenant dans la voie des critiques tous azimuts.

« La triste vérité, c'est que, de nos jours, la pauvreté absolue est fille de la négligence et que, dans ce domaine, nous sommes tout aussi coupables que d'autres. » La négligence ? Le mot paraît faible pour caractériser ce mélange d'égoïsme et d'aveuglement, mais il décrit bien tout de même certaine attitude de presque tous les responsables des pays riches comme des pays pauvres, ainsi que des organisations internationales. Vivant dans un monde culturel qui tend à se refermer sur lui-même, ne voyant plus vraiment la misère, mais des rapports ou des experts, ils « fonctionnent » leurs missions et rangent dans le tiroir « fatalité » le fléau de la pauvreté.

M. McNamara a raison de dire que la lutte contre la pauvreté la plus urgente incombe d'abord aux gouvernements des pays intéressés. Que constaté-t-on ? Ces nations, qui ont pourtant réussi à financer sur leurs maigres ressources près de 90 % des investissements destinés à leur développement, ont à peine consacré 3 % de leur produit national brut à

l'agriculture et de très faibles concours à la planification démographique ou aux services publics essentiels. Il s'agit de moyennes, bien sûr, et l'on pourra donc citer d'heureuses exceptions, mais qui ne voit que l'agriculture et l'équipement rural sont les tremplins du développement à ras de terre, moins spectaculaire que l'autre, certes, mais absolument vital pour qu'un minimum de dignité soit apportée aux populations les plus démunies du tiers-monde ?

La « sauvegarde » des pays industrialisés, dont l'aide extérieure diminue chaque année, serait plus insupportable encore si les gouvernements du tiers-monde le plus misérable avaient résolu de consacrer toutes leurs forces à l'éradication des maux de cette « pauvreté absolue » sur leur territoire. Comment parvenir à un « accord fondamental » sur cet objectif entre les nations riches et les nations pauvres que M. McNamara appelle de ses vœux ?

Une idée qui gagne du terrain

En juin dernier déjà, le rapport présenté par M. Blanchard, directeur général du Bureau international du travail, à la conférence mondiale tripartite de Genève sur l'emploi, la répartition du revenu et le progrès social avait vigoureusement insisté sur la notion de « besoins essentiels » à satisfaire dans les pays pauvres. Ils ne peuvent pas seulement au reste être entendus comme la garantie d'un minimum nécessaire de subsistance (alimentation, logement, habillement, soins), mais doivent comprendre aussi, cela va sans dire, des possibilités d'instruction et d'emploi.

L'idée gagne donc enfin qu'il ne sert à rien de conquérir des records de croissance si les effets ne se diffusent pas jusqu'au tréfonds de la population. Le thème est valable aussi pour les pays industrialisés, et, dans un rapport de juillet 1976 intitulé *Dépenses publiques affectées aux programmes de garantie de ressources*, l'O.C.D.E. apportait des précisions importantes sur la pauvreté dans les nations riches (1).

Rappelons que, selon les computations de ces experts, il y aurait 3 % de la population vivant dans la pauvreté en Allemagne et en Suède, 16 % en

France et de 7,5 % à 13 % dans trois autres pays : États-Unis, Canada, Royaume-Uni.

Troublante constatation : dans un certain nombre de pays, la plus grande partie des dépenses de garantie de ressources ne va pas aux groupes à faible revenu. Comment s'explique-t-il en fait de même dans ce que M. McNamara appelle les « pays en développement » où « peu d'attention (est) accordée... au principe d'équité », conduisant à « de fortes distorsions dans la répartition des revenus ».

Ceux qui ont le pouvoir, ceux qui ont l'argent, tombent si aisément dans le piège d'indifférence à l'égard de tout ce qui n'entre pas dans leur système de pensée ! Des rappels comme ceux du président de la Banque mondiale, mettant sous le nez des puissants de ce monde les sinistres réalités de la misère, sont donc particulièrement salutaires. Mais quelles forces empêcheront que tout retombe ensuite dans l'engourdissement ?

Au siècle où nous vivons, la pauvreté absolue est un « tragique anachronisme », concluait M. McNamara. Mais n'est-ce pas aussi un « tragique anachronisme » de constater que le dialogue Nord-Sud se poursuit sans que cette question de l'allègement du fardeau du *Lumpenproletariat* ou tiers-monde soit inscrite au tout premier rang des sujets débattus. « Tragique anachronisme », également que le modèle de développement choisi par la plupart des pays du tiers-monde sous prétexte qu'il a réussi en Occident !

Puisque M. McNamara, chaque année, force un peu plus la dose de ses critiques portant sur la gestion actuelle du monde, il faudra bien qu'il en arrive lui-même à ces remises en cause politiques. Mais quel émoi, alors, dans le pays qui a donné asile à la Banque mondiale, et du côté des « élites dirigeantes » de la plupart des pays du tiers-monde !

M. McNAMARA : que les gouvernements des pays les plus pauvres changent de politique.

Dans le discours qu'il a prononcé lundi matin à l'Assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, M. Robert McNamara, président de cette dernière institution, a fait allusion à la « négligence » des gouvernements des pays les plus pauvres, ceux dont le revenu annuel par habitant est inférieur à 200 dollars, et qui comptent 1 200 millions d'habitants. Il a insisté sur la nécessité pour eux de réorienter leurs politiques intérieures.

Dans ces pays, a souligné l'ancien secrétaire américain à la défense, le revenu moyen par habitant est passé de 130 dollars en 1965 à 150 dollars en 1975 alors qu'il a augmenté de 630 à 950 dollars dans les pays en développement à revenu intermédiaire, et de 4 200 à 5 500 dollars dans les pays industrialisés. Il a qualifié l'avenir de « sombre » si une nouvelle stratégie du développement n'est pas mise au point.

« Les gouvernements des pays les plus pauvres doivent réorienter leurs politiques internes et les axes d'une part sur l'accélération du progrès économique, et d'autre part sur l'assistance directement destinée aux pauvres au moyen de mesures visant expressément à les aider à devenir plus productifs », a déclaré M. McNamara. « Quelle que soit la négligence que peuvent se reprocher les gouvernements des pays les plus pauvres, la communauté internationale peut faire aussi son mea culpa puisqu'elle ne les a pas aidés comme elle l'aurait dû dans leurs efforts de développement », a-t-il ajouté.

A cet égard, le président de la Banque mondiale s'est montré particulièrement critique sur l'attitude des pays industrialisés les plus riches. Il n'a pas nommé ces derniers mais les tables statistiques qui accompagnent son discours écrit les identifient comme étant les États-Unis, l'Allemagne et le Japon.

M. McNamara s'est montré plus optimiste pour les perspectives des pays à revenu intermédiaire qui rassemblent sept cent cinquante millions d'habitants (notamment des pays comme le Mexique, le Brésil et la Malaisie). Il a estimé que ces pays « ont commencé à se doter de structures permettant d'écarter une forte croissance économique ». En pratiquant une politique saine et avec une aide raisonnable des pays développés, « ces pays devraient pouvoir continuer à renforcer leurs économies ».

A bas le batch

Le Batch c'est pratique pour traiter une application classique : paye ou prix de revient.

Mais dès que vous faites de la distribution ou du contrôle de production, le Batch peut présenter quelques problèmes : il vous donne des rapports périodiques qui vous informent de l'état des choses dans le passé et non dans l'immédiat. Vous devez consulter des masses de rapports avant d'obtenir le renseignement précis dont vous avez besoin... et il faut attendre votre tour pour obtenir une information à jour.

C'est pourquoi une grande banque d'affaires française a choisi Data General pour gérer, en temps réel, son service Portefeuille et son service Coupons en y installant un ordinateur. Résultats : les transactions sont décentralisées et exploitées en temps réel, tout en gardant le contact avec l'unité centrale. La charge, donc les coûts de l'ordinateur fonctionnant en Batch sont considérablement réduits. Les départements gardent leur autonomie tout en gagnant du temps.

La Fondation Mérieux a également équipé son centre de bilans de santé EDIP avec Data General. Aujourd'hui, chaque patient répond lui-même, en temps réel, à une série de questions type sur son état de santé. L'ordinateur fournit un ensemble d'informations qui permet au médecin traitant d'étayer son diagnostic. Grâce à l'ordinateur, un interrogatoire médical d'ordre général apporte au praticien précision et gain de temps au bénéfice de l'examen clinique.

A la Bourse de New York, un agent de change a installé un de nos ordinateurs pour analyser et comparer instantanément la rentabilité de milliers d'actions. Dès la première semaine, l'ordinateur Data General a permis de réaliser une vente qui remboursa son prix d'achat.

Toutes nos installations ne sont pas toujours aussi rapidement rentables mais il est important de savoir qu'elles peuvent l'être.

Plus de 26.000 ordinateurs Data General sont utilisés pour assurer directement des opérations de ce genre.

Mais Data General vient encore d'innover en donnant un outil de plus à l'informatique distribuée : elle a créé Idéa.

Idéa, c'est ce qui permet aux utilisateurs de concevoir eux-mêmes, et dans un langage qu'ils auront appris en 24 heures, les formats d'écran et les traitements de leurs applications multi-terminales, en temps réel, sur base de données. Idéa, c'est aussi une économie dans les coûts de développement, parce qu'il offre l'avantage d'associer l'utilisateur à son système.

Et écrivez-nous pour tout savoir sur l'utilisation rationnelle des mini-ordinateurs. Et... à bas le Batch!

Agrafez ici votre carte de visite et envoyez-la à :

Data General France
La Boursidière - Bâtiment M
Route Nationale 186 - B.P. 78
92350 Le Plessis-Robinson

c'est plus rapide que de remplir un coupon

Data General

Data General Europe, 15, rue Le Sueur, Paris 75116, tél. 500.98.18

Hôtel Sheraton.

Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

«Le Montparnasse 25», une table gastronomique dans un décor des «années folles», «Le Corail», un bar feutré où il fait bon s'attarder, «La Ruche», un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking. Confort, calme, détente...

Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver : 260.35.11



Paris-Sheraton Hotel

AVENUE DU MARSE - RUE DU COMMANDEUR MICHELLE TELER 0205

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALSTHOM - ATLANTIQUE

Les assemblées d'Alstom et des Chantiers de l'Atlantique ont approuvé la fusion des deux sociétés

Réunis en assemblée le 30 septembre 1976, les actionnaires des Chantiers de l'Atlantique et d'Alstom ont approuvé les résolutions qui leur étaient soumises concernant la fusion des deux sociétés avec effet au 1^{er} janvier 1977.

La totalité des éléments d'actif et de passif des Chantiers de l'Atlantique — dont l'évaluation nette s'élève à 274 000 000 F — est apportée à Alstom. En rémunération de ces apports, l'ensemble des actionnaires des Chantiers de l'Atlantique recevront, en échange de leurs titres, 320 140 actions Alstom d'une valeur nominale de 50 F, créées à cet effet et portant jouissance du 1^{er} janvier 1977. La parité d'échange est de 7 actions Alstom pour 2 actions Chantiers de l'Atlantique.

Le capital d'Alstom se trouve ainsi porté de 1 955 513 900 F à 3 260 300 000 F.

La société résultant de la fusion prend la dénomination d'Alstom-Atlantique.

Alstom-Atlantique se substituera aux Chantiers de l'Atlantique dans la totalité de leurs engagements vis-à-vis de tous tiers et, notamment, du personnel, des fournisseurs et des clients.

Le conseil d'administration est composé de MM. Philippe Dargenton, Pierre Loygue, Jacques Monnier, François Morin, Georges Pabreau, Jacques Pillet-Will, Ambroise Roux et Roger Schulz.

Le conseil a porté M. Pierre Loygue à la présidence d'Alstom-Atlantique.

Sur sa proposition, M. Roger Schulz a été nommé vice-président délégué.

Le conseil a confirmé M. Georges Cluser comme président d'honneur de la société.

banque jordaen
conseil en placements
et gestion de patrimoine
Raymond Jordaen tel 260 83 45
siège central Paris
13, rue de la Harpe
à l'angle de la rue de la Harpe

(PUBLICITE)
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE
MINISTÈRE DE L'ÉLECTRICITÉ
APPEL D'OFFRES N° 466
EXTENSION DE LA DATE DE REMISE DES OFFRES

Suite à l'appel d'offres numéro 466 du 23-12-1975 relatif à l'étude d'exécution, la fourniture et l'installation d'une Centrale Thermique à Baniyas comprenant deux groupes de 150 MW.

A la demande de plusieurs constructeurs, nous avons décidé l'extension de la date de remise des offres jusqu'à la fin de l'horaire officiel du 20 décembre 1976.

Le dépouillement des offres aura lieu le 21 décembre 1976 à 10 heures (heure locale) aux bureaux du Ministère de l'Électricité à DAMAS.

MINISTRE DE L'ÉLECTRICITÉ
Dr. Ing.
H.-O. HOUSSEY
AHMAD OMAR YOUSSEY.

LA PUBLICITE EST HONNÊTE.

La publicité est honnête dans la plupart des cas.

Mais il y a parfois des exceptions à la règle : les quelques publicités mensongères et déloyales de certains irresponsables.

C'est pourquoi le BVP existe.

Dans l'intérêt du public et des fabricants eux-mêmes,

le BVP pourchasse les publicités mal intentionnées.

Vous pouvez nous aider.

Si vous croyez avoir été induit en erreur par une publicité,

écrivez au Bureau de Vérification de la Publicité (BVP),

27/29, rue St-Amand, 75015 Paris.

BVP

Pour une publicité loyale, véridique et saine.

Cartouche réalisée par l'agence B&B, avec la concours de Michel Dax, typographe SOG, illustrateur B&B et la participation des experts.

SLIVA FRANCE

Société Lyonnaise d'Investissement et d'Immobilier

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE du 27 septembre 1976

Réunie le 27 septembre 1976 sous la présidence de M. Maurice GENIN, l'Assemblée Générale a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1976, auxquels s'ajoutent les comptes de l'exercice 1976-1977.

L'Assemblée a décidé d'attribuer à chaque actionnaire un dividende de 10,15 F (impôt précompté) contre un dividende net de 9,25 F (impôt précompté) et d'un impôt de 0,90 F sur le dividende net de 9,25 F.

Le dividende, mis en paiement à compter du 28 septembre 1976 aux guichets du CREDIT LYONNAIS, est réparti par le paiement :

- du coupon No 22 de F. 3,47 net représentant le produit des obligations françaises non de 700 sièges aux Pays-Bas et dans les autres pays d'Europe, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique latine. Ce revenu extérieur appartient notamment les plus grandes entreprises financières : New York, Los Angeles, Londres, Paris, Zurich, Singapour, Hong-Kong et Tokyo. Le groupe A.B.N. affirme ainsi une carrière internationale.
- du coupon No 23 de F. 4,04 net correspondant aux autres revenus versés par la société.

Ces coupons donnent droit à des actions d'impôt respectivement de F. 0,26 et F. 1,26.

Le montant du dividende pourra être déduit en action de la société en franchise totale de droit d'enregistrement, pendant un délai de trois mois à compter de la date de mise en distribution.

En outre, l'Assemblée Générale a renouvelé pour une durée de six années les mandats d'administrateurs de MM. Maurice GENIN et Jean CHEROUX.

DE NEUFLIZE, SCHLUMBERGER, MALLET

La banque néerlandaise Mees & Hope, qui possède 15 % du capital du groupe de Neuflyze, Schlumberger, Mallet, et des obligations convertibles lui permettant de porter cette participation à 28 %, a été intégrée en septembre 1976 à l'Algemeene Bank Nederland (A.B.N.).

En accord avec N.S.M. A.B.N. a décidé de convertir en actions les obligations N.S.M. A.B.N. et d'acquiescer un nombre d'actions suffisant pour porter sa participation à 40 %.

L'Algemeene Bank Nederland résulte de la fusion, en 1964, de la Nederlandse Handel Maatschappij,

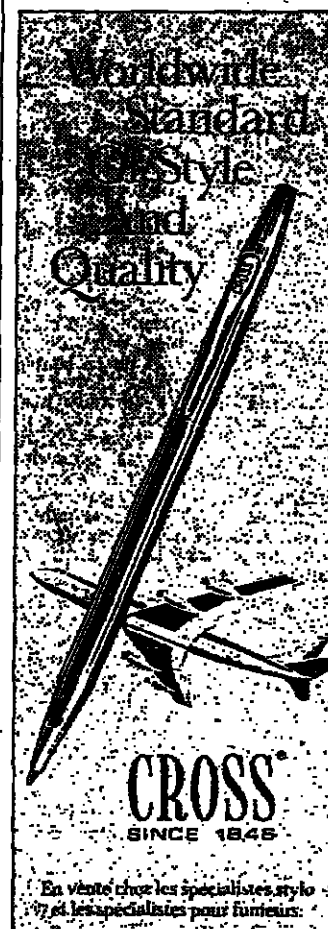
COMPAGNIE FINANCIÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE

Le conseil d'administration de la Compagnie financière de l'Union européenne s'est réuni sous la présidence de M. Jean de Drusus.

Les résultats de l'exercice 1975-1976, tels qu'ils ont été approuvés par le conseil d'administration de la société, font apparaître un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 12,5 millions pour l'exercice précédent.

Le bénéfice net ressort à 22,2 millions de francs contre 17,5 millions au 30 juin 1976.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire de distribuer un coupon net de 4 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 2 francs (net de 2 francs) à celui de l'exercice précédent, mais sur un capital augmenté, ce qui représentera une distribution de 18,1 millions en accroissement de 20 % sur les sommes distribuées au titre du dernier exercice.



CREDIT LYONNAIS

EUROPARTENAIRES : Banco di Roma, Banco Hispanoamericano, Commerzbank

SITUATION AU 31 AOUT 1976

La situation au 31 août 1976 s'établit à 156 728 millions contre 159 037 millions au 31 août 1975.

Le passif, le poste Institut d'Émission, Banques et Entreprises, non bancaires admissibles au marché monétaire, se chiffre à 46 452 millions. Les Comptes d'Entreprises et Divers totalisent 23 548 millions et les Comptes de Particuliers 45 161 millions. Les Bons de Caisse atteignent 19 995 millions.

A l'actif, les Crédits à la Clientèle Portefeuille s'élèvent à 22 794 millions et les Comptes débiteurs à 24 071 millions.

Les Crédits mobilisés, hors bilan s'inscrivent pour 16 064 millions.

SOCIÉTÉ LYONNAISE IMMOBILIÈRE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE SLIMINCO

Au cours de sa séance du 28 septembre 1976, le conseil d'administration a examiné les comptes de la société pour le premier semestre 1976 et pris connaissance des prévisions pour l'exercice en cours.

D'un montant de 59 000 000 de francs E.T., le chiffre d'affaires des six premiers mois de 1976 est en augmentation de 21 % par rapport à celui de la même période de 1975.

Les résultats au 30 juin 1976 et les prévisions d'exploitation pour le second semestre permettent d'envisager, sans événements actuels, une amélioration, une amélioration du dividende par rapport à celui de l'an passé.

Depuis le début de l'exercice, la société a pris des engagements nouveaux de l'ordre de 100 000 000 de francs E.T., les encours bruts cumuls s'approchant d'un milliard de francs.

La politique de constitution d'un patrimoine destiné à la location simple a été poursuivie. A ce jour, le volume des engagements de cette nature est de 253 000 000 de francs E.T. contre 230 000 000 de francs à la fin de l'année dernière. Le patrimoine locatif couvre donc les approches des actionnaires à hauteur de 63,24 %. La situation locative est satisfaisante.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Gaz de France obligations 8 % 1969

Les intérêts courus du 15 octobre 1975 au 14 octobre 1976 sur les obligations Gaz de France 8 % 1969 seront payables, à partir du 15 octobre 1976, à raison de 36 F par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon n° 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4 F (montant global : 40 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 5,99 F, soit un net de 30,01 F.

Il est rappelé que les titres de la série désignée par la lettre « B » sont remboursables depuis le 15 octobre 1974.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Commaudin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Credit Lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Credit du Nord, Credit commercial de France, Credit industriel et commercial et banques affiliées, Sociétés générales d'assurance de banque, Sociétés mutualistes de crédit, Banque de l'Union européenne, Banque de l'Indochine et de Siam, Caisse centrale des Banques populaires et toutes les Banques populaires de France, Société centrale de banque.

RIDEAUX VOILAGES

Marcel SELGER
Maître Artisan Tapissier
1, Impasse Druirot
Paris-12 628.35.30

Louer une voiture et le Super Service

europcar
645.21.25

GIDIM

GROUPEMENT INTERENTREPRISES POUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER

Le « GIDIM » a financé depuis son origine les plus importantes Sociétés françaises de développement immobilier.

Par ses interventions, il a permis la construction de nombreux programmes d'immobilier d'habitation, de bureaux, de bâtiments industriels et commerciaux, contribuant en cela au développement des Entreprises de Construction de Logements « E.C.L. ».

Le « GIDIM » finance toutes opérations de développement immobilier.

284.500.000 francs d'emprunts lancés depuis 1973

Les engagements du « GIDIM » sont assortis de sûretés réelles, ou bancaires.



12, rue de Constantin, 75001 PARIS - Tél. 260-38-54
UN GROUPEMENT SPÉCIALISÉ DANS LE FINANCEMENT À LONG TERME GÉRÉ PAR DES PROFESSIONNELS POUR DES PROFESSIONNELS avec l'assistance technique d'experts financiers

Sotheby Parke Bernet

a le plaisir d'annoncer la visite de ses spécialistes de Londres

Julien Stock
DESSINS ANCIENS
Timothy Llewellyn
TABLEAUX ANCIENS

Paul Thomson
TABLEAUX EUROPÉENS ET ANGLAIS DES XVIII^e ET XIX^e SIÈCLES

Marc Rosen et Libby Howie
GRAVURES DE MAÎTRES ANCIENS ET MODERNES

A Paris les 11 et 12 octobre

Les collectionneurs qui souhaitent prendre contact avec eux sont priés de contacter : Sotheby Parke Bernet (France) 3, rue de Miroménil 75008 Paris - Tél. : 263.32.30 - 266.40.60

J.P. 11.50

